

Léon Trotsky

ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ

mars 1937

à

avril 1937

Introduction et notes de Pierre BROUÉ

Publication de l'Institut Léon Trotsky

© Institut Léon Trotsky, 1982
ISBN : 2-904308-008

SOMMAIRE

<i>LISTE DES DOCUMENTS DES PAPIERS D'EXIL DE CETTE PÉRIODE NON RETENUS POUR CE VOLUME . . .</i>	11
<i>AVERTISSEMENT (Institut Léon Trotsky)</i>	13
<i>UNE COLLABORATION INTERNATIONALE</i>	15
<i>LISTE DES SIGLES</i>	17
<i>REPERES CHRONOLOGIQUES</i>	19
<i>INTRODUCTION (Pierre BROUÉ)</i>	23

Nous avons tiré tous les textes qui ne l'avaient pas été soit par Trotsky soit de son vivant. Les titres que nous proposons sont placés entre crochets [...].

[Le Travail en Norvège] (1 ^{er} mars 1937)	27
[Rencontre avec Waldo Frank] (2 mars 1937)	29
[Inadmissible] (2 mars 1937)	30
[La Question de l'agent littéraire] (2 mars 1937)	31
[Il faut dire ce qui est] (3 mars 1937)	32
Réponses à un journaliste américain (3 mars 1937)	35
[Droits d'auteur] (3 mars 1937)	38
[Il faut travailler avec Henri Molinier] (5 mars 1937)	39
[La syphilis du mouvement ouvrier] (5 mars 1937)	41
Fenner Brockway, Pitt n° 2 (6 mars 1937)	45
André Malraux, les Procès de Moscou et la révolution espagnole (8 mars 1937)	49

[Pas d'accord] (9 mars 1937)	52
[Cannon doit revenir à New York] (9 mars 1937)	53
[Une grave erreur des camarades] (9 mars 1937)	56
[Développer notre position] (9 mars 1937)	59
[Sur le vol des archives] (10 mars 1937)	61
[Les « Services » de l'avocat Puntervold] (11 mars 1937)	65
[Des Dépôts négligés] (11 mars 1937)	67
[Pour des visites au Mexique] (12 mars 1937)	69
[A Propos d'une interview] (12 mars 1937)	72
Quelques questions concrètes à M. Malraux (13 mars 1937)	74
L'Hôtel Bristol (13 mars 1937)	78
Au Front des Avocats socialistes (15 mars 1937)	82
[A Propos d'un livre sur les procès] (15 mars 1937)	85
[Précisions] (15 mars 1937)	86
[Il faut créer la commission d'enquête] (15 mars 1937)	87
[Condition sine qua non] (15 mars 1937)	90
[L'Attitude des camarades dans le comité] (15 mars 1937)	91
[Un Livre irremplaçable] (15 mars 1937)	92
[La Faiblesse des témoignages] (16 mars 1937)	93
Une Expertise « purement juridique » (16 mars 1937)	96
[Le Travail dans le comité de défense] (17 mars 1937)	102
[Trop de Nonchalance et d'insouciance] (17 mars 1937)	107
[Pour traduire le livre de Walker] (18 mars 1937)	110

LÉON TROTSKY, ŒUVRES, MARS-AVRIL 1937

[Travail urgent] (20 mars 1937)	111
[La conférence de Barcelone] (20 mars 1937)	112
[Un Article complètement faux] (23 mars 1937)	116
[Compréhension] (26 mars 1937)	119
[Plus d'attention] (26 mars 1937)	120
[Questions concrètes] (26 mars 1937)	123
[Une Comptabilité utile] (26 mars 1937)	125
[Autorisation] (27 mars 1937)	127
[Une attitude surprenante] (27 mars 1937)	128
[Encore à propos du vol de Piatakov] (28 mars 1937)	130
Le Discours de Staline (29 mars 1937)	133
[Le piège de la prétendue impartialité] (29 mars 1937)	135
[Toujours l'hôtel Bristol] (3 avril 1937)	139
Déclaration devant la commission préliminaire d'enquête à Coyoacán (17 avril 1937)	140
L'Enquête préliminaire à Coyoacán (17 avril 1937)	263
[Comment poursuivre] (20 avril 1937)	275
[Commentaires et suggestions] (20 avril 1937)	277
[Vers le conflit dans le S.P.] (22 avril 1937)	279
[Un nouveau volume] (22 avril 1937)	281
Problèmes de la révolution espagnole : la victoire est-elle possible ? (23 avril 1937)	282
[La Question agraire en Bolivie] (24 avril 1937)	291
Interview au <i>Jewish Daily Forward</i> (27 avril 1937)	295

LÉON TROTSKY, ŒUVRES, MARS-AVRIL 1937

[Le Témoignage de Windfeld-Hansen] (28 avril 1937)	299
Le Procès de Dantzig contre les « trotskystes » (29 avril 1937)	301
[Recommandations] (29 avril 1937)	307

ANNEXES

Principaux ouvrages et articles cités ou consultés pour ce volume	311
Index des journaux et périodiques	315
Index des noms de personnes	317
Index des organisations, institutions, instances	323
Index matières	325

**LISTE DES DOCUMENTS
DES PAPIERS D'EXIL
DE CETTE PÉRIODE
NON RETENUS POUR CE VOLUME**

- mars 1937** : lettre à H. Maule en anglais sur les éditions par Doubleday Doran (9034).
- mars** : discussion par une lettre en anglais à Canfield du projet de contrat avec Harpers (7477).
- 1^{er} mars** : lettre de remerciements en français à M^{lle} Nusse Sapp, relation de Norvège (10017).
- 3 mars** : télégramme en anglais à Rose Karsner (pour J. P. Cannon) : Trotsky n'a aucune réponse après deux lettres (8618).
- 3 mars** : lettre en anglais à Canfield sur le projet de contrat (7476).
- 6 mars** : lettre à Henri Molinier en français sur l'enquête sur le voyage Marseille-Saint-Palais (9152).
- 11 mars** : lettre à G. Novack en anglais sur la parution d'un texte de Trotsky dans la revue réactionnaire *American Mercury* (9429).
- 19 mars** : lettre en anglais à H. Maule sur le même sujet et demande d'envoi de volumes de *La Révolution trahie* (9032).
- 19 mars** : lettre en anglais à S. Weber : Doubleday Doran n'a pas payé l'avance promise (10819).
- 20 mars** : lettre en anglais au professeur américain Herring le remerciant de sa visite, de son offre de maison de vacances à Taxco et promettant un exposé à son séminaire en juillet (8525).
- 19 mars** : lettre en allemand à l'avocat Støylen sur l'affaire des impôts norvégiens (10535).
- 26 mars** : lettre en anglais à H. Maule, remerciant pour l'avance reçue, réclamant les exemplaires d'auteur.
- 27 mars** : lettre en allemand à Ernst Fröhlich à propos d'un article envoyé par lui sur la situation en Allemagne (8222).
- 29 mars** : lettre en anglais de remerciements à Witter Bynner pour l'envoi d'une coupure de presse sur Sergeï.

- 29 mars** : lettre en anglais à Witter Bynner remerciant d'une lettre avec une coupure de presse sur Sergei.
- 7 avril** : lettre de remerciements en anglais à Elisabeth Goldstein pour une déposition qui a été envoyée à la commission (8341).
- 8 avril** : télégramme de remerciements en français à Carillon (Sedov) pour les dépositions sur Royan (10206).
- 16 avril** : télégramme en français à Carillon (Sedov) : « Temporer » (10207).
- 22 avril** : télégramme en français à Carillon (Sedov) lui demandant de signer le contrat avec Grasset pour *Les Crimes de Staline*.

AVERTISSEMENT

Depuis le volume 8, les Œuvres reposent essentiellement sur la documentation de la Houghton Library de l'Université de Harvard, les « papiers d'exil » de Trotsky accessibles depuis le 2 janvier 1980. Nous indiquons ici les rares textes que nous n'avons pas cru devoir retenir, télégrammes ou lettres brèves le plus souvent.

Les textes de ce volume rédigés en russe ont été traduits ou revus par Isabelle Lombard et Michel Kehrnon, les textes anglais par Pierre Broué, les textes allemands par Maurice Stobnicer et A. Calvié. Pierre Broué a assuré la dactylographie.

L'introduction et les notes sont de Pierre Broué. Il a disposé pour ce travail notamment de la documentation de l'Institut Léon Trotsky, réunie par l'équipe qui s'est rendue à Harvard en 1980 (Alain Calvié, Michel Dreyfus, Jean-Paul Joubert, Isabelle Lombard) ainsi que par Roland Lewin et Gérard Roche.

L'index des noms est de Pierre Broué, les autres de Dominique Gérardin.

Institut Léon Trotsky

UNE COLLABORATION INTERNATIONALE

Les personnes dont les noms suivent, qui toutes ont été actives de son vivant dans le mouvement suscité par Trotsky, ont été interrogées oralement ou par écrit par les chercheurs de l'Institut et ne nous ont pas ménagé leur aide. Ce sont :

M^{mes} Margaret Dewar (Lindfield), Katia Landau de Balboa (Cuernavaca).

MM. Fulvio Abramo (Sao Paulo), Erwin H. Ackerknecht (Zurich), Manuel Alvarado (Mexico), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Octavio Fernández (Mexico), Pierre Frank (Paris), Albert Glotzer (New York), Plinio Gomes de Mello (São Paulo), Oskar Hippe (Berlin), Siegfried Kissin (Londres), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Alfonso Leonetti (Rome), Ernest Mandel (Bruxelles), Loukas Karliafis (Athènes), Raymond Molinier (Paris), Felix Morrow (New York), Pierre Naville (Paris), George Novack (New York), Walter Nelz (Zurich), Jean Rous (Perpignan-Paris), George Scheuer (Paris), Michel Raptis (Athènes-Paris), Hermínio Sacchetta (São Paulo), Jean van Heijenoort (Mexico-Cambridge), Oscar Waiss (Francfort sur le Main), Adolfo et Francisco Zamora (Mexico).

On nous permettra de rendre un hommage particulier à Lola Estrine, Juan Andrade, Hugo Dewar, Joseph Hansen, Mário Pedrosa, John Poulos, Georges Vereeken, disparus depuis le début de notre entreprise.

Pour la documentation générale, nous avons une dette vis-à-vis de :

- la Houghton Library de l'Université de Harvard,
- la Bibliothèque d'Histoire sociale de New York,
- l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam,
- la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.) de Nanterre (archives de la Ligue communiste, Fonds Lefevre),
- l'Institut Feltrinelli de Milan,
- la Bibliothèque communale de Follonica,
- le Centre d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale de Bruxelles,

- le Centre de documentation internationale (C.E.S.-E.D.I.) de Paris,
- le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux de Paris (Fonds O.C.I.),
- le Centre de documentation Benjamin-Franklin, de Paris
- la Bibliothèque Medem à Paris,
- les Archives du Labour Party à Londres,
- le Musée social de Paris,
- l'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo,
- l'Arbetarrörelsens Arkiv de Stockholm,
- l'équipe du *Dictionnaire biographique* des Editions ouvrières
- les archives privées Georges Vereeken à Bruxelles et Albert Glotzer à New York.

Nous avons également des dettes de reconnaissance à l'égard du regretté Dr Boris Goldenberg, du professeur Hermann Weber, de Mannheim, du professeur Pelai Pagès, de Barcelone, du professeur Luis Vitale, actuellement à Caracas, d'Alan Wald, professeur à l'Université du Michigan, et des chercheurs et aides bénévoles et dévoués suivants : Wolfgang Alles, Jean-Michel Brabant, Willy Buschak, Colette Chambelland, Attilio Chitarin, Nadya De Beule, Rudi van Doorslaer, Olivia Gall, Vilem Kahan, Fritz Keller, Sammy Ketz, Luk Kongs, Karel Kostal, Victor Leonardi, Jean Maitron, Claude Pennetier, Rodolphe Prager, Pierre Saccoman, Hans Schafranek, Marcello Segall, Rudolf Segall, Nikos Syringas, Antoine Thivel, David Vogelsanger. Enfin Håkon Meyer nous a permis de résoudre les questions posées par le séjour en Norvège, Javier Wimer nous a ouvert toutes les portes au Mexique.

Ce travail n'aurait pu voir le jour sans l'exemple du travail antérieur de Louis Sinclair et de sa *Bibliography*, de George Breitman et des *Writings*, sans l'aide et la caution d'Esteban Volkov, « Siéva », petit-fils de Trotsky, et sans les conseils et l'aide précieuse de Jean van Heijenoort.

LISTE DES SIGLES

A.F.L.	: American Federation of Labor.
A.S.R.	: Action Socialiste Révolutionnaire.
A.W.P.	: American Workers Party.
B.L. ou b.l.	: Bolchevik-Léniniste.
B.O.	: <i>Biulleten Oppositsii</i> .
B.P.	: Bureau Politique.
C.A.	: Commission Administrative.
C.A.P.	: Commission Administrative Permanente.
C.C.	: Comité Central.
C.E.	: Comité ou Commission Exécutif (ive).
C.G.T.	: Confédération Générale du Travail.
C.I.O.	: Committee for Industrial Organization.
C.L.A.	: Communist League of America.
C.N.T.	: Confederación Nacional del Trabajo.
Comintern	: Internationale Communiste.
D.N.A.	: Det Norske Arbeiderparti.
F.A.I.	: Federación Anarquista Ibérica.
F.S.I.	: Fédération Syndicale Internationale.
G.B.L.	: Groupe Bolchevik-Léniniste.
G.P.U.	: Gosoudarstvennoïé Polititcheskoié pravléníé.
I.C.	: Internationale Communiste.
I.K.D.	: Internationalen Kommunisten Deutschlands.
I.L.P.	: Independent Labour Party.
I.O.S.	: Internationale Ouvrière Socialiste.
I.S.R.	: Internationale Syndicale Rouge.
I.W.W.	: Industrial Workers of the World.
J.C.	: Jeunesses Communistes.
J.S.	: Jeunesses Socialistes.
J.S.R.	: Jeunesses Socialistes Révolutionnaires.
J.S.U.	: Juventudes Socialistas Unificadas.
K.A.P.D.	: Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands.
K.P.D.	: Kommunistische Partei Deutschlands.
K.P.O.	: Kommunistische Partei Deutschlands (Opposition).

LÉON TROTSKY, ŒUVRES, MARS-AVRIL 1937

K.P.O.	: Kommunistische Partei Osterreichs.
L.C.I.	: Ligue Communiste Internationaliste.
M.A.S.	: Marxistische Aktion der Schweiz.
N.A.S.	: Nacionaal Arbeids-Secretariaat.
N.K.V.D.	: Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del.
N.O.I.	: Nuova Opposizione Italiana.
P.C.	: Parti Communiste.
P.C.I.	: Parti Communiste Internationaliste.
P.C.U.S.	: Parti Communiste d'Union Soviétique.
P.O.B.	: Parti Ouvrier Belge.
P.O.I.	: Parti Ouvrier Internationaliste.
P.O.U.M.	: Partido Obrero de Unificación Marxista.
P.S.	: Parti Socialiste.
P.S.O.E.	: Partido Socialista Obrero Español.
P.S.R.	: Parti Socialiste Révolutionnaire.
P.S.U.C.	: Partit Socialista Unificat de Catalunya.
R.S.A.P.	: Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij.
R.S.P.	: Revolutionair Socialistische Partij.
S.A.P.	: Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands.
S.F.I.O.	: Section Française de l'Internationale Ouvrière.
S.I.	: Secrétariat International.
S.I.P.	: <i>Service d'Information et de Presse.</i>
S.P.	: Socialist Party.
U.G.T.	: Unión General de Trabajadores.
W.P.U.S.	: Workers Party of the United States.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

MARS

- 1^{er}** — Sur rapport de Solow, le comité américain de défense de Trotsky décide du principe de la commission d'enquête.
— Les avocats de Trotsky déposent sa plainte à Bâle.
- 3** — A la session du C.C. (où Boukharine et Rykov avaient comparu menottes aux mains) Staline prononce un discours (pas encore publié) sur « le trotskysme bande de saboteurs, d'espions et d'assassins ».
- 5** — Fin de la session du C.C. et adoption du rapport présenté par N. I. Ejov.
— Annonce de l'exclusion du parti de Boukharine et Rykov.
- 6** — Arrestation comme « trotskystes » des dirigeants du Biro-bidjan.
- 6-7** — A Paris, conférence internationale à laquelle participent les groupes de Hennaut, Ruth Fischer-Maslow, B. J. Field, Oehler et le Russe Miasnikov.
- 7** — A Metlaoui (Tunisie), les gendarmes tirent sur des mineurs en grève : 19 tués.
- 16** — A Clichy, intervention des forces de police contre des contre-manifestants antifascistes : cinq morts.
- 16-17** — A Haselmatt en Suisse, conférence de la M.A.S.
- 18** — En France, grève générale d'une demi-journée pour protester contre la fusillade de Clichy.
— En U.R.S.S., sept « trotskystes » jugés pour avoir incendié une école.

LÉON TROTSKY, ŒUVRES, MARS-AVRIL 1937

- 20-23 — En Espagne, la propagande en direction des ouvriers et paysans italiens provoque la débâcle dans le Corps des Volontaires italiens de l'armée franquiste à Guadalajara.
- 21 — En Belgique, le P.S.R. décide d'imiter socialistes et communistes et de ne pas présenter non plus de candidat dans l'élection partielle qui oppose le premier ministre social-chrétien Paul van Zeeland au chef rexiste Léon Degrelle.
- 24 — En U.R.S.S. V. I. Mejlouk s'en prend à Rykov et Boukharine qui refusent de « reconnaître leurs erreurs ».
- 27 — Début du congrès du Socialist Party à Chicago. Le groupe Clarity domine. Décision de faire disparaître les organes de tendance. Les trotskystes acceptent de ne pas être dans le comité national.
- 29 — En U.R.S.S., publication du discours de Staline du 3 mars.
- 30 — En France, le conseil national des Jeunesses socialistes, réuni à Creil, décide d'exclure les « trotskystes » et dissout l'Entente de la Seine à cause de ses prises de position après le massacre de Clichy.

AVRIL

- 1^{er} — Aux Etats-Unis, publication du premier numéro de *Truth* (La Vérité), organe du comité de défense de Trotsky.
- 2 — Départ pour Mexico par train du Dr Dewey, de James T. Farrell et autres.
— A Moscou, rumeurs sur l'arrestation de Kh. G. Rakovsky.
- 3 — Iagoda relevé de ses fonctions de commissaire du peuple aux P.T.T.
- 6 — Arrivée à Mexico du Dr Dewey et de ses compagnons.
— Rumeurs sur l'arrestation de Iagoda.
- 10 — Disparition à Barcelone du journaliste Marc Rein, fils du menchevik Abramovitch.
— A Coyoacán, première session de la commission Dewey.
- 16 — A Coyoacán, incident provoqué par les questions de Carleton Beals à Trotsky.

LÉON TROTSKY, ŒUVRES, MARS-AVRIL 1937

- 17 — Fin de la session, déclaration de Trotsky.
— A Moscou, attaques de la *Pravda* qui dénonce comme « trotskystes » feu l'historien officiel M. N. Pokrovsky et ses collaborateurs.
- 18 — En France, le conseil national du parti socialiste S.F.I.O., réuni à Puteaux, dissout la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert.
- 21 — A Paris, conférence secrète des principaux dirigeants de dix-sept P.C. pour l'organisation de la lutte mondiale contre le trotskysme.
- 26 — Au Pays Basque, les avions allemands de la Légion Condor — qui sert sous Franco — détruisent la ville de Guernica.
- 29 — A Barcelone, l'agent du G.P.U. George Mink (Alfred Hertz) annonce la prochaine liquidation des « Trotskystes ».
— A Paris, crise de la section allemande (I.K.D.) du mouvement pour la IV^e Internationale : ses dirigeants Johre et Fischer, démissionnaires, sont remplacés par un secrétariat désigné par le S.I.

INTRODUCTION

A peine arrivé au Mexique au sortir d'un long internement en Norvège consécutif au premier procès de Moscou, Trotsky a dû faire face à un second procès, où les accusés, Radek et Piatakou comme son ancien ami et camarade Mouralov, avouent docilement pour le charger des pires crimes conformément aux ordres de l'accusation.

Les principaux accusés de ce procès des dix-sept sont déjà morts ou enterrés vivants quand commence ce mois de mars 1937. Trotsky continue pourtant à guerroyer pour démontrer l'inconsistance et le caractère mensonger des aveux : revenant sur l'affaire de l'hôtel Bristol au premier procès pour marteler ses arguments à propos du prétendu voyage en avion de Piatakou qui a « avoué » lui avoir rendu visite en Norvège pour recevoir ses « instructions et directives »... terroristes.

Mais ces mois de mars et d'avril 1937 sont avant tout ceux de la préparation et du déroulement, à Coyoacán, des travaux de la commission d'enquête sur les procès de Moscou, présidée par le Professeur John Dewey après avoir été créée par le comité de défense de Léon Trotsky. Pour Trotsky en effet, la démolition de ce qu'il appelait les impostures de Moscou, ce « contre-procès » devant d'honnêtes gens compétents représentait à ce moment précis la tâche prioritaire, une étape indispensable sur la voie de la destruction du stalinisme, en d'autres termes, de la guérison du mouvement ouvrier international atteint par cette monstrueuse maladie vénérienne.

La première partie de cette bataille, il doit la livrer par lettres, car c'est à New York — dans un pays qui lui est interdit — que se prennent les décisions qui engagent son avenir. Les trotskystes américains ont été les seuls à constituer, pour Trotsky et contre les procès de Moscou, un comité de défense suffisamment significatif tant par sa composition — des dirigeants du parti socialiste et des

syndicalistes, des journalistes et des écrivains « libéraux » — que par ses objectifs, un asile pour Trotsky et le droit de se défendre. C'est donc de leur action que dépend dans une large mesure le cours de la contre-enquête. Mais rien n'est simple. Quelques mois avant de s'attacher à la constitution de ce comité de défense, les trotskystes américains, abandonnant non seulement le sigle du parti — le W.P.U.S. — constitué dix-huit mois auparavant, mais également sa presse, revue mensuelle et hebdomadaire, sont entrés individuellement au sein du parti socialiste. Bien entendu, cette position leur a permis dans un premier temps de convaincre un certain nombre de dirigeants socialistes de collaborer à l'entreprise contre les procès, mais, par ailleurs, elle les place incontestablement en état de moindre résistance vis-à-vis des pressions qui ne manquent pas de s'exercer, en cette période des Fronts populaires, sur les socialistes pour qu'ils ne brisent pas le front des « antifascistes » au bénéfice des « diviseurs » trotskystes.

La correspondance de Trotsky fait apparaître son inquiétude, à travers notamment l'insistance qu'il met pour que Cannon, parti en Californie, reprenne en main à New York la direction des affaires chez les trotskystes américains. C'est d'abord parce que ses camarades du comité de défense — George Novack, Max Shachtman — ne parviennent pas à tourner résolument le comité vers les travailleurs, à lui faire plonger des racines dans la classe ouvrière qui seule pourrait lui donner assise, stabilité et continuité. Obnubilés par les libéraux, redoutant de les voir partir, craignant l'influence sur eux du chantage stalinien, ils subissent inconsciemment leurs pressions et leurs exigences, se révèlent incapables d'exposer au comité leur propre position, de seulement marquer leurs réserves face aux affirmations sur la soi-disant « nécessaire » impartialité de la commission, ou même d'affirmer l'ampleur de l'enjeu en des termes qui soient autres que ceux de l'indignation morale. Les choses vont jusqu'au refus des camarades new-yorkais de transmettre à The Nation et à Freda Kirchwey, sa directrice, la lettre de rupture préparée par Trotsky et qui est en général jugée « maladroite », en tout cas inopportune et peut-être sectaire, tant par les trotskystes comme Isaacs que par les sympathisants comme Herbert Solow, dont on devine à quel point Trotsky a peine à ne pas s'emporter contre lui.

Plus grave peut-être apparaît le fait que le secrétaire du comité, George Novack, ait souscrit à une contre-proposition d'enquête émanant de Fenner Brockway dans laquelle Trotsky voit une double tentative d'esquiver le débat sur les procès et de faire au « trotskysme » un procès politique. Les indices de cette funeste

« adaptation » se multiplient à ce point que Trotsky en vient presque à envisager avec faveur une exclusion du Socialist Party qui « libérerait » ses camarades, les contraindrait à défendre ouvertement leurs idées. Il ne lui reste plus qu'à prendre les choses en main personnellement à travers une correspondance avec Suzanne LaFollette, membre du comité qui va devenir la cheville ouvrière de la commission d'enquête. Cette dernière est mise en place et Trotsky joue un rôle décisif dans sa constitution et sa mise en marche, tant par lettres que par les discussions qu'il mène à Coyoacán avec Solow et John McDonald.

Cette tâche — et celle, connexe, de la rédaction des Crimes de Staline commencé sur le bateau qui l'amenait — l'accapare presque entièrement pendant cette période bien que ses deux collaborateurs les plus efficaces et qui connaissent le mieux ses archives, Jan Frankel et Jean van Heijenoort, soient à pied d'œuvre, à ses côtés. Est-il au courant d'ailleurs de l'actualité mondiale ? En fait, sorti de son isolement norvégien pour tomber presque aussitôt dans l'enfer du deuxième procès de Moscou et la lutte jour par jour contre les mensonges et les calomnies, il n'a pu rattraper son retard d'information. La seule exception va être pour la brûlante question d'Espagne, et notamment l'utilisation qu'en fait contre lui et contre l'enquête l'écrivain français André Malraux qu'il tient désormais pour un homme de paille du G.P.U. Et il pressent aussi l'urgence qu'il y a à combattre la confusion créée dans les rangs des partisans de la IV^e Internationale par la politique, qu'il juge « centriste », hésitante et parfois éperdue, que mène le P.O.U.M., dirigé désormais par l'ancien trotskyste Andrés Nin. Ce sera l'unique incursion qu'il se sera permis en ces deux mois d'enquête au-delà des limites strictes des tâches de la commission. On ne trouvera sous sa plume pendant cette période aucune allusion aux problèmes aigus de la section belge qui se lance dans la périlleuse aventure de soutenir, dans une élection législative partielle, le premier ministre social-chrétien van Zeeland contre le chef rexiste Léon Degrelle. Il ne mentionnera pas non plus la réunion internationale des 6 et 7 mars qui regroupe tous ses adversaires de « l'extrême gauche » et dont il est informé, ni la crise très grave qui secoue dans l'émigration les I.K.D., la section allemande. Sa correspondance à destination de l'Europe est tout entière tendue vers la recherche des documents et matériaux pour l'enquête, l'obtention de témoignages, leur authentification en bonne et due forme. Il est loin d'ailleurs d'être satisfait du travail fourni et de l'état d'esprit dans lequel il est conduit. Ses lettres à Léon Sedov expriment sa grande déception, trahissent aussi

souvent une tension qui le mène à formuler des reproches injustes.

Quand la sous-commission commence ses travaux, le 10 avril, dans la « maison bleue » de Coyoacán, un travail de titan a pourtant été réalisé. La tâche qui reste n'en est pas moins énorme. Il faut convaincre des commissaires bien décidés à valoriser leur travail en ne lui manifestant aucune complaisance... Malgré l'obstacle du langage, en dépit du handicap que constitue la situation qui lui est faite, Trotsky livre alertement cette bataille politique et la gagne, dominant de la tête et des épaules les questions qui lui sont posées, les arguments qui lui sont opposés, les hommes même qui ont accepté de l'aider. Quand les travaux de la sous-commission se terminent le 17 avril, ouvrant une période de travail acharné et silencieux pour la commission proprement dite, on peut penser qu'une fois de plus Trotsky a bien travaillé pour l'Histoire. Mais il pense pour sa part avoir travaillé à plus court terme et engagé une bataille qu'il espère pouvoir mener à bien lui-même.

Après la fin de la session, tout en commençant à réfléchir pour la détermination des tâches prochaines de sa contre-attaque, il peut se tourner de nouveau vers les problèmes urgents qu'il a dû laisser de côté : l'Espagne où l'heure de la décision approche — et il le sent — mais aussi ce procès des « trotskystes » à Dantzig qui s'est déroulé au mois de décembre 1936 et qui est si riche de parallèles et d'enseignements.

[LE TRAVAIL EN NORVÈGE] (1)

(1^{er} mars 1937)

Cher Ami (2),

J'ai reçu votre lettre du 12 février. Le nouvel article de Krog (3) est vraiment magnifique, comme les précédents. Je regrette beaucoup de ne pas avoir eu la possibilité en Norvège de me lier davantage d'amitié avec ce camarade. Il a du tempérament, un caractère sérieux et un style excellent. Il y a dans ses articles bien des choses que je reprendrai dans mes livres.

Vous me proposez de vous envoyer mon manuscrit sur les procès (4) en vue de sa publication en Norvège. Les premiers chapitres, qui se rapportent à la Norvège, vous pouvez les avoir par Léon (5) à qui j'en ai adressé plusieurs exemplaires. Je vous expédie ci-joint un chapitre de la dernière partie du livre, qui traite des déclarations de Vladimir Romm (6). Peut-être sera-t-il possible de publier ce chapitre dans une revue ou un journal norvégien ou suédois avant la parution du livre. Je parle cependant du gouvernement norvégien de façon si dure dans ce livre que je doute qu'il soit accepté par un éditeur bourgeois. A

(1) Lettre à W. Held (8514), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Heinz Epe, dit Walter *Held* (1910-1941), militant allemand réfugié en 1933 en Tchécoslovaquie, puis en Hollande, établi en Norvège en 1934, avait été proche collaborateur de Trotsky en Norvège et s'occupait de ses affaires.

(3) Helge *Krog* (1889-1962), professeur agrégé de sciences économiques, écrivain et notamment dramaturge, journaliste, critique littéraire et critique d'art, avait collaboré au journal *Mot Dag*. Il avait sympathisé avec Trotsky pendant le séjour de ce dernier et participé à la campagne contre son expulsion.

(4) Il s'agit du livre qui allait être publié sous le titre *Les Crimes de Staline*.

(5) Léon *Sedov* (1906-1938), fils aîné de Trotsky et de Natalia Sedova, avait accompagné ses parents à Alma-Ata, puis Prinkipo, et était à l'époque à Paris.

(6) Vladimir *Romm*, ancien correspondant des *Izvestija* à Washington, arrêté par le G.P.U., avait témoigné à charge contre les accusés du procès Piatakov-Radek.

cela s'ajoute que j'y reproduis ma déposition à huis clos devant le tribunal (7). Si cela ne va pas en Norvège, on pourrait peut-être essayer en Suède.

La très bonne lettre des huit écrivains norvégiens (8) sera publiée par nos soins dans la presse mexicaine. Prière de transmettre toutes mes félicitations aux signataires de cette lettre.

Jusqu'à présent, ma santé a été bonne. Mais il y a eu hier soir un changement soudain. Maintenant, il me faut simplement attendre la suite. J'espère toutefois que je ne vais pas être interrompu et que je vais pouvoir achever mon livre et le faire paraître dans les semaines qui viennent. Mais sa parution en langue norvégienne dès le début du mois d'avril me paraît exclue, car il est assez volumineux et sa traduction demandera aussi du temps. Mais vous pourrez entre-temps en placer des fragments dans des revues et des journaux.

Les salutations très cordiales de nous tous à vous-même et à Synnøve (9).

Votre Vieux.

(7) Cf. *Œuvres*, 11, pp. 288-319.

(8) Les huit écrivains norvégiens qui protestaient contre le comportement de leur gouvernement vis-à-vis de Trotsky étaient : Nini Roll Anker, Sigurd Hoel, Gunnar Reiss-Andersen, Nils Collett Vogt, Lars Berg, Helge Krog, Aksel Sanderson et Arnulf Øverland.

(9) Synnøve Rosendahl-Jensen était la compagne de Heinz Epe.

[RENCONTRE AVEC W. FRANK] (1)

(2 mars 1937)

Chers Amis (2),

J'ai eu ce soir une seconde discussion avec Waldo Frank (3) avant son départ pour New York. La dernière discussion a été plus satisfaisante que la première. Au début, Frank a déclaré qu'il reconnaissait tout à fait la nécessité de créer une commission d'enquête et qu'il s'exprimerait lui-même ouvertement en ce sens. Je crois que les membres du comité devraient prendre contact avec lui en privé sur cette question.

Nous avons longuement discuté les questions du Comintern, du front populaire, de l'entrée de nos camarades dans le P.S. et finalement de l'exploitation de ma critique par la presse réactionnaire. Il m'a semblé que le résultat de cette discussion générale était également prometteur pour l'avenir. Mais l'avenir seul peut décider dans quelle mesure.

(1) Lettre à Solow, Shachtman, Novack, Isaacs (10479), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Herbert Solow (1903-1964), grand journaliste, ancien sympathisant du P.C., avait visité Trotsky à Prinkipo en 1930 et édité à Minneapolis, pendant la grève de 1934, le journal *The Organizer*. Il était l'un des éléments les plus actifs du comité de défense de Trotsky. Ce dernier, qui prisait son intelligence, était cependant réservé à son égard. Max Shachtman (1903-1972), émigré à l'âge d'un an aux Etats-Unis, dirigeant des J.C. puis du P.C., avait été avec Cannon le fondateur de l'Opposition de gauche. Il avait rendu plusieurs visites à Trotsky à Prinkipo et était allé l'attendre à Tampico. Il était l'un des responsables de la fraction trotskyste dans le S.P. et dans le comité de défense. George Edward Novack (né en 1905), étudiant de Columbia et membre, comme Solow, du groupe Menorah, n'avait rejoint la C.L.A. qu'en 1933. C'étaient les sympathisants trotskystes, et notamment Solow, qui l'avaient imposé comme secrétaire du comité de défense au détriment de Felix Morrow. Harold R. Isaacs (né en 1910), journaliste en Chine en 1930, avait rompu avec le P.C. en 1934. En 1935, il avait rendu visite à Trotsky en Norvège, puis rejoint la section américaine dont il était l'intermédiaire et la « boîte à lettres » avec Trotsky.

(3) Waldo David Frank (1889-1967) était à la fois l'un des écrivains les plus connus et l'un des « compagnons de route » du stalinisme aux Etats-Unis. Sa première rencontre avec Trotsky n'avait pas été positive.

[INADMISSIBLE] (1)

(2 mars 1937)

Chers Camarades,

Je ne peux approuver votre proposition d'écrire une lettre spéciale à *The Nation* pour expliquer que je ne suis pas l'allié particulier de Hitler. Ce que j'ai à dire sur la falsification, je l'ai dit dans mes articles généraux, mes déclarations, mes discours et mon nouveau livre. Je n'ai aucun argument particulier pour Freda Kirchwey (2) et j'estime inadmissible d'entrer dans des discussions particulières avec une revue qui publiait hier mes articles et fait maintenant semblant d'avoir des doutes sur mon attitude politique générale. La seule lettre qui corresponde à la situation est mon bref et brutal message de rupture (3). Vous avez fait une erreur en reportant la question. Vous avez aidé les éléments hésitants par cette attitude, en dépit de l'accélération de la désintégration interne de l'équipe.

(1) Lettre à Solow, Shachtman et autres (10478), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Freda Kirchwey (1893-1976) était directrice de l'hebdomadaire *The Nation* ; elle avait fait partie du groupe des fondateurs du comité pour la défense de Trotsky, mais en avait démissionné en janvier. *The Nation* avait décidé de « suspendre son jugement » sur les procès après les « aveux » de Radek et Piatakov au deuxième procès. Trotsky avait voulu rompre sèchement, mais ses amis de New York, tenant compte de la place de *The Nation* dans le milieu intellectuel, cherchaient encore un moyen de convaincre Kirchwey.

(3) Cf. *Œuvres*, 12, p. 289.

[LA QUESTION DE L'AGENT LITTÉRAIRE] (1)

(2 mars 1937)

Cher M. Maule (2),

M. Lieber (3) n'est plus mon agent littéraire ni pour le livre sur Lénine ni pour tout autre ouvrage littéraire de moi.

Si vous êtes prêt à devenir le représentant pour mes droits étrangers de *La Révolution trahie* et pour les droits de publication en série (4) du livre sur Lénine, ce serait la meilleure solution pour cette question.

(1) Lettre à Henry E. Maule (9031), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Henry Edward *Maule* (1886-1971) dirigeait les éditions Doubleday Doran, maison dans laquelle il était entré en 1907.

(3) Maxim *Lieber* (né en 1897), agent littéraire à New York, qui avait notamment lancé Erskine Caldwell au début des années trente, était parfaitement connu comme membre du P.C. et des clubs John Reed quand il était devenu aussi, quelques années auparavant, agent littéraire de Trotsky. Il devait être démasqué après la guerre, dans les affaires Chambers et Hiss, mais il ne semble pas qu'il ait été questionné concernant son rôle en liaison avec Trotsky. C'était son refus de collaborer à la campagne contre les procès en fournissant les lettres de Trotsky qui avait éveillé les soupçons à son sujet.

(4) Le mot est « serialization », sans équivalent en français et qui signifie la publication en feuilleton dans une revue ou un hebdomadaire.

[IL FAUT DIRE CE QUI EST] (1)

(5 mars 1937)

Cher Camarade Isaacs,

Votre lettre d'explication concernant la question de *Nation* me montre que le désaccord est plus sérieux que ce que j'avais tenté de croire. Vous citez l'action, ou la préparation à l'action des Krutch, Villard (2) etc. comme preuve qu'il faut que nous restions tranquilles et prudents pour ne pas perturber leur digestion. Si vous vouliez ne pas rester empirique et élever la question à un plan général, vous seriez obligé de dire : pour ne pas gêner les hésitants qui continuent leurs hésitations, les révolutionnaires doivent garder le silence, ou, en termes plus sociologiques, on invite les ouvriers révolutionnaires à ne pas se battre avec énergie afin de ne pas repousser les bourgeois libéraux. Vous êtes le seul de mes correspondants américains (et c'est votre mérite) à me donner une explication politique de la « confiscation » de ma lettre. Les autres se contentent d'écrire : pas souhaitable, peu avisé, etc. Mais vos explications, mon cher Isaacs, sont opportunistes. Je crois que notre devoir élémentaire est de dire ce qui est : le comité de rédaction de *The Nation* est malhonnête, et je ne peux un seul instant rester sur la liste des collaborateurs de ce journal. En disant ainsi ce qui est, j'oblige les libéraux vraiment honnêtes de cette équipe à accélérer leur « autodétermination ». C'est tout à fait clair. Les éléments douteux qui sont en réalité avec Kirchwey mais souhaitent garder

(1) Lettre à H. R. Isaacs (8551), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Joseph Wood *Krutch* (1893-1970) avait travaillé à *The Nation* depuis 1924, surtout comme critique littéraire et dramatique. Il avait visité l'U.R.S.S. en 1928. Oswald Garrison *Villard* (1872-1949), journaliste, avait précédé Freda Kirchwey à la tête de *The Nation*. Tous deux étaient beaucoup plus critiques que cette dernière vis-à-vis des thèses de l'accusation de Moscou.

l'apparence de l'indépendance peuvent être poussés par ma lettre dans la direction de Kirchwey. C'est juste. Mais un tel développement ne pourrait être que positif. Mieux vaut deux libéraux dont on est plus ou moins sûr pour une certaine période que quatre en compagnie desquels les deux libéraux sincères ne pourraient que se démoraliser.

La première période de notre comité donne une grande leçon. Le plus grand danger pour nous est de réunir des gens problématiques et douteux qui peuvent, à l'étape suivante, nous trahir et perturber complètement le travail du comité. En outre, le manque de fermeté et de précision donne aux staliniens la possibilité de pénétrer les rangs de nos faux « sympathisants » et même de démoraliser nos authentiques sympathisants.

Quand le camarade Shachtman était ici, il m'a recommandé avec insistance Kluckhohn (3) comme notre « sympathisant ». Il s'avère que Kluckhohn est l'ennemi le plus venimeux. Ce n'est pas un hasard. La réaction, qui a été défaite, des libéraux de droite n'est pas la dernière. Il doit venir une réaction plus importante, pour la simple raison que les larges cercles de libéraux ne sont pas enclins à soutenir les révolutionnaires honnêtes contre les crapules thermidoriennes. Nous devons le voir d'avance avec une totale clarté. Notre politesse à l'égard des libéraux ne doit pas nous empêcher de dire ce qui est, parce que c'est l'unique moyen de gagner les éléments révolutionnaires de la classe ouvrière.

A travers le comité, nous en arrivons pour la première fois à l'action politique sur une large arène publique. C'est très bien et très prometteur. Mais ce tournant comporte de nouveaux dangers, c'est-à-dire celui de nous adapter à notre allié. La question *Nation* n'est pas tellement importante en elle-même, mais elle est très significative en tant que symptôme, particulièrement en relation avec les autres indices. Je vous prie de remettre cette lettre aux autres camarades concernés par cette affaire.

L'attitude de nos camarades européens dans la question des témoignages est criminelle. J'ai câblé trois fois à Paris et envoyé des lettres très énergiques à Paris, Oslo, Bruxelles. Une circulaire ne pourrait qu'affaiblir l'impression produite par mes câbles et mes lettres. J'espère que nous aurons finalement les réponses nécessaires. Psychologiquement, la nonchalance est le produit de

(3) Frank L. Kluckhohn (1907-1970) était journaliste au *New York Times* depuis 1929 et couvrait pour lui l'Amérique latine. Trotsky considérait que les questions qu'il lui avait posées à son arrivée étaient des questions-pièges.

l'assurance, qui est la leur, que nous sommes ici solidement bardés de preuves au point qu'il n'y a pas à bouger le petit doigt.

Que s'est-il produit à propos des poursuites contre Hearst (4) ? Il me faut de vous des informations plus concrètes et plus précises. Qui est l'avocat ? Quelle est son opinion sur la question ? etc. Il serait très dangereux de commettre quelque erreur dans cette direction par manque de prudence. Il me faut des informations complètes et une assurance sérieuse que l'affaire n'est pas sans espoir avant de donner un plein pouvoir à l'avocat. il n'est pas nécessaire de dire que je suis d'accord avec vous qu'une petite victoire sur Hearst serait un bon commencement pour la commission d'enquête. Mais ce doit être une victoire, pas une défaite. N'oubliez pas, je vous prie, que Hearst est un homme très riche.

(4) William Randolph *Hearst* (1863-1951), magnat de la presse, était à la tête d'une puissante chaîne de périodiques caractérisés par leur orientation politique réactionnaire et leur goût du sensationnel. La presse Hearst avait sans vergogne utilisé des articles pris par elle dans le *Biulleten Oppositsii*.

RÉPONSES A UN JOURNALISTE AMÉRICAIN (1)

(3 mars 1937)

— *Brièvement, que souhaitez-vous que le peuple américain sache de la situation actuelle en Russie et en particulier du rapport avec vous ?*

— Avant tout, ce serait la pire des erreurs du point de vue économique, diplomatique et militaire, d'identifier l'Union soviétique avec le groupe dirigeant actuel. La clique de Staline, comme l'ont démontré les procès de Moscou, est entrée dans la phase de son agonie mortelle. L'Union soviétique vivra et se développera. Sur les bases sociales nouvelles créées par la révolution d'Octobre, elle produira un régime de démocratie authentique et deviendra le plus grand facteur de paix et de l'émancipation sociale de l'humanité.

— *Dans quelle mesure peut-on faire confiance à Walter Duranty ?*

— Les dépêches de M. Duranty, ainsi que son livre sur l'U.R.S.S. (2) ne méritent aucune confiance d'aucune sorte. Duranty est arrivé à Moscou quand la liquidation de la révolution avait commencé. A la différence de journalistes américains comme John Reed (3) et autres qui ont manifesté un grand

(1) Interview (T 4116-1), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library. Trotsky répondait au correspondant américain Howard Vincent O'Brien (1888-1947).

(2) Walter Duranty (1884-1957) était correspondant du *New York Times* à Moscou où il avait résidé de 1921 à 1934. Il venait de publier un livre intitulé *One Life, One Kopeck*. Il était favorable dans l'ensemble aux thèses de l'accusation.

(3) John Reed (1887-1920), né, d'une famille riche, ancien étudiant à Harvard, avait trouvé sa vocation en rendant compte de la révolution mexicaine, puis des grèves de travailleurs immigrés inspirées par les I.W.W. Rédacteur à *The Masses* en 1913, il partit en Europe comme correspondant de guerre, ce qui le conduisit en Russie en septembre 1917 et lui permit d'écrire son célèbre *Dix Jours qui ébranlèrent le Monde*. Revenu aux Etats-Unis, il participa à la fondation du Communist Labor Party, repartit en Russie où il fut coopté à l'exécutif de l'I. C. Il mourut du typhus à Moscou.

dévouement à la révolution et au peuple d'Union soviétique, Duranty et ses semblables ne sont liés qu'avec la bureaucratie ou, plus exactement, avec la clique dirigeante pour laquelle ils ne sont rien de plus que des haut-parleurs. En défendant Staline, ces messieurs se défendent eux-mêmes.

— *Est-ce que le régime russe actuel tourne le dos au socialisme marxiste et s'oriente vers le capitalisme d'Etat ?*

— La réponse à cette troisième question est donnée dans mon livre *La Révolution trahie*. Le problème est si complexe qu'il est difficile de le résumer en quelques lignes.

— *Quelle est l'attitude du gouvernement mexicain à l'égard de votre résidence ici ?*

— Je n'ai trouvé que de la bonne volonté et de l'hospitalité de la part du gouvernement mexicain. Je suis fier d'être moi-même sous la protection d'un pays qui a entrepris avec beaucoup de courage et de résolution la défense de la révolution espagnole.

— *Considérez-vous que vous êtes personnellement en danger, et si oui, à cause de qui ?*

— Tout le monde sait que la bureaucratie soviétique a commencé par me priver de ma citoyenneté, puis m'a mis hors-la-loi. Quelles mesures pratiques elle va prendre, seul l'avenir le dira.

— *A qui devez-vous votre transport et votre subsistance ici ?*

— L'initiative de mon transfert au Mexique est venue de mon grand ami Diego Rivera (4). Cette initiative, dès le début, a rencontré de la part du président Cárdenas (5) et des membres de son gouvernement une attitude extrêmement amicale. Les déclarations venues d'Europe selon lesquelles j'aurais préféré rester interné en Norvège sont complètement absurdes. J'ai

(4) Diego Rivera (1886-1957) était le plus grand peintre mexicain de son temps. Il avait été membre du P.C. — et de son comité central — de 1922 à 1927 et était resté longtemps lié à l'opposition de « droite » américaine. Il était entré ensuite en relations avec les trotskystes mexicains qu'il avait rejoints en septembre 1936. Il avait fait beaucoup pour le visa de Trotsky et lui avait prêté à Coyoacán la « maison bleue ».

(5) Lazaro Cárdenas (1895-1970), métis indien, ancien combattant de la révolution mexicaine, général en 1924, avait été gouverneur d'Etat, puis président à partir de 1934. C'est lui qui avait pris personnellement la décision de donner à Trotsky le visa.

accepté ce visa qui m'était offert avec une profonde gratitude, dans l'espoir que je pourrai me consacrer entièrement au travail littéraire dans le climat agréable de ce pays. Le dernier procès de Moscou a anéanti mes plans en m'obligeant à paraître avec des révélations devant l'opinion publique mondiale. Mais j'espère que ces séries de sanglantes impostures vont bientôt prendre fin et que je pourrai retourner intégralement à un travail scientifique littéraire systématique.

— *Considérez-vous que le Mexique est communiste au sens où l'est la Russie ?*

— Je crois que c'est profondément déformer que d'identifier le régime mexicain au régime de l'U.R.S.S. Le Mexique a sa propre histoire, sa propre structure nationale et sociale particulière. Il n'y a pas de plus grand crime que la schématisation dans le domaine de la politique.

[DROITS D'AUTEURS] (1)

(3 mars 1937)

Cher M. Canfield (2),

J'envoie aujourd'hui à M. Vanzler (3) un nouveau chapitre de mon livre. J'aimerais recevoir de vous un projet de contrat pour ce livre couvrant les éditions américaine et anglaise et aussi les droits de publication en série.

Il me semble absolument nécessaire de publier ce livre avant les vacances d'été. Quelle est l'ultime date possible de publication ?

(1) Lettre à Cass Canfield (7476), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Cass *Canfield* (né en 1897) avait fait des études à Harvard, puis Oxford avant d'entrer à l'*Evening Post* de New York. En 1924, il était entré dans la maison d'édition Harper & Brother dont il était devenu le directeur en 1935.

(3) Joseph *Vanzler* (1904-1956) était étudiant en chimie quand il avait rejoint en 1929 l'opposition de gauche aux Etats-Unis. D'origine russe, il avait traduit nombre d'articles de Trotsky.

[IL FAUT TRAVAILLER AVEC HENRI MOLINIER] (1)

(5 mars 1937)

Je réponds à ta lettre n° 5. J'espère que tu as déjà reçu la mienne, à laquelle j'avais joint une copie de ma lettre à Henri Molinier (2). La façon dont vous posez la question est entièrement fautive, et risque de gâcher l'affaire. Tous les témoins, tous ceux qui ont participé, qui ont été informés, doivent faire des dépositions, qu'ils soient ou non sympathisants, qu'ils soient ou non de chez nous. Déterminer l'authenticité des témoignages et la caractéristique personnelle des témoins n'est ni votre tâche, ni la mienne ; c'est celle de la commission d'enquête. Comment pouvez-vous ne pas comprendre des choses si simples ! Se passer de certains témoins sous prétexte de divergences politiques revient à se moquer de la justice et compromettre toutes les dépositions. Comment ne pas comprendre ces choses élémentaires !

En ce qui concerne Copenhague et Royan, Raymond Molinier est le *principal témoin* (3). Comment peut-on expliquer à la commission l'absence de témoignage de celui qui a été mon

(1) Lettre à L. Sedov (7537), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Henri *Molinier* (1898-1944) ingénieur chimiste, était le frère aîné de Raymond Molinier, leader du P.C.I. (parti communiste internationaliste) que Trotsky considérait comme « scissionniste ». Mais d'une part il avait personnellement confiance en Henri Molinier, qui avait été à plusieurs reprises pour lui un véritable « fondé de pouvoirs ». D'autre part, il s'insurgeait contre les arguments de Sedov qui se refusait à associer les « moliniéristes » à l'enquête, alors qu'il jugeait lui-même leur participation indispensable.

(3) Raymond *Molinier* (né en 1904), ancien du P.C. et l'un des fondateurs de *La Vérité* avait été l'un des dirigeants les plus importants et les plus contestés de l'Opposition de gauche internationale à partir de 1930. Il avait été l'un des organisateurs du séjour de Trotsky à Copenhague et de la petite conférence de militants qui s'était tenue autour de lui ; il avait également organisé l'accueil des Trotsky à Marseille et le voyage à Royan. Mais en 1937, il était le principal dirigeant du P.C.I. qui était considéré par Sedov comme une organisation scissionniste.

chauffeur, qui a loué des appartements en mon nom, etc... Il y a dans la commission des juristes bourgeois et libéraux. Peut-on leur expliquer que Molinier n'a pas été invité à témoigner car la section française de la IV^e Internationale l'a exclu de ses rangs ? On s'imagine la sensation que cela provoquerait sur la commission.

Savoir avec qui on peut travailler n'est qu'une question technique. Henri peut recueillir les témoignages des membres de sa propre organisation et cela suffira amplement. Il faut pour cela lui transmettre de ma part les documents nécessaires.

Les témoignages qui m'ont été envoyés jusqu'à présent, à deux ou trois exceptions près, sont faits avec une négligence extrême et ne sont pas conformes. Certains ne sont pas datés, comportent des signatures illisibles ou tapées à la machine. Les questions les plus importantes restent dans l'ombre. Van a rédigé une série de questions complémentaires dont il faudra attendre la réponse près d'un mois. Il était pourtant possible, en faisant un peu attention, d'éviter cette terrible perte de temps. Dans ces conditions, il ne serait pas sérieux de conclure que personne ne voudra travailler avec Henri, et que celui-ci n'arrivera à rien. De façon générale, je ne vois aucun « travail » réalisé. Il n'y a eu que des improvisations bâclées, faites sans comprendre l'importance que revêt cette question et sans un élémentaire sens de la responsabilité. Qu'Henri ne travaille donc qu'avec les siens ; j'espère que leurs témoignages seront plus soignés.

Il faut comprendre bien clairement que la partie juridique de cette affaire se situe à un niveau tout à fait différent de la lutte politique en France. Les témoignages de Molinier et des siens ne modifient pas les relations en France. Toutefois il faut savoir que si Naville (4) et les autres s'y opposent, non seulement ils gêneront le règlement *juridique*, mais ils rendront un excellent service *politique* à leurs adversaires.

(4) Pierre Naville (cf. n. 3, p. 94) était de tout temps l'adversaire n° 1 de Raymond Molinier, et, en 1937, l'un des dirigeants du P.O.I., cette section « officielle » contre laquelle se dressait le P.O.I. des Molinier.

[LA SYPHILIS DU MOUVEMENT OUVRIER] (1)

(5 mars 1937)

Cher Ami (2),

Vous savez aussi bien que moi ce qu'est la presse du Comintern. Il faut chaque fois se faire violence pour prendre en main un numéro de *L'Humanité*. Mes jeunes amis ont attiré mon attention sur l'article de Jacques Sadoul (3) contre vous, excep-

(1) Lettre à Victor Serge (T 4120), parue dans *La Lutte ouvrière*, 26 mars 1937. Traduite du russe.

(2) Victor Lvovitch *Kibaltchitch*, dit *Victor Serge* (1890-1947), né en Belgique de parents russes, avait d'abord été anarchiste sous le nom de Le Rétif. Condamné à cinq ans de prison pour « complicité » dans l'affaire de la bande à Bonnot — dont l'un des membres était son ami d'enfance —, il avait vécu en Espagne avant de revenir en Russie après la révolution d'Octobre. Admis dans le parti bolchevique, il avait travaillé dans l'appareil de l'I.C. et notamment sa presse. Il avait été membre de l'Opposition de gauche à Leningrad, avait été exclu du parti en 1928. Arrêté et déporté en 1933, il avait été libéré en 1936 et avait commencé une correspondance avec Trotsky. Leurs relations politiques n'étaient pas bonnes à l'époque car Victor Serge se faisait le défenseur des dirigeants du P.O.U.M. contre les critiques de Trotsky.

(3) Jacques *Sadoul* (1881-1956), avocat socialiste, capitaine de réserve, avait été envoyé en 1917 comme attaché à l'ambassade française en Russie où il était l'homme du ministre socialiste de l'Armement, Albert Thomas, qu'il secondait dans ses efforts pour maintenir la Russie dans la guerre. Il s'était rallié à la révolution d'Octobre et avait été membre du « groupe français » du P.C. bolchevique. Condamné à mort par contumace par un tribunal militaire français, il avait bénéficié d'une amnistie et était revenu en France, où il était journaliste et militait au P.C. Il venait de publier dans *L'Humanité* du 2 février 1938, sous le titre « L'Avocat de Trotsky » une attaque contre Victor Serge d'une bassesse rare. Il qualifiait successivement ce dernier de « bas aventurier », « médiocre, vil », « vulgaire criminel de droit commun », d'« une lâcheté physique légendaire ». Il rappelait la condamnation de Serge dans l'affaire Bonnot en ces termes : « pour complicité avérée dans la longue et sanglante série de vols, de cambriolages et d'assassinats perpétrés en France par l'association de malfaiteurs tristement célèbre des « bandits tragiques » dirigés par le féroce « tueur » Bonnot ». Il y affirmait que Serge n'avait été frappé que d'une peine relativement légère du fait de « sa piteuse et poltronne attitude devant la Cour d'assises ». Ayant vécu en U.R.S.S. avec Serge, il prétendait témoigner de ses « inquiétants besoins matériels, l'entraînant toujours à mendier tenacement, avec un mélange

tionnel, même pour cette publication prostituée. Il s'est passé plus d'une semaine, je l'avoue, avant que j'aie pu me contraindre à lire ces deux petites colonnes. Quelle époque abjecte ! Quels gens abjects ! Jacques Sadoul vous juge et vous excommunie au nom de la révolution. Il décerne des titres en tant que participant autorisé de la guerre civile en Russie. Il se place entre vous et Lénine, comme sa personne de confiance...

Comment ne pas sentir le besoin de vous exprimer ma sympathie et ma solidarité et de dire en même temps aux ouvriers français : *Jacques Sadoul ment !* Chaque ligne de son article est un mensonge matériel ou moral.

Jacques Sadoul, qui fut toute sa vie un parasite poltron du mouvement ouvrier, parle d'un manque de courage moral chez vous. On lit, et on n'en croit pas ses yeux ! Le courage moral et Jacques Sadoul !... Quand cet individu est arrivé en Russie, il était un patriote français. Mais il préféra rendre des services à sa patrie bien-aimée en tant que déserteur légalisé plutôt que sur le champ de bataille.

Dans la révolution russe, ce fut un observateur dans l'expectative, un carriériste accroché aux bolcheviks dans la mesure où les bolcheviks étaient devenus une force. Jacques Sadoul se souciait avant tout de ne pas rompre avec son ambassade, avec sa mission militaire, c'est-à-dire avec le milieu dont il était incomparablement plus proche que des ouvriers et des paysans russes.

Lénine avait pour Sadoul un ironique mépris. Je peux le dire d'autant plus facilement qu'il m'est arrivé plus d'une fois de défendre Sadoul devant Lénine. Par les nécessités de ma fonction, j'utilisais les services de Sadoul, ses liaisons et ses informations, et m'intéressais ainsi à lui. Je l'avoue, je fus trop indulgent avec lui !

Lénine me disait de lui : « C'est un tout petit Jean Longuet » (4). Je lui répondais en plaisantant : « Même Longuet peut parfois servir à quelque chose. »

d'âpreté et d'humilité, de nouvelles fonctions plus élevées, surtout de nouveaux avantages matériels ». Il concluait ce « portrait » : « Véritable personnage de Dostoïevsky, fuyant, instable, peu sûr, nous l'avions surnommé « le mendiant ingrat ». Trotsky respectait Serge en dépit de leurs désaccords, mais n'avait aucune estime pour Sadoul qu'il avait connu en tant qu' « agent » du gouvernement français ; sa réaction s'explique !

(4) Jean Longuet (1876-1938), petit-fils de Marx, avocat, puis journaliste, avait été le chef de la minorité pacifiste des « reconstructeurs dans la S.F.I.O. » que Lénine et Trotsky considéraient comme de dangereux « centristes ».

Les circonstances firent que Sadoul assista au 1^{er} congrès de l'Internationale communiste. Pas mal de gens de hasard adhéraient alors au mouvement. La révolution soviétique était alors victorieuse, la guerre se prolongeait, et Sadoul risquait moins à Moscou qu'en France. Je me souviens de son discours au congrès, dans lequel il eut l'impudence de parler précisément de Jean Longuet comme d'un allié possible : « Il viendra à la révolution, peut-être pas cinq minutes avant la victoire, peut-être cinq minutes après, mais il viendra. » Je sentis sur moi le regard ironique de Lénine : « Le voilà, votre Sadoul, un de ceux qui viennent cinq minutes avant la victoire ! »

Mais, là où le calomniateur atteint la limite de la bassesse, c'est dans ces lignes où il parle de votre carriérisme, de votre souci des « avantages matériels », et où lui, Jacques Sadoul, vous nomme vous, Victor Serge, un « valet de plume ». Rien de plus répugnant qu'un philistin servile à qui de puissants patrons ont dit « Tout est permis ». Vous êtes resté dans les rangs de l'Opposition, sans vaciller, au milieu d'une répression sans précédent, quand de moins fermes capitulaient l'un après l'autre. Dans la prison et en déportation, vous avez appartenu à la cohorte de ceux que les bourreaux thermidoriens n'ont pu briser. Vous avez choisi, cher Ami, une bien mauvaise voie pour assurer votre « carrière et vos avantages matériels ». Pourquoi n'avez-vous pas pris exemple sur Jacques Sadoul ? Il tourna autour de la révolution soviétique jusqu'à ce qu'il ait eu la possibilité de retourner en France. Là, il devint correspondant des *Izvestija*. De Paris il envoie de fades barbouillages, dictés par des agents du G.P.U. Quel poste courageux, valeureux, héroïque ! Des gens qui avaient approché Sadoul dans les dernières années m'avaient dit : « Sadoul a de la sympathie pour vous, mais... » Je leur ai répondu par le proverbe russe : de la sympathie de Sadoul, « on ne fera pas une pelisse ». La sympathie de ces messieurs ne prend une forme matérielle que cinq minutes après la victoire. Ils sont tous ainsi, les Cachin, Duclos, Vaillant-Couturier, Thorez (5),

(5) Ces quatre hommes sont les principaux dirigeants du P.C. français de l'époque. Marcel *Cachin* (1869-1958) député guesdiste avant la guerre, professeur de philosophie, avait été social-patriote pendant la guerre, et avait même accepté des missions officielles. Passé au « centre » pacifiste en 1918, il était devenu directeur de *l'Humanité* et s'était prononcé pour l'adhésion à l'I.C. Il ne semble pas avoir eu, depuis, la moindre velléité d'opposition : il avait signé des articles très bas sur les deux premiers procès de Moscou. Jacques *Duclos* (1896-1975), ouvrier pâtissier, ancien combattant, avait adhéré au P.C. en 1920 et était entré au C.C. en 1926. Il avait ensuite travaillé pour l'appareil du P.C. Il était membre de secrétariat. Il s'était particulièrement distingué par la violence et l'outrance de

valets de la plume et valets tout court. sur un coup de sifflet de Moscou, ils se précipitent au procès comme des faux témoins qu'ils sont. Ils écoutent les discours des inquisiteurs et des victimes sans comprendre un mot de russe. A quoi leur servirait de comprendre ? Le caractère de leur témoignage est connu d'avance : « Nous avons entendu de nos propres oreilles », jureront-ils. Comme si leurs longues oreilles étaient la mesure de la vérité.

Cher Victor Serge ! Nous savons avec vous mépriser ces gens. Nous apprendrons ce mépris à la jeune génération révolutionnaire. Un seul article de Sadoul permet de donner un diagnostic sûr : *le stalinisme est la syphilis du mouvement ouvrier*. Le Comintern est voué à sa perte. Les Sadoul abandonneront le vaisseau en détresse comme des rats. Ils trahiront l'Union soviétique cinq minutes avant le danger sérieux. Apprenons donc à la jeune génération à mépriser cette moisissure humaine. Encore quelques années, et l'avant-garde du prolétariat passera non seulement par-dessus les valets, mais aussi par-dessus leurs maîtres. Vous serez du nombre de ceux dont le nom sera lié à la renaissance de la lutte libératrice de la classe ouvrière.

ses attaques contre Trotsky qui le tenait pour un agent direct du G.P.U. Paul Vaillant-Couturier (1892-1937), écrivain et avocat, était lui aussi venu au P.C. par le mouvement des anciens combattants. Il était membre du C.C. et rédacteur en chef de *l'Humanité*. Il avait lui aussi « rendu compte » des procès de Moscou sur l'ordre des accusateurs. Maurice Thorez (1960-1964) avait sympathisé quelque temps avec l'Opposition de gauche en 1924, mais, remarqué par Staline, qui en avait fait en 1925 un secrétaire à l'organisation, il était devenu un inconditionnel. Il était alors secrétaire général du P.C., honoré comme le « fils du peuple » et avait, lui aussi, jeté sa part d'injures aux accusés de Moscou et à Trotsky lui-même.

FENNER BROCKWAY, PRITT N° 2 (1)

(6 mars 1937)

Le secrétaire de l'I.L.P. britannique, Fenner Brockway (2), vole au secours de Pritt (3), le conseiller du roi (4), avec un plan pour sauver les faussaires de Moscou. Pritt n° 1 a essayé de faire ce travail *sur le plan juridique*. Pritt n° 2 envisage l'affaire sous l'angle *politique*. Selon la façon de penser de Fenner Brockway, une enquête internationale sur les procès de Moscou est impossible parce qu'elle pourrait faire « du tort à la Russie et aux cercles communistes ». Fenner Brockway reconnaît donc d'avance qu'une vérification impartiale pourrait ne pas confirmer les accusations de Moscou ni justifier les exécutions. Au contraire, Brockway est convaincu qu'une enquête honnête et franche ne pourrait que « faire du tort » à la clique de Staline et aux « cercles communistes ». C'est précisément pourquoi Pritt n° 2 propose d'organiser « une enquête sur le rôle du trotskysme dans le mouvement ouvrier mondial ». En d'autres termes, au lieu d'établir la vérité objective sur des accusations monstreuses et criminelles, Brockway propose un procès public partisan contre son adversaire d'idées. Mieux encore, il considère — et qui peut connaître Brockway mieux que lui-même ? — qu'il est marqué

(1) T 4121, 4122. Traduction du russe revue et corrigée.

(2) Archibald *Fenner Brockway* (né en 1888) avait adhéré à l'I.L.P. en 1907 et en était le secrétaire général. Le comité de défense de Trotsky établi à New York avait pris contact avec lui pour la mise sur pied d'une commission internationale d'enquête sur les procès de Moscou, et sa réponse venait de lui parvenir.

(3) Denis Nowell *Pritt* (1887-1973), avocat travailliste, avait notamment collaboré à la contre-enquête sur l'incendie du Reichstag en Allemagne. Il était en Union soviétique au moment du procès de Moscou d'août 1936 et avait soutenu l'absolue régularité de la procédure dans des lettres à la presse britannique et des articles de la *Pravda*, puis dans une brochure.

(4) Pritt avait reçu en 1928 le titre de King's Councillor (Conseiller du Roi : K.C.).

d'avance par le doigt du destin pour prendre une initiative de cette nature. Il propose même magnaniment un jury de « quatre à cinq personnes » ayant « un état d'esprit analytique objectif ». Il avance comme candidats le social-démocrate autrichien Otto Bauer, l'avocat « danois » (suédois ?) Branting, le chef du parti socialiste des Etats-Unis, Norman Thomas (5) et... un « bon Français ». Cette commission, à laquelle il espère, selon ses propres termes, assurer les indispensables moyens financiers, aurait à rendre un jugement sur « le rôle du trotskysme dans le mouvement ouvrier mondial ». Il est difficile d'imaginer un projet plus ridicule en même temps que plus retors.

Mon « attitude vis-à-vis du mouvement ouvrier », pour laisser de côté mes quarante années d'activité révolutionnaire, s'exprime dans la formule suivante : *les appareils dirigeants de la II^e et de la III^e Internationale sont devenus des obstacles sur la voie de l'émancipation du prolétariat. Si une nouvelle guerre est en train de s'abattre sur l'humanité avec une force implacable, la responsabilité en incombe aux dirigeants de la II^e et de la III^e Internationale. Je crois que la création d'une nouvelle Internationale est inévitable et nécessaire, sur la base du programme qui est expliqué et développé dans mes livres et mes articles, comme dans les ouvrages de mes amis d'idées. En même temps, ceux qu'on appelle les « trotskystes » sont prêts, toujours et partout, à soutenir tout pas pratique de la II^e et de la III^e Internationale contre le fascisme et la réaction en général, lorsqu'il s'agit d'actions de lutte réelle, non de parades à bon marché, de démonstrations trompeuses d'unité, ou, de façon générale, de tout ce qui jette de la poudre aux yeux.*

Nous n'avons rien de commun avec le charlatanisme bureaucratique ni le verbiage « démocratique ». Pour ces idées, je combats avec la plus totale franchise. Mes adversaires ont le droit

(5) Otto Bauer (1881-1938), d'une riche famille juive de Bohême avait fait de brillantes études supérieures et devint en 1907 secrétaire parlementaire du parti social-démocrate autrichien. Prisonnier de guerre en Russie en 1914, il fut libéré après février 1917 et devint l'un des principaux dirigeants de son parti, hostile à l'emploi en Autriche de la méthode bolchevique. Il avait quitté l'Autriche en 1934 pour se réfugier en Tchécoslovaquie et était assez proche des thèses de l'I.C. et des aspects « antifascistes » de sa politique. Georg Branting (né en 1887) était le fils du dirigeant social-démocrate suédois Hjalmar Branting ; avocat des droits de l'Homme, il avait également participé activement à la contre-enquête sur l'incendie du Reichstag et défendu les militants allemands anti-hitlériens. Norman Thomas (1884-1968), pasteur méthodiste, était également le principal dirigeant du parti socialiste américain, plusieurs fois candidat à la présidence des Etats-Unis : il se situait au centre du parti et avait de bons rapports avec les trotskystes dont il avait négocié « l'entrée ».

intégral et l'entière possibilité de m'adresser les critiques les plus sévères. Jusqu'à maintenant, ils ont fait de ce droit un large usage, et je ne m'en suis jamais plaint. La lutte continue pour les objectifs suprêmes de l'humanité. Seul le progrès final du processus historique peut régler ces désaccords implacables. J'attends patiemment son verdict. Si pourtant Brockway, avec Otto Bauer et le « bon Français », veut anticiper sur le verdict de l'histoire, je ne peux que leur souhaiter de grands succès. Ce ne sera pas la première fois que quelqu'un essaiera.

MM. Fenner Brockway et Otto Bauer ont plus d'une fois, surtout de 1914 à 1917, mais également plus tard, avec les mencheviks, jugé Lénine comme un sectaire, un scissionniste, un désorganisateur et un auxiliaire de la contre-révolution. Des gens de cette espèce, alliés à de « bons Français » et aussi de « bons Allemands » ont plus d'une fois jugé et exterminé Marx et Engels au milieu du XIX^e siècle. Je suis prêt à subir le même destin auquel mes grands maîtres ont dû se soumettre.

Pourtant, le plan de Brockway prend un caractère manifestement *malhonnête* lorsqu'il tente de remplacer une enquête juridique sur les accusations de crimes et les procès, ou plus exactement sur les plus grandes impostures du monde, par une intrigue politique fractionnelle destinée à éviter de « faire du tort » à Staline et à ses agents. Les ouvriers avancés, là, diront : arrêtez ! les craintes et de Brockway, quelles que soient leurs sources, n'empêcheront pas la vérité de triompher du mensonge.

Quant aux candidats suggérés par Brockway pour cette intrigue politique, je puis en dire ceci : au cours des dernières années, j'ai écrit une douzaine d'articles dans lesquels j'ai essayé amicalement d'expliquer à *Fenner Brockway* lui-même et à ses amis que leur politique sans principes, leurs zigzags de droite à gauche sous le fouet du Stalintern, finiraient par détruire complètement l'I.L.P. Ce pronostic est malheureusement totalement confirmé aujourd'hui. Pendant trente ans, j'ai considéré *Otto Bauer* comme un invertébré politique qui s'est toujours adapté à l'ennemi de classe : feu la monarchie de Habsbourg, la bourgeoisie autrichienne, Wilson (6), l'Entente (7), et qui, préci-

(6) Thomas Woodrow Wilson (1856-1924), fils de pasteur, avocat, puis professeur de sciences politiques, avait été élu pour la première fois président des États-Unis en 1912 ; réélu en 1916, il fit entrer le pays dans la guerre mondiale. Les partis social-démocrates d'Europe s'étaient généralement ralliés à son « programme de paix ».

(7) L'Entente était le nom donné à la coalition formée autour de la France et de la Grande-Bretagne en 1914-1918.

sément pour cette raison, est devenu le principal responsable de l'écrasement du prolétariat autrichien. En 1922, Bauer pensait que la dictature soviétique avait arrêté tout « progrès », ce qui, d'après lui, exigeait alors le retour de la Russie sur la voie capitaliste. Maintenant, Bauer s'incline très bas devant la bureaucratie soviétique, laquelle arrête tout progrès vers le socialisme. L'analyse de la politique pourrie d'Otto Bauer, je l'ai développée dans une douzaine de textes. Bauer lui-même n'a jamais tenté de me répondre. Je ne puis rien dire de *Branting*, qu'il recommande en qualité d'avocat, bien qu'il ne s'agisse pas de problèmes juridiques, mais de problèmes théoriques et politiques. Quant à *Norman Thomas*, il n'a jamais dissimulé ses divergences avec moi, et, pour ma part, je n'ai aucune raison d'en atténuer la profondeur. Mais Norman Thomas pense qu'indépendamment de la profondeur des divergences et de l'acuité des luttes de tendances et fractions, certaines méthodes sont inadmissibles, criminelles, corrompues, et qu'elles menacent également toutes les parties du prolétariat (8). S'il ne débarrasse pas les rangs ouvriers de la terreur, du sabotage, de l'espionnage, etc. — s'ils existent — ou des impostures, des falsifications, des méprisables assassinats judiciaires — et ils existent certainement ! —, le mouvement ouvrier dans son ensemble est menacé de gangrène. C'est là un terrain qui nous est commun, à Norman Thomas et à moi, comme à tous ceux qui sont sérieusement concernés par la morale du mouvement ouvrier. Avec Brockway, il n'existe ni ne peut exister un tel terrain commun. En tant qu'homme politique, Brockway peut juger le trotskysme comme il l'entend. Mais en tant que Pritt n° 2, il faut le rejeter impitoyablement.

(8) Norman Thomas avait été l'un des fondateurs du comité de défense de Trotsky en 1936.

ANDRÉ MALRAUX, LES PROCÈS DE MOSCOU ET LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE (1)

(8 mars 1937)

L'interview de Malraux (2) dans *El Nacional* sur l'Espagne, la France, les procès de Moscou et André Gide (3) a un caractère tout à fait officiel, de même que — on peut le supposer — son voyage à New York.

Lorsque Malraux rend hommage au courage et à la perspicacité de la politique du gouvernement Cárdenas à l'égard de la révolution espagnole (4), je n'ai certainement aucune objection. Je ne puis qu'exprimer mon regret que l'initiative du Mexique n'ait trouvé aucun appui. Les paroles dures à l'égard de Léon Blum (5) ont un caractère plus équivoque : ce n'est pas à moi de

(1) Communiqué de presse (T 4124-1) traduit ici de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) André Malraux (1901-1976), célèbre dans le monde entier depuis que son roman *La Condition humaine* avait obtenu le prix Goncourt, avait visité Trotsky à St-Palais en 1933 et participé en 1934 à la campagne contre son expulsion de France. Organisateur en 1936 de l'escadrille España dans l'armée républicaine, il venait de partir pour une tournée de propagande aux Etats-Unis et avait, dans l'intervalle, refusé son témoignage à la commission d'enquête.

(3) André Gide (1869-1951) était également l'un des grands écrivains français vivants et avait été « compagnon de toute » également. Mais il avait rapporté de son voyage en U.R.S.S. en 1936 des remarques sévères qu'il avait publiées dans son *Retour de l'U.R.S.S.* en 1936 (complété ensuite par *Retouches au retour de l'U.R.S.S.*) Trotsky l'avait apprécié. Gide n'avait pas voulu s'engager dans la campagne contre les procès de Moscou, mais il était profondément choqué par l'attitude de Malraux dont il disait qu'il était alors un « stalinien intégral, même dans la question des procès » (cf. Gérard Roche, « Défense et contre-enquête en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3).

(4) Le gouvernement mexicain de Cárdenas avait refusé de mettre l'embargo sur les armes à destination de l'armée républicaine et refusa de souscrire à la non-intervention.

(5) Léon Blum (1872-1950), haut fonctionnaire et écrivain, tard venu à la politique, maître à penser de la S.F.I.O., était président du conseil en France depuis juin 1936. C'est lui qui avait lancé l'idée de la « non-intervention » en Espagne — ce qui faisait de lui l'une des cibles des critiques des P.C. à l'époque, bien que l'U.R.S.S. elle-même ait souscrit parmi les premières à cette non-intervention.

le défendre, mais, dans toutes les questions concernant l'Espagne, Staline a suivi et continue à suivre une politique semblable en tous points à celle de Blum. Il semble que la responsabilité des conséquences de la politique menée à Moscou ne doit retomber que sur le seul Blum. Pourtant la mission de Malraux ne consiste pas à clarifier les questions : comme les autres diplomates, et surtout les « officieux », Malraux parle le moins possible de ce qui l'intéresse le plus.

New York est le centre du mouvement pour la révision des procès de Moscou. C'est là, soit dit en passant, l'unique moyen de prévenir de nouveaux assassinats judiciaires. Il n'est pas nécessaire d'expliquer combien ce mouvement inquiète les organisateurs des amalgames de Moscou. Ils sont prêts à recourir à n'importe quel moyen pour arrêter ce mouvement. Le voyage de Malraux en est un.

En 1926, Malraux se trouvait en Chine, au service du Comintern-Kuomintang, et il est l'un de ceux qui portent la responsabilité de l'étranglement de la révolution chinoise (6). Dans ses deux romans (7), sans le vouloir, Malraux a donné de la politique du Comintern en Chine un tableau révélateur. Mais il n'a pas su tirer les conclusions nécessaires de ses propres expériences.

Malraux, comme André Gide, fait partie des amis de l'U.R.S.S. Mais il y a entre eux une différence énorme, et pas seulement dans la qualité du talent. André Gide est un caractère absolument indépendant, possédant une très grande perspicacité et une honnêteté intellectuelle qui lui permettent d'appeler chaque chose par son nom. Sans cette perspicacité, on peut balbutier à propos de la révolution, pas la servir.

Malraux, contrairement à Gide, est organiquement incapable d'indépendance morale. Ses romans sont plus imprégnés d'héroïsme, mais lui-même ne possède pas au moindre degré cette qualité : il est officieux de naissance. A New York, il lance un appel à tout oublier, sauf la révolution espagnole. L'intérêt pour la révolution espagnole n'empêche cependant pas Staline de massacrer des dizaines de vieux révolutionnaires. Malraux a

(6) On sait depuis cette époque que Malraux n'était jamais allé en Chine pendant la révolution et que ses prétendus liens avec le P.C. chinois et le Kuomintang relevaient de la fabulation. Mais c'est avec ces « qualifications » qu'il s'était présenté à Raymond Molinier pour obtenir de rencontrer Trotsky et ce dernier était resté sur une conviction qu'il n'avait pas cherché à vérifier.

(7) Les deux romans en question sont *La Voie Royale* et surtout *La Condition Humaine*.

quitté l'Espagne pour mener aux Etats-Unis une campagne de défense du travail judiciaire de Staline-Vychinsky (8). A cela, il faut ajouter que la politique du Comintern en Espagne reflète intégralement sa fatale politique en Chine. Telle est la vérité sans voiles.

(8) Andréi A. Vychinsky (1883-1954), menchevik jusqu'en 1920, avocat puis professeur de droit à l'université, était devenu procureur général et c'est lui qui avait requis contre les vieux-bolcheviks.

[PAS D'ACCORD] (1)

(9 mars 1937)

DÉSACCORD ABSOLU AVEC VOUS CONCERNANT PERFIDE PROPOSITION BROCKWAY STOP LETTRE SUIT STOP CHANGEMENT ATTITUDE ABSOLUMENT NÉCESSAIRE STOP PRIÈRE DONNER MON ARTICLE BROCKWAY TOUTE PUBLICITÉ POSSIBLE.

(1) Télégramme à George Novack (9427), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[CANNON DOIT REVENIR A NEW YORK] (1)

(9 mars 1937)

Cher Camarade Cannon (2),

Votre lettre m'apporte enfin des nouvelles et de bonnes nouvelles de vous. Je regrette que vous ne fassiez aucune allusion à votre santé. S'est-elle suffisamment améliorée pour vous permettre d'aller à New York ? Je comprends très bien l'importance de votre activité en Californie (3), mais je crois comme vous que votre place est à New York. Je ne veux pas parler des questions proprement américaines parce que je sais très peu de ce qui concerne la situation réelle, etc., mais, du point de vue de l'enquête à venir, votre présence à New York et votre participation directe au travail me semblent de *la plus grande importance*.

Je joins un bref article sur les intrigues de Fenner Brockway (4). Ce sont là les moyens par lesquels les staliniens essaient de fournir à Norman Thomas et autres la possibilité de se retirer de l'enquête (5). Il serait tout à fait puéril de notre part de

(1) Lettre à J. P. Cannon (7496), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) James Patrick Cannon (1890-1974), ancien des I.W.W., puis de la gauche de S.P., avait été un des pionniers du communisme aux Etats-Unis, chef d'une des fractions du P.C. En 1928, au cours du VI^e congrès de l'I.C., il avait été convaincu par un texte de Trotsky et, à son retour, avait fondé l'Opposition de gauche aux E.U. Dirigeant de la Communist League of America puis du Workers Party of the United States, il était entré l'année d'avant dans le S.P. avec ses camarades. Il avait visité Trotsky à Domène en 1934.

(3) Cannon était allé habiter en Californie pour des raisons de santé. En même temps, il y avait dirigé le travail d'implantation et venait de remporter de grands succès, gagnant notamment le secrétaire du S.P. dans l'Etat de Californie, Glen Trimble, et s'assurant le contrôle du journal *Labor Action*.

(4) Cf. pp. 45-48.

(5) A l'époque du Front populaire, il était évidemment paradoxal que les dirigeants socialistes participent à une « commission d'enquête » que les dirigeants communistes dénonçaient tous les jours avec menaces de mort.

nourrir des illusions sur la fermeté de semblables compagnons de route. En matière de justice, un simple libéral peut être plus ferme qu'un social-démocrate. Je suis convaincu que seule une attitude ferme et sans détours (avec, bien sûr, tout le tact nécessaire) peut empêcher Norman Thomas de suivre les traces de Fenner Brockway.

Vous mentionnez la possibilité de l'exclusion de notre groupe du parti socialiste à son prochain congrès (6). Je ne peux me permettre aucune opinion nette à ce sujet, mais *a priori* j'incline à penser que nous ne pouvons rien gagner par l'adaptation. Si je comprends bien, Norman Thomas pose la question sur le plan des principes et non des statuts formels comme l'a fait Léon Blum dans une situation semblable (7). Il me semble que vous ne pouvez éviter d'accepter ce terrain des principes et de combattre sur ce plan avec la dernière énergie (8).

Une rupture avec Norman Thomas dans cette situation serait désagréable et hautement préjudiciable à l'enquête. Mais il est impossible d'améliorer une situation déterminée par des facteurs politiques généraux par des moyens artificiels (9).

(6) A leur entrée dans le S.P., les trotskystes n'avaient pas eu le droit de conserver un organe d'expression propre, mesure qu'ils avaient tournée en utilisant *Socialiste Appaal* que publiait à Chicago Albert Goldman (cf. n. 14, p. 267). Réunis autour de ce journal, les trotskystes s'étaient donné une structure légale avec la fondation en janvier 1937 de la Socialist Appeal association, laquelle avait tenu du 20 au 27 février, à Chicago, une véritable conférence (Socialist Appeal Institute) Cependant les progrès même des trotskystes provoquaient remous et oppositions. L'ancienne tendance des « Militants » s'était coupée en deux. Le groupe Clarity, animé par Herbert Zam et Gus Tyler, préconisait l'alliance de toutes les tendances « de gauche » dans le S.P. En revanche, l'autre, animé par Jack Altman, patron de l'appareil à New York et secrètement en contact avec le P.C., dénonçait avec véhémence « l'indiscipline des trotskystes » qui « imposaient » au parti des discussions sur la « question russe » ou la « question espagnole », combattaient la ligne du Front populaire et s'opposaient à la construction à New York d'un American Labor Party destiné à appuyer la candidature Roosevelt. L'un de ses collaborateurs, Paul Porter, avait menacé de faire exclure les trotskystes au congrès prévu à Chicago à la fin mars.

(7) Allusion à l'attitude de Léon Blum lors de l'exclusion des trotskystes français de la S.F.I.O. en 1935.

(8) Cannon venait d'écrire à Trotsky qu'il était inquiet de cette menace d'exclusion car sa réalisation pourrait compromettre irrémédiablement le travail du comité de défense pour une commission d'enquête. Il avait en même temps conseillé à ses camarades de New York de gagner du temps et de chercher en particulier à temporiser avec Norman Thomas.

(9) Cette prise de position de Trotsky réduit en miettes la construction élaborée par le professeur indien M. S. Venkataramani pour son article « Leon Trotsky's adventure in American Radical Policies » (*International Review of Social History* n° 1, 1964), selon lequel l'entrée des trotskystes dans le S.P. n'aurait constitué qu'une « manœuvre délibérée et de sang-froid pour créer une commission d'enquête internationale sur les accusations de Staline ».

Tout mon temps est occupé maintenant à écrire mon livre sur les procès de Moscou. Je ne lis même qu'exceptionnellement les journaux, et pas en règle générale. J'espère avoir réussi dans six mois à terminer ce travail très ennuyeux.

Natalia et moi nous réjouissons d'avance de votre visite avec Rose (10). Ecrivez, s'il vous plaît, sur votre santé et votre plan pour revenir à New York. Pouvez-vous nous envoyer une photo de vous-même et de Rose ?

P.S. Les derniers événements reflétés dans les lettres de moi-même et de Wolfe (11) à Novack (copies jointes) me remplissent d'appréhension. Votre présence à New York me semble absolument nécessaire. Qu'en pensez-vous ?

(10) Rose *Karsner* (1889-1968), roumaine d'origine, militante du P.C. dès sa fondation, partageait la vie de Cannon depuis 1924.

(11) Bernard *Wolfe* (né en 1915) avait étudié la littérature à Yale et avait été envoyé comme secrétaire auprès de Trotsky par les Américains. Pour les lettres, cf. p. 56 et 59.

(12) George Novack et, avec lui, la fraction trotskyste dans le comité de défense, avaient accepté les propositions de Fenner Brockway que Trotsky jugeait inacceptables — et cela posait bien sûr un problème.

[UNE GRAVE ERREUR DES CAMARADES DE NEW YORK] (1)

(9 mars 1937)

Cher George (2),

La copie de votre réponse à Devere Allen (3) (à propos de la proposition de Brockway (4)) n'est arrivée qu'après que L(éon) D(avidovitch) ait rédigé et expédié une déclaration sur le même sujet et après qu'il eût dicté la lettre ci-jointe (5). Il m'a demandé de vous écrire quelques mots dans la veine suivante.

Votre réponse à Brockway est absolument inacceptable. L. D. a critiqué la tendance de nos camarades actifs dans le comité telle qu'elle se reflète dans leur attitude sur la question de *The Nation*, dans la formulation du premier projet de statuts de la commission d'enquête, dans leur incapacité à proposer leur propre résolution courageusement, au lieu d'accepter sans la critiquer la proposition de Dewey (6), etc. Mais l'attitude prise

(1) Lettre de B. Wolfe (dictée par Trotsky) à G. Novack (9427), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) George Novack.

(3) Devere Allen (1891-1955), journaliste pacifiste, proche de Norman Thomas, avait rédigé en 1934 la fameuse « Déclaration de principes » du parti socialiste qui avait été à l'origine de la scission de la Vieille Garde. Il avait été, avec Thomas, l'un des six fondateurs du comité de défense et c'est lui qui avait été l'intermédiaire du comité avec Fenner Brockway. Trotsky reprochait à Novack — et au comité — d'avoir accepté ces propositions de Brockway qu'il jugeait lui-même inacceptables.

(4) Cf. p. 45.

(5) Cf. pp. 53-55.

(6) John Dewey (1859-1952), célèbre philosophe et pédagogue, longtemps professeur à l'université Columbia à New York, s'était engagé dès octobre 1936 dans le comité de défense de Léon Trotsky. Mais ce dernier avait subi une grave crise depuis le début de l'année. Sous la pression d'une contre-attaque que dirigeait en coulisse dans les milieux intellectuels le millionnaire Corliss Lamont (né en 1902), fils du président de la banque Morgan, professeur à Columbia et président des amis de l'U.R.S.S. aux E.-U., il avait été abandonné par plusieurs de ses membres. Les arguments utilisés dans la campagne étaient divers : Trotsky

dans l'affaire Brockway, tout en étant de même nature est infiniment plus sérieuse. En effet, vous livrez L. D. à Brockway et à ses cohortes. Comment interpréter autrement votre lettre conciliatrice ? Vous dites que les noms suggérés par Brockway (Bauer, Branting, Thomas, Allen) sont « excellents ». Excellents pour quoi ? Il ne s'agit pas du tout d'une commission d'enquête pour laquelle, en vérité, on *pourrait* choisir ces gens. Il s'agit d'une campagne systématique, de manœuvres inspirées par les staliniens, avec l'unique objectif de saboter l'enquête en l'obligeant à prendre d'autres canaux. Brockway ne propose pas que sa commission enquête sur les impostures : il propose qu'un groupe de social-démocrates s'érige lui-même en tribunal pour rendre un jugement sur « le rôle du trotskysme dans le mouvement ouvrier » — ni plus, ni moins. Peut-on nourrir le moindre doute sur l'issue d'une enquête aussi « impartiale » réalisée par des hommes aussi « bons » ? Peut-on le moins du monde douter que cela constitue une manœuvre plus subtile de la campagne des staliniens pour étrangler toute initiative en vue d'une tentative impartiale de découvrir la vérité ? Pourtant, votre lettre ne mentionne nullement les intentions réelles et les motivations politiques du misérable plan de Brockway. Au lieu de cela, vous

n'avait plus besoin de « défense » puisqu'il avait obtenu le droit d'asile au Mexique ; l'enquête sur les Procès de Moscou était une ingérence dans la politique soviétique, une « aide objective » au fascisme, un « coup de poignard dans le dos » des combattants d'Espagne, etc. Mais bien des membres du comité de défense ont attesté qu'ils avaient également été l'objet de menaces, voire de chantage portant sur leurs droits d'auteur à travers leurs ouvrages ou articles. Corliss Lamont avait réuni 88 signatures sur un texte de dénonciation des menées des trotskystes du comité de défense. C'est dans ces conditions que s'était tenue le 1^{er} mars une assemblée générale de ce dernier. John Dewey y avait fait adopter une « déclaration de principes » qui affirmait que « le progrès social, condition même de la possibilité du progrès humain » était « inséparable de l'établissement et de la diffusion de la vérité », du droit d'asile pour tous les réfugiés politiques et du droit pour tout accusé de se défendre librement. Le texte niait énergiquement l'accusation selon laquelle les membres du comité étaient « les instruments de mouvements politiques », avec lesquels ils étaient « en désaccord ». S'étant peut-être sentis sur la défensive, les membres trotskystes du comité avaient accepté cette « déclaration de principes » qui se terminait en ces termes : « Le comité en tant que tel est indifférent du programme politique de Trotsky ; l'écrasante majorité de nos membres ne sont pas trotskystes, mais la tradition que nous avons reconnue pour nôtre exigerait, même si Trotsky n'était pas connu de nous comme un adversaire, pendant quatre décennies, de ces tendances dont il est accusé d'être membre, que nous intervenions entre lui et ceux qui voudraient, avant un verdict clair contre lui, le condamner, le châtier et le livrer au mépris de l'histoire ». Le texte se plaçait dans la tradition de la lutte pour les droits civils, du combat pour la « défense » de causes célèbres comme celles de Mooney et de Sacco et Vanzetti, mais il était évidemment l'expression d'une orientation « libérale » que Trotsky ne pouvait accepter que sous la forme d'une alliance.

dites que les noms qu'il suggère (et Brockway savait certainement ce qu'il faisait quand il les a suggérés) sont « excellents » ; vous n'allez pas au-delà d' « espérer » que, si le projet de Brockway va plus loin, il n'empêchera pas notre travail que nous estimons important... Au lieu de dévoiler les motivations hypocrites réelles qui sont derrière ce plan, au lieu de déclencher une attaque frontale impitoyable contre tous ces agents staliniens, vous donnez à Brockway la permission d'agir comme il l'entend, sans opposition de votre part. C'est la crainte de rejeter Thomas qui vous a conduits à bannir de votre réponse toute attaque politique et toute dénonciation ? Mais c'est sûrement le moyen le plus sûr de faire en sorte que Thomas emboîte le pas à Brockway.

A l'heure qu'il est, vous avez dû recevoir la réponse de L. D. à Brockway (7). A toutes fins utiles, je joins une autre copie. Vous verrez que son attitude et la vôtre ont été diamétralement opposées. Sa déclaration dévoile la peu reluisante carrière de ces messieurs et démasque l'unique objectif qui peut être derrière leur proposition, sans en même temps « offenser » ni Thomas ni Allen. Si on peut conserver Thomas comme allié, seule une telle attitude, sans compromis, peut y arriver.

L'opinion de L. D. sur toute la situation est la suivante : le cours sur lequel le comité s'est maintenant embarqué, comme le démontrent de nombreux symptômes, et en particulier l'incident Brockway, est absolument intolérable. Si on n'en change pas, il conduira au désastre complet. La politique d' « adaptation » à nos alliés de droite ne peut mener au bout du compte qu'à la défaite (8). L. D. propose qu'une discussion de fond sur toute notre orientation fondamentale, telle qu'elle se manifeste dans les symptômes relevés ci-dessus, ait lieu entre camarades dirigeants, sans attendre, et que vous lui fassiez connaître votre attitude et vos décisions à la première occasion.

Vous comprenez que dans cette lettre je transmets l'attitude de L. D. comme il m'a demandé de le faire. Cependant tous les camarades d'ici partagent la même anxiété.

(7) Cf. n. 4.

(8) Il est clair que le problème de la défense de Trotsky apparaît ici comme étroitement lié à celui de l'intervention des trotskystes dans le parti socialiste. La fermeté de la position de Trotsky sur ce point ruine définitivement la thèse selon laquelle la politique des trotskystes dans le P.S. était subordonnée à sa défense à lui.

[DÉVELOPPER NOTRE POSITION] (1)

(9 mars 1937)

Cher Camarade Novack,

J'ai lu votre lettre au journal mexicain *La Cuarta Internacional* (2). Elle « se suffit à elle-même », comme vous dites vous-même. Je suis de plus en plus troublé, je dois l'avouer. Le comité et particulièrement son secrétaire n'est pas responsable de toutes les interprétations de la commission d'enquête faites par les divers courants de l'opinion publique. Le comité ne peut pas soumettre à son contrôle les semi-libéraux, pour ne pas parler des staliniens ou semi-staliniens. Mais votre lettre est une tentative pour soumettre au contrôle de la commission les éléments de gauche, les soutiens les plus sincères de la commission internationale d'enquête. D'après ce que je comprends de votre lettre, *La Cuarta Internacional* désirait considérer la commission d'enquête comme un contre-procès. Ce désir est tout à fait juste, légitime, et correspond à la réalité. Pourquoi essayez-vous de leur imposer la conception de M. Dewey et de Norman Thomas ? Je ne peux tout simplement pas le comprendre. On ne peut pas gagner le soutien ferme et honnête des ouvriers qui demandent un langage ferme et honnête. Je m'attends maintenant à ce que quelques membres du comité soient effrayés de ma lettre sur le misérable Brockway, mais je vous assure que ce n'est qu'un langage semblable qui peut contrebalancer les attaques des staliniens et aider les libéraux à conserver leur équilibre.

Je peux comprendre que le comité ait accepté la résolution de Dewey, mais je ne peux comprendre pourquoi les éléments de

(1) Lettre à G. Novack (9428), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Il s'agit d'une lettre non publiée et dont nous ne connaissons pas le texte.

gauche du comité n'ont pas fait leur propre déclaration qui aurait servi de base pour l'agitation parmi les travailleurs. Personne ne peut prévoir dans quelle direction vont tourner les affaires du comité. Il est par conséquent impératif qu'à toute occasion nous préservions et développons notre propre position et ne nous dissolvions pas dans la confusion libérale. Je considère cette question comme d'une importance décisive et j'invite nos camarades à discuter entre eux cette question et à me communiquer leur opinion.

[LE VOL DES ARCHIVES] (1)

(10 mars 1937)

Monsieur,

Mon avocat à Paris, Maître Gérard Rosenthal (2), m'a fait savoir que vous jugez nécessaire d'avoir ma déposition sur le vol d'une partie de mes archives, commis à Paris le 7 novembre 1936 à la section parisienne de l'Institut d'histoire sociale. Avant tout, j'ai l'honneur de vous informer qu'une lettre, avec ma déposition, vous fut envoyée par moi dès la première moitié de décembre de l'année passée, mais qu'elle fut confisquée par le ministre de la justice de Norvège, M. Trygve Lie (3). M'abstenant d'apprécier les motifs de la conduite de M. le Ministre, je suis contraint de constater que la confiscation de ma déposition a été une aide apportée au voleur contre le volé.

En ce qui concerne les conditions et les circonstances concrètes qui ont rapport au vol du 7 novembre 1936, je ne puis que confirmer la déposition de mon fils Léon Sedov pour la partie de celle-ci dont les circonstances me sont connues (ma correspondance avec mon fils au sujet des dangers qui menaçaient mes archives de la part de la section parisienne du G.P.U. ;

(1) Lettre au Juge d'instruction Barrué (T 4124-7), traduction française du russe établie à Coyoacán, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Gérard *Rosenthal* (né en 1903) était entré au P.C. en 1927 sur des positions proches de celles de l'Opposition de gauche russe et avait été définitivement convaincu par un voyage à Moscou et la rencontre de Trotsky. Il avait rendu visite à ce dernier à Prinkipo à plusieurs reprises et était devenu son avocat. En même temps, il avait été un des dirigeants de la Ligue communiste, puis du G.C.I., du G.B.L. et enfin du P.O.I.

(3) Trygve *Lie* (1895-1968), avocat et conseiller juridique du D.N.A. pendant des années, était devenu ministre de la justice en Norvège en 1935. C'est lui qui, en 1936, avait endossé la responsabilité de mesures qui restreignaient gravement la liberté individuelle de Trotsky et qui allèrent jusqu'à son internement : le courrier de Trotsky pendant cette période était soumis au contrôle d'un haut fonctionnaire proche du parti nazi.

ma proposition de donner les archives en garde à un institut scientifique, par exemple à l'Institut d'histoire sociale, etc.) (4).

La façon d'agir des voleurs qui ont recherché et emporté uniquement mes papiers, dévoile avec une pleine certitude les véritables organisateurs du vol. *Is fecit cui prodest*. Si le chef de la section parisienne du G.P.U. avait laissé sur la table du local de l'Institut sa carte de visite, il aurait ajouté par là fort peu de chose aux autres indices. En outre, comme je l'ai déjà dit, dans des lettres écrites avant le vol, j'avertissais mon fils qu'il fallait s'attendre avec certitude, de la part du G.P.U., à des attentats contre mes archives (5). Les documents volés ont été sans aucun doute emportés à Moscou dans des valises diplomatiques.

Il ne peut même pas être question que les organisateurs du vol aient eu l'espoir de trouver dans mes archives quelques « indices » contre moi. A ce sujet, les régisseurs des falsifications judiciaires de Moscou ne se faisaient assurément aucune illusion. Mes archives leur étaient nécessaires uniquement comme appui technique pour créer de nouveaux amalgames. Un tel appui leur était extrêmement nécessaire.

Je me permets de concrétiser ma pensée par des exemples. Trois participants des procès de Moscou, Holzman, Piatakov (6) et Romm ont déposé qu'ils se seraient rencontrés avec moi à l'étranger et auraient reçu de moi des instructions. Tous les trois ont eu le malheur de choisir pour nos prétendues rencontres des circonstances de temps et de lieu qui ne résistent pas au contact de faits que tout le monde peut vérifier. Ainsi Holzman a déposé qu'il aurait été conduit auprès de moi à Copenhague par mon fils,

(4) Trotsky avait reçu en Norvège la visite et les offres du fondateur de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, le professeur Nicolaus Wilhelmus Posthumus (Cf. *Œuvres*, 11, p. 204)

(5) *Ibidem*, p. 203.

(6) Holzman était l'un des accusés du procès des seize en 1936, Piatakov du procès des dix-sept en janvier 1937 et Romm un témoin à ce dernier procès. Eduard S. *Holzman* (1882-1936), vieux bolchevik, lié à l'Opposition, haut fonctionnaire de l'économie, avait accepté de servir d'intermédiaire en 1932 entre I. N. Smirnov et Léon Sedov. Il avait « avoué » à son procès avoir rencontré Trotsky à Copenhague et avoir reçu des instructions en vue d'une activité terroriste. Georgi V. *Piatakov* (1890-1937), d'abord anarchiste, était devenu membre du parti bolchevique en 1910. Déporté en 1912, il s'était évadé en 1914 et avait polémique contre Lénine pendant la guerre sur la question nationale. Il avait dirigé le gouvernement soviétique en Ukraine et occupé différentes importantes responsabilités. Membre de l'opposition de gauche en 1923, il avait capitulé en 1928 et obtenu sa réintégration dans le parti, dans le C.C. en 1930. Vice-commissaire du peuple à l'industrie lourde, exclu et arrêté en 1936, il avait « avoué », au second procès, avoir rendu visite à Trotsky en Norvège. Condamné à mort, il avait été exécuté.

avec qui il se serait rencontré à l'hôtel Bristol. Cependant, par des données irréfragables, au nombre desquelles deux télégrammes conservés au ministère des affaires étrangères de France, il est démontré de façon définitive qu'en novembre 1932 mon fils se trouvait à Berlin. A cela il faut encore ajouter que l'hôtel Bristol a été détruit en 1917.

L'accusé Piatakov a déposé qu'il serait venu me voir à Oslo avec un avion allemand à la mi-décembre 1935. Cependant les autorités norvégiennes compétentes ont officiellement établi que, du 19 septembre 1935 au 1^{er} mai 1936, aucun avion étranger n'avait atterri à Oslo et qu'il ne pouvait être question, vu les conditions de la surveillance douanière, de l'atterrissage secret d'un avion.

Le témoin Vladimir Romm a déposé que je me serais rencontré avec lui à Paris, au Bois de Boulogne, à la fin juillet 1933. Cependant, immédiatement après mon débarquement à Marseille, le 24 juillet 1933, au su de la police française et accompagné d'amis français, je me suis rendu, étant malade, à Saint-Palais, près de Royan, où je suis resté sans interruption jusqu'au commencement d'octobre 1933 (7).

Je suis contraint de renoncer à citer une série d'autres exemples tout à fait analogues uniquement parce que leur exposition exigerait considérablement plus de place. L'ignorance du G.P.U. des conditions concrètes de ma vie, qui apparaît d'une façon aussi lamentable dans tous ces cas, s'explique par le fait que mes collaborateurs sont de proches amis qui ferment aux agents du G.P.U. l'accès à moi-même ou à mes papiers. Voilà pourquoi il n'était pas difficile de prévoir que, après que se fussent révélées d'aussi scandaleuses bévues, le G.P.U. ferait la tentative de s'emparer de mes véritables papiers pour, en s'appuyant sur des dates, des adresses, des noms précis, créer un canevas plus achevé pour une nouvelle falsification judiciaire. Mes lettres à ce sujet, qui ont passé par le Central Pass-Kontor de Norvège, se trouvent dans les mains de mon fils.

De mon lieu d'internement de Norvège, j'avais tenté en outre de prévenir l'opinion publique sur de nouveaux procès possibles, de prévoir leur caractère, et, en particulier, l'utilisation possible des papiers qui m'avaient été volés. Toutes ces tentatives furent entravées par le gouvernement norvégien qui m'empêcha systématiquement comme accusé et comme témoin d'aider à

(7) *Œuvres*, 3, pp. 19-20.

révéler la vérité et à sauver par là, peut-être, des peines les plus lourdes, des dizaines d'hommes qui n'étaient en rien coupables.

En conclusion, je me permets d'attirer votre attention sur le fait que, du dernier procès de Moscou, il découle que moi-même et mon fils, Léon Sedov, lors de notre présence sur le territoire français, aurions commis des actes dirigés à l'encontre des intérêts de l'Etat français. Si les autorités françaises compétentes accordaient à ces accusations ne fût-ce qu'une goutte de confiance, je ne pourrais pour ma part que saluer chaleureusement une semblable initiative. Inutile de dire que je mettrais volontiers à la disposition des autorités qui mèneraient l'enquête tous mes documents, y compris ma correspondance avec mon fils. Je serais tout prêt à tout moment à comparaître devant un tribunal français qui prendrait sur lui ne fût-ce que l'examen de la partie des accusations de Moscou qui concernent directement et immédiatement les intérêts de l'Etat français. Malheureusement, il est peu probable que je puisse m'attendre à une telle initiative. La fausseté des accusations de Moscou est trop évidente et le fait même de l'enquête, absolument naturel et indispensable dans d'autres conditions, serait dans le cas présent considéré par le gouvernement de Moscou comme une note d'hostilité.

Voilà tout ce que je puis dire au stade actuel au sujet du vol de mes papiers par la section parisienne du G.P.U.

[LES « SERVICES » DE L'AVOCAT PUNTERVOLD] (1)

(11 mars 1937)

Cher Ami Epe,

Selon la presse d'ici, je devrais être informé par le consulat norvégien d'une procédure judiciaire ouverte contre moi en Norvège à propos de l'affaire Puntervold (2). Il semble que le consul ait confirmé cette information à la presse. Jusqu'à présent je n'ai rien reçu émanant de lui.

En ce qui concerne les « travaux » que M. Puntervold a effectués pour moi, je dois préciser ceci : pour ce qui est du fond de l'affaire, c'est-à-dire ce qui constitue à proprement parler la tâche d'un avocat, M. Puntervold ne s'en est jamais occupé. Il se reposait entièrement sur moi et sur mes amis. A chaque fois que j'abordais avec M. Puntervold un aspect quelconque des procès de Moscou, j'étais au regret de constater qu'il ne connaissais rigoureusement rien à l'affaire et je me voyais contraint de laisser de côté cette question. Je me consolais en espérant que moi-même et mes amis qui seront appelés à témoigner, aurions à mener l'affaire en ce qui concerne le fond, mais qu'en revanche M. Puntervold se chargerait de l'aspect technico-juridique, c'est-à-dire une infime partie du véritable travail d'un avocat. Si M. Puntervold se plaint d'avoir dû copier de nombreux documents, cela signifie seulement qu'il n'en a pas rédigé lui-même, que je les lui ai envoyés de Sundby et qu'il n'avait que la peine de

(1) Lettre à W. Held (8515), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Michael *Puntervold* (1879-1937), avocat et vieux militant socialiste, avait surtout plaidé des procès dans les conflits du travail. De 1921 à 1927, il avait appartenu à la petite formation du parti social-démocrate norvégien avant de revenir au D.N.A. Il avait été pour Trotsky en Norvège un avocat inefficace, mais avait fait bloquer son compte en lui réclamant des sommes énormes au titre d'honoraires !

les faire taper à la machine. En d'autres termes, même dans ce cas, le « travail » de M. Puntervold n'a constitué que la partie purement technique de la tâche normale d'un avocat.

Je ne sais toujours pas si les documents que j'ai fait parvenir aux services fiscaux par l'intermédiaire de M. Puntervold ont été transmis en temps utile. Il vous sera facile de vous en assurer sur place, au cas où le problème fiscal ne serait pas encore réglé.

[DES DÉPOSITIONS NÉGLIGÉES] (1)

(11 mars 1937)

Cher Ami,

J'ai bien reçu votre lettre du 22 février et les documents joints, et je vous en remercie. L'histoire de Trygve Lie m'a énormément réjoui. J'espère qu'elle amusera également tout le monde ici.

Malheureusement les dépositions des témoins ne sont pas légalisées et certaines ne sont même pas signées de la main de leurs auteurs. Elles rendent compte de bien des choses d'importance, mais pas toujours de l'essentiel. C'est ainsi, par exemple, qu'un grand nombre parle des visites qui m'ont été faites à Saint-Palais, près de Royan. Mais aucun ne se donne la peine d'expliquer pourquoi il a été contraint de venir me voir à Royan, d'engager ainsi des frais aussi importants, etc. Si, fin juillet 1933, j'avais passé quelques jours à Paris, de nombreux visiteurs parisiens, sinon tous, auraient pu s'épargner ce voyage. Cette circonstance déterminante a cependant été considérablement négligée. En outre, comme je tenais le plus possible secrète mon adresse à Royan, j'aurais de toute évidence dû préférer avoir mes rendez-vous à Paris au lieu de donner mon adresse à Royan à d'aussi nombreux visiteurs. Mais je n'avais justement pas d'autre solution puisque je n'étais pas à Paris et ne pouvais pas y être.

Le comportement magnifique de Knudsen, de Helge Krog, de Håkon Meyer, d'Overland (2) et de tous nos amis en général

(1) Lettre à Walter Held (8516) ; traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Sur Helge Krog, cf. n. 3, p. 27. Konrad Knudsen (1890-1959) ancien militant socialiste aux Etats-Unis, journaliste, avait été l'hôte et était devenu l'ami de Trotsky. Il venait d'être élu député. Håkon Meyer (né en 1896), membre du D.N.A. spécialisé dans les questions culturelles, était directeur du théâtre national populaire. Lié à Trotsky pendant son séjour, il animait le comité pour

LÉON TROTSKY, ŒUVRES, MARS-AVRIL 1937

me réjouit énormément, et je vous prie de leur transmettre mes salutations les plus cordiales. Pour la question de P[untervold], je vous transmets ci-joint une lettre séparée.

Avec mes salutations les plus cordiales

Votre Vieux

son droit d'asile. Le grand écrivain Arnulf *Overland* (1889-1968) avait commencé par des poèmes. Après son adhésion à *Mot Dag*, il avait écrit plusieurs essais et pamphlets. Il revenait à la poésie de combat avec le recueil *Front rouge*. Il avait protesté contre le sort fait à Trotsky et participait à la campagne sur ce point.

[POUR DES VISITES AU MEXIQUE] (1)

(12 mars 1937)

Cher Ami (2),

Je vous remercie pour l'envoi de la déposition inappréciable de K. Legay (3). J'en ferai emploi dans mon livre et nous l'avons déjà envoyée au comité de New York. Ne pourrait-on pas avoir la même déposition, mais signée des quatre voyageurs (4), avec les signatures légalisées, et envoyée directement au Comité de New York pour la commission d'investigation internationale ? Je sais bien que Vigne et Legay ont des opinions bien contraires aux miennes (5), mais il ne s'agit pas d'une déposition politique, ni d'une amitié de tendance. Il s'agit de servir la vérité élémentaire et la volonté de Legay de le faire est démontrée par son article vraiment magistral.

(1) Lettre à A. Rosmer (9879) avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Alfred Griot, dit *Rosmer* (1877-1964), ancien membre du noyau de *La Vie ouvrière*, internationaliste pendant la guerre, s'était lié d'amitié avec Trotsky à Paris à cette époque. Après la révolution russe, il était allé à Moscou et avait été porté à l'exécutif et même au petit bureau avant même l'existence d'un P.C. en France. Il avait été exclu en 1924 pour avoir protesté contre la « bolchevisation », mais surtout en raison de ses liens avec Trotsky. Fondateur de *La Vérité*, dirigeant de l'Opposition de gauche internationale en 1929-1930, il s'en était éloigné à la suite de son conflit avec Molinier et avait interrompu toute relation personnelle avec Trotsky. Leurs relations — épistolaires — n'avaient repris qu'au lendemain du premier procès de Moscou. Rosmer était engagé dans l'activité du comité français.

(3) Kléber *Legay* (1889-1949) était président du syndicat des mineurs du Nord et membre du bureau de la Fédération C.G.T. des travailleurs du sous-sol ; à ce titre, il avait participé à la fin de 1936 à une délégation syndicale en U.R.S.S. où il se trouvait au moment du procès de Novosibirsk où des techniciens des mines étaient accusés de « sabotage ». Il avait écrit à Magdeleine Paz pour lui faire part de son témoignage, qui ruinait la thèse de l'accusation.

(4) Les « quatre voyageurs » étaient Kléber Legay lui-même, Pierre Vigne, de la Fédération des Mineurs, Noël Sinot, de Carmaux et Planque, de Vernelle.

(5) Vigne et Legay appartenaient à la tendance *Syndicats* qu'animait René Belin et qui constituait l'aile droite de la C.G.T.

Je ne sais si Martinet (6) et vous avez reçu les lettres que je vous ai écrites de Sundby avant notre départ. Pour l'instant, nous ne pouvons pas nous plaindre. Nous avons une liberté d'action assez large en tant qu'il s'agit de combattre les amalgames staliniens. Cependant on trame des intrigues contre nous de différents côtés. Vous imaginez bien que Staline ne ménage pas l'argent ; il s'agit pour lui d'une question de vie ou de mort. On a gagné à cette fin le correspondant du *Times* qui a écrit deux correspondances extrêmement louches (7). Je vous envoie pour vous et pour d'autres amis une lettre concernant cet épisode.

Vous vouliez nous visiter en Norvège. Depuis, nous avons changé d'adresse. Mais le séjour au Mexique serait pour vous beaucoup plus favorable du point de vue santé que la Scandinavie. Nous sommes à 2300 mètres, ce qui vous convient, autant que je sache, tout à fait. Malheureusement, le voyage coûte cher et tout le monde est devenu plus pauvre depuis la grande crise. En tout cas, je dois vous dire que nous serions bien heureux de vous voir à Coyoacán.

On a parlé du voyage d'André Gide aux Etats-Unis et au Mexique. Toledano (8) a même écrit contre Gide deux articles aussi louches que stupides. Mais je suis sûr qu'il serait bien accueilli maintenant, aussi bien à New York qu'ici, car dans les idées et les sentiments des intellectuels et des ouvriers un grand remue-ménage se produit sous le coup des procès de Moscou. Le monde a soif d'une parole honnête et indépendante. Il n'est pas nécessaire de vous dire que, pour ma part, je serais fort heureux

(6) Marcel *Martinet* (1897-1944), écrivain et poète, avait été pendant la guerre membre du noyau de *La Vie ouvrière* et s'était lié à Trotsky. Directeur littéraire de *L'Humanité* en 1918-19, partisan de l'I.C., il avait été contraint d'abandonner toute activité politique du fait de son état de santé. Mais il avait polémique en 1935 contre Romain Rolland à propos du procès Zinoviev-Kamenev. En 1936, après l'exécution des seize, il avait rédigé, à la demande de Sedov, le fameux « Appel aux Hommes » qui marqua le point de départ de la « défense » en France.

(7) Trotsky fait ici allusion à Frank L. Kluckhohn, correspondant du *New York Times*, dont les articles étaient effectivement dangereux pour Trotsky. L'itinéraire de l'homme suggère plutôt qu'elles étaient plus le fait d'un professionnel cynique cherchant la sensation que d'un homme « gagné ».

(8) L'avocat et professeur de droit Vicente *Lombardo Toledano* (1893-1969) était le président de la principale centrale syndicale mexicaine, étroitement liée au parti dirigeant, la Confederación de Trabajadores de Mexico (C.T.M.). Il avait pris position très vivement contre le droit d'asile et l'accueil de Trotsky en soulignant que ce dernier était hostile à la politique de « collaboration avec le gouvernement » qui était selon lui nécessaire dans un pays comme le Mexique.

de pouvoir faire la connaissance de cet homme et écrivain remarquable.

Vous êtes certainement bien au courant du rôle que joue actuellement Malraux à New York. Je vous envoie ci-joint une déclaration que j'ai donnée sur son compte (9).

(9) Cf. pp. 49-51.

[A PROPOS D'UNE INTERVIEW] (1)

(12 mars 1937)

Cher camarade Gérard,

Je vous envoie ci-joint deux exemplaires de ma déposition pour le Juge d'instruction. Votre lettre n'indique pas la nécessité de faire légaliser la signature. La déposition passe d'ailleurs par l'intermédiaire de l'avocat, ce qui me semble suffisant.

On se plaint à Paris de ne pas recevoir de documents d'ici. Tout a été envoyé, peut-être au début avec un certain retard.

On m'écrit que l'interview concernant l'Espagne (2) a provoqué quelque trouble. J'ai constaté dans une autre occasion que le bureau Havas de New York avait travaillé consciemment dans l'intérêt de Staline et de la réaction. Vous avez d'ailleurs dû recevoir le texte original. Pour les interviews à venir, je poserai à Havas l'ultimatum de les transmettre tels quels. Je suis prêt à faire pour Havas des interviews plus brefs (*sic*), mais à condition qu'ils soient transmis intégralement. Van (3) émet l'hypothèse que ce n'est pas une déformation, mais le contenu réel, qui a provoqué le trouble (4). Je n'en sais rien, car nous n'avons pas vu la dépêche Havas. Vous avez d'ailleurs dû recevoir la lettre de Van concernant la même question. Tous ceux qui ont soutenu la

(1) Lettre à G. Rosenthal (9814), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Cf. *Œuvres*, 12, pp. 326-328.

(3) Jean van Heijenoort (né en 1912), étudiant en mathématiques avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo de 1932 à 1933, puis à Royan et à Barbizon jusqu'en avril 1934. Il l'avait accompagné en Norvège et y était revenu en septembre 1936, pour être aussitôt expulsé. Il était arrivé au Mexique le même jour que lui.

(4) C'était van Heijenoort qui avait raison, car le texte de l'interview avait certes été tronqué et déformé par *Le Temps* et *L'Humanité*. mais il avait été publié intégralement par *La Lutte ouvrière* du 26 février et c'est ce qui avait provoqué « le trouble » du fait des critiques portées contre le P.O.U.M.

politique de Nin (5) portent aujourd'hui leur part de responsabilité dans la défaite de la révolution espagnole si malgré tout, c'est-à-dire à cause de Staline, Caballero (6) et Nin, le prolétariat espagnol ne remporte pas la victoire.

Je regrette beaucoup de devoir dire que les dépositions de la plupart de nos amis sont improvisées à la hâte et laissent dans l'ombre les points les plus essentiels. On vous a d'ailleurs déjà écrit largement là-dessus.

(5) Andrés *Nin Pérez* (1892-1937), secrétaire national de la C.N.T. en 1921, avait été appelé à Moscou où il fut secrétaire de l'Internationale syndicale rouge. Membre du P.C. de l'U.R.S.S. et de l'exécutif de l'I.C., il avait rejoint l'Opposition de gauche, ce qui lui avait valu d'être exclu, puis expulsé d'U.R.S.S. en 1930. Revenu en Espagne, il avait été l'un des principaux dirigeants de la section espagnole de l'Opposition de gauche devenue Izquierda comunista en 1932 et était entré en conflit avec Trotsky dès 1933. Opposé à l'« entrisme » dans le P.S.O.E. en 1934, il avait participé en 1935 à la fondation du P.O.U.M. lequel signait en 1936 le programme électoral des gauches. Il avait en outre été ministre (« conseiller ») dans le gouvernement (conseil) de la Généralité de Catalogne. Il en avait été chassé en décembre 1936 sur injonction des Soviétiques. Trotsky lui reprochait d'avoir été la « couverture gauche » de la politique de Front populaire.

(6) Francisco *Largo Caballero* (1869-1946), ouvrier plâtrier, dirigeant du P.S.O.E. et de l'U.G.T., avait été longtemps l'un de ses dirigeants les plus droitiers. A partir de 1933, il avait évolué vers la gauche, réclamant la « bolchevisation » du P.S.O.E., ce qui lui avait valu d'être surnommé « le Lénine espagnol ». Depuis septembre 1936, il présidait à Valence un gouvernement de Front populaire qui avait liquidé les éléments de pouvoir révolutionnaire en zone républicaine.

QUELQUES QUESTIONS CONCRÈTES

A M. MALRAUX (1)

(13 mars 1937)

La grossièreté de l'expression, trait général du camp stalinien, ne modifie pas le fond des choses. Je n'ai pas dit que le Mexique était le seul pays qui ait apporté une aide à l'Espagne. J'ai dit que le Mexique a fait *le maximum* de ce qu'il pouvait faire et que tous les peuples l'avaient compris. Quelles que soient les destinées à venir de la révolution espagnole, il restera pour toujours dans le cœur du peuple espagnol la reconnaissance pour le peuple du Mexique. La politique magnanime et perspicace porte en fin de compte toujours ses fruits.

Contrairement au Mexique, la bureaucratie soviétique a fait *le minimum* de ce qu'elle pouvait faire : juste assez pour ne pas se discréditer définitivement aux yeux du prolétariat. Il faut y ajouter que la politique imposée à la révolution espagnole par la bureaucratie stalinienne est, au plein sens du mot, *funeste*. Elle a déjà abouti à toute une série de défaites dans de nombreux pays. Cependant cela n'a pas de sens de discuter avec M. Malraux des problèmes de la révolution : j'écrivais déjà en 1931 dans *La Nouvelle Revue Française* que Malraux n'avait rien retiré de l'expérience de la révolution chinoise et qu'il ne s'était pas assimilé l'A B C du marxisme. Depuis, il n'a pas avancé d'un pas.

D'une actualité beaucoup plus grande est la mission que M. Malraux remplit actuellement aux Etats-Unis. Il y est venu pour affirmer que les procès de Moscou sont une « question personnelle » de Trotsky : ce n'est pas la peine de s'occuper du sort « personnel » de la vieille garde bolchevique quand sont à l'ordre du jour des problèmes « politiques » aussi importants que

(1) Déclaration de presse (T 4126), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

la révolution espagnole. Ici, M. Malraux se trahit complètement. Les défenseurs des impostures judiciaires de Moscou se divisent en trois groupes. Les *premiers* répètent comme des perroquets les formules de l'accusation en y ajoutant quelques insultes ; c'est de ce type que sont les « journalistes » du Comintern qui appliquent les décisions du G.P.U. Personne ne prend ces individus au sérieux et personne n'a de respect pour eux. Le *second* groupe, qui se donne des airs d'impartialité, justifie les procès de Moscou à l'aide d'arguments abstraits et de sophismes ; sous couleur d'une « analyse purement juridique », ces gens enjolivent ce qui s'est passé sur la *scène* judiciaire et refusent catégoriquement de jeter un coup d'œil *dans les coulisses*. Mais l'ensemble de l'imposture a été préparée pendant des années en coulisse et ce n'est qu'une partie du tragique spectacle destiné à tromper l'opinion publique qui est jouée sur la scène. Cette défense « purement juridique », on peut à bon droit l'appeler *prittisme*, du nom de l'avocat britannique Pritt. Cependant même ce système est parvenu à se discréditer lui-même. Il reste une *troisième* voie qui consiste à *détourner l'opinion publique de ces impostures et de ces assassinats gigantesques vers d'autres tâches*. C'est là la mission de M. Malraux et de ses semblables.

Sa déclaration selon laquelle les procès de Moscou sont mon affaire « personnelle » n'est-elle pas, en fait, monstrueuse ? De deux choses l'une : si les accusations sont vraies et si toute la vieille génération du parti bolchevique, sauf la toute petite clique de Staline, a réellement pris le chemin du fascisme — alors ce symptôme à lui seul témoigne d'une crise d'une profondeur incroyable dans l'ensemble du système soviétique. Si l'accusation est fautive, alors le fait de ces impostures judiciaires sans précédent dans l'histoire démontre que l'appareil bureaucratique est complètement gangrené. Dans les deux cas, le gouvernement soviétique est ainsi gravement atteint. Il faut le sauver. Par quels moyens ? Avant de déterminer le remède, il faut établir le diagnostic. Il faut dire ce qui est. La vérité doit être expliquée. Je n'ai que pitié pour ces gens qui voient là une question « personnelle ». A cet égard, il n'est pas possible de ne pas relever la petite contradiction suivante. Quand je m'exprime sur des sujets politiques, les amis de Staline se mettent à crier : « Il faut l'expulser parce qu'il intervient dans la politique ». Mais quand je me défends contre les impostures, les mêmes s'écrient : « Vous voyez, il ne s'intéresse pas à la politique, mais seulement aux questions personnelles ! »

Pour dévoiler encore plus clairement la véritable fonction de

M. Malraux. je lui pose quelques questions tout à fait concrètes devant l'opinion publique mondiale. Que sont devenus les Vieux-Bolcheviks *Koukline* et *Guertik* (2), qui étaient accusés en même temps que Zinoviev (3) mais n'ont pas paru au banc des accusés ? Est-il vrai qu'avec des dizaines d'autres ils aient été fusillés au cours de l'enquête judiciaire pour avoir refusé d'entonner la mélodie composée par le procureur — oui ou non ? Qu'est devenu *Sosnovsky* (4), vieux-bolchevik, ami de Lénine et écrivain remarquable ? Est-il vrai qu'il ait été supprimé pour s'être opposé aux impostures — oui ou non ?

M. Malraux se targue d'avoir toujours « défendu » les antifascistes. Non, pas toujours, mais seulement dans les circonstances où cette défense coïncidait avec les intérêts de la bureaucratie soviétique. M. Malraux n'a jamais défendu les antifascistes italiens, bulgares, yougoslaves et allemands à qui la bureaucratie soviétique avait donné l'hospitalité, mais qui, pour avoir critiqué son despotisme et ses privilèges, sont ultérieurement tombés aux mais du G.P.U. Où se trouvent les trois révolutionnaires yougoslaves Dedić, Dragić, Haerberling (5) ? Où se trouve Zenl Mühsam, la femme du poète et militant anarchiste Eric Mühsam, qui fut torturé par les nazis (6) ? Où se trouvent les révolutionnaires italiens et espagnols, Ghezzi, Gaggi, Merini, Calligaris (7), dont la libération a été exigée plus d'une fois par les

(2) Artem M. *Guertik* (1879-1937), un des plus anciens militants de Léninegrad, avait été condamné en 1935 à dix ans de prison dans le premier procès Zinoviev en tant que « participant le plus actif » ; en 1936, son « affaire » était « réservée ». Aleksandr S. *Koukline* (1876-1937), lui aussi vieil ouvrier bolchevique de Leningrad, avait été membre du C.C. Condamné également en 1935, il n'avait pas non plus comparu en 1936.

(3) Grigori E. Radomylsky, dit G. *Zinoviev* (1883-1936), ancien collaborateur de Lénine, allié de Staline contre Trotsky, puis de Trotsky contre Staline, s'était engagé en 1927 dans la voie des capitulations successives. Il avait été le principal accusé du procès des seize à Moscou en août 1936, avait été condamné à mort et exécuté.

(4) Lev S. *Sosnovsky* (1886-1937), vieux-bolchevik, journaliste très populaire, un des dirigeants de l'Opposition, avait été emprisonné après son exclusion dans des conditions très dures et avait finalement capitulé en 1934.

(5) L'ouvrier bosniaque Mustafa Dedić, ses camarades S. Dragić et A. Haerberling, dirigeants du P.C. yougoslave, réfugiés à Moscou, y avaient constitué avec Ciliga un groupe trotskyste clandestin. Les deux premiers furent arrêtés en 1930, le troisième en 1935, et tous trois disparurent dans les camps.

(6) On sait seulement de Zenl Mühsam qu'elle mourut dans un camp en U.R.S.S. et qu'elle était la veuve du poète anarchiste Eric Mühsam (1867-1934), tué par les nazis au camp d'Oranienburg.

(7) Francesco *Ghezzi* (1893-1941) était un militant anarchiste connu ; poursuivi pour un attentat en 1921 il s'était réfugié en U.R.S.S. Arrêté en mai 1929, il refusa tout aveu et tout marchandage et mourut en Sibérie. Otello *Gaggi* (1896-1936) avait fui l'Italie pour la Russie en 1920 après une bagarre avec les

mêmes miliciens espagnols dont M. Malraux se soucie tant ? Peut-être M. Malraux nous communiquera-t-il en même temps la liste complète de tous ces antifascistes, les Bulgares en particulier, qui ont été fusillés sans enquête ni jugement parmi les 104 premières personnes exécutées « à l'occasion de l'assassinat de Kirov » (8), mais sans rapport avec lui ?

Y a-t-il un lien entre ces crimes de la bureaucratie soviétique et sa politique dans la péninsule ibérique et dans le monde entier ? J'affirme que ce lien ne peut pas ne pas exister. La seule politique du bonapartisme aboutit à des conséquences également fatales dans bien des domaines. Mais si M. Malraux refuse de comprendre ce lien, il ne peut pas, malgré tout, ne pas répondre aux questions concrètes que je lui ai posées. Ou peut-être ses amis de Moscou se refuseront-ils à l'informer ? Un tel refus constituerait la confirmation des pires accusations contre la bureaucratie soviétique.

Chemises noires. Arrêté en 1934, il disparut en 1936. Luigi *Calligaris* (1894-1936 ?) avait été arrêté comme communiste en Italie en 1926 et condamné à cinq ans d' « exil ». Il avait gagné la France, puis l'U.R.S.S. en 1932 et avait été condamné à quinze ans de prison en 1935. Enzo *Biondini* (1907-193 ?) dit *Merini*, avait été condamné à Udine à trois ans de prison en 1928 et s'était réfugié en U.R.S.S. Dessinateur à l'usine Staline à Moscou, il avait été exclu comme bordiguiste peu après son arrivée, et fut arrêté et déporté en 1934.

(8) On sait que le dauphin et « second » de Staline, Sergei M. Kostrikov, dit *Kirov* (1886-1934) avait été assassiné le 1^{er} décembre 1934. Cet assassinat — vraisemblablement organisé par Staline lui-même — fut l'occasion de représailles collectives puis d'une vague de terreur sans précédent.

L'HÔTEL BRISTOL (1)

(13 mars 1937)

Le journal du parti gouvernemental danois, *Social-Demokraten*, constatait le 1^{er} septembre 1936, juste après le procès de Zinoviev et Kamenev, que l'hôtel *Bristol*, où était censée s'être déroulée l'entrevue Holzman-Sedov, avait été détruit en 1917. La justice de Moscou accueillit cette importante révélation par un silence attentif. Un des avocats du G.P.U., apparemment l'irremplaçable Pritt, émit la supposition que la sténodactylo avait écrit *Bristol...* par erreur. Si l'on se souvient que les débats avaient lieu en russe, on peut se demander comment la sténodactylo aurait pu se tromper sur un terme non russe comme Bristol. Les comptes rendus du procès, soigneusement corrigés, sont en outre relus par les juges et le public. Des journalistes étrangers assistèrent au procès. Personne ne remarqua le « lapsus » jusqu'aux révélations du *Social-Demokraten*. Le commissariat du Peuple à la Justice ne réagit qu'en supprimant le nom de *Bristol* dans la version anglaise des comptes rendus, publiée après les autres. L'épisode reçut pourtant une grande publicité. Les staliniens gardèrent le silence pendant cinq mois. Ce n'est qu'en février de cette année que la presse du Comintern (2) fit une

(1) T 4127. *Biulleten Oppositsii* n° 56/57, juillet/août 1937. Traduit du russe.

(2) Le fait que les aveux des accusés du premier procès de Moscou aient fait mention d'une rencontre à l'hôtel Bristol de Copenhague, détruit depuis des années, avait évidemment provoqué bien des remous. Selon Orlov, Staline était entré dans une violente colère contre les enquêteurs, coupables de négligence et peut-être de sabotage (Le bruit circula à Moscou que des listes d'hôtels de Copenhague et d'Oslo avaient été confondues). Les avocats de la thèse stalinienne comme Pritt avaient parlé de « lapsus » et d'erreur « mineure ». *Soviet Russia Today* de février soutenait encore une thèse analogue. En mars, le n° 7 (vol. 6) de cette revue publia une photo qui tendait à démontrer qu'un « Café Bristol » se trouvait à Copenhague à côté du « Grand Hôtel Copenhague » et qu'ils avaient en 1932 une entrée commune. L'organe du P.C. américain *Daily Worker* du 11 février, citant abondamment un article du journal

découverte qui devait les sauver : il est vrai qu'il n'y a pas d'hôtel *Bristol* à *Copenhague*, mais il existe une confiserie *Bristol* qui a un mur mitoyen avec un hôtel. Il est vrai que cet hôtel s'appelle le *Grand Hôtel de Copenhague*, mais c'est tout de même un hôtel. La confiserie n'est évidemment pas un hôtel, mais elle s'appelle *Bristol*. D'après Holzman, l'entrevue eut lieu dans le *vestibule* de l'hôtel. La confiserie n'a pas de vestibule ; mais l'hôtel, qui ne s'appelle pas *Bristol*, en a un, lui. Il faut ajouter que, même d'après les plans publiés dans la presse du Comintern, il est évident que les entrées de la confiserie et de l'hôtel se trouvent dans deux rues différentes. Où donc l'entrevue a-t-elle eu lieu ? Dans le vestibule sans *Bristol*, ou dans *Bristol* sans vestibule ?

Admettons cependant pour un instant qu'en fixant à Sedov le lieu de rendez-vous, Holzman ait confondu la confiserie avec l'hôtel. Mais alors comment Sedov réussit-il à trouver le lieu de la rencontre ? Allons encore plus loin dans le sens des auteurs de cette hypothèse et admettons que Sedov, faisant preuve d'une ingéniosité peu commune, soit passé dans la rue voisine, ait trouvé l'entrée d'un hôtel d'un autre nom et y ait rencontré Holzman dans le vestibule. Mais l'erreur sur le nom de l'hôtel ne pouvait exister qu'*avant* l'entrevue. Au *moment* de la rencontre, l'erreur devait s'expliquer et donc se graver plus profondément dans la mémoire des participants. *Après* l'entrevue, Holzman ne pouvait en tout cas plus parler du vestibule... de la confiserie *Bristol*. L'hypothèse s'écroule ainsi à la première critique.

Mais, pour compliquer encore la situation, la presse du Comintern affirme que la confiserie servait depuis longtemps de lieu de réunion aux trotskystes danois et étrangers. Il y a là un anachronisme évident. En novembre 1932, nous n'avons pas trouvé au Danemark un seul « trotskyste ». Les « trotskystes allemands » ne parurent à Copenhague qu'après le coup d'Etat fasciste, soit en 1933 (3). Mais si on admet, pour un instant, que des trotskystes non seulement existaient en 1932, mais aussi qu'ils ont pu occuper la confiserie *Bristol*, alors la nouvelle hypothèse

communiste danois *Arbejderbladet*, avait affirmé que ce « café viennois central avait été pendant des années le lieu de rendez-vous des trotskystes danois ». Il avait conclu : « Le cri de « Hôtel Bristol » ne sauvera pas l'écume trotskyste de la condamnation des ouvriers honnêtes ». *New Masses*, du 9 février 1937, avait repris les arguments en les développant et en prenant appui sur un plan montrant l'hôtel et le café et soulignant qu'une enseigne au néon « Konditori Bristol » recouvrait la façade commune des deux établissements.

(3) Le groupe trotskyste danois était composé d'émigrés dont plusieurs étaient originaires de Hambourg. Leur animateur était un vétéran du K.P.D., Georg Jungclas (1902-1975), arrivé au Danemark en 1933.

est encore plus invraisemblable. Revenons à la déposition de Holzman telle qu'elle est donnée dans les comptes rendus officiels :

« Sedov me dit « Comme vous vous préparez à aller en U.R.S.S., il serait bon que vous veniez avec moi à Copenhague où se trouve mon père... » J'acceptai. Mais je lui déclarai qu'il n'était pas question de voyager ensemble pour des raisons de sécurité. Je convins avec Sedov d'arriver à Copenhague dans les deux ou trois jours et de descendre à l'hôtel *Bristol*... »

Il est clair que le vieux révolutionnaire, qui refusait d'entreprendre le voyage en train aux côtés de Sedov parce que le séjour à Copenhague le mettait en danger de mort s'il était découvert, ne pouvait en aucun cas fixer un rendez-vous dans le bâtiment qui, selon la presse du Comintern, « était depuis de nombreuses années (!) le lieu de rencontre des trotskystes danois comme des trotskystes étrangers ». Les agents trop zélés du Comintern voient, dans cette circonstance qui, comme nous l'avons montré, est une pure invention, la confirmation de leur hypothèse. Ils en concluent que Holzman désigna comme lieu de rendez-vous la confiserie « trotskyste » notoirement connue des staliniens. C'est une absurdité supplémentaire. Si la confiserie était notoirement connue des trotskystes danois et étrangers, en particulier de Holzman, il n'aurait d'abord jamais pu la confondre avec le *Grand Hôtel de Copenhague* et, ensuite, en raison justement de son caractère « trotskyste », il aurait dû la fuir comme le feu. Voilà comment ces gens réparent les « erreurs » d'une sténodactylo !

Le lecteur sait que Sedov ne pouvait même pas se trouver à cette époque dans cette célèbre confiserie « trotskyste » parce qu'il n'était pas à Copenhague. Dans le *Livre rouge* du même Sedov, l'épisode de l'hôtel Bristol est noté rapidement, comme une curiosité qui caractérise bien la négligence extrême avec laquelle est effectué le travail du G.P.U. Mais il tend essentiellement à prouver que Sedov se trouvait à Berlin en novembre 1932 : de nombreux documents et témoignages ne laissent subsister aucun doute à ce sujet (4). Et on voudrait nous faire croire que le fantôme de Sedov avait trouvé le fantomatique vestibule de la confiserie que l'imagination des agents du G.P.U. transforma tardivement en hôtel.

(4) Rappelons que l'ensemble des documents concernant Léon Sedov avait prouvé sans discussion possible qu'il n'avait pu matériellement se trouver à Copenhague au moment où Holzman prétendait l'avoir rencontré.

Holzman effectua son voyage imaginaire indépendamment de Sedov et sans doute avec un faux passeport pour déjouer les poursuites. L'entrée d'un étranger est aujourd'hui enregistrée dans tous les pays. On pourrait vérifier la déposition de Holzman en quelques heures seulement si on savait avec quel passeport il a voyagé de Berlin à Copenhague. Imagine-t-on un procès où, dans un cas semblable, le procureur ne poserait pas à l'accusé la question de son passeport ? Comme on sait, Holzman a nié catégoriquement avoir eu des liens avec la Gestapo. Le procureur avait donc d'autant plus de raisons de demander à Holzman comment il s'était procuré son faux passeport. Mais Vychinsky n'a évidemment pas posé ces questions pour ne pas saboter son propre travail. Dans tous les cas, Holzman devait avoir passé la nuit à Copenhague. Où, précisément ? Peut-être dans la confiserie *Bristol* ? La question n'intéresse pas Vychinsky. Le rôle de Vychinsky est de protéger les accusés contre la vérification de leurs dépositions.

Bien entendu, l'erreur au sujet de l'hôtel Bristol compromet l'accusation. L'erreur au sujet de l'entrevue de Sedov qui n'était pas là compromet doublement le procès. Cependant, ce qui compromet plus encore le procès et Vychinsky lui-même, c'est le fait qu'il n'a pas posé de questions à l'accusé au sujet de son passeport, de l'origine de son passeport, de l'endroit où il avait passé la nuit — bien que ces questions s'imposent. Le silence de Vychinsky est ainsi révélateur de la part qu'il a pris dans la falsification judiciaire.

[AU FRONT DES AVOCATS SOCIALISTES] (1)

(15 mars 1937)

Monsieur,

J'ai pris note avec un grand intérêt de votre information concernant la création d'une commission pour « une étude juridique des récents procès de Moscou » (2). Le fait même de la création d'une commission de cette sorte est une indication évidente du manque de confiance provoqué par les procès de Moscou dans de larges secteurs de l'opinion publique.

Vous savez sans aucun doute qu'un comité spécial de New York, composé de personnes faisant autorité, a pris l'initiative d'organiser une commission internationale d'enquête sur les procès de Moscou.

Le comité de New York a la confiance et la collaboration de comités analogues en France, Angleterre, Tchécoslovaquie, Suisse et autres pays, lesquels sont en train d'élargir rapidement leur base et comptent maintenant dans leurs rangs des représentants qualifiés du monde de la politique, des sciences, des arts, de la jurisprudence et du mouvement ouvrier.

Par l'intermédiaire du comité de New York et de la presse, j'ai déjà déclaré que j'étais prêt à mettre à la disposition d'une commission internationale d'enquête toutes mes archives, com-

(1) Lettre au Front des avocats socialistes du Mexique (T 4129-1) traduite de l'espagnol, avec la permission de la Houghton Library.

(2) C'était par un communiqué dans *El Universal* du 21 février 1937 que le Front des avocats socialistes du Mexique avait fait connaître la création et la composition d'une commission de juristes qui devait étudier les procès de Moscou. Un communiqué signé de Rivera et Hidalgo avait mis en question leur impartialité, car les auteurs de la proposition de « commission d'enquête » étaient également membres des « Amis de l'U.R.S.S. ». Trotsky estimait à juste titre, semble-t-il, que cette entreprise d'« analyse juridique » — de type Pritt ou Rosenmark — était une opération dirigée contre la commission d'enquête, une sorte de « contre-feu ».

prenant des dizaines de milliers de documents. En outre, des dizaines de dépositions importantes de France, de Tchécoslovaquie, du Danemark, de Norvège, de Belgique, de Suisse, des Etats-Unis, et d'autres pays sont déjà entre les mains du comité. Les témoins les plus importants viendront certainement d'Europe pour donner leur témoignage sous le feu du contre-interrogatoire (3).

La principale tâche du comité de New York, ainsi qu'il ressort de toutes ses déclarations et activités, est d'assurer pour la commission d'enquête une composition qui lui permette de jouir d'une autorité générale. L'importance de cet aspect de la question ne peut pas, bien entendu, vous échapper. Je ne me permets pas pour le moment de mettre en cause l'impartialité de votre commission. Mais, quelles que soient ses intentions, avec elle et contre elle peuvent se développer dans divers pays des dizaines et même des centaines de commissions de professions, syndicats, partis politiques et autres origines, motivées non par une sollicitude désintéressée pour la vérité, mais par des passions politiques, des intrigues de coulisses et même la corruption pure et simple. Il ne faut pas oublier que, pour les organisateurs de l'imposture judiciaire de Moscou, il s'agit de toute leur existence, c'est-à-dire de leur puissance et de leurs privilèges, et qu'ils n'hésiteront donc pas à utiliser n'importe quel moyen pour introduire le poison de la démoralisation dans l'opinion publique mondiale. C'est pourquoi les intérêts de l'affaire elle-même exigent que l'enquête soit concentrée entre les mains d'une organisation internationale au-dessus de tout soupçon aux yeux de tous.

L'unique solution correcte serait à mon avis que votre commission conclue un accord avec la commission internationale sous la forme la plus convenable en vue d'une collaboration ou de la division du travail. En tout cas, ce serait déloyal de ma part de participer à une enquête menée par une commission professionnelle nationale sans l'accord et le consentement d'une commission internationale à laquelle j'ai promis d'avance ma collaboration entière.

Je ne doute pas un instant que vous apprécierez pleinement l'importance et la gravité de ces considérations et que vous orienterez votre initiative vers des canaux qui vous mettront à

(3) Aucun témoin ne vint d'Europe et les témoignages furent enregistrés à Paris par une sous-commission.

l'abri de tout reproche. Par ailleurs, il n'est rien que je n'accueillerai avec plus de joie que la participation à l'enquête de représentants autorisés du pays qui m'a accordé sa généreuse hospitalité.

[A PROPOS D'UN LIVRE SUR LES PROCÈS] (1)

(15 mars 1937)

Cher Camarade Francis Heisler (2),

J'ai reçu avec reconnaissance votre livre, *Les deux premiers procès de Moscou*. Je ne vous ai pas écrit parce que je voulais d'abord lire le livre. Je vous félicite de tout mon cœur de ce travail ! Par la conscience et le soin de l'analyse dans laquelle la jurisprudence se combine heureusement avec la politique, ce livre doit produire une grande impression sur tout lecteur sérieux et qui pense, et particulièrement un avocat. De tout cœur je souhaite à votre livre la plus large diffusion. Je vous souhaite aussi une analyse sérieuse de la part de nos adversaires. Malheureusement, c'est un vœu pieux. Aux arguments de pensée, les staliniens ne peuvent répondre que par des insultes. Mais cela n'empêchera pas la vérité de faire son chemin.

(1) Lettre à F. Heisler (8472), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Francis Heisler (né en 1895) avocat à Chicago, d'origine suisse, était membre du S.P. et de la fraction trotskyste.

(3) Le livre, intitulé *The First Two Moscow Trials : Why?* venait d'être publié à Chicago par le Socialist Party avec une préface de son secrétaire exécutif Roy E. Burt.

[PRÉCISION] (1)

(15 mars 1937)

Cher Camarade Vanzler (2),

Le chapitre sur Romm (3) a été écrit sur la base du compte rendu de la *Pravda*. Le compte rendu sténographique est plus long. Il ne change rien dans mon exposé. Au contraire, il renforce nombre de mes conclusions, mais, par prudence, il serait bien de mettre une note à l'article, s'il paraît dans une revue, précisant qu'il a été écrit avant la parution du compte rendu sténographique. Pour le livre, j'introduirai une ou deux pages supplémentaires.

Envoyez, s'il vous plaît, les traductions au fur et à mesure qu'elles sont terminées pour pouvoir corriger ensuite.

J'envoie une autre section du livre.

(1) Lettre à J. Vanzler (10900), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Cf. n. 3, p. 38.

(3) Cf. n. 6, p. 27.

[IL FAUT CRÉER LA COMMISSION D'ENQUÊTE] (1)

(15 mars 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette (2),

Permettez-moi de vous dire que votre lettre est excellente, tant par l'esprit qui l'imprègne que par la caractérisation qu'elle fait des personnes impliquées comme des circonstances politiques. Mais je n'aborderai pas les questions que vous traitez. Mon objectif est très concret et très précis : exposer au comité (3), avec votre aide, la nécessité de créer immédiatement la commission d'enquête, ou au moins les premiers noyaux actifs d'une telle commission. C'est là l'objectif du comité. Tout le reste est secondaire. Il est utopique de s'attendre à une commission idéale, au-dessus de toute critique et de tout reproche. La commission doit gagner, et elle gagnera son autorité pendant son travail, parce que les faits, la logique, les arguments, les documents, sont tous de son côté. La commission peut être très modeste au départ. Aucune importance. Elle deviendra l'axe de cristallisation pour toutes les discussions intelligentes et honnêtes concernant l'action future. Je ne puis vous dissimuler mon appréhension : le comité a ouvert la porte à une commission d'enquête devant l'opinion publique mondiale. Si le comité remet à plus tard son action, les staliniens vont s'engouffrer par cette porte. Ils ont commencé à mettre sur pied une commission

(1) Lettre à S. LaFollette (8741), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Suzanne *LaFollette* (née en 1893) était la nièce du célèbre sénateur « progressiste ». Elle-même, écrivain, avait quelque temps dirigé la revue *The New Freeman*. « Libérale » au sens américain du terme, elle était un champion des droits de l'homme et des libertés démocratiques et c'est à ce titre qu'elle avait participé au comité de défense. Nous n'avons pas sa lettre.

(3) Il s'agit bien entendu du comité de défense de Léon Trotsky.

d'enquête, ici, au Mexique (4). Ils feront pareil partout. (C'est peut-être là la mission de Malraux, avec l'aide de *Nation* et de *New Republic* (5)) Dans de telles circonstances, le comité peut obtenir des résultats diamétralement opposés à ses objectifs. Et c'est là qu'est le danger.

Il est inutile de vous dire combien j'apprécie personnellement énormément la participation de personnalités aussi remarquables et aussi uniques que M. Dewey, ou celle d'un de mes adversaires politiques aussi éminents que M. Norman Thomas aux travaux du comité. Mais je me permets de dire que c'est leur devoir de ne pas s'arrêter devant la porte de l'enquête, mais de la franchir. Norman Thomas dit qu'il est trop exposé au feu des staliniens pour participer à la commission. S'il veut une commission que les staliniens reconnaissent et approuvent, nous n'en aurons jamais de telle. M. Thomas est connu comme mon adversaire irréconciliable. Cela n'est-il pas suffisant pour tout ouvrier honnête, pour tout homme honnête ?

Je comprends que M. Dewey hésite avant de descendre des hauteurs de la philosophie vers les bas-fonds des impostures judiciaires. Mais le courant de l'histoire a ses exigences et ses impératifs propres. Voltaire a attaché son nom à l'affaire Calas, Zola à l'affaire Dreyfus (6), et ni l'un ni l'autre n'a amoindri sa stature aux yeux de l'Histoire par ce « détour ». Les impostures de Moscou sont dix fois, cent fois, mille fois plus importantes que les affaires Calas et Dreyfus. Le plus célèbre historien américain (7) a dit à l'un de mes amis qu'il ne peut, malgré l'intérêt

(4) Trotsky fait allusion à l'initiative du Front des avocats socialistes, cf. pp. 82-84.

(5) L'attitude de *The Nation* et de *The New Republic*, qui accueillait avec transport Malraux comme « combattant antifasciste en Espagne », était de ne pas se prononcer sur le fond des procès de Moscou.

(6) Jean Calas (1698-1762) était un négociant calviniste qui avait été accusé d'avoir tué son fils — lequel s'était suicidé — pour l'empêcher de se convertir au catholicisme. Condamné, il fut roué vif. Le grand écrivain François Marie Arouet, dit Voltaire (1694-1778) recueillit sa femme et deux de ses enfants qui n'avaient pas été « confiés » à des couvents et mena campagne pour sa réhabilitation posthume — qu'il obtint en 1765. Emile Zola (1840-1902) était déjà un romancier très connu quand il se lança en 1898 dans la campagne de défense du capitaine Dreyfus, officier juif condamné en France pour « espionnage ». Pour obliger à une nouvelle discussion de la « chose jugée », Zola écrivit son célèbre pamphlet *J'accuse*, ce qui lui valut d'être condamné à la prison et contraint à l'exil. Mais son intervention dans « l'Affaire » fut décisive.

(6) Il s'agit du grand historien Charles A. Beard (cf. n. 7, p. 145).

(7) André Malraux, qui avait rendu visite à Trotsky dans sa maison de Saint-Palais en août 1933, avait refusé là-dessus son témoignage. Il venait d'Espagne où il avait organisé une escadrille qui combattait aux côtés des républicains et

qu'il porte à cette question, trouver le temps nécessaire à l'enquête parce qu'il va écrire un nouveau livre ? Je me permets de le dire : le plus grand ouvrage, historique, philosophique de notre temps, c'est la commission d'enquête elle-même qui l'écrira. Du fait de l'objectivité de ses buts, les résultats de sa recherche contribueront énormément à la compréhension de la dialectique du processus historique en général, et de celle de la révolution en particulier.

Il faut absolument faire le premier pas dans les deux prochaines semaines. Le comité n'a pas le droit de perdre encore du temps. Le prochain pas ne peut être que le voyage au Mexique (hélas, je ne puis, pour le moment, me rendre à New York) d'une commission préparatoire de trois à cinq membres, afin d'entendre mes conclusions, et de décider si les faits et arguments suffisent pour ouvrir tout de suite une enquête. Si son âge et son travail empêchent M. Dewey de participer en personne à l'enquête proprement dite, laquelle demandera des mois, il est d'autant plus important qu'il participe à cette pré-commission.

Je ne peux ni ne veux écrire officiellement au comité à propos de cette question, mais je profite de votre amicale lettre pour vous répondre franchement et amicalement. Faites, s'il vous plaît, de cette lettre l'usage que vous estimerez nécessaire. Pour ma part, je ne puis que répéter ceci : le comité n'a pas le droit de perdre une heure de plus. Mon insistance se justifie par le fait qu'il ne s'agit pas de ma question « personnelle », comme l'affirment Malraux et autres agents de Staline (8), mais d'une question politique générale, et, au premier chef, d'une question qui concerne le destin de l'Union soviétique.

effectuait en Amérique du Nord une tournée pour organiser le soutien à l'Espagne. Son attitude sur les procès de Moscou conduisait Trotsky à penser qu'il était manipulé par le G.P.U.

**[CONDITION SINE QUA NON
DE LA POURSUITE
DE LA COLLABORATION] (1)**

(15 mars 1937)

Cher camarade Shachtman,

Je vous envoie une copie de ma lettre à LaFollette. Je dois vous dire que le sérieux et l'énergie des camarades dans cette question au cours des prochains jours sont pour moi la condition *sine qua non* de notre collaboration ultérieure (2).

(1) Lettre à M. Shachtman (10328), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) La question de la création immédiate de la commission d'enquête était selon Trotsky la question décisive. On remarque que, comme dans le cas de la section française en 1936, il est prêt à remettre en question sa collaboration avec la section américaine.

[L'ATTITUDE DES CAMARADES DANS LE COMITE] (1)

(15 mars 1937)

Cher Camarade Cannon,

Je vous envoie une copie de ma lettre à nos camarades du comité ainsi qu'une copie de ma lettre à Suzanne LaFollette et une note à Shachtman (2). Ces lettres se passent d'explications. Je n'ai qu'une chose à ajouter : votre présence à New York dans cette période cruciale me semble absolument nécessaire. Je ne vous cacherai pas le fait que l'attitude de nos camarades dans le comité ne peut pas être isolée. Elle doit représenter une partie d'une ligne générale qui me semble particulièrement dangereuse (3). Je crois qu'il serait bon de traduire l'étude de Braun (4) sur la crise de la section française.

(1) Lettre à Cannon (7497), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Cf. pp. 87-89 et 90.

(3) Trotsky croyait que la ligne adoptée dans le comité de défense résultait d'un choix délibéré de la fraction trotskyste en l'absence de Cannon.

(4) *Braun* (ou Nicolle Braun) était le pseudonyme à l'époque d'Erwin Wolf (1902-1937), un Tchèque germanophone, membre du S.I., qui avait été secrétaire de Trotsky en Norvège d'octobre 1935 à juillet 1936. La brochure était *L'« Organe de masses »*, une sévère critique de l'attitude des différentes fractions de la section française lors de sa crise de 1935-36. Cette remarque montre que Trotsky n'était pas loin de penser que ses camarades américains étaient en train de s'adapter dangereusement au milieu « opportuniste » du S. P.

[UN LIVRE IRREMPLAÇABLE] (1)

(15 mars 1937)

Messieurs,

Je suis actuellement en train de lire avec un grand plaisir le livre *American City*, de Charles M. Walker (2) que vous avez publié. Ce livre est original par sa conception et excellent dans son exécution. Il me semble qu'il est difficile d'introduire le lecteur avec plus d'art et plus de simplicité (l'art et la simplicité coïncident ici) dans le cœur des problèmes sociaux les plus profonds et les plus intimes des Etats-Unis. Le livre est irremplaçable, surtout pour les étrangers qui veulent étudier et comprendre l'Amérique du Nord. J'espère chaudement pour le livre de M. Walker le plus gros tirage et le plus grand nombre de traductions en langue étrangère.

(1) Lettre à la maison d'éditions Ferrar & Rinehart (7748), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library. Charles Mumford *Walker* (1896-1974) était l'un des intellectuels américains poussés vers le marxisme par la crise et détournés du stalinisme par sa politique allemande, puis les procès de Moscou, qui se tournèrent à cette époque vers le trotskysme. Il avait notamment écrit de retentissants reportages sur les grèves de 1934 à Minneapolis, dirigées, comme on sait, par les trotskystes de la C.L.A. Trotsky avait pour son travail une réelle estime.

[LA FAIBLESSE DES TÉMOIGNAGES] (1)

(16 mars 1937)

La plupart des témoignages qui me parviennent sont extrêmement faibles, pour ne pas dire inutilisables. Je ne comprends pas pourquoi vous les envoyez au Mexique : c'est un travail qui ne sert à rien. Il aurait fallu m'informer plus tôt de l'option sur mon nouveau livre que vous avez accordée à l'éditeur anglais. A présent, mon livre a été cédé à l'éditeur Harper, qui dispose aussi des droits anglais. Je pense que ce n'est pas réparable. Je ne sais absolument pas comment vous sortirez de cette situation.

Je suis fondamentalement en désaccord avec tes considérations sur la commission d'enquête. Nous n'avons pas du tout l'intention de faire participer à cette commission des juristes bornés. Le livre est une chose, l'enquête, qui sera au centre de l'attention de la presse mondiale, en est une autre. Voilà maintenant ce qu'il faut faire :

1. Exiger que le comité de Paris adresse un télégramme au comité de New York pour lui proposer de constituer tout de suite la commission d'enquête et de se mettre au travail.

2. Les comités de Tchécoslovaquie, de Suisse, de Bruxelles et les groupes séparés de camarades dans les autres villes doivent en faire autant, de même que les sections de la IV^e Internationale, les journaux, les personnalités importantes, etc. Il est indispensable que le comité de New York sente non seulement qu'il est soutenu moralement, mais qu'une pression importante est exercée, nécessaire pour ces messieurs libéraux.

3. Laisser de côté les autres problèmes pour obtenir des témoignages répondant aux questions essentielles, et non des papiers dépourvus de toute signification.

(1) Lettre à L. Sedov (7538), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

4. Un acte notarié peut provisoirement remplacer l'acte certifié de la commission de trois membres, avocats ou personnalités de renom. En tout cas, il faut donner aux témoignages un caractère tel qu'ils inspirent la confiance.

Depuis que nous avons un secrétariat à peu près efficace, nous envoyons systématiquement à Paris les copies de tous les documents, notamment des interviews.

Les témoignages de Frankel (2) vous ont été envoyés.

Nous avons reçu la lettre n° 9 des 2 et 3 mars. Comme je l'ai déjà dit, la question de l'édition anglaise a été posée un peu tard ; il faudra donc vous expliquer avec l'éditeur anglais. Par acquis de conscience, j'écrirai de nouveau à Harper.

Je n'ai pas suggéré de fournir des témoignages collectifs : c'est absurde évidemment, bien que Naville (3) ait procédé exactement ainsi. J'ai demandé pourquoi, au moment du procès, vous n'aviez pas fait à la presse une déclaration collective sur Royan, etc. : une telle déclaration, appuyée par quelques signatures, aurait produit une grande impression.

Il faut obtenir de Parijanine (4) un nouveau témoignage concernant exclusivement notre arrivée en France, notre installation à Royan et la visite qu'il nous y a rendue, avec l'explication des raisons qui nous ont empêchés de nous rencontrer à Paris. Son témoignage doit s'en tenir strictement aux faits et être distinct de sa longue lettre, que j'essaierai d'utiliser dans le livre.

Nous n'avons pas reçu les témoignages des Field (5) : visiblement, les Américains sont gouvernés par les mêmes

(2) Jan *Frankel* (1906-19?), citoyen tchécoslovaque, avait été gagné au communisme au sanatorium de Merano — où il avait été lié à Franz Kafka — par le communiste slovaque Lenorovič. Membre de l'Opposition de gauche en Tchécoslovaquie, il était allé à Paris et, en avril 1930, à Prinkipo, où il était resté comme secrétaire de Trotsky jusqu'en janvier 1933. Il avait ensuite été membre du S.I. à Paris jusqu'à son expulsion en février 1934. Revenu à Prague après plusieurs mois en Suisse, il avait à nouveau rejoint Trotsky en Norvège, où il était resté de juin à octobre 1935. Il était arrivé à la maison bleue, venant de Tchécoslovaquie, le 19 février 1937.

(3) Pierre *Naville* (né en 1904), ancien dirigeant des étudiants communistes et membre du groupe surréaliste, avait dirigé *Clarté* dont il avait fait *La Lutte de Classes* et rencontré Trotsky à Moscou en 1927. Il avait rejoint dès le début le groupe de *La Vérité*, puis s'était heurté à Raymond Molinier qui l'avait supplanté à la tête de la Ligue communiste. Il était en 1937 l'un des principaux dirigeants du P.O.I.

(4) Maurice Donzel, dit *Parijanine* (1883-1937), avait traduit *Ma Vie* en français et été à l'origine des démarches qui avaient permis à Trotsky d'obtenir le visa pour la France.

(5) Field, B.J. et Esther, sont les pseudonymes de deux Américains, Max *Gould* (1900-1977) et sa femme Esther (1893-1974), qui étaient chez Trotsky à Prinkipo en 1933 et avaient fait avec lui le voyage maritime de Turquie en France.

pensées absurdes que les Parisiens : ils confondent le travail de la commission d'enquête avec les conflits et les désaccords politiques. Du point de vue précisément de ces juristes dont tu parles, le témoignage de Raymond [Molinier], (6) que nous avons exclu, est dix fois plus important que les témoignages des amis.

Je ne sais pas qui s'occupe de la question des témoignages. Personne évidemment, sinon il serait impossible d'expliquer leur faiblesse et leur épouvantable négligence.

L'éditeur fasciste Hearst nous *vole* systématiquement le *Biulleten*. Il faut indiquer que « tous les droits sont réservés », pour prévenir dans le futur de tels détournements.

(6) Raymond Molinier un des fondateurs de *La Vérité* avait été l'un des principaux dirigeants français et internationaux de l'Opposition de gauche, mais aussi l'un des plus contestés. Exclu en 1935, il avait été à nouveau exclu après une réunification en 1936 au sein de P.O.I., et avait pris depuis la tête du P.C.I.

[UNE EXPERTISE « PUREMENT JURIDIQUE »] (1)

(16 mars 1937)

Le commissariat du peuple à la justice de Moscou a publié en plusieurs langues étrangères le compte rendu « sténographique » du procès des dix-sept (Piatakov, Radek (2), etc.). On le sait, le compte rendu du procès des seize (Zinoviev-Kamenev (3)) était un pur produit journalistique. Le dialogue était brusquement interrompu par des phrases comme celles-ci : « Smirnov (4) essaie de nouveau de se dérober, attirant l'attention sur l'absence de réunions... Les accusés discutent avec acharnement, essayant de nier leur rôle dirigeant... », etc. Tout témoignage qui s'éloigne de l'unité préfabriquée est purement et simplement balayé ou remplacé par des réprimandes aux accusés. Ce « compte rendu » n'a selon toute apparence satisfait que deux hommes à la surface de la terre : l'avocat Pritt, de Londres, et

(1) « A Mockery of Justice », *Manchester Guardian*, 17 mars 1937, traduit de l'anglais.

(2) Karl B. Sobelsohn, dit *Radek* (1885-1939), ancien militant social-démocrate en Pologne, puis en Allemagne, exclu avant la guerre, avait rejoint les bolcheviks en 1917 et été secrétaire de l'I.C. Membre de l'Opposition, il l'avait reniée par une déclaration de juillet 1929. Il avait été ensuite rédacteur de politique étrangère aux *Izvestija*. Il avait été arrêté en 1936 et, au procès des dix-sept, avait joué le rôle qu'attendait de lui le G.P.U., avouant avec complaisance et vitupérant Trotsky.

(3) Lev B. Rosenfeld, dit *Kamenev* (1883-1936), vieux-bolchevik, avait combattu la décision d'insurrection en octobre, puis avec Zinoviev fait bloc d'abord avec Staline contre Trotsky, puis avec Trotsky contre Staline. Exclu en 1927, les deux hommes étaient allés de capitulations en sursauts et nouvelles capitulations jusqu'au procès des seize où ils avaient « avoué », été condamnés à mort et fusillés.

(4) Ivan N. *Smirnov* (1881-1936), vieux-bolchevik ouvrier, « conscience du parti » selon Lénine, dirigeant de l'Opposition qu'il avait abandonnée en 1929, inspirateur en 1932 du « bloc des oppositions », avait également été condamné à mort et exécuté en août 1936.

l'avocat parisien Rosenmark (5). Nous ne mentionnons pas les prétendus chefs du Comintern : ils étaient satisfaits même avant la publication du compte rendu.

Le procès Zinoviev-Kamenev avait été extrêmement mal reçu par la presse mondiale. Le procès des dix-sept avait comme tâche majeure de corriger la mauvaise impression laissée par celui des seize.

Le compte rendu qui vient d'être publié ne comporte pas 150, mais 600 pages. Tout le texte est présenté sous forme de dialogue. Le rédacteur ne se hasarde pas à réprimander les accusés exécutés. Ainsi, par la publication de ce compte rendu « sténographique », le G.P.U. veut manifester de la considération pour l'opinion publique. Certainement, du point de vue matériel, le procès Piatakov-Radek compte encore plus de trous, d'inexactitudes, d'inepties que le procès Zinoviev-Kamenev. Il est pourtant difficile d'accuser ses organisateurs : la philosophie de l'antiquité a déjà enseigné que de rien, rien ne peut sortir. La construction de l'accusation, pour laquelle il n'y a aucune base réelle, appartient en essence au domaine de l'alchimie juridique. Les lois de la matière prendront inévitablement le dessus sur la fantaisie imaginative. L'inconsistance fondamentale du procès de janvier, comme ses contradictions matérielles et ses absurdités pures et simples, je les ai brièvement mises en lumière dans mes déclarations à la presse et mon discours au meeting de l'Hippodrome de New York. J'en donne une analyse détaillée dans mon nouveau livre, *Les Crimes de Staline*. Mais si les alchimistes du G.P.U. ne pouvaient pas, cette fois non plus, changer les lois de la matière, ils ont au moins essayé de mettre à profit leur expérience des défaites passées et de donner à leur nouveau produit la plus grande ressemblance extérieure possible avec l'or.

A en juger par ses seules dimensions, le compte rendu du procès Piatakov-Radek a été préparé par des spécialistes. Le G.P.U. essaie maintenant, par l'intermédiaire de ses agents littéraires et politiques d'organiser dans différents pays une « évaluation juridique », c'est-à-dire de se faire donner par d'authentiques avocats l'assurance que les victimes de l'Inquisition ont été fusillées en plein accord avec les règles établies par les inquisiteurs.

(5) Hermann dit Raymond *Rosenmark* (1885-1950), avocat parisien, avait présenté pour la Ligue des Droits de l'Homme un rapport d'expert concluant à la culpabilité des accusés et qui ironisait lourdement sur ceux qui mettaient en doute les « aveux ».

Au fond, un certificat d'observation purement formelle des règles et du rituel de jurisprudence n'a qu'une importance proche de zéro. L'essence de l'affaire réside dans les conditions matérielles de la préparation et la conduite du procès. Mais, même si on laisse pour le moment de côté les facteurs décisifs qu'il faut rechercher hors de la salle du tribunal, on ne peut s'empêcher d'admettre que les procès de Moscou sont une pure et simple parodie de justice. Les enquêtes, dans la vingtième année de la révolution, sont menées dans le secret le plus absolu. Toute la vieille génération bolchevique est jugée par un tribunal militaire composé de trois fonctionnaires impersonnels. L'ensemble du procès est mené par un procureur qui a été sa vie durant et demeure un ennemi politique des accusés. La défense est écartée et la procédure privée de tout caractère indépendant. Les preuves matérielles ne sont pas présentées au tribunal. Les témoins mentionnés par le procureur ou les accusés ne sont pas interrogés. Toute une série d'accusés qui font partie de l'enquête sont absents du banc des accusés pour des raisons inconnues.

Deux des principaux accusés (et même condamnés, mais jamais traduits en justice) qui se trouvent à l'étranger ne sont même pas informés. En dépit du caractère extrêmement grave des accusations lancées contre eux, le gouvernement n'a même pas essayé de demander leur extradition. L'acte d'accusation est publié quatre jours avant les sessions, en même temps qu'annonce est faite d'un procès imminent. Les principaux accusés, de même que les témoins qui sont hors de Russie, sont ainsi privés de la possibilité de donner des dépositions, de produire des preuves matérielles, et, de façon générale, de prendre quelque initiative que ce soit pour établir la vérité.

Le dialogue judiciaire est entièrement construit sur un jeu fait de questions et de réponses. Le procureur n'adresse pas une seule question concrète, à aucun des accusés, qui serait susceptible de leur causer une difficulté et de révéler les inconsistances matérielles de leur témoignage. C'est précisément le caractère « sténographique » du compte rendu qui souligne le caractère malveillant du silence du procureur et du tribunal et révèle par conséquent leur participation réelle à l'imposture, non seulement avant le procès, mais dans le cours du procès lui-même après le lever du rideau. La première chose à faire pour une évaluation honnête serait l'examen de l'original du compte rendu sténographique. La comparaison avec le texte publié révélerait sans aucun doute une foule d'omissions et de corrections de la part des directeurs de ce procès.

Quelles que soient pourtant l'importance de ces remarques en elles-mêmes, elles n'en ont pas moins, malgré tout, un caractère secondaire et tertiaire dans la mesure où elles concernent la forme de l'imposture et non son essence. Théoriquement, on peut imaginer que si Staline, Vychinsky et Ejov (6) avaient encore pour une période de cinq ou dix ans la possibilité de poursuivre impunément leurs procès, ils atteindraient un tel niveau technique que tous les éléments formels de jurisprudence se trouveraient en accord formel les uns avec les autres et avec les lois existantes. Mais la perfection dans la technique juridique de la falsification ne rapprochera jamais, même d'un pouce, de la vérité.

La question est pourtant qu'une appréciation « purement juridique » ne vise en rien à établir la vérité ; autrement on reconnaîtrait et on dirait que, dans un procès politique d'une telle importance exceptionnelle, le juriste ne peut se couper des conditions politiques dont naît le procès et sous lesquelles l'instruction est conduite — ou, pour être plus concret, de l'oppression totalitaire à laquelle, en dernière analyse, tous sont soumis, accusés, témoins, juges, accusés (tous autant qu'ils sont) et même l'accusation.

C'est là le nœud de la question ! Sous un régime incontrôlé et despotique qui concentre dans les mêmes mains les instruments de la coercition économique, politique, physique et morale, un procès judiciaire cesse d'être un procès judiciaire. Il est un spectacle judiciaire dont les rôles sont écrits d'avance. Les accusés n'apparaissent sur la scène qu'après une série de répétitions qui donnent d'avance au metteur en scène l'assurance qu'ils ne dépasseront pas les limites de leurs rôles. En ce sens, comme dans tous les autres, les procès judiciaires ne représentent qu'une coagulation de l'ensemble du régime politique général de l'U.R.S.S.

Dans toutes les réunions, les orateurs ne disent qu'une seule et même chose : ils s'alignent sur l'orateur principal sans tenir le moindre compte de ce qu'ils ont eux-mêmes dit la veille au soir. Dans les journaux, tous les articles exposent une seule et unique directive, avec les mêmes expressions. Suivant les mouvements de la baguette du chef d'orchestre, les historiens, les économistes, même les statisticiens, réaménagent le passé et le présent sans

(6) Nikolai I. Ejov (1895-1939), bolchevik en 1917, était pendant des années un apparatchik obscur, mais fut appelé en 1934 au C.C. et à l'Orghuro où il commença la préparation de la destruction de la vieille garde bolchevique.

égard pour les faits, les documents ou les éditions antérieures de leurs propres livres. Dans les jardins d'enfant et les écoles, tous les enfants, avec les mêmes mots identiques, glorifient Vychinsky et vitupèrent les accusés. Personne n'agit ainsi de son plein gré ; chacun viole sa propre volonté.

Le caractère monolithique du procès judiciaire où les accusés tentent de se dépasser les uns les autres en répétant les formules des accusés n'est ainsi pas une exception à la règle, mais seulement l'expression la plus répugnante du régime totalitaire inquisitorial. Sous nos yeux, ce n'est pas un tribunal, c'est un drame dans lequel les artistes jouent leur rôle face au canon du revolver. La pièce peut être bien ou mal jouée ; c'est une question de technique d'inquisition, pas de justice. La fausse monnaie peut être tellement médiocre que cela se découvre à la moindre inspection de hasard. De bons faux-monnayeurs peuvent au contraire atteindre un haut niveau de production. Mais quel triste « expert » celui qui se borne à examiner la forme extérieure de l'argent, sa frappe, sans tenir compte de son poids spécifique et autres propriétés matérielles. L'évaluation « purement juridique » des procès de Moscou se réduit au fond à la question de savoir si l'imposture a été bien ou mal réalisée. Une telle façon de poser la question représente déjà en soi une forme d'assistance aux faussaires.

Pour éclairer plus vigoureusement la question, si tant est qu'elle ait besoin de l'être, prenons un exemple récent dans le domaine de la loi constitutionnelle. Après avoir pris le pouvoir, Hitler, contrairement à toute attente, a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de changer les lois fondamentales de l'Etat. Bien des gens ont évidemment oublié que même aujourd'hui en Allemagne, la Constitution de Weimar reste intacte : dans sa coquille juridique, Hitler a seulement introduit le contenu de la dictature totalitaire. Imaginons un expert, chaussant ses lunettes de savant avec l'idée d'étudier dans les documents la structure de l'Etat allemand « d'un point de vue purement juridique ». Après plusieurs heures d'effort intellectuel, il découvrira que l'Allemagne de Hitler est incontestablement une république démocratique (suffrage universel, parlement qui donne les pleins pouvoirs au Führer, autorités judiciaires indépendantes, etc.) Tout homme sensé pourtant va crier qu'une « évaluation » de cette nature est dans le meilleur des cas une manifestation de « crétinisme judiciaire ».

La démocratie repose sur la lutte illimitée des classes, des partis, des programmes et des idées. Si on l'empêche, il ne reste

plus qu'une coquille vide, bien adaptée pour couvrir une dictature totalitaire. La jurisprudence contemporaine repose sur une lutte entre l'accusation et la défense, lutte qui est conduite selon certaines formes juridiques. Quand la compétition entre partis est étouffée à l'aide de forces extrajudiciaires, les formes judiciaires, quelles qu'elles soient, ne sont qu'une couverture pour l'Inquisition. Celui qui, en essayant de déterminer le caractère de la justice de Staline, refuse d'analyser la situation politique qui engendre ces procès, uniques dans toute l'étendue de l'Histoire, est un simple avocat de Vychinsky. Que Vychinsky ait besoin d'avocats, cela n'est pas douteux. Mais de tels serviteurs de la justice « pure » ne peuvent qu'obscurcir, non illuminer la vérité matérielle. Une enquête véritable sur les procès de Moscou ne peut éviter d'embrasser tous ces aspects. Elle utilisera, bien sûr, les comptes rendus « sténographiques ». Non cependant comme des choses en soi, mais comme partie constituante d'un grandiose drame historique dont les facteurs déterminants demeurent dans les coulisses de cette pièce judiciaire.

[NOTRE TRAVAIL DANS LE COMITÉ DE DÉFENSE] (1)

(17 mars 1937)

Chers Camarades (2),

Le travail du comité a une importance historique, mais je ne puis approuver l'attitude de nos propres camarades à l'intérieur du comité. J'ai été très prudent dans l'expression de mes doutes, appréhensions et critiques pendant les deux premiers mois (3) : mon information n'était pas adéquate. Mais je le dis maintenant sans hésitation : la ligne générale de nos camarades dans le comité n'est pas juste. La faiblesse de la politique de nos camarades, ou, mieux, l'absence totale de toute politique, paralyse l'activité du comité et risque de l'entraîner dans une impasse. Je vais énumérer quelques exemples et symptômes et en tirer ensuite les conclusions.

1. Nous avons eu trois ou quatre discussions avec Shachtman, Novack et les autres camarades sur l'activité du comité. La discussion était centrée sur la nécessité de créer tout de suite la commission d'enquête. Les camarades américains ont fait des suggestions concrètes de personnes qui composeraient la commission. C'était l'objectif, le véritable objectif, l'objectif général de tout le travail à venir. Je suis absolument certain que ce plan était en train d'être appliqué. Et je ne comprends que maintenant que, sous l'attaque des staliniens (4) et du fait de la faiblesse de

(1) Lettre aux trotskystes américains du comité de défense (7306), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) La lettre est adressée à New York, où le principal dirigeant, en l'absence de Cannon, était alors Shachtman.

(3) Shachtman et Novack, qui avaient attendu Trotsky à Tampico, lui avaient donné les premiers éléments d'information sur l'activité du comité et il ne semble pas avoir fait à l'époque quelque critique notable.

(4) Trotsky fait allusion ici à la campagne menée par Corliss Lamont (cf. n. 6 p. 56) et à sa « Lettre ouverte aux libéraux américains », à celle du *Daily Worker* et de *New Masses* ainsi qu'aux pressions exercées sur les signataires du manifeste

nos camarades, la question de la commission a été écartée, d'abord à cause de la crise interne du comité (5), ensuite par suite du manque de fermeté, de clarté, de l'absence d'une ligne conséquente. Je suppose que la crise du comité résultait d'un certain dilettantisme, aggravé par une certaine confusion politique, au moment où il a été créé. Mais je n'entrerai pas dans cette question car je manque d'informations. Le fait est que la crise a été surmontée grâce aux masses, en dépit de l'attitude hésitante de nos camarades. Le meeting de l'Hippodrome (6) a démontré que les ouvriers voulaient aider le comité. Il aurait fallu absolument utiliser cette aspiration pour constituer tout de suite une commission d'enquête en présentant au meeting une liste des premiers membres de la commission, et en se servant du meeting pour stimuler et encourager les libéraux sur cette question décisive. Solow m'a demandé hier pourquoi je n'ai pas fait cette proposition avant le meeting. Bien, je suis coupable de n'avoir pas, de Coyoacán, prévu une telle possibilité. Mais la question avait été tranchée ici à la mi-janvier, et je ne pouvais croire que le comité ferait tout, sauf la chose décisive.

2. Le premier projet de statuts a constitué pour moi un des révélateurs de l'esprit de nos camarades à l'intérieur du comité : pas un état d'esprit de combattants, mais un état d'esprit d'adaptation et d'expectative. J'ai dit ici à nos amis : si tel est l'état d'esprit de nos camarades, la victoire est impossible. Il faut absolument une nouvelle orientation. C'était le sens de mes amendements (7). Même à ce moment, j'étais certain que le noyau de la commission était prêt à commencer son travail et que les statuts en étaient le début. Hier, j'ai appris de la bouche de Solow que les statuts étaient une chose en soi, un moyen de gagner du temps dans l'espoir qu'une commission idéale pourrait naître de bons statuts. C'est une conception purement formelle, purement juridique, non politique et non marxiste. Une petite

du comité de défense pour les faire reculer. Depuis la romancière Mary MacCarthy (née en 1912) jusqu'à John Dewey, les témoignages ne manquent pas sur les pressions et chantages ainsi exercés. Dans *My America* (pp. 84-85), Louis Adamic raconte le coup de téléphone menaçant qu'il reçut d'un correspondant de Tass, issu d'une grande famille bourgeoise de Philadelphie, Kenneth Durant (1889-1972).

(5) En janvier, sous le poids de la campagne hostile, plusieurs membres fondateurs du comité s'étaient retirés, notamment M. Hallgren et surtout Freda Kirchwey, directrice de *The Nation*.

(6) *Œuvres*, 12, pp. 267-285.

(7) Nous ne savons pas quels sont les amendements proposés par Trotsky aux statuts du Comité de Défense.

commission d'enquête, même composée de gens modestes de la base (si les autorités hésitent), peut faire un excellent travail. Quand elle publiera le premier recueil des dépositions, des documents, etc. sur, disons, le chapitre de Copenhague, elle conquerra une autorité, attirera à elle la « noblesse » et ouvrira des possibilités nouvelles. Cependant les meilleurs statuts du monde resteront stériles s'il manque la volonté de créer tout de suite une commission d'enquête.

3. J'ai écrit suffisamment à propos de l'épisode de *The Nation* (8). Tout ce que j'ai lu et entendu de la bouche de Solow me confirme dans ma conviction que l'opposition de nos camarades n'était pas un hasard, qu'elle ne touchait qu'au bien-fondé d'une initiative isolée, mais qu'elle touchait à la ligne politique générale du comité et à l'intérieur du comité. Notre situation serait maintenant infiniment meilleure par rapport à Malraux et à la perfide initiative de *New Republic* (9) si ma lettre à *The Nation* avait été envoyée et publiée à temps. C'était un geste de délimitation. C'est là une initiative tout à fait nécessaire.

4. J'ai hautement apprécié la participation au comité de M. Dewey (10). Je comprends qu'il ne puisse pas agir autrement qu'il ne le fait. Il n'est ni pour Staline, ni pour Trotsky. Il veut établir la vérité. Mais votre position n'est pas celle-là. *Vous connaissez la vérité. Avez-vous le droit de la dissimuler, même en tant que membres du comité ? Vous avez le même devoir que les libéraux de conserver à l'intérieur du comité votre identité politique. La déclaration sur les principes et les objectifs doit refléter la présence des deux partis au sein du comité. Au minimum, si vous acceptez la déclaration de Dewey comme base commune (11), vous êtes obligés de faire une déclaration particulière en ce sens que vous n'êtes pas au-dessus des staliniens et des trotskystes à la fois, que, sur la base de toute la procédure, des faits, etc., vous savez où réside le coup monté et où est la vérité. Mais vous concluez une alliance avec les libéraux honnêtes sur*

(8) Cf. notamment *Œuvres*, 12, pp. 289, 359-60.

(9) *The New Republic* avait affirmé le 17 février qu'aucun démocrate ne pouvait « rallier l'un des camps dans cette querelle entre le gouvernement soviétique et les trotskystes ». Répondant à Trotsky le 13 mars, Malraux l'avait décrit « obsédé par tout ce qui touche à son sort personnel » et avait affirmé qu'il déplorait « l'incroyable légèreté avec laquelle M. Trotsky est prêt à lancer n'importe quelle accusation afin de dramatiser ses conflits personnels ».

(10) Le Dr Dewey était l'un des six fondateurs du comité de défense, signataire de l'appel du 22 octobre 1936.

(11) Trotsky fait allusion à la « déclaration de principes », un projet de Dewey adopté par le comité et voté par les trotskystes qui en étaient membres.

leur base à eux, afin de convaincre l'opinion publique que votre affaire est juste. Vous invitez les staliniens à faire de même sur une base commune. Une telle déclaration, qui vous était dictée par l'ensemble de la situation, aurait été pour vous d'une valeur inestimable dans votre propagande dans les masses — en tout cas plus importante que la déclaration abstraite de Dewey.

5. L'épisode avec Fenner Brockway (12) est si frais dans nos mémoires qu'il n'est pas nécessaire de vous le rappeler. Cet épisode ne relevait pas non plus du hasard. Il faisait partie de la ligne générale, laquelle est caractérisée par l'absence de volonté de se délimiter nettement.

Toute action politique, surtout quand elle repose sur un bloc, commence par une délimitation vis-à-vis des ennemis ouverts et cachés. Ce n'est que lorsque l'arène est clairement tracée que l'on peut se permettre des manœuvres, des concessions et des alliances. Autrement nous ne pouvons que nous trahir et trahir nos véritables amis. Rien n'est plus dangereux en politique que d'aider l'ennemi à conserver jusqu'au dernier moment un masque amical.

Dans la question de l'enquête, je suis entièrement pour un bloc avec les libéraux, même avec des conservateurs honnêtes, des social-démocrates, etc. Mais ce doit être un bloc avec des gens qui ont réellement la volonté de s'opposer courageusement aux attaques, aux calomnies et aux intrigues des staliniens et de ne pas trahir la simple justice (13). Les libéraux qui ne veulent pas d'une délimitation d'avec *The Nation* ou avec les entreprises de Fenner Brockway ne peuvent pas à cette étape être nos compagnons de route. Ils pourront venir à nous demain, quand la commission d'enquête sera au travail et remportera des succès.

Nous avons beaucoup écrit sur les règles marxistes de coalition : a) ne jamais perdre sa propre identité, b) considérer l'allié comme l'adversaire possible, c) conserver pour soi les droits absolus de critique, d) doubler l'action du bloc par des actions indépendantes, e) être prêts dans des circonstances favorables (le meeting de l'Hippodrome) à prendre une totale initiative d'action quand les alliés sont hésitants, etc. etc. La faute de nos camarades relève en principe de la même catégorie

(12) Cf. p. 45.

(13) Trotsky pensait que ses camarades avaient cédé, dans le comité, non pas devant les « démissionnaires » qui exprimaient directement la pression du stalinisme, mais devant les libéraux qui étaient restés et ne voulaient pas de rupture brutale avec les partants. Il se garde pourtant de schématiser.

que celle des communistes chinois après leur entrée dans le Kuomintang (14).

J'ai écrit hier à Suzanne LaFollette (15) au sujet des initiatives pratiques prochaines pour sauver la situation, avec des copies pour vous. Il faut que non seulement la question du procès, mais *toutes* les questions soient tranchées, dans la prochaine période, en fonction de la commission d'enquête. L'envoi au Mexique d'une sous-commission doit être décidé et organisé dans les deux ou trois jours. *Mon Dieu* (16), l'affaire n'est pas si compliquée si le comité veut bien faire son devoir. Mais il faut en même temps dresser la liste des gens pour la commission elle-même ou pour son premier noyau, commencer le travail tout de suite après le retour et le compte rendu de la délégation. En même temps, il nous faut demander à tous les comités dans le monde entier de nous confier leurs mandats pour l'ouverture de l'enquête. C'est là l'unique possibilité de regagner le temps perdu et de commencer un nouveau chapitre dans l'histoire du comité.

Cette lettre est le résultat d'une longue conversation avec le camarade Solow. Je vous prie de veiller à ce que tous les camarades engagés dans ce travail en aient connaissance.

(14) Allusion au comportement des communistes chinois de 1924 à 1927 et à leur adaptation au Guomindang à travers sa prétendue « gauche ».

(15) Cf. pp. 87-89.

(16) En français dans le texte.

[TROP DE NONCHALANCE ET D'INSOUCIANCE] (1)

(17 mars 1937)

Cher Camarade Naville (2),

Je ne vous ai pas écrit plus tôt parce que je suis vraiment accablé par le travail et aussi parce que j'étais et reste très frappé par la nonchalance extraordinaire avec laquelle les dépositions ont été faites (pas la vôtre) (3). J'ai écrit maintes fois à ce sujet à Léon et à d'autres. J'espère bien qu'on refera la plupart des dépositions dans le sens de la précision nécessaire. Quelle valeur peuvent avoir des racontars sur des visites à Royan si on ne donne pas de dates précises, si on ne dit pas pourquoi on était obligé de venir à Royan, si on ne rapporte pas ce qu'on a entendu dire par d'autres sur le voyage de Marseille à Royan, si on ne donne pas les détails des discussions politiques, surtout concernant l'U.R.S.S. et sa défense.

Vous communiquez que le comité français (4) se répand en province et qu'on se prépare à passer à la création d'une commission d'investigation. C'est très bien, à condition qu'on ne répète pas les procédés employés avec les dépositions, mais qu'on agisse vite et fort.

Mais — et je touche ici au point principal — on ne peut pas avoir deux commissions d'investigation à droits égaux, une à New York, et l'autre à Paris. Ce serait la pire confusion. Tous les matériaux se concentrent maintenant à New York et à Mexico. Le centre d'investigation est indiqué par toute la situation : c'est New York. Peut-être aurais-je la possibilité d'y aller pour faire mes dépositions. Dans le cas contraire, je ferai mes dépositions ici devant une commission rogatoire. En somme, le comité

(1) Lettre en français à Pierre Naville (9355) avec la permission de la Houghton Library.

(2) Sur Pierre Naville, cf. n. 3, p. 94.

(3) Cf. pp. 40 et 67.

(4) Il s'agit du comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution.

français doit volontairement se subordonner à la commission américaine. S'il pouvait envoyer un ou deux de ses représentants à New York, au moins pour quelques semaines, ce serait excellent. Ces représentants pourraient diriger à Paris le travail d'investigation sur les bases élaborées en commun à New York. Il s'agit pour l'instant de soutenir le comité de New York dans la voie de la création de la commission d'investigation. Il serait excellent que tous les comités, de Paris, de Lyon, etc, invitent par télégramme le comité de New York à prendre *immédiatement* l'initiative de l'investigation entre ses mains, en s'appuyant sur les mandats des comités européens. Des télégrammes semblables pourraient et devraient être envoyés par les organisations respectives de Belgique, Hollande, Suisse, Tchécoslovaquie, etc. Est-ce que vraiment on ne serait pas capable de cet effort qui n'est nullement extraordinaire ? On piétine depuis trop longtemps sur place. J'envoie la copie de cette lettre à Nicole, Held, Nelz, Dauge, Sneevliet et en Tchécoslovaquie (5) et j'attends une réaction immédiate. Les camarades qui, dans une situation si exceptionnelle, et dont dépendent beaucoup de choses — et des choses importantes — *démontrent de l'insouciance et de la nonchalance et perdent de nouveau du temps, doivent être considérés comme absolument étrangers à notre cause. C'est du moins mon sentiment personnel.*

J'espère donc de votre part et de la part des autres un plein rendement.

Mes saluts les plus chaleureux à Denise (6) et à tous les amis.

P.S. Je ne parle pas ici de la direction du P.O.U.M. et de tout le fameux bureau de Londres (7). Toutes les choses artificielles se

(5) Sur Nicole (Erwin Wolf), cf. n. 4, p. 91) et sur Held, n. 2, p. 27. Henk *Sneevliet* (1883-1942), pionnier du communisme aux Pays-Bas et en Asie, dirigeait alors le R.S.A.P. et le « syndicat rouge » N.A.S. Ses relations avec Trotsky et le secrétariat international s'étaient détériorées gravement en 1936. Walter *Dauge* (1907-1944), ancien dirigeant des J.G.S. du Borinage et animateur de l'Action socialiste révolutionnaire, tendance de gauche dans le P.O.B., avait rompu avec ce dernier en 1936 et dirigeait le parti socialiste révolutionnaire, affilié au mouvement pour la IV^e Internationale. Jan *Frankel* et Hugo *Sonnenschein* dit *Sonka* (1890-1953), écrivain et poète expressionniste connu, avaient créé en 1936, au lendemain du procès Zinoviev, un « comité pour le Droit et la Vérité ».

(6) Denise *Kahn*, épouse *Naville* (1896-1969), compagne de Pierre Naville et militante du P.O.I., avait beaucoup aidé Trotsky dans son travail littéraire.

(7) Il s'agit du « bureau pour l'unité socialiste révolutionnaire qui rassemblait les organisations regroupées à l'origine dans l'I.A.G. (S.A.P., I.L.P.) et quelques autres (P.O.U.M.).

décomposent rapidement dans l'atmosphère terrible de cette époque. Ceux de nos amis qui courtisent la direction du P.O.U.M. au lieu d'aider le parti par la critique marxiste la plus sévère seront punis par les événements et quand les meilleurs éléments du P.O.U.M. tireront les leçons amères de la fausse politique, ils se tourneront vers nous, les vrais amis, et non pas vers les conciliateurs bienveillants.

**[POUR TRADUIRE LE LIVRE
DE WALKER] (1)**

(18 mars 1937)

Cher Ami,

Je crois que la publication du livre de Charles Mumford Walker, *American City*, serait d'un grand intérêt et d'une grande utilité pour le public français. Les raisons en sont exposées dans ma lettre à l'éditeur américain dont je vous envoie une copie (2). Grasset doit recevoir un exemplaire du livre envoyé par l'éditeur américain. S'il se décide pour la publication du livre, il peut faire de ma lettre l'emploi qu'il juge utile. S'il n'entre pas dans les plans de Grasset de prendre sur lui cette édition, on pourrait s'adresser à un autre éditeur. Le livre en vaut vraiment la peine.

(1) Lettre à L. Sedov (10204), en français, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Cf. p. 92.

[TRAVAIL URGENT] (1)

(20 mars 1937)

COMMISSION AMÉRICAINE HAUTEMENT AUTORITATIVE SOUS
DIRECTION DEWEY ENTREPREND INVESTIGATION ICI QUATRE AVRIL
ENVOYER DOCUMENTATION SURTOUT DÉPOSITION POLICIERS HÔTE-
LIERS PROPRIÉTAIRES EXACTITUDE MÉTICULEUSE INDISPENSABLE
REPRÉSENTANT COMITÉ FRANÇAIS EXTRÊMEMENT DÉSIRABLE

(1) Télégramme à Y. Carillon (pour Sedov) (10205), original en français avec la permission de la Houghton Library.

[LA CONFÉRENCE DE BARCELONE] (1)

(20 mars 1937)

Je ne suis pas certain que la conférence de Barcelone, que les journaux annoncent pour le 1^{er} mai, aura lieu réellement, compte tenu des événements en Espagne et ailleurs. Il m'est très difficile de formuler une opinion sur cette conférence ainsi projetée, car mes informations sont non seulement incomplètes, mais presque inexistantes. Je ne peux qu'exprimer quelques considérations générales.

Le cours des événements soumet tous les groupes, tendances et fractions, à de terribles épreuves. Nous avons vu l'ultra-gauchisme de pure culture (les bordiguistes (2)) exploser sous le choc reçu d'Espagne. Nous avons, dans nos propres rangs, vu comment l'intransigeance formelle se transformait en quelques semaines en misérable désertion (les adversaires de l'entrée, Schmidt, Stien de Zeeuw, Muste (3)). Nous avons également vu

(1) Lettre au S.I., *Information Bulletin*, juillet 1937. Traduite de l'anglais. Le bulletin en question est l'édition anglaise du bulletin international du S.I.

(2) Les « bordiguistes » étaient les disciples du communiste italien Amadeo *Bordiga* (1889-1970), vieil adversaire de la ligne du « front unique » après avoir été le dirigeant de la « fraction abstentionniste » et le fondateur et dirigeant du P.C.I. dans ses premières années. Bordiga avait été exclu du P.C.I. en 1930. Ses partisans s'étaient profondément divisés sur la guerre d'Espagne, certains allant jusqu'à préconiser le « défaitisme révolutionnaire » dans l'armée républicaine, tandis que d'autres allaient combattre.

(3) Peter J. *Schmidt* (1896-1952), ancien chef de file de l'aile gauche du parti social-démocrate néerlandais, avait scissionné en 1932 et constitué l'O.S.P. Dans la fusion de ce dernier avec le R.S.P., qui avait donné naissance au R.S.A.P., il était devenu le président du nouveau parti. Il avait rompu brutalement avec le communisme sous toutes ses formes au lendemain du procès des seize dans une lettre publiée par toute la presse bourgeoise. Christina Anna de Ruyter dite Stien *de Zeeuw* (née en 1907), fille d'un instituteur devenu socialiste, elle-même avocate à Rotterdam, avait eu le même itinéraire que Schmidt et démissionné en même temps que lui. Abraham J. *Muste* (1885-1967), émigré hollandais, pasteur, longtemps directeur pédagogique du Brookwood Labor College, avait successivement dirigé le Committee for Progressive Labor Action en 1929, puis l'American

d'autres non-entristes intransigeants qui hier s'alliaient contre nous à Schmidt, Stien de Zeeuw et Muste, chercher de nouveau un soutien politique contre nous auprès de la direction opportuniste du P.O.U.M. (Sneevliet et Vereeken (4)). Ce sont là des leçons décisives. Il y en a d'autres. L'I.L.P. et le S.A.P. deviennent staliniens (5) au moment même où le stalinisme se révèle comme la véritable syphilis du mouvement ouvrier. Le bureau de Londres, avec lequel flirtaient non seulement Schmidt, mais Sneevliet et Vereeken, expire ou est tout près. Les différents groupes intermédiaires, terrifiés par leur propre inconsistency, cherchent un soutien de dernière heure dans la révolution espagnole. Les dirigeants de l'I.L.P. et du S.A.P., en soutenant Nin contre nous, ont fait tout leur possible pour empêcher la victoire en Espagne. Ils pensent maintenant pouvoir dissimuler leur faillite décisive dans l'ombre de l'héroïque prolétariat espagnol et catalan. En vain. La victoire n'est possible que par la voie si souvent indiquée par nous. Ou bien Nin, Andrade, Gorkin (6) changent radicalement de politique, c'est-à-dire quittent le chemin de Martov (7) pour celui de Lénine, ou bien ils conduisent le P.O.U.M. à la scission et peut-être même à

Workers Party qui avait fusionné en 1934 avec la C.L.A. pour former le Workers Party of the United States (W.P.U.S.) dont les militants étaient entrés dans le S.P. en 1936. Il avait visité Trotsky à Hønefoss, participé à la conférence de la IV^e Internationale à Paris en juillet et... retrouvé brusquement sa foi chrétienne à Notre-Dame de Paris... La direction du R.S.A.P. — dont P.J. Schmidt et Stien de Zeeuw — et Muste personnellement étaient hostiles à l'entrée des trotskystes américains dans le Socialist party.

(4) Sneevliet avait été opposé à l'« entrisme » en France en 1934 et surtout aux États-Unis en 1936 et s'était éloigné depuis ce moment. Georges Vereeken (1898-1978), ancien dirigeant du P.C. belge, avait préféré scissionner en 1934 que d'accepter l'entrée dans le P.O.B. Il avait pourtant co-fondé le P.S.R. en 1936. Sneevliet et Vereeken avaient des points de vue proches et notamment avaient soutenu ensemble la politique du P.O.U.M. contre les critiques de Trotsky à l'occasion de la réunion du bureau élargi d'Amsterdam en janvier 1937.

(5) Le S.A.P. allemand — longtemps fleuron du bureau de Londres — avait adhéré au Front populaire allemand en émigration...

(6) Juan Andrade Rodríguez (1898-1981), ancien dirigeant des J.S. espagnols, puis du P.C., avait été l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche. Il était dans le P.O.U.M. et en incarnait la « gauche ». A l'extrême-droite de ce parti se trouvait en revanche un autre vétéran du parti communiste dont le flirt avec l'Opposition de gauche avait été bref, Julián García Gómez, dit Gorkin (né en 1902). Au début des années trente, il avait rejoint la F.C.I. de Maurín. Secrétaire international du P.O.U.M., il incarnait sa « droite ».

(7) Iouli O. Cederbaum dit Martov (1873-1923) avait édité l'*Iskra* avec Lénine, puis rompu avec lui en 1903 ; internationaliste en 1914, il avait édité *Naché Slovo* avec Trotsky et ne l'avait pas suivi au parti bolchevique. Combattant en Russie les partisans de l'alliance des mencheviks avec les Blancs, il avait finalement émigré. Il était pour Trotsky l'incarnation du « centrisme ».

une terrible défaite. Les phrases révolutionnaires (discours, éditoriaux solennels) ne font pas avancer d'un pas la révolution. La lutte des ouvriers poumistes est magnifique, mais, sans direction résolue, elle ne peut aboutir à la victoire. Il s'agit de dresser avec un courage suprême les masses contre les dirigeants traîtres. Là est le commencement de la sagesse. Rompre avec la bourgeoisie fantomatique qui ne demeure dans le Front populaire que pour empêcher les masses de faire leur propre révolution, c'est ce qui est d'abord à l'ordre du jour. Dresser les anarchistes, les stalinien, les socialistes, contre leurs dirigeants qui ne veulent pas rompre avec leurs ministres bourgeois, ces épouvantails qui protègent la propriété privée, tel est le second pas. En dehors de cela, il n'y a que verbiage, bavardage et mensonges. Ces gens ont perdu cinq années pour mettre en œuvre une politique léniniste. Je ne suis pas certain qu'ils aient encore cinq mois ou cinq semaines pour corriger les erreurs qu'ils ont commises.

Si Sneevliet, après avoir flirté avec [le bureau de] Londres, cherche maintenant à fonder une nouvelle Internationale avec Nin, tant pis pour lui. Il ne sortira que plus compromis de cette entreprise.

Vous allez participer à la conférence de Barcelone si elle a réellement lieu. Cette décision me semble correcte. Il serait absurde d'imiter à tout prix les « non-entristes ». Nous entrerons ou nous n'entrerons pas, suivant les circonstances. Ce n'est pas la question décisive. Nous devons savoir ce que nous allons faire à la conférence. Y participer dans le style de Vereeken et Sneevliet serait fatal. Il faut y participer en pleine indépendance, sans la moindre concession de principe et sans ménager le moins du monde les fautes et les crimes des autres participants. Naturellement la forme de nos dénonciations et de nos critiques doit être adaptée à la situation espagnole et à la mentalité des ouvriers qui ne sont pas encore avec nous. Il me semble que les procès de Moscou constituent la pierre de touche pour tout groupe qui se dit attaché aux principes révolutionnaires. L'ouvrier moyen peut bien n'avoir pas d'opinion sur ce procès, nous lui expliquerons patiemment la vérité. Mais les « chefs » qui prétendent fonder une nouvelle Internationale ne peuvent prendre une position évasive et se solidariser concrètement avec le G.P.U. comme le fait la racaille autour de Brandler et Walcher (8). Le minimum

(8) Heinrich *Brandler* (1881-1967), ouvrier maçon, leader du parti communiste allemand à partir de 1921, avait été rendu responsable du fiasco de 1923,

que vous puissiez demander à une telle conférence, c'est un soutien total à une commission internationale d'enquête. Si la majorité refusait, il faudrait alors quitter avec éclat la conférence. Si la majorité soutient cette proposition, vous devez stigmatiser impitoyablement la minorité qui s'y oppose, dans une déclaration où seraient nommés et stigmatisés tous les agents du G.P.U. Ne laissez pas des charlatans venir vous dire qu'en raison des intérêts de la révolution espagnole, nous ne devons pas ouvrir les débats sur la question russe, ou, comme le dit Malraux, ce misérable laquais, sur « des questions personnelles ». C'était précisément en fonction des intérêts de la révolution espagnole et face à l'approche de la guerre qu'il est nécessaire de distinguer clairement où se trouvent les révolutionnaires et même les honnêtes demi-révolutionnaires-demi-centristes et où les faussaires, ces agents de la caste bonapartiste qui a démontré par les procès de Moscou qu'elle pouvait et était prête à tout moment à trahir les intérêts suprêmes du prolétariat afin de sauvegarder ses propres privilèges.

La discussion sur les questions de programme et les questions politiques, en même temps que nous conservons toute note intransigeance, peut simultanément être calme et même amicale avec les éléments qui ont le courage minimum nécessaire pour s'opposer aux bonapartistes de Moscou. Quant aux autres, en toute occasion, nous devons nous occuper d'eux à coups de fouet.

Je ne m'exprime ici que sur des questions tactiques, parce que nos camarades sont suffisamment armés sur les points théoriques et politiques. Ils n'ont rien à changer, rien à réviser. Il s'agit seulement d'adapter à la situation actuelle ce que leur expérience leur a appris. Ce sont là les quelques remarques que je puis faire d'ici sur la conférence de Barcelone.

envoyé à Moscou et exclu en 1929. Chef de file de l'opposition « de droite » (K.P.O. en Allemagne et I.V.K.O. à l'échelle internationale), il avait toujours refusé de prendre parti dans les « questions russes » et approuvait dans l'ensemble les procès de Moscou. Jakob *Walcher* (1887-1970), avait suivi en gros le même itinéraire, mais, en 1932, avait quitté la K.P.O. pour conquérir le S.A.P., scission à gauche du parti social-démocrate. Il avait pris position pour la IV^e Internationale en 1933 et signé « la déclaration des Quatre » (cf. *Œuvres*, 2, pp. 130-134) mais avait ensuite évolué vers les positions staliniennes. Il avait refusé son témoignage aux amis de Trotsky sur sa propre visite à Saint-Palais, au nom de sa condition d'émigré.

[UN ARTICLE COMPLÈTEMENT FAUX] (1)

(23 mars 1937)

Chers Camarades,

Je trouve dans le numéro 9 de votre journal du samedi 27 février 1937 un article extrait de *La Révolution espagnole*, organe du P.O.U.M., avec une introduction élogieuse de votre part. Je ne peux vous cacher que votre solidarisation (*sic*), non pas avec la lutte des ouvriers du P.O.U.M. mais avec la politique de sa direction, me paraît non seulement une faute, mais encore un crime contre lequel je protesterai publiquement de toutes mes forces. L'article que vous reproduisez est faux d'un bout à l'autre et sa manière d'être faux est extrêmement révélatrice pour la politique équivoque et ambiguë de Nin et Cie. Ils mènent une polémique contre « l'antifascisme petit-bourgeois » et le programme d'une « néo-république bourgeoise ». Mais comment et pourquoi Nin est-il devenu ministre de cette « néo-république bourgeoise » ? Est-ce qu'il a reconnu ouvertement sa faute, qui était, à vrai dire, une trahison ? Comment peut-on combattre la république bourgeoise en étant dans son gouvernement ? Comment peut-on mobiliser les ouvriers pour renverser l'Etat bourgeois en se présentant en même temps en prêtre de la « justice » bourgeoise ? Prend-on les choses au sérieux ou se moque-t-on du programme et des idées du prolétariat ?

L'article est faux d'un bout à l'autre. Il parle des « chefs de la petite bourgeoisie » qui ont « grandi par la disparition du capitalisme monopolisateur » (*sic*) : la fonction d'Azaña, de Companys (2), etc. est tout à fait faussement caractérisée. Ces

(1) Lettre à la rédaction de *La Lutte ouvrière* belge (T 4131), avec la permission de la Houghton Library. Dictée en français à Jean van Heijenoort.

(2) Manuel Azaña y Díaz (1880-1940), chef de file des républicains espagnols, avait été chef du gouvernement au début de la République, puis au début de 1936 avant d'être élu Président de la République par la majorité Front

messieurs ne sont pas la petite bourgeoisie. La vraie petite bourgeoisie ruinée, déclassée, c'est la paysannerie, l'artisanat, les employés. Azaña et ses semblables sont des exploiters politiques de la petite bourgeoisie dans l'intérêt de la grande. Ils restent dans le camp des masses populaires en tant qu'épouvantails à moineaux. Et les moineaux, ce sont les chefs socialistes, réformistes, et, hélas, aussi poumistes. Ils n'osent pas toucher à la propriété privée et s'abaissent même jusqu'au rôle de défenseurs de la « justice » basée sur la propriété privée. Voilà la vérité, et tout le reste n'est que mensonge. Le « capitalisme monopolisateur » fait le mort jusqu'à la victoire de Franco, Azaña et Companys expédient ses affaires par intérim et *La Batalla* dit qu'on ne peut expédier ses affaires « sans le P.O.U.M. ni contre le P.O.U.M. ».

Tout est faux dans l'article, la rétrospection (*sic*) comme la perspective. La « cohabitation » (c'est-à-dire la collaboration de classes, s'il vous plaît) n'aurait été possible que « grâce à la guerre contre le fascisme » (3) ? Mais cette cohabitation, c'est-à-dire la collaboration du P.O.U.M. avec les chefs de la néo-république bourgeoise, a terriblement paralysé l'élan des ouvriers et des paysans et accumulé défaites sur défaites. On ne dit rien de cela. On ajoute en contrebande : « Mais aujourd'hui, même la conduite de la guerre civile oblige (qui ?) à décider le chemin qui sera emprunté. » Pourquoi « aujourd'hui » ? Parce que la politique d'hier a mené au bord de l'abîme ? Et, même au bord de l'abîme, le P.O.U.M. continue à faire des sermons aux chefs traîtres au lieu de dresser les masses armées contre lui. C'est ici que commence le bolchevisme. Au lieu de jouer le rôle vaudevillesque de ministre de la néo-république bourgeoise, il eût fallu, courageusement, ouvertement, mobiliser les ouvriers pour chasser les ministres bourgeois et pour pouvoir remplacer les ministres socialistes et stalinistes. Au lieu de ce travail implacable, dans les masses et pour les masses, on écrit des articles ambigus sur la nécessité de se décider pour l'Etat ouvrier.

« Poursuivre la guerre, c'est assurer la collectivisation et la socialisation. » On fait des syllogismes abstraits pour couvrir le manque de courage révolutionnaire. Poursuivre la guerre sans la

populaire des Cortes. Luis Companys y Jover (1883-1940), leader des nationalistes catalans était le président de la Généralité de Catalogne.

(3) La phrase incriminée ici est la suivante : « La cohabitation, pendant cette longue période, de l'antifascisme le plus primitif, comme le plus petit-bourgeois, avec les désirs prolétariens de prise du pouvoir, fut possible (...) grâce à la guerre contre le fascisme espagnol et étranger, mais seulement grâce à cela. »

collectivisation et la socialisation, c'est la défaite. Pour assurer la victoire, il faut chasser les bourgeois et mettre les chefs traîtres au pied du mur par la pression directe des masses armées. Le syllogisme abstrait ne suffit pas. Il faut de l'action. Mais c'est précisément là que Nin, ce Martov espagnol, capitule.

« Les prolétaires de Catalogne ont en main une forte industrie de guerre qui place le gouvernement de la République dans un état de vassalité (!) pour les besoins de la guerre. » L'état de vassalité, c'est l'état des chefs du P.O.U.M. envers le gouvernement de la néo-république bourgeoise. Voilà la vérité. Si cette politique continue, les prolétaires de Catalogne seront victimes d'une catastrophe terrible et comparable à celle de la Commune de Paris de 1871 (4).

Pendant six ans, Nin n'a fait que des fautes. Il flirtait avec les idées et s'esquivaient devant les difficultés, il remplaçait la lutte par de petites combinaisons. Il a entravé la lutte pour un parti révolutionnaire en Espagne. Tous ces chefs, qui l'ont suivi, partagent la même responsabilité. On a tout fait pendant six ans pour vouer cet énergique prolétariat héroïque d'Espagne à la plus terrible des défaites et, malgré tout, l'ambiguïté continue. On ne rompt pas le cercle vicieux. On ne dresse pas les masses contre la république bourgeoise. On s'en accommode, et, en revanche, on écrit de temps en temps des articles... sur la révolution prolétarienne. Quelle misère ! Et vous reproduisez cela avec votre approbation au lieu de fustiger les mencheviks traîtres qui se couvrent de formules quasi bolcheviques.

Qu'on ne me dise pas que les ouvriers du P.O.U.M. luttent héroïquement, etc. Je le sais aussi bien que d'autres. Mais c'est précisément leur lutte et leur sacrifice qui nous forcent à dire la vérité et rien que la vérité. A bas la diplomatie, le flirt et l'équivoque ! Il faut savoir dire les vérités les plus amères quand le sort d'une guerre et d'une révolution en dépend. Nous n'avons rien de commun avec la politique de Nin ni avec tous ceux qui la protègent, la camouflent ou la défendent (5).

(4) C'est la première fois que Trotsky évoque l'hypothèse d'un isolement et d'une défaite de la Catalogne ouvrière — isolée.

(5) La lettre est destinée à publication : c'est donc une déclaration de guerre aux partisans de Vereeken dans le P.S.R., à Sneevliet et aux dirigeants du R.S.A.P., à Victor Serge, bref à tous les « avocats » du P.O.U.M.

[COMPRÉHENSION] (1)

(26 mars 1937)

Cher Camarade Cannon,

Je comprends très bien que vous êtes maintenant extrêmement occupé. Je n'insiste d'aucune façon pour avoir de longues lettres (2), etc. Ici aussi nous travaillons dur pour préparer les documents en vue de la session de la commission d'enquête. Natalia et moi nous réjouissons d'avance de votre arrivée au Mexique. Mes salutations les plus chaleureuses et les plus amicales à vous et à Rose.

Votre vieux.

(1) Lettre à James P. Cannon (7498), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Cannon utilisera cette compréhension : le catalogue de la Houghton Library ne comporte aucune lettre de lui à Trotsky entre le 22 mars et le 24 août 1937.

[PLUS D'ATTENTION !] (1)

(26 mars 1937)

Cher Camarade Rous (2)

J'ai été bien heureux de recevoir de vos nouvelles. J'espère que ce ne sont pas les dernières.

On se réjouit de vos succès. D'un autre côté, on s'étonne que vous ayez les mêmes difficultés financières qu'auparavant. On se dit : il y a quelque chose qui ne va pas dans le mécanisme d'organisation. La même chose pour le comité. Les Américains ont les plus grandes dépenses, surtout en liaison avec la commission d'investigation (3), et l'Europe tout entière ne peut pas couvrir les dépenses minimales qui lui incombent.

La question de mon attitude envers la défense de l'U.R.S.S., le fascisme allemand, et ses coreligionnaires en France est d'une très grande importance pour l'investigation. Les camarades français sont peut-être les plus qualifiés pour donner là-dessus leurs dépositions et présenter une certaine documentation.

(1) Lettre à Jean Rous (9968) en français, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Jean Rous (né en 1908), avocat, membre de la S.F.I.O. en 1928, avait milité dans le mouvement Amsterdam-Pleyel et rejoint la Ligue communiste en 1934 au moment de l'entrée de cette dernière dans le parti socialiste. Elu membre du C.C. du G.B.L., il fut également le représentant de la tendance B.L. à la C.A.P. de la S.F.I.O. en 1935. Il était également membre du S.I. Exclu de la S.F.I.O. en 1935, il avait animé le « groupe-tampon » entre Naville et Molinier dans la crise du G.B.L., et était l'un des principaux dirigeants du P.O.I.

(3) Le Comité américain comptait dans ses rangs quelques-uns des intellectuels les plus connus des Etats-Unis et certains, aux revenus importants, étaient particulièrement généreux. Selon Alan Wald, le travail du comité fut rendu possible par un don initial de 5000 dollars, auquel Herbert Solow décida Margaret De Silver. Margaret De Silver (1890-1962) était la veuve d'Albert De Silver, fondateur de l'American Civil Liberties Union. Fort riche, elle tenait un salon où se retrouvaient régulièrement John Dos Passos, Edmund Wilson et son compagnon, l'anarchiste italien de New York Carlo Tresca.

Pourquoi Craipeau (4) ne pourrait-il pas faire cet exposé, se basant non seulement sur des citations, mais aussi sur nos discussions personnelles ? Il aurait même la possibilité de m'accuser en passant d'inconséquence et de timidité dans la question de la défense de l'U.R.S.S. ! Tant pis ! Lastérade (5) pourrait le faire avec beaucoup plus de vigueur en invoquant mon attitude « défensiste » comme l'une des causes les plus décisives de notre séparation. Il faudrait distribuer les questions parmi les camarades les plus compétents et les plus engagés dans la matière, et donner aussi tôt que possible des dépositions ou des aide-mémoire à la commission d'investigation. Les dossiers avec ma correspondance française ne sont pas ici. Je n'entends malheureusement rien de Paris, à ce sujet, malgré mes appels réitérés. Peut-être les camarades intéressés ont-ils gardé mes lettres et pourraient-ils en donner les copies et les citations les plus caractéristiques.

Je me souviens bien que j'ai maintes fois prévenu les camarades français *contre les provocations et les amalgames qui nous menaçaient de la part de Staline*. Il y a de la part de certains camarades français un certain manque d'attention dans cette question. Je les critiquais, je cherchais à les persuader, à les gagner à mon appréciation, etc., etc. Toutes les lettres respectives seraient bien précieuses, surtout encadrées dans un exposé des circonstances qui les avaient provoquées. Les dépositions reçues sont pour la plupart très négligées. Concernant mon séjour à Saint-Palais, on raconte seulement sa propre visite au mois d'août et de septembre sans expliquer le fait fondamental qu'on fut obligé d'établir, dès la fin juillet, un certain programme de visites, précisément parce que je n'avais pas été à Paris et n'avais pu y aller. Les camarades qui ont été au courant de notre

(4) Yvan Craipeau (né en 1913) avait rejoint la Ligue communiste peu avant de fonder les J.C. en Vendée. Dirigeant des Jeunesses léninistes dans le début des années trente, il avait été ensuite le principal dirigeant des J.S. de Seine-et-Oise. Après son exclusion de la S.F.I.O., il était demeuré dirigeant de la J.S.R. en même temps que du G.B.L. puis du P.O.I. Il avait de tout temps été en désaccord avec l'analyse de Trotsky sur la nature de classe de l'Union soviétique et avait mené avec lui à ce sujet des discussions personnelles pendant le séjour qu'il avait fait à Saint-Palais pendant un mois en 1933.

(5) Jean Lastérade de Chavigny (né en 1910), étudiant en médecine, avait été recruté par Craipeau à la Ligue communiste. Il avait également séjourné à Saint-Palais auprès de Trotsky. Peu après, il avait suivi dans la scission le « groupe juif » et était devenu gérant du journal de l'Union communiste, l'*Internationale* qui critiquait vivement la position trotskyste de « défense de l'U.R.S.S. ». Lastérade était en train d'effectuer son service militaire et ne pouvait légalement témoigner. Il fit un témoignage dont Rosmer se porta garant sous le pseudonyme transparent de Laste.

voyage de Marseille à Saint-Palais au moins indirectement par R. Molinier, Lastérade, Leprince (6), L. Sedov ou autres, n'en font pas la moindre mention, et, par suite, ces dépositions perdent 99 % de leur valeur. On peut redemander aux personnes initiées des dépositions supplémentaires avec plus de précision et des détails plus amples sur les discussions politiques.

Le dernier procès, comme le procès à venir (7) sont basés sur la thèse de notre liaison, de notre fusion presque avec la droite, étant donné que, depuis 1932, les programmes étaient devenus presque identiques. Les droitiers représentent une tendance internationale. Il serait très important que quelqu'un qui soit très bien au courant de la question (Blasco (8) peut-être) fasse apparaître notre attitude envers les compagnons d'idées de Boukharine (9) : Souvarine, Tasca, Laurat, les brandlériens, le S.A.P. (10), etc.

J'envoie la copie de cette lettre aux camarades Naville et Nicolle et j'attends de tous un peu plus d'attention dans les questions sérieuses.

(6) Raymond Molinier, Lastérade, Raymond Leprince, Léon Sedov savaient tous, pour y être allés, où Trotsky s'était établi.

(7) Trotsky ne doutait pas de la proximité d'un nouveau procès qui allait être effectivement celui du « bloc » des « trotskystes et des droitiers ».

(8) Pietro Tresso, dit *Blasco* (1893-1944 ?), ouvrier tailleur, militant du P.S.I. avant-guerre, avait été avec Bordiga l'un des fondateurs du P.C.I. dans lequel il avait ultérieurement rallié Gramsci. Elu au C.C. en 1926, il avait été responsable du centre clandestin du P.C. en Italie, puis avait émigré. C'est en 1930 qu'avec ses camarades Leonetti et Ravazzoli, les « trois », il avait rompu avec le stalinisme pour fonder la N.O.I. et militer en France dans les rangs de la Ligue communiste. Ancien membre du S.I., il était en 1937, sous le nom de *Julien*, l'un des principaux dirigeants du P.O.I. Il était l'un des plus « vieux communistes » du mouvement.

(9) Nikolai I. *Boukharine* (1888-1938), ancien « communiste de gauche » était devenu le théoricien de la « droite » partisan des concessions aux koulaks et d'une industrialisation lente. Il avait été écarté de tous ses postes en 1930 et, à l'époque où Trotsky écrivait, était déjà emprisonné et soumis à la préparation de son procès.

(10) Boris Lifshitz, dit Boris *Souvarine* (né en 1893), venu du parti socialiste, avait été membre du C.D. du P.C., puis son représentant à Moscou. Exclu en 1924, il avait maintenu jusqu'en 1929 des liens avec Trotsky, puis s'était rapproché de l'Opposition de droite. Angelo *Tasca* (1892-1960) était étudiant quand il avait rejoint les J.S. italiennes. Collaborateur de Gramsci dans le premier *Ordine nuovo*, il avait été l'un des fondateurs du P.C.I., puis l'un de ses dirigeants, membre du secrétariat de 24 à 26, puis, sous le nom de *Serra*, membre du secrétariat de l'I.C. Lié à l'Opposition de droite et à Boukharine, il avait quitté l'U.R.S.S. en janvier 1929 et avait été exclu peu après. Fixé à Paris, il avait collaboré à *Monde*, puis, à partir de 1934 au *Populaire*, où il signait André *Leroux*. Lucien *Laurat* était l'un des pseudonymes d'Otton *Maschl*, dit également L. *Revo* (1898-1977), un des fondateurs du P.C. autrichien, collaborateur de l'I.C. jusqu'en 1929, réfugié à Paris, qui y militait dans la S.F.I.O. et publiait *Le Combat marxiste*. « Brandlérien » désigne les partisans de la K.P.O. de Brandler.

[QUESTIONS CONCRÈTES] (1)

(26 mars 1937)

Mon cher Shachtman,

Je suis très, très content que les relations internes soient meilleures et que vous regardiez l'avenir avec une assurance de succès.

Ici nous nous préparons activement à la prochaine session de la commission d'enquête ; j'espère que tout sera satisfaisant.

Quelques questions incomplètes et informations : d'abord, il se trouve que votre affirmation que l'hôtel Bristol a été reconstruit pendant le procès de Moscou est une erreur : un journal danois a écrit au sens purement ironique que l'hôtel avait été « reconstruit » pendant le procès. En réalité, il n'existe pas plus aujourd'hui qu'en 1932. L'information vient d'Europe. Ce serait bien que vous fassiez un rectificatif dans le *Bulletin*. Deuxièmement, vous me dites que vous avez en votre possession l'explication de Staline, Rykov et Kouibychev (2), que Trotsky, Zinoviev et Kamenev ne devaient pas être combattus en tant que Juifs, mais en tant que gens nuisibles. Serait-il possible de trouver ce document ?

Après avoir écrit mon article sur l'antisémitisme, j'ai trouvé dans mes archives deux documents très intéressants. Je compléterai cet article pour le journal juif et le publierai dans une revue anglaise ou américaine, et je l'inclurai aussi dans mon livre. Le document mentionné ci-dessus est indispensable dans ce but.

Piatakov a « avoué » qu'en 1931 il avait obtenu des fonds

(1) Lettre à Shachtman (10329), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Alexei I. Rykov (1888-1938), vieux-bolchevik, successeur de Lénine à la tête du gouvernement en 1924, avait été l'un des trois chefs historiques de la « droite ». Valerian V. Kouibychev (1888-1935), vieux-bolchevik de 1904, lié à Staline pendant la guerre civile, était entré au C.C. en 1924, au B.P. en 1927.

pour mes activités contre-révolutionnaires par certaines firmes allemandes. J'ai l'entière possibilité d'établir que dans cette période j'ai moi-même fourni, pour des entreprises révolutionnaires et pas contre-révolutionnaires, une somme de 13 à 15 000 dollars sur mes droits d'auteur. Les dépositions les plus importantes viendront de Rosmer, de sa femme Marguerite (3) et de Naville qui ont disposé de la caisse spéciale créée par mes contributions. Mais je suppose que vous connaissez aussi cette question. D'un autre côté, à cette époque ou un peu plus tard, j'ai donné à la Ligue américaine une certaine somme, distincte du « trésor » parisien. Un témoignage sur cette question de vous et de Swabeck (4) serait très nécessaire à l'enquête. Je vous prie de vous en occuper aussi vite et aussi précisément que possible.

(3) Marguerite *Thévenet* (1879-1962) était la compagne d'Alfred Rosmer, inséparable de son activité et la moitié de ce « militant à deux têtes » qu'ils constituaient ensemble.

(4) Arne *Swabeck* (né en 1890), danois d'origine, avait dirigé aux Etats-Unis la Fédération scandinave du S.P. et joué un rôle important dans la grève de Seattle en 1919. Ouvrier peintre à Chicago, il avait été l'un des fondateurs du P.C. avec une réelle influence dans l'A.F.L. Il avait rejoint l'Opposition de gauche dès 1928 et séjourné à Prinkipo en 1933.

[UNE COMPTABILITÉ UTILE] (1)

(26 mars 1937)

Chers Amis,

Je vous écris cette fois sur une question spéciale (je suis tout à fait submergé de travail par la préparation de l'investigation de la commission qui doit venir ici dans quelques jours, au commencement du mois d'avril, sous la direction du fameux philosophe américain Dewey).

Dans sa déposition au dernier procès (cf. le compte rendu « sténographique » français, p. 28), Piatakov a raconté qu'il m'avait procuré, par l'intermédiaire des maisons allemandes « Borsig » et « Demag », de l'argent pour mes « fins contre-révolutionnaires ». L. Sedov y est mêlé comme intermédiaire entre moi et les firmes allemandes. La question me paraît assez importante, car nous pouvons présenter une réfutation foudroyante. Mes « fins contre-révolutionnaires » ne pouvaient pas être autre chose que notre mouvement international : aucun des accusés n'a dit que j'aie donné de l'argent pour l'activité en U.R.S.S. Or la comptabilité du mouvement international, du point de vue qui nous intéresse, peut très bien être établie. Cela aiderait beaucoup les camarades français contre les canailleries de De Kérillis (2) et d'autres du même genre. Il me semble absolument nécessaire d'établir brièvement pour la commission d'investigation l'histoire de la caisse spéciale créée avec mes ressources littéraires et gérée communément pour vous et

(1) Lettre à Alfred et Marguerite Rosmer (9880), original en français, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Henri de Kérillis (1889-1958), ancien officier de carrière, puis directeur d'usine, était devenu le directeur de *L'Echo de Paris* et l'animateur du centre de propagande des républicains nationaux. Il était député depuis 1936 et ne reculait pas devant la reprise des calomnies anti-trotskyistes qui venaient habituellement d'ailleurs.

nous (3). J'espère bien que vous avez gardé les comptes, au moins les plus généraux. Quant à moi, je n'en possède rien, au moins ici. Il faudrait établir en premier lieu les recettes, c'est-à-dire de quels honoraires précisément il s'agissait dans chaque cas. Autant que je me souvienne, il n'y a eu que deux ou trois contributions. Il faudrait aussi énumérer les sorties pour donner à la commission la possibilité de vérifier complètement la comptabilité. Naturellement votre rapport ne sera pas destiné à la publicité mais exclusivement à la commission. Il faut essayer simultanément d'obtenir la confirmation des éditions, etc. d'où sont venues les subventions de cette caisse, pour que la balance exacte exclue toute possibilité d'autres sommes venues de... Borsig ou Demag. J'attribue une très grande importance à cette question, car nous avons ici un fait exact et non pas des divagations sans contenu.

Je crois que vous pourriez peut-être donner une déposition générale concernant, par exemple, mon attitude envers la défense de l'U.R.S.S. ou une autre question que vous pourrez choisir vous-même. Si Alfred écrit quelques belles pages dans le genre de son histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre, avec quelques illustrations documentaires et personnelles, le document ne manquera pas de produire une grande impression sur les éléments les plus sérieux dans la commission et en dehors d'elle, et le comité de New York se propose d'éditer en livre les dépositions et les documents les plus importants.

Du point de vue santé, ça va plus ou moins pour Natalia et pour moi. Quel dommage que vous soyez si loin et que le voyage coûte si cher ! L'altitude ferait du bien à Alfred et nous serions, pas nécessaire de vous le dire, bien heureux de vous voir de nouveau chez nous.

(3) Ce fonds avait été constitué en 1929 à la suite des premiers accords de Trotsky avec une agence littéraire américaine. On suivra son histoire dans la correspondance entre Trotsky et les Rosmer publiée à la N.R.F.

[AUTORISATION] (1)

(27 mars 1937)

Cher Monsieur,

J'autorise par la présente votre comité à s'adresser à M. Maxim Lieber (2), de New York, qui a été mon agent littéraire aux Etats-Unis jusqu'à une date récente et examiner en mon nom les articles et lettres qu'il a reçues de moi et de mes collaborateurs pendant les années passées.

(1) Lettre au secrétaire de l'A.C.D.L.T. (7307), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Cf. n. 3, p. 31. Lieber faisait le mort depuis le premier procès de Moscou.

[UNE ATTITUDE SURPRENANTE] (1)

(27 mars 1937)

Cher Camarade Sneevliet,

Je suis étonné de ton attitude en ce qui concerne ta déposition (2). Il s'agit pour nous d'une question de vie ou de mort. Toute déposition, même la plus mince, est de la plus haute importance, comme partie d'un tout. Une déposition émanant d'un homme ayant un nom, comme toi-même ou De Kadt ou Schmidt (3), est d'une importance encore plus considérable.

La commission américaine commence ses travaux le 4 avril. Le 7 avril, une partie de la commission se rendra auprès de L.D. pour l'interroger (4). Nous avons déjà réuni près de cinquante dépositions, même en provenance d'Amérique et des pays les plus lointains, mais de Hollande, rien. Et cela malgré mes nombreuses lettres, malgré notre télégramme. Qu'est-ce que cela signifie ? Comment devons-nous comprendre cela ?

Je te demande encore une fois *instamment* de nous envoyer les dépositions nécessaires. Comme nous l'avons déjà écrit, il faut deux exemplaires avec signature légalisée et un exemplaire non légalisé. Les exemplaires légalisés sont destinés aux Etats-Unis et au Mexique. Cela vaut pour toi et tes amis d'une part,

(1) Lettre à H. Sneevliet (10421), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Sneevliet et Trotsky se tutoyaient.

(3) Jacques *De Kadt* (né en 1894), ancien membre du P.C., s'était rallié en 1929 au parti social-démocrate néerlandais et en était sorti en 1932 avec l'O.S.P. dont il dirigeait l'aile droite et dont il fut exclu en 1935. Peter Johannes *Schmidt* (1896-1952), longtemps chef de file de la gauche social-démocrate avait pris la tête de l'O.S.P. en 1932 et s'était retrouvé — sans De Kadt, mais avec Sneevliet — à la tête du R.S.A.P. qu'il avait quitté en 1936. Trotsky voulait le témoignage de Sneevliet, de Kadt et Schmidt qui lui avaient rendu visite en 1933 à Royan, parce qu'il n'était pas en état de se rendre à Paris.

(4) L. D. désigne « Léon Davidovitch », c'est-à-dire Trotsky lui-même. Il annonce sous cette forme les sessions de Coyoacán.

pour De Kadt et Schmidt d'autre part. Nous vous avons déjà écrit plusieurs fois à ce sujet.

Nous pourrions — et souhaiterions même — nous mettre en contact directement avec De Kadt et Schmidt, cela aurait permis d'aller plus vite, mais nous n'avons pas leurs adresses. Au cas où tu ne nous enverrais pas leurs deux dépositions, transmets-nous par retour du courrier les adresses de De Kadt et Schmidt.

Même les gens comme Maxton, qui nous sont hostiles, nous ont donné leur déposition. Et Maxton, lui, n'est pas venu à Royan. Maxton indique qu'il voulait L. D. lorsqu'il était à Paris. Mais L. D. ne pouvait pas venir à Paris et, comme lui-même ne pouvait faire le voyage jusqu'à Royan, la rencontre n'a pas eu lieu (5). Vous tous, qui êtes venus à Royan, pourriez-vous en dire beaucoup plus long ? Je t'ai déjà écrit à plusieurs reprises en quoi ta déposition est importante pour nous.

J'attends ta déposition *par retour du courrier* à l'adresse que tu connais.

(5) James Maxton (1885-1946), membre de l'I.L.P. depuis 1905 et député de Glasgow depuis 1922, s'était rendu en 1933 à la conférence de Paris mais n'avait pu rencontrer Trotsky, lequel avait reçu la visite de ses camarades de parti, C.A. Smith, John Paton, Jennie Lee.

[ENCORE A PROPOS DU VOL DE PIATAKOV] (1)

(28 mars 1937)

Chers amis,

Les staliniens essaient maintenant d'obscurcir l'affaire bien claire du prétendu vol de Piatakov à Oslo. Il faut leur interdire toute échappatoire.

J'ai besoin pour cela de quelques informations supplémentaires.

1. Toute l'histoire semble avoir été construite à partir d'un voyage réel, ouvert et officiel, de Piatakov à Berlin. Piatakov donne comme date de son arrivée le 10 décembre 1935. Il ajoute cette remarque que sa photographie a été publiée dans les journaux allemands. Cela impliquait pour lui un grand risque, etc. Une tâche très importante consiste à établir sur la base des journaux allemands et russes de décembre 1935 les dates exactes de l'arrivée de Piatakov à Berlin, ainsi que son départ de Berlin pour Moscou (les deux dates peuvent être établies avec une certitude absolue à partir des *Izvestija* et de *Za Industrialisaciju*)

Peut-être trouvera-t-on dans des journaux et revues, surtout économiques, des faits plus ou moins précis sur ses rendez-vous quotidiens, ce qui démontrerait qu'il n'avait pas le temps de faire un voyage de quarante-huit heures à Oslo. Le point le plus important est cependant la durée de son séjour à Berlin.

2. Le journal de Stockholm *Dagens Nyheter* du 8 février 1937 aurait écrit que la rencontre avait eu lieu dans la ville de Knut Hamsun (2). C'est le travail de nos camarades norvégiens

(1) Lettre à des camarades américains (10968), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Knut Hamsun (1859-1952), romancier populaire norvégien, était proche de la Nasjonal Samling, l'organisation nazie de Quisling. Aucun document de Moscou ne l'avait mentionné avant à propos du voyage de Piatakov.

que de déterminer si Knut Hamsun possède une villa dans un faubourg d'Oslo, à trente minutes de l'aéroport. D'avance je ne puis qu'affirmer que Piatakov ne pouvait avoir aucune raison de cacher au tribunal le lieu de la rencontre. Pouvait-il lui même ne pas savoir dans quelle maison il s'était réuni ? Moi au moins, j'aurais dû le savoir. Et si j'ai déversé mon cœur à Piatakov à propos de mes plans et rêves les plus secrets, pourquoi lui aurais-je caché le nom du propriétaire de la villa ? En outre, n'y a-t-il pas sur la villa de Knut Hamsun un signe indiquant le nom du résident ?

3. Selon *New Masses*, le journal de Copenhague *Dagens Nyheter* a donné au monde l'information selon laquelle la rencontre aurait eu lieu dans la cabane de Konrad Knudsen (3). C'est l'idée la plus stupide qu'on puisse imaginer.

a) Piatakov a parlé d'une résidence pas mal meublée dans un faubourg d'Oslo. La cabane de Knudsen est en fait une cabane, de pas plus de 15 m² et qui, en dehors de bancs de bois et de tabourets sommaires, n'est pas « meublée » du tout.

b) Le trajet de Piatakov de l'aéroport à la villa « pas mal meublée » a pris trente minutes. Le trajet jusqu'à la cabane de Knudsen de l'aéroport aurait demandé au moins trois heures après quoi il eût été nécessaire de continuer quarante ou soixante minutes à pied. En hiver, il n'est possible de le faire qu'en skis ou en suivant quelqu'un qui ouvre la trace sur des skis.

c) Le *Dagens Nyheter* pose la question surnoise de savoir pourquoi je suis allé à cette cabane pour seulement quarante-huit heures en décembre, alors que j'étais malade. Je ne garderai pas le secret. J'étais surmené, je souffrais d'insomnie, etc. et, après une discussion familiale, nous décidâmes d'aller passer la semaine de Noël dans la cabane. Konrad Knudsen lui-même était plutôt contre, à cause des sévères conditions hivernales. Et il avait raison. Le chemin jusqu'à la cabane constitua en lui-même notre punition. Et nous fûmes réellement pris au piège, parce qu'il était impossible de quitter la cabane pour la moindre promenade à cause de la profondeur de la neige, un mètre cinquante. Pour ne pas nous geler, il nous a fallu passer tout le jour à couper du bois et alimenter le poêle de fonte. En

(3) Trotsky et Natalia, accompagnés d'Erwin Wolf et de Bognar Knudsen, étaient partis à skis séjourner dans une cabane forestière appartenant aux Knudsen et en étaient revenus deux jours après. Trotsky date ce séjour des 22 et 23 décembre, alors qu'Yngvar Ustvedt, dans *Verdensrevolusjonen på Honefoss* le place entre le 19 et le 21.

conséquence, tout à fait désespérés, nous avons tout laissé tomber au bout de vingt-quatre heures et sommes revenus à la maison de Knudsen.

d) Selon les déclarations de Piatakov, sa visite n'a pas eu lieu après le 16, 17 ou le 18 décembre (très important pour établir la date exacte du retour de Piatakov de Berlin à Moscou, parce que cette date est dissimulée dans le compte rendu officiel). Notre séjour dans la cabane, cependant, ce fut les 22 et 23 décembre, juste avant Noël. Ainsi, ça ne va pas même pour les dates.

P.S. Je n'ai pas besoin de faire de nouveau référence au fait que Piatakov n'a pas fait de voyage en avion du tout, ce qui a été établi par les faits obtenus des autorités norvégiennes.

P.P.S. Dans la déclaration du témoin Boukhartsev (4) (de qui je ne sais absolument rien), il est dit que j'envoyai mon représentant, Gustav Stirner, d'Oslo, pour mettre au point le voyage de Piatakov. J'entends ce nom pour la première fois. L'un de mes amis a-t-il entendu ce nom ? Je suppose que ce n'est pas par hasard qu'il a été introduit dans le procès. Il jouera peut-être encore un rôle dans le procès à venir des ingénieurs allemands ou celui de Boukharine-Rykov. Il serait donc important d'être informés à temps (5).

P.P.P.S. La presse stalinienne parle de deux *Dagens Nyheter*, un à Stockholm, l'autre à Copenhague. C'est peut-être aussi une falsification consciente, et peut-être qu'en réalité une seule de ces histoires a été publiée.

(4) Dimitri F. *Boukhartsev* (1898-193?) était présenté au procès comme témoin à charge ; il était en principe correspondant des *Izvestija* à Berlin. Nous ne savons rien de plus sur lui sauf qu'il figurait en 1941 sur les « listes de recherches » en U.R.S.S. distribuées aux hommes de la Gestapo à la veille de l'invasion.

(5) Il ne sera plus fait de mention de « Gustav Stirner ».

[LE DISCOURS DE STALINE] (1)

(29 mars 1937)

A l'Associated Press

Le dernier discours de Staline annonce une nouvelle campagne d'extermination contre l'Opposition (2). Les accusations moyenâgeuses des derniers procès servent de base à cette campagne. Imaginons un instant quelque chose de parfaitement impossible, qu'après la catastrophe dans l'école du Texas qui a secoué le monde entier, l'administration des Etats-Unis ait commencé une campagne contre la III^e Internationale, l'accusant d'extermination préméditée des enfants. Nous aurions là une image du caractère politique et moral de la campagne de Staline à l'intérieur de l'U.R.S.S.

Une des tâches que Staline s'est assignée, c'est d'aggraver la lutte à l'intérieur de la classe ouvrière mondiale en transportant les méthodes du G.P.U. sur l'arène internationale.

(1) Déclarations de presse à l'Associated Press (T 4133-1) et à l'United Press (T 4135-1), traduites de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Staline avait prononcé, le 3 mars 1937, devant le comité central, un discours qui venait seulement d'être publié. Il y disait notamment : « Les camarades de notre parti n'ont pas remarqué que le trotskysme a cessé d'être un courant politique dans la classe ouvrière qu'il était il y a sept ou huit ans, qu'il est devenu une bande cynique et sans principes de saboteurs, d'agents de diversion, d'espions et d'assassins agissant selon les instructions des organes d'espionnage des Etats étrangers » (*L'Humanité*, 31 mars 1937). Il développait la théorie de la résistance accrue des « restes » des classes abattues au fur et à mesure des succès « du socialisme ». Il énumérait les « réserves » des trotskystes : « La IV^e Internationale contre-révolutionnaire trotskyste composée pour les 2/3 d'espions et d'agents de diversion,... le groupe de l'aventurier Scheflo en Norvège, qui a donné l'hospitalité à l'espion en chef,... le groupe Souvarine en France,... tous ces gens d'Allemagne, ces Ruth Fischer, Maslow, Urbahns, qui sont vendus corps et âme aux fascistes..., la fameuse bande d'écrivains d'Amérique, avec le fameux filou Eastman en tête, tous ces brigands de la plume ». Sa conclusion était : « Il ne nous manque qu'une chose, la volonté d'en finir avec notre propre insouciance, avec notre propre débonnaireté (*sic*), avec notre propre myopie politique » (*L'Humanité*, 1^{er} avril 1937).

La politique de Staline fait un dommage irréparable au prestige international de l'U.R.S.S. A Berlin et à Tokio en tout cas les cercles dirigeants savent mieux que quiconque ailleurs que l'accusation de haute trahison contre les trotskystes est une complète invention. Ils peuvent en conclure que l'U.R.S.S. est faible puisque Staline a recours à des méthodes aussi inutiles. Cette conclusion est pourtant profondément erronée : la politique de Staline indique non la faiblesse de l'U.R.S.S., mais la faiblesse grandissante de la clique de Staline à l'intérieur de l'U.R.S.S.

A L'United Press

L'objectif du dernier discours de Staline est évident : détourner le mécontentement croissant des masses soviétiques à l'égard de l'arbitraire de la bureaucratie contre le « trotskysme », et détourner l'attention de la classe ouvrière mondiale des conséquences fatales de la politique du Comintern en persécutant la IV^e Internationale.

La proclamation du trotskysme comme « l'ennemi principal de l'U.R.S.S. » repose sur le principe « L'Etat, c'est moi ». En fait, le dévouement aux intérêts historiques de l'U.R.S.S. est inconcevable aujourd'hui sans opposition à l'oligarchie démoralisée.

Pendant les douze dernières années, Staline a proclamé une douzaine de fois au moins la mort du trotskysme. Sa nouvelle déclaration de guerre atteste de l'échec de sa lutte antérieure. Les choses n'iront pas mieux cette fois.

La caractérisation de la IV^e Internationale comme une bande d'espions, agents de la réaction, etc., répète mot pour mot la caractérisation par le monde entier, à commencer par la police tsariste, des bolcheviks, en particulier de Lénine et moi-même. Les injures grossières de Staline contre ses adversaires politiques sont le signe infaillible de la confusion et de l'inquiétude qui résultent de la méfiance générale vis-à-vis des procès de Moscou.

[LE PIÈGE DE LA PRÉTENDUE IMPARTIALITÉ] (1)

(29 mars 1937)

Chers Camarades,

Je ne puis vous dissimuler le fait que je suis très troublé en ce qui concerne le sort de la commission d'enquête. Il nous faut dresser objectivement un bilan du travail antérieur. L'envoi au Mexique d'une commission a été la première épreuve sérieuse. Qu'est-il arrivé ? Les amis libéraux et social-démocrates se sont montrés des couards et ont préféré rester de côté. Un seul homme des cercles libéraux a montré qu'il était un homme véritable, le vieux Dewey. Il est une exception, mais tout le travail dépend de sa personnalité : il est vieux, il peut tomber malade, etc.

Le comité cherche des gens absolument impartiaux. Si j'ai bien compris, il a trouvé que Mademoiselle LaFollette n'était pas suffisamment « impartiale ». Je ne peux comprendre ce que cela veut dire. Mademoiselle LaFollette est-elle partielle à l'égard de Hitler et du Mikado ? Je ne crois pas que ce soit le cas. Si, admettons-le, elle sympathise avec le programme de la révolution permanente, elle doit être cent fois plus hostile à toute sorte de compromis avec la réaction. Et la question à l'ordre du jour n'est pas de savoir si la théorie de la révolution permanente est bonne ou mauvaise, mais si, oui ou non, Trotsky est lié à Hitler et au Mikado.

Il est mille fois plus probable qu'un Waldo Frank est non seulement partial en faveur de Staline, mais aussi qu'il est directement lié au G.P.U. par une organisation intermédiaire ou

(1) Lettre à Cannon et Shachtman (7499), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

une autre. C'est plus probable que le fait que Stolberg (2), LaFollette et les autres soient partiaux vis-à-vis d'une alliance des trotskystes avec la réaction.

Tous les gens qui sont intelligents, pensants, actifs, ont des sympathies pour un camp ou un autre. Des gens absolument « impartiaux » ne peuvent être que des idiots, mais ils n'ont pas le moindre intérêt pour le comité.

Si la commission était composée de Dewey, Ross, le rabbin Israel (3), Waldo Frank et des gens de ce type, elle ne pourrait que craquer sous les premiers coups des événements ou des staliniens. Seuls des gens actifs, passionnés, fermes, peuvent résister aux obstacles inévitables et guider l'enquête jusqu'au bout. Mais de telles gens sont plus ou moins partiaux politiquement. La question n'est pas dans une « impartialité absolue » qui n'existe pas, mais dans l'honnêteté personnelle, le dévouement au socialisme, à la révolution.

En tout cas les staliniens diront que la commission est partielle. Leurs agents (à la Waldo Frank) le répèteront peut-être. Pour eux, l'institution la plus importante est le G.P.U ou ses annexes. Si, dans la composition de la commission, nous nous adoptons nous-mêmes au spectre de Waldo Frank, qui n'est que l'ombre de Browder (4), qui n'est que l'ombre de Vychinsky, nous nous trahissons inévitablement nous-mêmes.

La commission gagnera son affaire par son travail, par l'enquête elle-même, par la publication de documents, de témoignages, de dépositions, etc. La commission pourrait commencer comme un organisme très modeste de trois ou cinq travailleurs solides, honnêtes, avec quelques intellectuels honnêtes et compétents. Les premières publications sérieuses et ses premières conclusions influenceraient les libéraux hésitants, les sociologues, les avocats et les rabbins, mille fois plus que

(2) Benjamin *Stolberg* (1891-1951), émigré allemand, spécialiste d'économie et du mouvement ouvrier, avait collaboré à *The Nation* et rejoint très tôt le comité de défense.

(3) Edward Allsworth *Ross* (1886-1951), sociologue, professeur d'université, avait rencontré Trotsky à Pétrograd en 1917. Membre du comité de défense, il avait, comme Stolberg, accepté de faire partie de la sous-commission d'enquête. Edward L. *Israel* (1896-1941), président de la conférence des rabbins américains, membre de l'exécutif du congrès mondial juif, était le chef de file du libéralisme juif. Il appartenait à l'American League for Peace and Democracy qu'il quittait en 1937 pour protester contre l'influence du P.C. et était souvent arbitre dans les conflits du travail. Il avait rejoint le comité de défense.

(4) Earl R. *Browder* (1891-1973) était le dirigeant indiscuté du P.C. américain depuis la fin de la « troisième période ».

l'adaptation permanente de notre part aux libéraux. Avez-vous ces trois solides travailleurs, ou non ?

Je dois avouer que le fait que Pioneer Publishers n'ait vendu que 10000 exemplaires de mon discours de l'Hippodrome m'apparaît une vraie catastrophe et, en même temps, une indication objective sûre d'une orientation mauvaise. Si 99 % de nos forces étaient consacrées au travail de masse et pas à flirter avec les libéraux, il aurait été possible de mobiliser ces forces dans les jours chauds après le meeting de l'Hippodrome et de vendre 50000 exemplaires. Du point de vue du travail de masse, il est incomparablement mieux de vendre 50000 exemplaires d'un seul pamphlet que 20 pamphlets édités à 5000 chacun. Que fallait-il pour y arriver ? Une mobilisation révolutionnaire générale de tous les camarades. Mais elle n'aurait été possible que si l'attention avait été concentrée sur le travail de masse et non les manœuvres personnelles avec les libéraux.

Les faits matériels sont plus convaincants que les abstractions juridiques. Pour la commission mexicaine, vous avez maintenant Stolberg, Rühle (5), peut-être un avocat mexicain (un agent stalinien), et, dans ce cas Walker également, avec LaFollette comme secrétaire. Où sont donc les commissaires impartiaux ? Je ne vois personne, sauf Dewey (et j'ignore le degré de son « impartialité »).

La vérité est de notre côté. De l'autre, il y a les plus grands criminels de l'histoire et leurs agents ou demi-agents à la Waldo Frank. Nous commençons la campagne, mais nous sommes trop disposés à permettre à un libéral ou un Waldo Frank de dicter ses « conditions ». Lui, Waldo Frank, a exigé l' « impartialité », mais il nous faut le chasser lui-même, Frank, à coups de fouet, de derrière ce critère, car il est le lieutenant de Browder.

C'est un grand honneur pour lui d'être invité à participer à une telle enquête en dépit de son misérable passé. Nous devons, par toute notre attitude, lui montrer que ce critère d'impartialité, dicté par le G.P.U., n'est pas le nôtre. Mais, pour y parvenir, nous devons d'abord éviter le piège de la prétendue impartialité.

Chers camarades : il est possible que vous soyez de la même opinion que moi et que mes arguments ne soient pas nécessaires

(5) Otto Rühle (1874-1943) avait été le premier député social-démocrate à rejoindre Liebknecht en 1915 dans le refus de voter les crédits de guerre. Il avait été ensuite gauchiste, un des fondateurs du K.A.P.D. puis animateur du courant « anti-autoritaire ». Revenu au parti social-démocrate en 1923, il se consacra à la psychologie et à la pédagogie dont il était un spécialiste réputé. Il vivait au Mexique. Il avait accepté de participer aux travaux de la commission d'enquête.

pour vous. Mais les lettres viennent du comité et mes discussions avec Solow me démontrent que l'esprit qui prévaut dans les cercles du comité n'est pas bon, pas militant, absolument inadéquat pour la grande tâche qui est devant nous.

Il nous faut avoir le plus possible de travailleurs fermes et solides dans la commission et aussi peu que possible de libéraux douteux qui désertent à la première occasion. C'est ma ferme conviction.

P.-S. Il me semble presque incroyable que le comité cherche à avoir à tout prix Waldo Frank, mais qu'en même temps il élimine LaFollette comme partisane. L'unique façon d'être partisan que nous ne pouvons admettre est la dépendance matérielle vis-à-vis de Hitler ou du G.P.U. J'ignore si Waldo Frank dépend des Editions d'Etat soviétiques (une question très importante), mais il est clair que LaFollette ne dépend pas de la maison d'édition trotskyste.

[TOUJOURS L'HÔTEL BRISTOL] (1)

(3 avril 1937)

Cher Camarade Field (2),

L'expression dans mon discours à laquelle vous vous intéressez a été écrite à un moment où j'étais certain que toutes les dépositions américaines avaient été écrites et remises au comité. Ce n'est que plus tard que j'ai appris que deux ou trois dépositions étaient retardées. Puisque vous êtes maintenant membre du comité, vous avez l'entière possibilité d'éclaircir cette question et je suis sûr que vous l'avez déjà fait.

J'attends avec un grand intérêt votre déposition et celle de la camarade Esther (3) concernant votre séjour à l'« hôtel Bristol » qui, soit dit en passant, s'appelle le Grand Hôtel de Copenhague. Avez-vous visité la confiserie Bristol (Konditori) ? Y avait-il une porte reliant directement le magasin et l'hôtel ? Était-il possible d'entrer dans le vestibule de l'hôtel par le magasin ? « Saviez »-vous si vous viviez à l'hôtel Bristol ou dans le Grand Hôtel de Copenhague ? Une erreur était-elle possible après un séjour dans cet hôtel ? Avez-vous rencontré dans la confiserie beaucoup de trotskystes danois et étrangers ?

(1) Lettre à B. J. Field (7783), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) B. J. *Field* était le pseudonyme de Max Gould (Cf n. 5, p. 94), un économiste qui avait rendu visite à Trotsky à deux reprises à Prinkipo et avait été exclu deux fois de la section américaine. Trotsky avait besoin de son témoignage car il avait été du voyage de Copenhague.

(3) Il s'agit de la compagne de Field, Esther Gould qui l'avait accompagné dans le voyage de Copenhague.

DÉCLARATION DEVANT LA COMMISSION PRÉLIMINAIRE D'ENQUÊTE A COYOACÁN (1)

(17 avril 1937)

Il n'est pas niable que les procès Zinoviev et Piatakov ont suscité parmi les ouvriers et dans les milieux avancés du monde une très vive méfiance. Plus que jamais cependant la clarté et le sérieux convaincant des débats eussent été indispensables à la justice soviétique. Les principaux accusés étaient, comme les accusateurs, connus du monde entier. Leurs buts et leurs mobiles devaient découler de leur caractère, de leur passé, des circonstances politiques. La plupart d'entre eux ont été fusillés : il faut donc que leur culpabilité ait été irréfutablement démontrée. Or, exception faite des gens qu'un télégramme impératif de Moscou suffit toujours à convaincre, l'opinion publique des pays d'Occident a nettement refusé sa confiance aux procureurs et aux bourreaux de Staline. Loin de là. L'inquiétude et la méfiance grandissent, devenant de l'horreur et du dégoût. Nul ne pense à une erreur judiciaire. Les gouvernants de Moscou n'ont certes pas fusillé par erreur Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Piatakov, Serebriakov et tant d'autres (2). La méfiance envers la justice du procureur Vychinsky signifie que l'on suspecte Staline d'avoir organisé, à des fins politiques, une imposture judiciaire. Aucune autre interprétation n'est possible.

L'opinion publique ne serait-elle pas émue par des sympathies préconçues en faveur des accusés ? Cet argument a été évoqué plus d'une fois à propos de Francisco Ferrer en Espagne, de Sacco et Vanzetti ou de Mooney en Amérique (3). Il ne

(1) Déposition de Trotsky devant la commission d'enquête à Coyoacán. La traduction française est de Victor Serge (*Les Crimes de Staline*, pp. 173-334).

(2) Léonid P. *Sérébriakov* (1890-1937), bolchevik de 1905, délégué à la conférence de Prague de 1912, maintes fois arrêté, secrétaire du parti en 1920-21, avait fait partie de l'Opposition de gauche jusqu'à sa capitulation en 1929. Condamné à mort au procès des dix-sept, il avait été exécuté.

(3) Francisco *Ferrer* Guardia (1859-1909), pédagogue libertaire, apôtre de l'école nouvelle, avait été fusillé après la grève générale de 1909 et fut

saurait jouer en ce qui concerne les accusés de Moscou. Il faut le dire nettement, l'opinion la plus éclairée n'avait plus ni confiance ni estime pour les principaux d'entre eux, en raison de leurs nombreuses abjurations antérieures et plus encore de leur attitude devant les juges. L'accusation les présentait, avec leur propre concours, non comme des capitulards, mais comme des « trotskystes » camouflés en capitulards. Cette caractéristique, dans la mesure où elle fut admise, ne pouvait prédisposer en leur faveur. Enfin, le « trotskysme » lui-même n'est en ce moment au sein du mouvement ouvrier qu'une petite minorité en lutte contre tous les autres partis ou courants.

La situation des accusateurs était infiniment plus avantageuse. Derrière eux, l'U.R.S.S. Les progrès de la réaction dans le monde, surtout sous ses formes les plus barbares, le fascisme, ont orienté les sympathies des milieux démocratiques même très modérés vers l'U.R.S.S. Sympathies d'ailleurs sommaires. Mais c'est justement pourquoi les amis officiels et officieux de l'U.R.S.S. ne sont pas, en règle générale, enclins à examiner les contradictions intérieures du régime soviétique, prêts au contraire à considérer d'avance toute opposition aux dirigeants de Moscou comme un concours volontaire ou involontaire à la réaction mondiale. Tenons également compte des relations diplomatiques et militaires de l'U.R.S.S., considérées dans leur contexte international ; les sentiments nationaux et patriotiques prédisposent dans divers pays (la France, la Tchécoslovaquie et, dans une moindre mesure l'Angleterre, les Etats-Unis) les masses démocratiques en faveur du gouvernement soviétique, antagoniste de l'Allemagne et du Japon. Il est superflu de rappeler que Moscou dispose en outre de puissants moyens pondérables et impondérables pour influencer l'opinion des couches les plus différentes de la société... L'agitation faite autour de la nouvelle Constitution soviétique, « la plus démocratique du monde », ne s'est pas fortuitement déployée à la veille du procès ; et elle a réchauffé les sympathies. Le gouvernement soviétique bénéficiait par avance d'une immense supériorité de

officiellement réhabilité dès 1912. Nicola *Sacco* (1891-1927) et Bartolomeo *Vanzetti* (1888-1927), ouvriers anarchistes italiens émigrés, avaient été condamnés à mort pour vol à main armée et meurtre dans une atmosphère hystérique de « chasse aux rouges ». Ils furent exécutés sept ans plus tard en dépit d'une campagne mondiale (ils sont aujourd'hui réhabilités). Tom *Mooney* (1882-1942) militant ouvrier, avait été condamné en 1916 pour un attentat qui avait fait neuf victimes, et protestait de son innocence. Sa condamnation à mort fut commuée en détention à vie. Il fut finalement libéré en 1939.

crédit. Les accusateurs allaient néanmoins échouer dans leur tentative de convaincre une opinion étrangère abordée par surprise. Les procès ont sensiblement amoindri l'autorité du gouvernement de l'U.R.S.S. Des adversaires résolus du « trotskysme », des alliés de Moscou et même de nombreux amis traditionnels de la bureaucratie soviétique ont réclamé la contre-épreuve. Rappelons l'initiative de l'Internationale Socialiste et de l'Internationale Syndicale en août 1936. La réponse du Kremlin, d'une grossièreté sans exemple, fut un signe de profond désappointement. On avait compté sur une victoire complète. Friedrich Adler (4), secrétaire de l'I.O.S. et dès lors adversaire irrécyclable du « trotskysme », compara les procès de Moscou à des procès en sorcellerie. Otto Bauer, théoricien réformiste qui s'est cru en droit d'affirmer dans la presse que Trotsky spéculait sur la future guerre (affirmation à la fois inexacte et dénuée de sens !) a dû, en dépit de ses sympathies pour la bureaucratie soviétique, convenir que les procès de Moscou sont des impostures judiciaires. Le *New York Times*, extrêmement prudent et fort éloigné du trotskysme, a conclu en ces termes :

« C'est à Staline de prouver la culpabilité de Trotsky et non à Trotsky d'établir son innocence. » Petite phrase lapidaire qui réduit à néant le pouvoir persuasif des procédures judiciaires de Moscou.

Si les considérations diplomatiques, patriotiques et « anti-fascistes » ne s'y opposaient, la méfiance envers les procureurs de Moscou se fût exprimée plus ouvertement et plus brutalement encore. Un exemple secondaire, hautement édifiant, l'attestera. Paru en octobre dernier à Paris, mon livre *La Révolution trahie*, sortait des presses à New York il y a quelques semaines. Pas un des critiques qui en ont parlé, — et ce sont presque tous des adversaires, — à commencer par M. Caillaux (5), n'a rappelé que l'auteur a été « convaincu » d'intelligences avec le fascisme et l'impérialisme japonais contre la France et les Etats-Unis. Personne, absolument personne ne croit devoir confronter mon argumentation politique avec les accusations du Kremlin. Comme s'il n'y avait eu à Moscou ni procès ni exécutions ! Ce seul fait, pour peu que l'on y réfléchisse, prouve que ceux qui

(4) Friedrich Adler (1879-1960), ancien secrétaire du parti social-démocrate autrichien qui avait abattu le premier ministre de son pays pendant la guerre, était secrétaire de la II^e Internationale depuis 1923.

(5) L'ancien ministre français Joseph Caillaux (1863-1944) avait rendu compte de *La Révolution trahie* avec beaucoup de respect dans *La République* du 13 novembre 1936 sous le titre « Messianisme ».

pensent, et même dans un pays aussi sensible et intéressé que la France, loin de s'assimiler des accusations monstrueuses, les ont vomies, sans dissimuler leur écœurement.

Nous ne pouvons malheureusement pas dire ce que pense et ressent la population opprimée de l'U.R.S.S. Mais partout ailleurs les masses laborieuses sont prises d'un tragique désarroi qui empoisonne leur pensée et paralyse leur volonté. Ou toute la vieille génération des dirigeants du bolchevisme, à l'exception d'un seul, a trahi, passant du socialisme au fascisme, — ou les gouvernants actuels de l'U.R.S.S. ont organisé contre les bâtisseurs du parti bolchévique et de l'Etat soviétique une comédie judiciaire à base de faux. La question ne se pose pas autrement : ou le bureau politique de Lénine était formé de traîtres ou celui de Staline est formé de faussaires. Pas de troisième possibilité. Et c'est justement pourquoi l'opinion avancée ne peut pas, sans commettre une sorte de suicide, éluder le problème et le devoir de le faire comprendre aux masses.

L'ENQUÊTE EST-ELLE POSSIBLE AU POINT DE VUE POLITIQUE ?

L'objection est souvent faite de source officieuse que le travail d'une commission d'enquête pourrait porter à l'U.R.S.S. un préjudice politique et faire le jeu du fascisme. Cette objection unit, pour m'exprimer par euphémisme, la stupidité à l'hypocrisie. Si l'on admet un instant que les accusations sont fondées et que des dizaines d'hommes n'ont pas été fusillés pour rien, le gouvernement puissant qui les a exécutés peut sans peine ouvrir ses dossiers d'instruction, combler les lacunes des comptes rendus, dissiper les doutes, effacer les contradictions. En ce cas, la contre-épreuve ne peut qu'accroître son autorité.

Mais que faire si l'on découvre le faux manifeste de l'accusation ? Ne conviendra-t-il pas d'éviter alors, par prudence politique, une enquête risquée ? Cette crainte, rarement exprimée tout haut et sans réticence, se fonde sur l'arrière-pensée pusillanime que les forces de la réaction ne peuvent être combattues qu'à l'aide de fictions, de mirages et de mensonges. Le meilleur moyen d'éviter le mal serait de ne point le nommer. Si le gouvernement soviétique actuel est capable de recourir à de sanglantes mises en scène judiciaires pour tromper son propre peuple, il ne peut pas être l'allié de la classe ouvrière mondiale dans sa lutte contre la réaction. A la première grande secousse

historique, son inconsistance intérieure devra se manifester. Plus tôt l'abcès sera crevé, plus vite se produira la crise inévitable et plus il y a de chances que les forces vives de l'organisme sauront la surmonter. Fermer les yeux sur le mal, c'est au contraire le refouler aux profondeurs de l'organisme et préparer une vaste catastrophe historique.

Staline commença par rendre un service inappréciable à Hitler en lançant la théorie et la pratique du « social-fascisme » (6). Il lui a rendu un deuxième service en ordonnant les procès de Moscou. Ces procès où l'on a foulé aux pieds et couvert de boue les plus hautes valeurs morales ne pourront plus être rayés de la conscience de l'humanité. On ne peut aider les masses à cicatriser leurs plaies qu'en faisant la pleine lumière, par la vérité tout entière.

La résistance de certains « amis de l'U.R.S.S. » à l'enquête, résistance scandaleuse par elle-même, dérive du fait que les défenseurs les plus zélés de la justice moscovite n'ont pas d'assurance intérieure. Leurs craintes secrètes, ils les déguisent sous des arguments tout à fait insuffisants et même indignes. L'enquête, disent-ils, serait « une intervention dans les affaires de l'U.R.S.S. » ! Comme si la classe ouvrière de tous les pays n'avait pas le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de l'U.R.S.S. ! L'Internationale Communiste continue à répéter que « l'U.R.S.S. est la patrie de tous les travailleurs ». Etrange patrie à la destinée de laquelle il serait interdit de s'intéresser ! Si les masses ouvrières perdent confiance en leurs chefs, ceux-ci sont tenus de leur fournir la documentation et les explications nécessaires au contrôle de leurs actes. Les procureurs, les juges, les membres du bureau politique de l'U.R.S.S. ne sauraient faire exception à cette règle élémentaire. Quiconque entend se placer au-dessus de la démocratie ouvrière la trahit par là même.

Il convient d'ajouter que, d'un point de vue purement formel, il ne s'agit pas d'une affaire « intérieure » à l'U.R.S.S. Il y a déjà cinq ans que la bureaucratie moscovite m'a mis, ainsi que ma femme et mon fils aîné, hors la nationalité soviétique. Elle a dès lors perdu tout droit à notre égard. Privés de la protection

(6) Pendant la période précédant la prise du pouvoir par les bandes nazies, les staliniens, à la suite de Staline, n'avaient cessé d'expliquer dans tous les pays que la social-démocratie se « fascisait » inéluctablement et qu'elle était devenue « social-fascisme », c'est-à-dire rigoureusement équivalente au fascisme. Une telle politique rendait évidemment impossible la réalisation d'un front unique entre socialistes et communistes et frayait la voie à Hitler.

d'une patrie, nous nous mettons sous la protection de l'opinion publique du monde.

L'EXPERTISE DU PROFESSEUR CHARLES BEARD

Dans sa réponse du 19 mars 1937 à M. Novack, secrétaire du Comité d'enquête de New York, M. Charles Beard (7) motive son refus de participer aux travaux de la Commission internationale d'enquête par des considérations de principe présentant un grand intérêt par elles-mêmes, indépendamment du concours ou du refus de l'éminent historien.

Nous apprenons tout d'abord que M. Beard a « étudié avec attention un grand nombre de documents se rapportant à cette affaire, y compris le compte rendu officiel ». Le poids d'une déclaration de ce genre faite par un savant qui sait fort bien ce que c'est que l'« étude attentive », n'a pas besoin d'être souligné. Sous une forme très réservée, mais aussi très claire, M. Charles Beard nous livre « certaines conclusions » auxquelles il est arrivé en étudiant la question. Tout d'abord, il constate que l'accusation contre Trotsky repose « exclusivement sur des aveux ». « L'étude prolongée des problèmes historiques m'a appris que les aveux, même quand ils sont volontaires, ne valent pas des preuves positives. » Le mot *même* montre que le libre arbitre des accusés de Moscou n'est pas indiscutable aux yeux de l'historien. M. Beard cite, à titre d'exemple d'aveux faux, ceux — devenus classiques — des procès de l'Inquisition ; les superstitions les plus ténébreuses se manifestaient en même temps. La seule coïncidence de cette remarque avec celles de Friedrich Adler est éloquente. M. Beard considère comme équitable de me faire bénéficier de la règle du droit américain qui veut que l'accusé soit reconnu non coupable si des preuves objectives, ne laissant pas place à un doute rationnel, n'ont pas été produites contre lui. « Enfin, écrit l'historien, il est presque impossible,

(7) Charles Austin *Beard* (1874-1948), historien et politologue, avait enseigné dans les universités d'Indiana, puis Columbia, de 1907 à 1917. Il jouissait d'une grande réputation d'intégrité et avait initialement appuyé les efforts du comité de défense. Mais il avait en définitive refusé d'y consacrer une partie de son temps de chercheur parce qu'il ne croyait pas possible de mener une contre-enquête efficace dans de telles conditions (Kirker & Wilkins, « Beard, Becker and the Trotsky Inquiry », *American Quarterly*, XIII, hiver 1961). Trotsky avait regretté cette défection car la présence d'un historien de cet envergure eût été un sérieux atout.

sinon tout à fait impossible de démontrer en pareil cas une proposition négative, à savoir que M. Trotsky n'a pas entretenu les relations clandestines dont on l'accuse. Vieux révolutionnaire expérimenté, il n'eût pas conservé de documents compromettants sur ces affaires, s'il s'en était occupé. Personne au monde ne pourrait d'ailleurs prouver qu'il n'y fût point mêlé, puisqu'il ne s'est pas trouvé détenu pendant toute la période à laquelle se rapporte l'accusation. A mon avis, M. Trotsky n'est pas tenu à l'impossible, c'est-à-dire à fournir des preuves positives d'un fait négatif. C'est aux accusateurs d'apporter quelque chose de plus que des aveux, en d'autres termes des preuves d'actions manifestes et spécifiques confirmant les aveux. »

Ces conclusions sont extrêmement importantes parce qu'elles impliquent une appréciation impitoyable sur la justice moscovite. Si des aveux d'une liberté douteuse, non confirmés par des preuves, sont insuffisants contre moi, ils le sont aussi contre les autres accusés. De l'avis de M. Beard, on a donc fusillé à Moscou des dizaines d'innocents ou d'accusés dont la culpabilité n'a pas été prouvée. MM. les bourreaux doivent se résigner à ce jugement formulé par un observateur consciencieux après « étude attentive » de la question.

Je dois pourtant dire que les arguments de M. Beard ne justifient nullement à mes yeux sa conclusion formelle : le refus de participer à l'enquête. A la vérité, l'opinion se demande avant toute chose si l'accusation est prouvée ou non ? La Commission d'enquête qui s'est instituée à New York cherche précisément à trancher la question. M. Beard nous dit : je suis arrivé à conclure que l'accusation n'est pas prouvée, c'est pourquoi je refuse de participer aux travaux de la commission. Une conclusion plus juste, me semble-t-il, serait celle-ci : je collaborerai avec la commission pour la convaincre à mon tour. Il est évident que la conclusion collective d'une commission comprenant les représentants de diverses activités sociales et spirituelles aura pour l'opinion une portée plus grande que l'avis d'une seule personne, même jouissant d'une grande autorité.

Les conclusions de M. Beard, quelle que soit leur importance, présentent une lacune matérielle. Il ne s'agit pas de savoir si les accusations dont je suis l'objet sont prouvées ou non. On a fusillé des dizaines d'hommes à Moscou. D'autres attendent le même sort. Des centaines et des milliers d'hommes sont accusés indirectement ou calomniés dans le monde entier. Et tout ceci se fonde sur les aveux que M. Beard est bien obligé de comparer à ceux des victimes de l'Inquisition. La question capitale doit dès

lors être formulée en ces termes : qui organise ces procès inquisitoriaux et ces croisades de la calomnie, qui, pour quelles raisons et à quelles fins ? Des centaines de milliers de personnes sont convaincues et des millions pressentent que ces procès reposent sur des falsifications systématiques commandées à des fins politiques définies. C'est cette accusation que j'espère prouver devant la commission. Il n'est donc pas uniquement question d'un fait négatif, la non-participation de Trotsky au complot, mais aussi d'un fait positif qui est l'organisation, par Staline, du plus grand faux de l'Histoire.

Je ne puis pas non plus, sur les « faits négatifs », souscrire au jugement trop catégorique de M. Beard. M. Beard pense que, révolutionnaire expérimenté, je n'aurais pas conservé de documents compromettants. C'est fort juste. Mais je n'aurais pas écrit, par ailleurs, aux conspirateurs les lettres les moins circonspectes et les plus compromettantes. Je n'aurais pas initié de jeunes inconnus à mes desseins les plus secrets ; je ne leur aurais pas confié, dès la première entrevue, les missions terroristes les plus importantes. Du moment que M. Beard m'accorde un certain crédit de conspirateur, il me devient possible de discréditer les aveux qui me font un rôle de conspirateur d'opérette, surtout préoccupé d'assurer au procureur futur le plus grand nombre de témoins contre lui-même. Ce raisonnement s'applique aussi à Zinoviev et Kamenev qui élargissent sans besoin ni raison le cercle des initiés. Leur imprudence flagrante est manifestement préméditée. Et l'accusation ne recueille néanmoins aucune preuve ! Tout se construit sur des conversations ou plus exactement sur des souvenirs de prétendus entretiens. L'absence de preuves, je ne cesserai pas de le répéter, annule l'accusation et devient accablante pour les accusateurs.

J'ai cependant des preuves plus directes et tout à fait positives du « fait négatif ». Le cas n'est pas si rare en jurisprudence. Il est évidemment malaisé de prouver qu'en huit années de bannissement je n'ai jamais eu, nulle part, d'entretien secret en vue d'un complot contre le pouvoir des soviets. Mais le problème n'est pas posé en ces termes. Les témoins décisifs de l'accusation sont dans la nécessité de dire où et quand ils ont eu des entretiens avec moi. Les conditions particulières dans lesquelles je suis placé (surveillance policière, présence constante d'amis veillant à ma sécurité, correspondance quotidienne) me permettent de prouver irréfutablement que je ne pouvais pas être à tel endroit, à tel moment... Cette preuve positive d'un fait négatif s'appelle en termes de droit un alibi.

Il va de soi que si je commettais des crimes, je n'en garderais pas la liste dans mes papiers. Ceux-ci présentent de l'intérêt non à cause de ce qu'on n'y trouve pas, mais à cause de ce qu'on y trouve. La connaissance du train quotidien de mon activité pratique et intellectuelle pendant neuf ans suffit tout à fait à démontrer un « fait négatif » : c'est que je n'ai pas pu agir contre mes convictions, mes intérêts, ma nature.

D'UNE EXPERTISE « PUREMENT JURIDIQUE »

Les agents du gouvernement soviétique se rendent parfaitement compte qu'ils ne sauraient se passer d'expertises autorisées confirmant les verdicts de Moscou. L'avocat anglais Pritt fut à cette fin invité au premier procès ; au deuxième, ce fut un autre avocat britannique, Dudley Collard (8). A Paris, trois avocats obscurs mais profondément dévoués au G.P.U. tentèrent de mettre à profit à même fin la firme *Association juridique internationale*. M. Rosenmark rédigea, d'accord avec la légation soviétique, sous l'égide de la Ligue des Droits de l'Homme, un rapport aussi favorable à l'accusation que plein d'ignorance. Au Mexique, les « Amis de l'U.R.S.S. » invitèrent non sans arrière-pensée le « Front des avocats socialistes » à étudier sous l'angle du droit les procès de Moscou. Des démarches analogues sont en cours aux Etats-Unis. Le Commissariat de la Justice de Moscou a publié en langues étrangères un compte rendu « sténographique » du deuxième procès de Moscou pour faire attester avec plus de facilité par les juristes compétents que les victimes de l'Inquisition ont été fusillées en parfaite conformité avec les règles édictées par les inquisiteurs.

A la vérité, l'attestation purement formelle de la stricte observance de la procédure et des rites est d'une valeur à peu près nulle. L'important c'est la préparation matérielle du procès et les débats. Il est vrai que même en faisant abstraction des facteurs décisifs situés en dehors de l'enceinte du tribunal, on est bien obligé de reconnaître dans les procès de Moscou une véritable dérision de toute justice. Dans la vingtième année de la révolution, l'instruction est absolument secrète. Toute la vieille génération bolchevique est jugée par un tribunal formé de trois militaires sans visages. Un procureur qui fut toute sa vie — et

(8) Dudley Collard (1907-1963), également avocat et compagnon de route avait publié sur le procès Piatakov-Radek un livre qui fut préfacé par Pritt...

demeure — l'ennemi politique des accusés, dirige le procès. La défense est écartée et les débats n'ont aucun caractère contradictoire. Les pièces à conviction ne sont pas soumises au tribunal : on en parle, mais il n'y en a pas. Les témoins mentionnés par le procureur ou par les accusés ne sont pas interrogés. De nombreux accusés dont il a été question à l'instruction font défaut, pour des raisons inconnues, sur le banc des accusés. Deux des principaux accusés, se trouvant à l'étranger, ne sont même pas informés du procès qui leur est intenté et, de même que les témoins résidant à l'étranger, se voient ôter toute possibilité de contribuer à la recherche de la vérité. Le dialogue est exclusivement basé sur un jeu convenu de questions et de réponses. Le procureur s'abstient de poser aux accusés des questions concrètes qui pourraient les embarrasser et faire ressortir l'inconsistance matérielle de leurs aveux. Le président seconde avec respect l'œuvre du procureur. Le compte rendu « sténographique » fait puissamment ressortir les silences du procureur et des juges. Ajoutons que, sous le rapport de l'authenticité, ce compte rendu ne nous inspire pas la moindre confiance.

Mais quelle que soit l'importance de ces considérations en elles-mêmes — et elles ouvrent de vastes horizons à l'analyse juridique, — elles demeurent secondaires, car elles concernent la *forme* de l'imposture et non *le fond*. On peut admettre en théorie que si Staline, Vychinsky, Ejoy réussissent impunément pendant cinq ou dix ans à monter leurs procès, ils finiront par atteindre à un tel degré de perfection dans la technique de l'imposture judiciaire que tous les éléments de la procédure s'accorderont formellement entre eux et avec les lois. Cette perfection, d'ailleurs, ne les rapprochera pas d'un millimètre de la vérité...

Le juriste ne peut, en présence d'un procès politique d'une importance si exceptionnelle, faire abstraction des conditions politiques qui l'ont fait naître et qui ont été celles de l'instruction, en d'autres termes du joug totalitaire qui pèse à la fois sur les accusés, les témoins, les défenseurs, les juges et le ministère public. Nous sommes au cœur du débat ! Dans un régime arbitraire et despotique concentrant entre les mêmes mains tous les moyens de la contrainte économique, politique, physique et morale, un procès n'est plus un procès. C'est une mise en scène judiciaire, dans laquelle les rôles sont répartis à l'avance. Les accusés n'entrent en scène qu'après répétitions, quand les régisseurs ont acquis la certitude que les victimes ne sortiront pas de leur rôle. En ce sens comme en tout autre les procès sont des raccourcis du régime politique de l'U.R.S.S. Dans toutes les

assemblées, les orateurs disent la même chose, répétant l'orateur principal, tout à fait indépendamment de ce qu'ils ont dit la veille. Tous les articles des journaux commentent la même directive dans les mêmes termes. Les historiens, les économistes et jusqu'aux statisticiens, épiaient les mouvements de la baguette du chef d'orchestre, transforment le passé et le présent sans tenir le moindre compte des faits, des documents ou de l'avant-dernière édition de leurs propres ouvrages. Dans les jardins d'enfants et les écoles tous les enfants chantent dans les mêmes termes la louange du procureur Vychinsky et maudissent les accusés. Le monolithisme d'un procès où l'on voit les accusés reprendre l'un après l'autre les formules du ministère public n'est donc pas un fait d'exception, mais l'expression la plus écœurante d'un régime totalitaire inquisitorial. Nous ne sommes pas au prétoire, mais au spectacle et les acteurs jouent sous la menace du revolver. Le spectacle peut être plus ou moins bien joué, c'est une question de technique inquisitoriale et non de justice. L'expertise purement juridique se réduit en fin de compte à examiner si le faux a été bien ou mal fabriqué.

Prenons pour mieux élucider la question, si tant est qu'elle en a besoin, un exemple récent dans le domaine du droit politique. Hitler, arrivé au pouvoir, déclara, contrairement à toute attente, qu'il n'avait nullement l'intention de modifier les lois fondamentales de l'Allemagne. Les gens ignorent le plus souvent que la Constitution de Weimar subsiste encore ; Hitler s'est borné à insérer dans ce cadre juridique une dictature totalitaire. Supposons un expert étudiant, armé de fortes lunettes et documents en main, l'Etat, le régime politique de l'Allemagne, « d'un point de vue purement juridique ». Il découvrira après quelques heures d'efforts intellectuels que l'Allemagne hitlérienne est la plus démocratique des républiques (suffrage universel, Parlement dont émanent les pouvoirs du Führer, indépendance du pouvoir judiciaire, etc.). Mais l'homme de bon sens ne pourra voir dans cette expertise juridique qu'une manifestation du « crétinisme juridique ».

La démocratie se fonde sur la lutte libre des classes, des partis, des programmes, des idées. Cette lutte étouffée, il ne reste de la démocratie qu'une forme morte parfaitement susceptible de recouvrir la dictature fasciste. La procédure judiciaire moderne est fondée sur le débat entre l'accusation et la défense dans les limites fixées par la loi. Lorsque ce débat est étouffé par une contrainte extérieure, la procédure, quelle qu'elle soit, n'est plus que le camouflage d'une inquisition.

Une enquête véritable sur les procès de Moscou ne peut manquer d'avoir de multiples aspects. Elle considérera naturellement les « comptes rendus sténographiques », non comme chose en soi, mais comme des éléments d'un drame historique grandiose dont les principaux facteurs sont cachés derrière les coulisses.

AUTOBIOGRAPHIE

Vychinsky disait dans son réquisitoire du 28 janvier : « Trotsky et les trotskystes furent toujours les agents du capitalisme dans le mouvement ouvrier. » Vychinsky démasquait la « face du vrai trotskysme, cet ennemi de toujours des ouvriers, des paysans, du socialisme, ce fidèle serviteur du capitalisme ». Il faisait l'histoire « du trotskysme qui dépensa plus de trente ans de son existence à préparer sa transformation finale en troupe de choc du fascisme, en section de la police fasciste ».

Tandis que les publicistes au service du G.P.U. à l'étranger (ceux du *Daily Worker*, de *New Masses*, de l'*Humanité*...) s'emploient à expliquer à l'aide d'analogies historiques et de subtiles conjectures comment un vieux marxiste révolutionnaire a pu, en allant vers la soixantaine, devenir fasciste, Vychinsky aborde tout autrement la question : Trotsky, dit-il, fut *toujours* un agent du capital, un ennemi des ouvriers et des paysans : il s'est préparé pendant trente ans à devenir un agent du fascisme. Vychinsky dit ce que les publicistes de *New Masses*, etc., diront bientôt (9). C'est pourquoi je préfère avoir affaire à lui. Aux affirmations catégoriques du procureur de l'U.R.S.S., j'opposerai les faits non moins catégoriques de mon autobiographie.

Vychinsky se trompe quand il parle de trente années de préparation au fascisme. Les faits, l'arithmétique, la chronologie — et la logique aussi — manquent plutôt de rigueur dans ses réquisitoires. A la vérité il y a eu le mois dernier quarante ans que je participe sans interruption au mouvement ouvrier, sous l'égide du marxisme. Dans ma dix-huitième année, j'organisai illégalement à Nikolaïev l'*Union Ouvrière du Midi de la Russie* qui compta deux cents ouvriers. J'étais une feuille polycopiée,

(9) Trotsky avait compris quelles étaient les étapes nécessaires pour la marche de la calomnie : un délai était une condition *sine qua non* pour accréditer les pires accusations hors d'U.R.S.S. où les documents étaient encore accessibles et où les souvenirs pouvaient être exprimés publiquement.

Naché Délo (Notre Cause). Pendant ma première déportation en Sibérie (1900-1902), je pris part à la fondation de l'*Union de combat pour l'Emancipation de la Classe ouvrière*. M'étant évadé et réfugié à l'étranger, j'adhérai à l'organisation social-démocrate de l'*Iskra* (l'Étincelle, dirigée par Plekhanov (10), Lénine et d'autres militants... En 1905, je me trouvai à la tête du premier Soviet (Conseil) des Députés Ouvriers de Saint-Pétersbourg.

J'ai passé quatre ans et demi dans les prisons, deux ans et demi en Sibérie où l'on me déporta deux fois et d'où je m'évadai deux fois, j'ai vécu douze ans dans l'émigration sous l'ancien régime, j'ai été condamné à la prison en Allemagne, par contumace, pour avoir combattu la guerre, été expulsé de France pour la même raison, été arrêté en Espagne, été interné au Canada. C'est ainsi que j'ai rempli mes fonctions d'agent du capital.

Les historiens staliniens qui me présentent comme ayant été jusqu'en 1917 un menchevik falsifient l'histoire à leur coutume. A partir du moment où le bolchevisme et le menchevisme se définissent dans la politique et l'organisation (1904), je me situe en dehors des deux fractions. Mais, trois révolutions l'ont démontré, ma politique coïncide sur tout l'essentiel, en dépit des conflits et des polémiques, avec celle de Lénine.

La divergence la plus importante que j'eus avec Lénine à cette époque provenait de ce que j'espérais, par la fusion avec les mencheviks, amener la plupart de ces derniers à entrer dans la voie de la révolution. Lénine avait entièrement raison contre moi sur cette question brûlante. Il faut cependant dire qu'en 1917 les tendances « unitaires » furent très fortes parmi les bolcheviks. Lénine disait le 1^{er} novembre 1917 au Comité du parti de Pétrograd : « Trotsky a constaté depuis longtemps l'impossibilité de la fusion. Trotsky l'a compris et il n'y a pas eu depuis de meilleur bolchevik. »

A partir de la fin de 1904, je soutins que la révolution russe ne pourrait se terminer que par la dictature du prolétariat qui amènerait à son tour la transformation socialiste de la société, si toutefois la révolution mondiale se développait avec succès. Une minorité de mes adversaires actuels considéra cette perspective comme fantaisiste jusqu'en avril 1917 et la qualifia avec hostilité de « trotskyste », en lui opposant le programme de la république

(10) Georgi V. *Plekhanov* (1856-1918), fondateur du groupe L'Emancipation du Travail, était celui qui avait véritablement introduit le marxisme dans le mouvement ouvrier russe.

démocratique bourgeoise. Quant à la grande majorité de la bureaucratie actuelle, elle ne se rallia au pouvoir des Soviets qu'après la victoire qui mit fin à la guerre civile.

Dans l'émigration, je participai au mouvement ouvrier en Autriche, en Suisse, en France, aux Etats-Unis. Je pense avec gratitude que l'émigration me permit de mieux pénétrer la vie de la classe ouvrière mondiale et de faire, de la notion d'abord abstraite de l'internationalisme, la force motrice de toute ma vie ultérieure.

Pendant la guerre, je militai d'abord en Suisse, puis en France, contre le chauvinisme qui dévorait la II^e Internationale. J'étais pendant deux ans, à Paris, sous la censure militaire, un quotidien russe d'esprit internationaliste révolutionnaire. J'étais étroitement lié aux internationalistes français et je pris part avec leurs représentants à la conférence de Zimmerwald (1915). Je poursuivis la même action pendant les deux mois que je passai aux Etats-Unis.

Après mon arrivée à Pétrograd (5 mai 1917), d'un camp de concentration du Canada où j'avais fait connaître aux marins allemands prisonniers les idées de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, je pris une part active à l'organisation de la Révolution d'Octobre, surtout pendant les quatre mois que Lénine, se cachant, dut passer en Finlande. Staline, écrivant en 1918 un article dont l'objet était d'amoindrir mon rôle dans la révolution, se voyait pourtant obligé de dire : « Tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection fut accompli sous la direction personnelle du président du Soviet de Pétrograd, Trotsky. On peut affirmer en toute assurance que le parti est avant tout et surtout redevable à Trotsky du prompt passage de la garnison du côté du Soviet et de la bonne organisation du travail du Comité Révolutionnaire de la Guerre. » (*Pravda*, n° 241, 6 novembre 1918). Ce qui ne devait pas empêcher Staline d'écrire six ans plus tard : « Trotsky, assez nouveau venu dans notre parti, n'a joué et ne pouvait jouer aucun rôle particulier dans la période d'Octobre. » (I. Staline, *Trotskyisme et Léninisme*, p. 68-69).

L'école stalinienne, appliquant les méthodes qui lui sont propres et qu'elle a inculquées au parquet et aux tribunaux, tient aujourd'hui pour démontré que, loin d'organiser la Révolution d'Octobre, je l'ai contrecarrée. Ces falsifications de l'Histoire se rapportent, il est vrai, non à ma biographie, mais à celle de Staline.

Après la Révolution d'Octobre, je demeurai au pouvoir

pendant neuf ans, participant à l'édification de l'Etat soviétique, à l'activité diplomatique, à la vie de l'Armée rouge, à l'organisation économique, aux travaux de l'Internationale Communiste. J'avais pendant trois ans dirigé la guerre civile. Au cours de ce dur labeur, il m'était arrivé de prendre des mesures draconiennes. J'en porte l'entière responsabilité devant la classe ouvrière de tous les pays et devant l'Histoire. La justification de ces mesures était dans leur nécessité historique, dans le fait qu'elles étaient mises au service du progrès et répondaient aux intérêts essentiels de la classe ouvrière. J'appelais par son vrai nom toute répression imposée par la guerre civile et j'en rendais compte aux masses laborieuses. Je n'avais rien à cacher au peuple, de même qu'aujourd'hui je n'ai rien à cacher à l'enquête internationale.

Quand une opposition se forma dans certains milieux du parti contre mes méthodes de conduite de la guerre civile — et ce ne fut pas sans le concours caché de Staline — en juillet 1919, Lénine me remit un jour, de sa propre initiative, une feuille de papier blanc au bas de laquelle étaient écrits ces mots : « Camarades, connaissant la sévérité des ordres du camarade Trotsky, je suis si convaincu de leur justesse, de leur utilité, de leur nécessité pour le bien de notre cause que je soutiens sans réserves cet ordre du camarade Trotsky. *V. Oulianov* (Lénine). »

Ce blanc-seing n'était pas daté. J'avais à le dater moi-même en cas de besoin. La prudence de Lénine dans tout ce qui concerne ses rapports avec les travailleurs est connue. Il croyait pourtant pouvoir signer d'avance tout ordre de moi, bien que de nombreuses vies en dépendissent souvent. Lénine ne craignait pas d'abus de pouvoir de ma part. J'ajoute que je n'usai jamais de sa carte blanche. Elle reste pour moi la preuve d'une confiance exceptionnelle de la part d'un homme que je tiens pour la plus haute incarnation de la moralité révolutionnaire.

Je pris part à la rédaction des thèses et du programme de la III^e Internationale. Les principaux rapports présentés aux congrès sur la situation mondiale étaient partagés entre Lénine et moi. Les manifestes-programmes des cinq premiers congrès furent écrits par moi. Je laisse aux procureurs de Staline le soin d'expliquer quelle place ces travaux tiennent dans mon évolution vers le fascisme. Quant à moi, je demeure inébranlablement fidèle aux principes sur lesquels, avec Lénine, nous avons fondé la III^e Internationale.

J'entrai en conflit avec la bureaucratie dirigeante à partir du moment où, par suite de causes historiques dont ce n'est pas le lieu de parler, elle devint une caste privilégiée et conservatrice.

Les raisons du conflit, à toutes ses étapes, sont consignées dans des documents officiels, des articles et des ouvrages accessibles au public.

Je défendais la démocratie soviétique contre l'absolutisme bureaucratique ; l'amélioration de la condition des masses contre les privilèges excessifs des dirigeants ; l'industrialisation et la collectivisation systématiques dans l'intérêt des travailleurs ; la politique de l'internationalisme révolutionnaire contre le conservatisme national. J'ai tenté d'expliquer théoriquement, dans mon dernier livre, *La Révolution trahie*, pourquoi l'Etat soviétique isolé, fondé sur une base économique arriérée, s'est construit une monstrueuse pyramide bureaucratique qui s'est presque automatiquement couronnée d'un chef absolu et « infaillible ».

Ayant étouffé et défait l'opposition à l'aide de l'appareil policier, la clique dirigeante m'exila au début de 1928 en Asie centrale. Pour avoir refusé d'interrompre en déportation mon activité politique, elle m'expulsa au début de 1929, en Turquie. J'entrepris alors la publication du *Biulleten Oppositsii*, au service du programme que j'avais défendu en Russie, et j'entrai en relations avec mes amis politiques dispersés de par le monde, fort peu nombreux à cette époque.

Le 20 février 1932, la bureaucratie soviétique me privait, avec tous les membres de ma famille se trouvant à ce moment à l'étranger, de la nationalité soviétique. Ma fille Zinaïda (11), malade et qui se soignait en Allemagne, perdit ainsi la possibilité de revenir auprès de son mari et de ses enfants. Elle mit fin à ses jours le 5 janvier 1933.

La liste de mes ouvrages écrits en tout ou partie pendant ma dernière déportation et ma dernière émigration compte, d'après un calcul fait par de jeunes amis dont le dévouement précieux ne m'a jamais fait défaut, environ 5 000 pages imprimées, sans compter les lettres et les menus articles qui formeraient encore quelques milliers de pages. Je me permets d'ajouter que je n'écris pas facilement, raturant et corrigeant beaucoup. Mon œuvre d'écrivain et ma correspondance constituent donc le contenu principal de ma vie dans les neuf dernières années. L'orientation politique de mes livres, articles et lettres se précise elle-même. Les citations qu'en fait Vychinsky ne sont, comme je le montrerai, que falsifications grossières, en d'autres termes : éléments nécessaires de l'imposture judiciaire.

(11) Zinaïda L. Volkova, née Bronstein (1901-1933) était la fille aînée de Trotsky et d'Aleksandra Sokolovskaïa.

De 1923 à 1933, j'ai maintenu à l'égard de l'Etat soviétique, de son parti gouvernant et de l'Internationale Communiste, un point de vue qui s'exprime en deux mots : réforme et non révolution. Cette attitude s'inspirait de l'espoir que, si les événements lui étaient favorables en Europe, l'opposition de gauche pourrait ressusciter pacifiquement le parti bolchevik, assurer la transformation démocratique de l'Etat soviétique et ramener l'Internationale Communiste dans la voie du marxisme. La victoire de Hitler, préparée par la politique criminelle du Kremlin, et l'incapacité complète de l'Internationale Communiste à comprendre les tragiques enseignements de l'expérience allemande, nous convainquirent, mes amis politiques et moi, que le vieux parti bolchevik et la III^e Internationale étaient à jamais perdus pour le socialisme. Ainsi disparaissait la possibilité d'une paisible réforme démocratique de l'Etat soviétique. A partir de la deuxième moitié de 1933, je me convaincs de plus en plus qu'une révolution politique qui se fera contre la nouvelle caste de parasites, est historiquement nécessaire à la libération des masses laborieuses de l'U.R.S.S. ; également nécessaire pour dégager les bases sociales de la Révolution d'Octobre. Il va de soi qu'un problème d'une si grande importance devait susciter et suscita, à l'échelle internationale, des discussions passionnées.

La dégénérescence politique de l'Internationale Communiste, entièrement inféodée à la bureaucratie soviétique, nous a mis en demeure de formuler le mot d'ordre de la IV^e Internationale et d'arrêter les bases du programme de celle-ci. Les livres, les articles, les bulletins de discussion se rapportant à ces sujets sont à la disposition de la Commission d'enquête et prouvent irréfutablement qu'il s'agissait non d'un « camouflage », mais d'une lutte ardente et passionnée, dans la tradition des premiers congrès de l'Internationale Communiste.

Je puis dire avec assurance et fierté, après avoir correspondu avec des centaines d'amis vieux et jeunes dans tous les pays du monde, que notre jeunesse est précisément appelée à fournir pour les combats de demain les plus fermes et les plus sûrs militants.

Renoncer à l'espoir d'une réforme pacifique de l'Etat soviétique ne signifiait pourtant pas renoncer à la défense de l'U.R.S.S. Sur ce point, et le recueil récemment publié à New-York (L. Trotsky, *In Defense of the Soviet Union*) en fait foi, j'ai invariablement et inflexiblement combattu toute hésitation. Plus d'une fois, j'ai dû rompre à ce sujet avec des amis. J'expose dans la *Révolution trahie* que la guerre mettrait en danger, en même

temps que la bureaucratie, les nouvelles bases sociales de l'U.R.S.S. qui représentent un immense progrès dans l'histoire de l'humanité. De là pour tout révolutionnaire le devoir absolu de défendre l'U.R.S.S. contre l'impérialisme, en dépit de la bureaucratie soviétique.

Mes ouvrages font ressortir mon attitude envers le fascisme. Dès les premiers moments de ma vie en émigration, je sonnai l'alarme en présence du fascisme montant en Allemagne. L'Internationale Communiste m'accusa de « surestimer » les forces du fascisme et d'être en proie à la « panique ». Je préconisais le front unique de toutes les organisations ouvrières. L'Internationale Communiste lui opposait l'absurde théorie du social-fascisme. J'exigeais l'organisation systématique de milices ouvrières. L'Internationale Communiste répondait en se flattant de ses futures victoires. Je démontrais que si Hitler prenait le pouvoir, l'U.R.S.S. courrait le plus grand danger. Ossietsky (12) publiait et commentait avec sympathie mes articles. Rien n'y faisait. La bureaucratie soviétique n'usurpait l'autorité de la Révolution d'Octobre que pour en faire un obstacle à la révolution dans les autres pays. Hitler n'eût pas vaincu sans la politique de Staline ! Les procès de Moscou s'expliquent dans une large mesure par le besoin de faire oublier la criminelle politique du Kremlin en Allemagne. S'il est prouvé que Trotsky est un fasciste, qui songera encore au programme et à la tactique de la IV^e Internationale ? Tel a été le calcul de Staline.

On sait que, pendant la guerre, les internationalistes furent considérés comme les agents de l'ennemi. Ce fut le cas de Rosa Luxembourg, de Karl Liebknecht, d'Otto Rühle en Allemagne, de mes amis français (Monatte, Rosmer, Loriot), d'Eugène Debs (13) aux Etats-Unis, de Lénine et de moi-même en Russie.

(12) Carl von Ossietsky (1899-1938), écrivain expressionniste allemand, pacifiste, condamné sous la république de Weimar, maintenu en camp de concentration par les nazis au pouvoir en 1933, avait reçu en 1935 le prix Nobel de la Paix.

(13) Karl Liebknecht (1871-1919), fils de Wilhelm Liebknecht, l'un des fondateurs du parti social-démocrate allemand, animateur des Jeunesses et lutteur antimilitariste, membre du groupe Spartakus pendant la guerre, avait voté contre les crédits militaires en décembre 1914 au Reichstag, seul. Le 1^{er} mai 1916, en uniforme, il avait distribué sur la place de Potsdam à Berlin des tracts contre la guerre aux permissionnaires. Cofondateur du K.P.D., il fut assassiné en janvier 1919 avec Rosa Luxembourg (1871-1919) militante des partis polonais et allemand, théoricienne de la « gauche », cofondatrice du K.P.D. Pierre Monatte (1881-1960), syndicaliste révolutionnaire, animateur de *La Vie ouvrière* et de son noyau internationaliste pendant la guerre, avait rejoint le P.C. en 1923, pour peu de temps. Fernand Loriot (1870-1932), syndicaliste et socialiste, dirigeant du comité

Le gouvernement britannique m'interna en mars 1917 dans un camp de concentration canadien à l'instigation de la police du tsar qui m'accusait de préparer, avec l'état-major allemand, le renversement du gouvernement provisoire Milioukov-Kerensky (14). On pourrait croire aujourd'hui à un plagiat des accusations formulées par Staline et Vychinsky. En réalité, Staline et Vychinsky ont plagié le contre-espionnage du tsar et l'Intelligence Service britannique.

Le 16 avril 1917, alors que j'étais interné avec des marins allemands, Lénine écrivait dans la *Pravda* : « Peut-on admettre un seul instant... que Trotsky, l'ancien président du Soviet des Députés Ouvriers de Pétersbourg en 1905, révolutionnaire qui a consacré à la révolution des dizaines d'années de service désintéressé, ait pu seconder un plan du gouvernement allemand ? C'est calomnier manifestement et outrageusement un révolutionnaire ! » (*Pravda*, n° 34).

« Que ces lignes paraissent actuelles, — écrivais-je le 21 octobre 1927 (et je souligne : 1927!), — à une époque d'infâmes calomnies contre l'opposition, nullement différentes des calomnies dont on abreuvait en 1917 les bolcheviks. »

Il y a donc dix ans, c'est-à-dire longtemps avant la formation du « centre unifié » et du « centre parallèle », longtemps avant le « voyage » de Piatakov à Oslo, Staline lançait déjà contre l'opposition les calomnies et les insinuations dont Vychinsky devait plus tard tirer des actes d'accusation. Et si Lénine tenait en 1917 mes vingt années de passé révolutionnaire pour un démenti suffisant, j'ose croire que les vingt années qui se sont écoulées depuis, assez importantes par leur contenu, me donnent le droit de tirer de mon autobiographie un des arguments les plus sérieux contre les actes d'accusation de Moscou.

pour la reprise des relations internationales, avait cautionné le voyage de retour de Lénine en Russie. Eugène V. *Debs* (1855-1926), dirigeant des cheminots, puis du S.P.A., candidat socialiste à la présidence, avait été condamné en vertu de l'*Espionage Act* à une lourde peine de prison pour son action contre la guerre. Tous ces hommes — internationalistes conséquents — avaient été accusés par les gouvernements belligérants d'être « agents de l'ennemi » !

(14) Pavel N. *Miljukov* (1859-1943), historien et dirigeant du parti cadet (constitutionnel-démocrate) était ministre du premier gouvernement provisoire, partisan résolu de la poursuite de la guerre. Aleksandr F. *Kerensky* (1881-1970), avocat s.r., était ministre de la justice dans ce même gouvernement.

MA SITUATION JURIDIQUE

La nécessité où je suis de me « justifier » d'une accusation d'intelligences avec Hitler et le Mikado suffit à attester la profondeur de la réaction qui l'emporte en ce moment sur la plus grande partie du globe et plus particulièrement en U.R.S.S. Mais il n'est donné à personne de brûler les étapes de l'Histoire. Je mets avec une entière bonne volonté mon temps et mes forces à la disposition de la Commission d'enquête. Je n'ai et ne puis avoir de secrets devant elle. La commission observera elle-même la circonspection indispensable à l'égard des tiers et tout spécialement des citoyens des pays fascistes et de l'U.R.S.S. Je suis prêt à répondre à toutes les questions et à soumettre à la commission toute ma correspondance, politique et personnelle.

Je tiens cependant à ajouter que je ne me considère nullement, devant l'opinion publique, comme un « accusé ». Les raisons même formelles d'une inculpation font défaut en ce qui me concerne. Les autorités de Moscou ne m'ont inculpé dans aucun procès et c'est fort compréhensible. Elles eussent dû, dans le cas contraire, me convoquer en temps utile ou exiger mon extradition. Elles eussent dû, dès lors, faire connaître les délais d'instruction et l'acte d'accusation plusieurs semaines avant le procès. Moscou n'y pouvait consentir. Son dessein fut de surprendre l'opinion publique en s'assurant le concours des Pritt et des Duranty en qualité d'indicateurs et de commentateurs. Mon extradition ne pouvait être réclamée que devant les tribunaux français, norvégiens ou mexicains, sous le contrôle de la presse. C'était aller à un retentissant échec. Voilà pourquoi nous n'avons pas été jugés, mon fils et moi, mais uniquement calomniés au cours d'un procès, sans avoir été convoqués, sans avoir été avertis — attaqués en quelque sorte par derrière.

Le verdict du dernier procès précise que Trotsky et Sedov sont « convaincus d'avoir personnellement dirigé une activité de trahison » et doivent être, « au cas où ils seraient découverts (?) sur le territoire de l'U.R.S.S., mis sur-le-champ en état d'arrestation et traduits devant les tribunaux... » Ne nous arrêtons pas sur la technique à l'aide de laquelle Staline espère me « découvrir » avec mon fils sur le territoire de l'U.R.S.S. (probablement la même technique qui permit au G.P.U. de « découvrir », dans la nuit du 7 novembre 1936, dans un établissement scientifique de Paris, une partie de mes archives et de la transporter aussitôt à

Moscou dans de bonnes valises diplomatiques). On observe tout d'abord qu'après nous avoir déclarés « convaincus » sans avoir été ni jugés ni entendus, le verdict nous renvoie, en cas d'arrestation, devant les tribunaux. Pas encore jugés, mais déjà convaincus. L'objet de cette formule insensée mais non fortuite est de permettre au G.P.U. de nous fusiller sans autre procédure au cas où l'on nous « découvrirait » : car, même en U.R.S.S., Staline ne pourrait se permettre de nous juger au grand jour.

Les plus cyniques des agents de Moscou, et de ce nombre le diplomate Troianovsky (15), émettent cet argument : « Les criminels n'ont pas à choisir leurs juges. » Juste, en général. Il s'agit seulement de savoir de quel côté sont les criminels. Si les organisateurs des procès de Moscou sont les vrais criminels — et telle est l'opinion de cercles de plus en plus larges — peut-on leur permettre de juger ?

LES TROIS CATÉGORIES DE PREUVES

Le domaine embrassé par les procès de Moscou est illimité. Si j'entendais réfuter toutes les affirmations fausses que l'on trouve dans les seuls comptes rendus officiels des deux procès les plus importants, il me faudrait trop de temps ; il suffit de rappeler que mon nom est mentionné à chaque page et plus d'une fois. J'espère avoir l'occasion d'y revenir. Force m'est en ce moment de me limiter rigoureusement. Je me vois contraint de négliger diverses questions présentant un intérêt considérable. Sur diverses autres je dois me borner à résumer des argumentations sur lesquelles j'espère revenir. En revanche, je m'efforcerai de faire apparaître en pleine lumière les points cruciaux, que leur caractère soit empirique ou principiel. Ces points cruciaux se disposent sur trois plans.

1. Les apologistes étrangers répètent avec monotonie que l'on ne saurait admettre de la part de vieux hommes politiques marquants l'aveu de crimes qu'ils n'auraient pas commis. Ces messieurs refusent obstinément d'appliquer le même critère du bon sens non plus aux aveux mais aux crimes mêmes. C'est pourtant dans ce cas qu'il est le plus indiqué.

(15) Aleksandr A. Troianovsky (1882-1955), militant en 1902, bolchevik en 1910 en exil, avait été menchevik jusqu'en 1921 et avait été accueilli dans la diplomatie comme ambassadeur l'année de l'exclusion de Trotsky et de ses camarades.

Je procède de l'idée que les accusés sont normaux et n'ont pu dès lors commettre de crimes manifestement insensés allant à l'encontre de leurs idées, de leur passé, de leurs intérêts actuels.

Chacun d'entre eux, méditant un crime, avait ce qu'on peut appeler du point de vue juridique son libre-arbitre. Il pouvait commettre ou ne point commettre le crime. Il se demandait si le crime serait avantageux, répondrait à ses fins, si les moyens choisis étaient bien appropriés ; il se comportait en un mot en personne libre et douée de raison.

Tout change complètement quand le criminel authentique ou supposé tombe entre les mains du G.P.U. qui doit, pour des raisons politiques, en tirer à tout prix certains aveux. Le criminel cesse d'être lui-même. Ce n'est plus lui qui décide ; on décide pour lui.

Il faut donc, avant de se demander si les accusés se sont comportés devant le tribunal selon les lois du bon sens, se demander s'ils ont pu commettre les crimes monstrueux dont ils se repentent.

L'assassinat de Kirov présentait-il un intérêt pour l'opposition ? Et si c'est non, la bureaucratie n'était-elle pas intéressée à l'imputer à tout prix à l'opposition ?

L'opposition avait-elle intérêt à saboter l'industrie, et faire sauter les mines, à faire dérailler les trains ? Et si c'est non, la bureaucratie n'était-elle pas intéressée à faire retomber sur l'opposition la responsabilité des erreurs et des catastrophes économiques ?

L'opposition était-elle intéressée à s'allier à Hitler et au Mikado ? Et si c'est non, n'était-il pas avantageux pour la bureaucratie d'obtenir des opposants l'aveu qu'ils s'étaient alliés à Hitler et au Mikado ?

Cui prodest ? Il suffit de poser ces questions avec netteté pour que les contours des réponses se dessinent d'eux-mêmes.

2. Dans les derniers procès comme dans tous les précédents, l'accusation ne repose que sur les monologues standardisés des accusés qui, répétant les idées et les expressions du ministère public, surenchérisent dans le repentir et me désignent invariablement comme le principal organisateur du complot. Comment l'expliquer ?

Le procureur Vychinsky a tenté de justifier l'absence de preuves en expliquant que les conjurés n'ont ni cartes d'affiliés ni procès-verbaux de réunions, etc. Ce piètre argument est particulièrement nul en Russie où les complots et les procès se sont succédé pendant des dizaines d'années. Les conspirateurs écri-

vent des lettres à double sens, que l'on saisit et qui deviennent des preuves sérieuses. Ils recourent fréquemment aux encres sympathiques; la police du tsar saisissait par centaines de ces lettres et les produisait devant les tribunaux. Des provocateurs s'introduisent parmi les conjurés, donnant à la police les moyens de s'emparer des documents, des laboratoires ou des terroristes sur les lieux mêmes du crime. Rien de semblable dans les procès Staline-Vychinsky. Bien que le plus grandiose des complots ait duré cinq ans et tendu ses filets sur le pays entier et jusqu'au delà des frontières de l'est et de l'ouest, bien qu'on ait fait des perquisitions sans nombre et volé mes archives, le G.P.U. ne peut présenter aucune preuve matérielle. Les accusés ne racontent que leurs conversations vraies ou fausses. Les débats du procès se réduisent à une palabre sur des palabres. Le complot n'a pas de consistance matérielle.

D'autre part, l'histoire de la lutte révolutionnaire et contre-révolutionnaire ne connaît pas d'exemple de dizaines de malfaiteurs endurcis qui, après avoir pendant des années commis les crimes les plus effroyables, se seraient mis, aussitôt arrêtés et en dépit de l'absence de preuves contre eux, à confesser leurs erreurs, à s'entre-dénoncer et à dénoncer frénétiquement leur « chef » absent. Comment se fait-il que des criminels qui, hier, assassinaient les chefs, ruinaient l'économie, préparaient la guerre et le démembrement du pays, se montrent aujourd'hui si parfaitement dociles aux suggestions du ministère public ?

Ces deux traits essentiels des procès de Moscou, l'absence de preuves et l'unanimité des confessions, ne peuvent manquer d'éveiller la suspicion chez tout homme sensé. La vérification objective des aveux acquiert d'autant plus d'importance. Or, le tribunal, au lieu de la rechercher, l'a évitée en toutes circonstances. Nous devons la prendre sur nous. Il est vrai qu'elle n'est pas toujours possible. Mais il nous suffira de montrer pour commencer que les confessions se trouvent, en plusieurs circonstances extrêmement importantes, en contradiction absolue avec les faits. Et plus elles seront standardisées, plus elles se révéleront compromises par la découverte de la fausseté de certaines d'entre elles.

Très nombreux sont les cas dans lesquels les dépositions des accusés, — leurs dénonciations contre eux-mêmes et contre autrui — s'effondrent dès le premier contact avec les faits. L'exemple de Moscou atteste qu'une si vaste imposture est au-dessus des forces du plus puissant appareil de police que le monde connaisse. Trop de gens, de circonstances, de caractères,

de dates, d'intérêts, de documents ne cadrent pas avec le libretto établi d'avance. Le calendrier maintient opiniâtrement ses droits; la météorologie norvégienne refuse de se plier aux exigences d'un Vychinsky. D'un point de vue artistique, il eût été au-dessus des forces d'un Shakespeare d'établir la concordance de circonstances si nombreuses et d'accorder entre eux des centaines de personnages... Or, le G.P.U. n'a pas de Shakespeare à sa disposition. Dans les « événements » situés en U.R.S.S., la concordance apparente est maintenue par la contrainte inquisitoriale : accusés, témoins, experts, maintiennent en chœur des faits matériellement impossibles. La situation change dès qu'il faut tendre les fils à l'étranger, faute de quoi le procès perdrait la plus grande partie de son importance puisque l'on ne pourrait me joindre, moi, l'ennemi n° 1. Ce qui obligea le G.P.U. à se jeter dans des combinaisons risquées et fort malheureuses, avec les Holzman, Olberg, David, Berman, Romm, Piatakov (16).

Le choix des objets de notre analyse est donc déterminé par les « données » dont l'accusation dispose contre moi et mon fils. Ainsi la réfutation des déclarations de Holzman sur la visite qu'il m'aurait faite à Copenhague; la réfutation du témoignage de Romm sur notre prétendu entretien du bois de Boulogne; la réfutation des allégations de Piatakov sur son prétendu voyage à Oslo ne présentent pas seulement un intérêt par elles-mêmes, en renversant les bases de l'accusation contre moi et mon fils, mais nous permettent aussi de jeter un coup d'œil dans les arcanes de la justice moscovite et de pressentir les méthodes dont on y fait usage.

Telles sont les deux premières phases de mon analyse. Si nous réussissons à prouver, d'une part, que les crimes prétendus sont en contradiction avec la psychologie et les intérêts des accusés; de l'autre, que les aveux sont, tout au moins dans plusieurs cas typiques, en contradiction avec des faits exactement

(16) Valentin P. *Olberg* (1907-1936) avait milité dans l'Opposition allemande en 1930 avant de revenir en U.R.S.S. Il avait avoué avec complaisance au procès des seize. *Fritz David* était le pseudonyme d'Ilya D. Krugliansky (1897-1936), né à Vilna, envoyé de l'I.C. en Allemagne, également rappelé à Moscou avant d'être arrêté. Konon *Berman-Iourine* (1901-1936), avait travaillé en Allemagne pour l'I.C. sous le nom de Hans *Stauer*. Rappelé en U.R.S.S., il avait « avoué ». Trotsky pensait que ces hommes étaient des provocateurs du G.P.U. Sur Holzman, qui avait été lié à l'Opposition de gauche et intermédiaire entre Smirnov et Sedov, cf. n. 6, p. 62. Vladimir Romm, à la différence de Piatakov et des autres cités ci-dessus, n'a jamais été que « témoin » au second procès.

établis, nous aurons accompli une tâche considérable dans la réfutation de l'accusation dans son ensemble.

3. Bien des questions subsisteront ensuite, il est vrai. Voici les principales : Quels sont ces accusés qui après vingt-cinq ou trente ans d'activité révolutionnaire consentent à s'accabler de façon aussi humiliante et monstrueuse ? Comment le G.P.U. est-il arrivé à ses fins ? Pourquoi aucun des accusés n'a-t-il dénoncé le faux pendant le procès ? Etc. Je ne suis pas tenu d'y répondre. La Commission d'enquête n'a pu interroger ni Iagoda (interrogé en ce moment par Ejoy) ni Vychinsky, ni Staline ni — et c'est le plus important, — leurs victimes, pour la plupart fusillées du reste... Nous ne pouvons donc pas élucider tout à fait la technique inquisitoriale des procès de Moscou. Mais les ressorts principaux nous en sont visibles dès aujourd'hui. Les accusés ne sont pas des trotskystes, des opposants, des résistants, mais des repentis dociles. Des années durant, le G.P.U. les a préparés aux futurs procès. Je tiens pour essentiel à l'intelligence du mécanisme des confessions d'exposer la psychologie des capitulards, en tant que groupe politique, et d'esquisser les caractéristiques des principaux accusés des deux procès. Je n'entends pas me livrer après coup, dans l'intérêt de la défense, à des improvisations psychologiques arbitraires, mais tracer des portraits objectifs, en usant de matériaux incontestables se rapportant à divers moments de la période qui nous intéresse. Mes dossiers sont bondés de faits et de textes. Je m'arrête sur l'exemple le plus typique, le plus saisissant : Radek. J'écrivais le 14 juin 1929, sur la puissance des tendances thermidorienne au sein même de l'opposition : « Nous avons vu maintes fois de vieux bolcheviks, cherchant à maintenir la tradition du parti et à se maintenir eux-mêmes, tendre leurs dernières forces pour suivre l'opposition, les uns jusqu'en 1925, les autres jusqu'en 1927, d'autres encore jusqu'en 1929. Ils finissaient par s'user, leurs nerfs n'y tenant plus. Radek est aujourd'hui l'idéologue pressé et criard de ces éléments-là. » (*Biulleten Oppositsii*, n° 1-2 juillet 1929). Radek a exposé au récent procès la « philosophie » de la funeste activité des trotskystes. D'après de nombreux journalistes étrangers, ses déclarations furent les plus dignes de créance par leur éloignement apparent du poncif et de la non-sincérité. Il nous importe d'autant plus de démontrer que le vrai Radek, tel que l'ont fait la nature et son propre passé, avait fait place sur le banc des accusés à une sorte de robot sorti des ateliers du G.P.U.

Si je réussis à le démontrer de façon assez pertinente, le rôle des autres accusés en sera largement éclairé. Je ne renonce pas

pour cela à faire la lumière sur chacun d'entre eux. J'espère, au contraire, avoir la possibilité de le faire ultérieurement. Lié par le temps, je dois maintenant concentrer mon attention sur les circonstances les plus importantes et sur les visages les plus typiques.

LES SÉRIES MATHÉMATIQUES DE L'IMPOSTURE

1. Il est parfaitement établi par des documents officiels que le G.P.U. fut au courant de la préparation de l'assassinat de Kirov. Le chef de la police politique de Léninegrad, Medved, et onze de ses agents furent condamnés à des peines de prison pour « n'avoir pas pris les mesures nécessaires bien qu'ils fussent informés de la préparation d'un attentat contre Kirov... » (17). Les policiers qui savaient eussent dû, semble-t-il, figurer dans les procès ultérieurs en qualité de témoins. On n'a plus reparlé de Medved et de ses collaborateurs : ils savaient trop de choses. L'assassinat de Kirov ouvre la série des procès. Or, il repose sur une vaste provocation policière constatée par le verdict du 29 décembre 1934. Provocation qui tendait à inculper l'opposition de terrorisme et plus particulièrement à m'atteindre ainsi (par le truchement du consul de Lettonie à Léninegrad, Bissenieks (18), agent du G.P.U., disparu depuis). Le coup de revolver de Nikolaïev n'était probablement pas au programme et se classe plutôt sous la rubrique des frais généraux de l'amalgame.

J'ai étudié la question dans ma brochure *L'assassinat de Kirov et la bureaucratie stalinienne*, écrite au début de 1935. Ni du

(17) *Œuvres*, 5, pp. 45-47. Kirov, vieux-bolchevik, avait été mis par Staline à la tête du parti à Leningrad en 1926. Il était entré au bureau politique en 1930 et il semble bien qu'il ait été, au cours des années suivantes, à la tête d'une opposition au sommet à l'accentuation de la terreur. Beaucoup voyaient en lui un candidat à la succession de Staline. Le G.P.U. avait incontestablement été au courant des préparatifs d'un assassinat que Trotsky considérait comme un « accident », mais qui semble bien avoir été organisé par Staline. Filip D. Medved (1890-1943) et son adjoint, I. Z. Zaporjets, condamnés le 23 janvier 1935, ne purgèrent pas leur peine, mais furent seulement mutés en Extrême-Orient.

(18) Georg Bissenieks (1885-194?), militant social-démocrate en 1902, était entré dans la diplomatie lettone en 1921 ; il était consul général à Leningrad. Quand Trotsky écrivait ces lignes, il n'avait pas réellement « disparu », mais était revenu en Lettonie. C'est en 1941 qu'il disparut vraiment parmi les personnes arrêtées dans son pays par les Russes.

côté soviétique ni du côté des agents de l'U.R.S.S. à l'étranger, aucune réponse n'a été faite à mon argumentation exclusivement fondée sur les documents officiels.

2. La Commission d'enquête l'a établi, sept procès ont eu lieu en U.R.S.S. à la suite de l'assassinat de Kirov : 1° le procès de Nicolaïev et de ses amis, les 28-29 décembre 1934 ; 2° le procès Zinoviev-Kamenev des 15-16 janvier 1935 ; 3° le procès Medved et autres du 23 janvier 1935 ; 4° le procès Kamenev et autres, de juillet 1935 ; 5° le procès Zinoviev-Kamenev et autres, d'août 1936 ; 6° le procès de Novosibirsk, du 22 novembre 1936 ; 7° le procès Piatakov-Radek, de janvier 1937. Sept variantes sur un seul thème. Plusieurs de ces variantes se rattachent à peine l'une à l'autre. Elles se contredisent sur l'essentiel et dans les détails. A chaque procès, de nouveaux coupables organisent l'assassinat de Kirov, selon d'autres méthodes et à d'autres fins politiques. La seule confrontation des documents officiels montre que six de ces procès sur sept doivent être forgés. En réalité, ils le sont tous.

3. Le procès Zinoviev-Kamenev a fait naître toute une littérature et qui produit des données d'une importance exceptionnelle, nous portant à croire que nous sommes en présence d'une imposture sciemment organisée par le G.P.U. Plusieurs ouvrages doivent être mentionnés ici. Ce sont :

Léon Sedov, *Livre Rouge sur le procès de Moscou* ;

Max Shachtman, *Behind the Moscow trial* ;

Francis Heisler, *The first two Moscow trials* ;

Victor Serge, *Seize fusillés* ;

Victor Serge, *Destin d'une Révolution* (U.R.S.S. 1917-1937) ;

Friedrich Adler, *Un procès en sorcellerie*.

Pas une de ces études sérieuses et réfléchies n'a rencontré jusqu'ici d'appréciation critique — on ne peut compter les basses injures de la presse de l'Internationale Communiste auxquelles le plus élémentaire souci de dignité interdit de s'arrêter. Les arguments fondamentaux de ces livres sont aussi les miens.

4. Le groupe Staline s'efforce depuis 1926 d'inculper certains cercles de l'opposition de propagande « antisoviétique », d'intelligences avec les Blancs, de tendances capitalistes, d'espionnage, d'intentions terroristes et enfin de préparation insurrectionnelle. Toutes ces tentatives, comparables à des brouillons, sont consignées dans des actes officiels, dans des publications, dans les documents de l'opposition. Le classement chronologique

de ces essais montre en quelque sorte la progression géométrique du faux, terminée par les actes d'accusation des récents procès. Nous découvrons ainsi la « loi du faux » ; le mystère du prétendu complot trotskyste s'évanouit en fumée.

5. Il en est de même des invraisemblables dépositions des accusés, en contradiction, à première vue, avec toutes les lois de la psychologie. Les abjurations rituelles des opposants commencent en 1924 et redoublent à partir de 1927. Si nous classions chronologiquement les textes de cet ordre, empruntés à la presse soviétique, — et ce seraient souvent les abjurations successives des mêmes personnes, — nous obtiendrions une nouvelle progression géométrique aboutissant au cauchemar des aveux de Zinoviev, Kamenev, Piatakov, Radek. L'analyse politique et psychologique de cette documentation indiscutable, d'ailleurs accessible au premier venu, révèle le mécanisme inquisitorial.

6. Aux séries mathématiques des faux et des abjurations correspond une troisième série du même ordre, celle des avertissements et des prédictions. L'auteur de ces lignes et ses amis politiques ont suivi avec attention les menées et les provocations du G.P.U. et, procédant de faits et d'indices précis, maintes fois mis en garde leur entourage contre les desseins de Staline et la préparation des amalgames. L'expression même d'« amalgame stalinien », nous l'avons mise en circulation huit ans environ avant l'assassinat de Kirov. Nous soumettons ces documents à la commission. Ils font ressortir sans discussion possible qu'il n'y a pas eu complot trotskyste tout à coup découvert en 1936, mais complot systématique du G.P.U. contre l'opposition, tendant à l'inculper de sabotage, d'espionnage, de terrorisme, de préparation insurrectionnelle.

7. Toutes les « abjurations » arrachées depuis 1924 à des dizaines de milliers d'opposants, sont obligatoirement dirigées contre moi. Des déportés écrivent au *Biulleten Oppositsii*, en novembre-décembre 1929 (n° 7) que « l'on demande à tous ceux qui veulent se faire réintégrer dans le parti la tête de Trotsky ». Conformément à la loi des séries mathématiques, les fils de tous les crimes, terrorisme, trahison, sabotage, dans les procès de 1936-1937, conduisent à moi et à mon fils. Or, toute notre activité au cours des huit dernières années s'est déployée à l'étranger. Sous ce rapport la Commission d'enquête jouit de grands avantages. Le G.P.U. n'a pas pu avoir de contact avec moi à l'étranger, car j'ai toujours été entouré d'amis dévoués. Le G.P.U. a dérobé le 7 novembre 1936, à Paris, une partie de mes

archives, sans pouvoir, jusqu'ici, en tirer aucun parti (19). La commission dispose de mes archives, des témoignages de mes amis et connaissances et des miens. Il lui est loisible de confronter ma correspondance confidentielle avec mes articles et mes livres et de se rendre ainsi compte s'il y a ou non dans mon activité un élément de duplicité.

8. Ce n'est pas tout. Les directives du complot émaneraient de l'étranger (de France, de Copenhague, de Norvège). Par suite d'un heureux concours de circonstances, la commission a la possibilité de vérifier si les prétendus conjurés Holzman, Ber-
man-Iourine, Fritz David, Vladimir Romm et Piatakov m'ont vraiment vu aux dates qu'ils donnent. Si le tribunal de Moscou n'a rien fait pour prouver que ces entretiens eurent lieu en réalité (passeports, visas, hôtels), nous pouvons nous acquitter d'une tâche beaucoup plus difficile en démontrant, preuves et témoignages à l'appui, que ces entretiens n'eurent point lieu et ne pouvaient avoir lieu. En termes juridiques, je puis, dans tous les cas importants, lorsque sont données des dates, établir mon alibi.

9. Si le criminel n'est pas un psychopathe, mais un homme sensé, et à plus forte raison si c'est un vieux politique expérimenté, le crime, si monstrueux qu'il soit, doit répondre à des fins définies. Or, la correspondance entre la fin et les moyens fait totalement défaut dans les affaires qui nous occupent. L'accusation impute aux mêmes hommes, dans différents procès, des fins différentes (tantôt la seule lutte « pour le pouvoir » au sein du régime soviétique, tantôt la « restauration du capitalisme »). Les accusés suivent docilement le procureur. Les moyens qu'ils mettent en œuvre sont absurdes quant aux fins poursuivies, mais paraissent choisis exprès pour donner à la bureaucratie l'occasion d'exterminer toute l'opposition.

*
* *

Les conclusions suggérées par les premières démarches de l'enquête me paraissent être les suivantes :

1° Bien que la lutte contre l'opposition ait duré de longues années, occasionné des dizaines de milliers de perquisitions, d'emprisonnements, de déportations, la justice soviétique ne dispose d'aucune preuve matérielle appuyant ses accusations. Et c'est là contre Staline la preuve la plus accablante.

(19) *Œuvres*, 11, p. 254. On ignore toujours quels documents furent dérobés en la circonstance.

2° S'il fallait même admettre hypothétiquement que tous les accusés ou certains d'entre eux aient réellement commis les crimes monstrueux qui leur sont reprochés, leurs affirmations stéréotypées, me concernant, ne feraient nullement preuve : des misérables capables de faire dérailler les trains, d'empoisonner les ouvriers, d'entrer en rapports avec la Gestapo, etc., seraient bien obligés de rechercher l'indulgence de la bureaucratie en calomniant invariablement son principal ennemi.

3° Mais les dépositions des accusés, tout au moins de ceux dont la physionomie politique nous est connue, sont fausses en ce qui concerne leur propre activité criminelle. Nous ne sommes pas en présence de bandits, de dégénérés, de monstres, mais de victimes d'une effroyable inquisition.

4° Les procès sont des comédies judiciaires (si pénible qu'il soit d'user ici du mot « comédie »), dont le texte fut étudié pendant de longues années, après de nombreuses répétitions par les organismes du G.P.U., sous la direction personnelle de Staline.

5° L'accusation portée contre de vieux révolutionnaires (« trotskystes »), de passer au fascisme, de s'allier à Hitler et au Mikado, etc., est dictée par les mêmes mobiles politiques que les accusations portées autrefois contre Robespierre (20) et les jacobins guillotins avec lui, d'être devenus des « royalistes » et des « agents de Pitt » (21). Des causes historiques analogues appellent les mêmes effets.

BASE POLITIQUE DE L'ACCUSATION : LE TERRORISME

Si le terrorisme est possible d'un côté, pourquoi le considérer comme exclu de l'autre ? En dépit de sa séduisante symétrie, ce raisonnement pêche par la base. On ne peut en aucun cas mettre sur le même plan le terrorisme de la dictature du prolétariat et le terrorisme contre cette dictature. Pour la clique dirigeante, la préparation d'un assassinat, par voie judiciaire ou

(20) Maximilien Robespierre (1758-1794), député à la Convention, animateur du Comité de Salut Public était tombé le 9 Thermidor (27 juillet 1794). C'est lui en fait qui avait inauguré la pratique des « amalgames » en faisant condamner ses ennemis de droite et de gauche — souvent mélangés — comme « agents de Pitt ».

(21) William Pitt (1759-1806), dit « le second Pitt », chef du gouvernement britannique était effectivement l'ennemi juré de la France révolutionnaire.

au coin des bois, est une simple question de technique policière ; et l'on peut toujours, en cas d'échec, sacrifier des agents subalternes. Du côté de l'opposition, par contre, le terrorisme suppose la concentration de toutes les forces sur la préparation d'attentats, avec la certitude, donnée d'avance, que chaque acte, qu'il échoue ou réussisse, entraînera, en représaille, la perte des meilleurs, par dizaines. Ce gaspillage insensé de forces, l'opposition ne pouvait pas se le permettre. C'est pour cette raison et non pour une autre que l'Internationale Communiste s'abstient de recourir au terrorisme dans les pays de dictature fasciste. L'opposition communiste en U.R.S.S. n'est pas plus qu'elle disposée au suicide.

D'après l'acte d'accusation, rédigé pour les ignorants et les paresseux d'esprit, les « trotskystes » décidèrent d'exterminer le groupe dirigeant pour s'ouvrir ainsi une voie vers le pouvoir. Le philistin moyen, surtout s'il porte l'insigne des « Amis de l'U.R.S.S. » fait à peu près ce raisonnement : les opposants ne pouvaient manquer d'aspirer au pouvoir et détestaient les dirigeants ; pourquoi n'eussent-ils pas, dès lors, pensé au terrorisme ? En d'autres termes, pour ce philistin, la question est réglée précisément là où en réalité elle commence à se poser. Les leaders de l'opposition ne sont pas les premiers venus et ne sont pas non plus des néophytes. Il ne s'agit pas de savoir s'ils aspiraient au pouvoir : toute tendance politique sérieuse y aspire. Il s'agit de savoir si les opposants, possédant une immense expérience révolutionnaire, pouvaient croire un seul instant que le terrorisme les rapprocherait du but ? L'histoire de Russie, la théorie marxiste, la psychologie politique répondent : Non.

Le problème du terrorisme nécessite ici une brève digression historique et théorique. Et puisque l'on me représente comme l'initiateur du « terrorisme antisoviétique », il faut bien que ces pages aient un caractère autobiographique. En 1902, à peine arrivé de Sibérie à Londres, après environ cinq années de prison et de déportation, j'énumérais, dans un article consacré au bicentenaire de la forteresse de Schlüsselburg et de sa maison de force, les révolutionnaires que l'on y avait fait mourir (22). « Ces ombres douloureuses crient vengeance », écrivais-je — « mais non vengeance personnelle : vengeance révolutionnaire. Exécution de l'autocratie et non exécution des ministres. » Ces lignes condamnaient le terrorisme individuel. L'auteur avait vingt-trois

(22) « Le 200^e anniversaire de l'annexion de la forteresse de Schlüsselburg », *Iskra* n° 27, 1^{er} novembre 1902.

ans et il était un adversaire du terrorisme individuel depuis les premiers jours de son activité révolutionnaire. Entre 1902 et 1905, je fis, dans diverses villes de l'Europe, aux étudiants et aux émigrés, de nombreuses conférences contre l'idéologie terroriste qui, au début du siècle, recommençait à se répandre au sein de la jeunesse russe.

A partir des années 80, deux générations de marxistes russes font l'expérience du terrorisme, en recueillent les tragiques leçons, se pénètrent d'une aversion organique envers l'aventurisme héroïque de quelques-uns. Le fondateur du marxisme russe, Plekhanov, le leader du bolchevisme, Lénine, le représentant le plus marquant du menchevisme, Martov, consacrent à la lutte contre le terrorisme des milliers de pages et des centaines de discours. Devant l'alchimie terroriste des cercles fermés d'intellectuels, ma jeunesse s'était nourrie des idées de ces aînés. Le problème du terrorisme était pour nous, révolutionnaires russes, un problème de vie ou de mort au sens politique comme au sens littéral et personnel. Le terroriste n'était pas pour nous un héros de roman, c'était un homme vivant et proche. En déportation, nous passions des années avec les terroristes de la génération précédente. En prison et au cours de transferts, nous rencontrions des terroristes de notre âge. Nous nous entretenions à la forteresse de Pierre-et-Paul, à petits coups frappés contre le mur, avec des terroristes qui attendaient la mort. Que d'heures, que de journées passées en discussions passionnées, que de ruptures à cause de la plus brûlante des questions ! Les publications traduisant et reflétant ces discussions formeraient une riche bibliothèque.

Des explosions de terrorisme sont inévitables quand l'oppression politique dépasse certaines limites. De tels actes ont presque partout un caractère symptomatique. Autre chose est la politique qui canonise le terrorisme et en fait un système. « Le terrorisme, écrivais-je en 1909, exige une telle concentration d'énergie sur un « instant capital », une telle surévaluation de l'importance de l'héroïsme individuel et enfin, une conspiration si hermétique... qu'il exclut tout à fait l'agitation et le travail d'organisation au sein des masses... En combattant le terrorisme, les intellectuels ont défendu leur droit ou leur devoir de ne point quitter les quartiers ouvriers pour aller creuser des sapes sous les palais du tsar et des grands-ducs. » L'Histoire ne se laisse ni tromper ni jouer. Elle remet à la fin chacun à sa place. Le propre du terrorisme est finalement de détruire l'organisation qui tente de suppléer à l'aide des laboratoires à l'insuffisance de sa propre force politique. Dans certaines conditions historiques, le terro-

risme peut désorienter le pouvoir. Mais qui tire, en pareil cas, parti de la situation ? Ce n'est jamais l'organisation terroriste, ni les masses derrière lesquelles se passe le duel. La bourgeoisie libérale fut toujours, en Russie, sympathique au terrorisme. On voit pourquoi. J'écrivais en 1909 : le terrorisme ne peut que faire le jeu des libéraux, dans la mesure où il porte la désorganisation et la démoralisation dans les rangs du pouvoir... au prix de la désorganisation et de la démoralisation des révolutionnaires. Nous retrouvons la même pensée, exprimée en des termes à peu près semblables, un quart de siècle plus tard, à propos de l'assassinat de Kirov.

Les attentats individuels attestent infailliblement l'état politique arriéré du pays et la faiblesse des forces progressistes. En révélant la puissance du prolétariat, la révolution de 1905 mit fin au romantisme du combat singulier des petits groupes d'intellectuels contre l'autocratie. « Le terrorisme est mort en Russie », répétai-je dans divers articles. « Le terrorisme s'est déplacé loin vers l'Orient, vers le Pendjab et le Bengale... Peut-être connaîtra-t-il encore de beaux jours dans des pays de l'Orient. En Russie, il appartient désormais à l'Histoire. »

A partir de 1907, je me retrouvai de nouveau dans l'émigration. La contre-révolution sévissait, de nombreuses colonies russes se formèrent dans les villes de l'Europe occidentale. Toute une phase de mon activité d'émigré fut absorbée par la propagande contre le terrorisme de la vengeance et du désespoir. Il apparut en 1909 qu'un agent provocateur, Azev (23), se trouvait à la tête de l'organisation terroriste des « socialistes-révolutionnaires ». « La provocation, écrivais-je, est chez elle dans l'impasse du terrorisme » (janvier 1909). Le terrorisme individuel ne fut jamais à mes yeux qu'une impasse.

« L'hostilité irréductible de la social-démocratie russe à l'endroit du terrorisme bureaucraté de la révolution, considéré comme une arme contre le terrorisme bureaucratique de l'autocratie, écrivais-je alors, a été méconnue et blâmée non seulement des libéraux russes, mais même des socialistes d'Occident... » Les uns et les autres nous traitaient de doctrinaires. Marxistes russes, nous expliquions la sympathie des leaders de la social-démocratie d'Occident pour le terrorisme russe par le penchant

(23) Evno Azev (1870-1918) était un agent de la police tsariste qui dirigea pendant plusieurs années l'organisation terroriste des s.r. allant jusqu'à organiser l'assassinat du ministre de l'Intérieur pour assurer le démantèlement continu du réseau terroriste qu'il « réorganisait » sans cesse.

des opportunistes à reporter leurs espérances des masses sur les dirigeants. « Celui qui recherche un portefeuille ministériel doit... tout autant que celui qui, une machine infernale sous le bras, recherche le ministre, surestimer l'importance du ministre, sa personnalité, sa fonction. Pour tous les deux, le système disparaît ou recule, il ne reste qu'une personne investie de pouvoir. » Cette idée maîtresse qui commanda mon activité pendant des dizaines d'années, nous la retrouvons formulée à l'occasion de l'assassinat de Kirov.

Des états d'esprit terroristes se firent jour vers 1911 dans certains milieux ouvriers autrichiens. Friedrich Adler, qui dirigeait alors la revue théorique du Parti social-démocrate d'Autriche, me demanda sur ce sujet un article pour *Der Kampf*. Je le lui donnai en novembre 1911. En voici quelques lignes : « L'attentat, même quand il « réussit », porte-t-il le trouble dans les cercles dirigeants ? Cela dépend des circonstances politiques concrètes. En tout cas, il ne saurait être question que d'un trouble de courte durée. L'Etat capitaliste ne repose pas sur des ministres et ne peut pas être détruit en même temps que ses ministres. Les classes qu'il sert trouveront toujours d'autres serviteurs, le mécanisme demeurant intact et continuant à fonctionner. Mais le trouble que les attentats terroristes portent dans la classe ouvrière est autrement profond. S'il suffit de s'armer d'un revolver pour atteindre le but, à quoi servent donc les efforts de la lutte des classes ? S'il suffit d'un peu de poudre et de plomb pour trouer la tête de l'ennemi, à quoi sert l'organisation de classe ? Si les grands dignitaires peuvent être intimidés par le fracas d'une explosion, à quoi sert le parti ? Pourquoi des réunions, pourquoi l'agitation, pourquoi les élections, si l'on peut si facilement prendre pour cible, des tribunes du parlement, le banc des ministres ? Le terrorisme individuel est précisément inadmissible à nos yeux parce qu'il *rabaisse les masses devant elles-mêmes*, les réconcilie avec leur impuissance et oriente leurs regards comme leurs espérances vers le grand vengeur, le libérateur qui viendra un jour et accomplira son œuvre. » (24) Cinq ans plus tard, au plus fort de la guerre impérialiste, Friedrich Adler, qui m'avait invité à exposer ces idées, abattait dans un restaurant viennois le ministre-président Stürgkh (25).

(24) Cf. N. Trotskii, « Terrorismus », *Der Kampf* n° 2, 1^{er} novembre 1911.

(25) Karl von Stürgkh (1859-1916), noble autrichien, député agrarien, était depuis 1911 chef du gouvernement austro-hongrois. Il fut abattu le 21 octobre 1916 par F. Adler.

Sceptique et opportuniste héroïque, son désespoir et son indignation n'avaient pas trouvé d'autre issue. Mes sympathies n'étaient pas, on s'en doute, du côté du fonctionnaire des Habsbourg. J'opposai pourtant à l'acte individuel de Friedrich Adler la façon d'agir de Karl Liebknecht qui, en pleine guerre, s'était mis à distribuer des tracts révolutionnaires sur une place de Berlin (26).

Le 28 décembre 1934, quatre semaines après l'assassinat de Kirov, à un moment où la justice de Staline ne savait pas vers qui tourner son glaive, j'écrivais dans le *Biulleten Oppositsii* (janvier 1935, n° 41) : « ... Les marxistes condamnaient catégoriquement la terreur individuelle... même lorsque les coups de feu étaient dirigés contre les agents du gouvernement tsariste et de l'exploitation capitaliste, ils condamneront d'autant plus impitoyablement et rejeteront l'aventurisme criminel des attentats dirigés contre les représentants bureaucratiques du premier Etat ouvrier de l'Histoire. Dans ces conditions, les motifs subjectifs de Nikolaïev et de ses partisans nous sont indifférents. L'enfer est pavé des meilleures intentions. Tant que la bureaucratie soviétique n'est pas destituée par le prolétariat, et cette tâche sera accomplie, elle assume une fonction nécessaire dans la défense de l'Etat ouvrier. Au cas où le terrorisme du type Nikolaïev se développerait, il ne pourrait, de nouvelles conditions défavorables aidant, que rendre service à la contre-révolution fasciste.

Essayer de caser Nikolaïev (27) dans l'Opposition de gauche, ne serait-ce qu'en la personne du groupe Zinoviev tel qu'il était en 1926-1927, seuls des faussaires politiques, qui tablent sur des imbéciles, peuvent le faire. L'organisation terroriste de la jeunesse communiste n'a pas reçu le jour de l'Opposition de gauche, mais de la bureaucratie, de sa décomposition interne. *Le terrorisme individuel est, par essence, du bureaucratisme à rebours.* Pour les marxistes, cette loi n'est pas connue d'hier. Le bureaucratisme n'a pas confiance dans les masses, il tâche de se substituer à elles. Le terrorisme agit de même, lui qui veut rendre les masses heureuses sans leur participation. La bureaucratie stalinienne a créé un odieux culte des chefs en leur attribuant des qualités divines. La religion des héros est aussi celle du terrorisme, quoique précédée du signe moins. Les Nikolaïev s'imaginent qu'il suffit d'éliminer quelques chefs à coups de revolver

(26) Karl Liebknecht avait fait cette distribution de tracts sur la place de Potsdam, le 1^{er} mai 1916, en uniforme de territorial.

(27) Leonid V. Nikolaïev (1904-1934), J.C. de Léningrad, avait tué Kirov.

pour que l'histoire prenne une autre direction. Les communistes terroristes, comme formation idéologique, sont chair de la chair de la bureaucratie stalinienne (28). » Le lecteur a pu s'en convaincre, ces lignes ne furent pas écrites *ad hoc*. Elles résumaient l'expérience d'une vie nourrie elle-même de l'expérience de deux générations.

Sous l'ancien régime, le passage d'un jeune marxiste au parti terroriste était un fait relativement rare que l'on se montrait du doigt. Mais il y avait tout au moins une lutte ininterrompue des tendances, les publications polémiquaient avec âpreté, les débats ne cessaient pas un jour. On voudrait maintenant nous faire croire que des vieux révolutionnaires, des vieux leaders du marxisme russe, formés par la tradition de trois révolutions se seraient tournés, sans débats, sans explications, vers le terrorisme qu'ils repoussèrent toujours comme une méthode de suicide politique. La seule possibilité de formuler pareille accusation montre jusqu'où la bureaucratie stalinienne a fait choir la pensée officielle, théorique et pratique, pour ne point parler de la justice soviétique. Aux convictions politiques acquises par l'expérience, affermies par la théorie, trempées au creuset le plus ardent de l'Histoire, les falsificateurs opposent les aveux décausés, contradictoires et que rien ne confirme, d'anonymes suspects. Oui, disent Staline et ses agents, nous ne pouvons pas nier que Trotsky se soit opposé, en Russie comme ailleurs, à des moments divers de l'évolution politique, aux aventures terroristes. Mais nous avons découvert dans sa vie quelques épisodes qui font exception à cette règle. Dans une lettre secrète qu'il a écrite à un certain Dreitser (29) (et que personne n'a vue) ; dans un entretien avec Holzman, que lui avait amené son fils, à Copenhague (son fils qui était à ce moment même à Berlin) ; dans des entretiens avec Berman et David (personnages dont il apprit l'existence par les comptes rendus du procès...), Trotsky a donné à ses partisans (il s'agit en réalité de ses ennemis les plus acharnés !) des instructions terroristes (qu'il n'a ni tenté de justifier ni cherché à relier à l'œuvre de toute sa vie). Trotsky n'a, quarante années durant, fait connaître, oralement et par écrit, ses idées sur le terrorisme, à des centaines de milliers et des

(28) *Œuvres*, 4, pp. 314-315.

(29) Efim A. *Dreitser* (1894-1936), ancien officier de l'Armée rouge, puis membre de l'Opposition de gauche, arrêté pour avoir monté la garde chez Trotsky, avait capitulé très tôt et était l'un des accusés qui avouaient complaisamment au procès de seize.

millions d'hommes que pour tromper tous ceux qui l'écoutaient ; ses idées véritables, il les exposait en grand mystère à des Berman et à des David... Et il a suffi, ô miracle ! de ces « instructions » bafouillées, tout juste à la portée intellectuelle d'un procureur Vychinsky, pour que des centaines de vieux marxistes s'engagent automatiquement, sans discussion, sans objections dans la voie du terrorisme... Telle est la base politique des procès de Moscou. En d'autres termes, ces procès manquent de toute base politique !

L'ASSASSINAT DE KIROV

Il est question dans les procès de Moscou, de desseins grandioses, de plans, de préparation de crimes. Tout se passe néanmoins en conversations, plus exactement en évocation de propos que les accusés auraient tenus. Le compte rendu des procès se réduit, nous l'avons déjà dit, à une conversation sur des conversations. L'assassinat de Kirov est le seul crime réel. Or, il a été commis, non par des opposants, non par des capitulards que le G.P.U. fait passer pour des opposants, mais par un, deux ou trois jeunes communistes tombés dans les filets de la provocation. Que le G.P.U. ait voulu ou non aller jusqu'au crime, la responsabilité lui en revient ; et il ne pouvait pas en si grave occurrence agir sans instructions directes de Staline.

Sur quoi reposent ces affirmations ? On trouve dans les documents publiés à Moscou tous les éléments de la réponse. L'analyse de ces documents est donnée dans ma brochure *L'Assassinat de Kirov et la bureaucratie soviétique*, dans le *Livre Rouge* de L. Sedov et d'autres travaux. Je résume brièvement ici les conclusions de cette analyse.

1. Zinoviev, Kamenev et leurs camarades ne pouvaient pas avoir organisé l'assassinat de Kirov, car cet attentat n'avait aucune justification politique. Kirov n'était qu'une figure de second plan, sans importance personnelle. Qui connaissait son nom, dans le monde, avant sa mort ? En admettant même l'hypothèse absurde que Zinoviev, Kamenev et leurs amis se fussent engagés dans la voie du terrorisme individuel, ils ne pouvaient pas ne pas comprendre que l'assassinat de Kirov, sans leur promettre de bénéfice politique, provoquerait des représailles impitoyables contre les suspects et les douteux et rendrait par la suite malaisée toute activité d'opposition et surtout le terrorisme... De vrais terroristes eussent dû commencer par Staline. Il

y avait parmi les accusés des membres du Comité Central et du gouvernement qui entraient librement partout : abattre Staline ne présentait pour eux aucune difficulté. Les capitulards ne l'ont pas fait parce qu'au lieu de combattre Staline et d'attenter à sa vie, ils le servaient.

2. L'assassinat de Kirov plongea les milieux dirigeants dans la panique. Bien que la personnalité de Nikolaïev ait été établie sur-le-champ, le premier communiqué officiel parle d'un attentat commis par des Blancs, illégalement entrés en U.R.S.S. par les frontières de Roumanie, de Pologne et d'autres Etats limitrophes. Cent quatre « Blancs » — au moins — de cette catégorie furent passés par les armes ! Pendant plus de deux semaines le gouvernement crut devoir détourner l'attention de l'opinion et effacer on ne sait quelles traces en faisant procéder à des exécutions sommaires. La version des Blancs ne fut abandonnée que le seizième jour. Le gouvernement ne nous a donné jusqu'aujourd'hui aucune explication de cette première période de panique, marquée par plus de cent cadavres.

3. La presse soviétique n'a absolument rien dit sur les circonstances dans lesquelles Nikolaïev tua Kirov ; elle n'a dit ni quelles fonctions remplissait Nikolaïev, ni quels étaient ses rapports avec Kirov. Les détails de l'attentat sont demeurés dans l'ombre. Le G.P.U. ne peut pas relater ce qui s'est passé sans révéler quelles initiatives lui revenaient dans ce crime.

4. Bien que Nikolaïev et ses treize coaccusés aient fait toutes les dépositions que l'on exigeait d'eux (et j'admets qu'ils ont pu être torturés), ils n'ont dit mot d'une participation de Zinoviev, Bakaïev (30), Kamenev ou de quelque « trotskyste » que ce fût à la préparation de l'attentat. Le G.P.U. ne semble même pas les avoir interrogés à ce sujet. L'affaire était trop fraîche, la provocation trop évidente et le G.P.U. se souciait davantage de dissimuler sa propre culpabilité que de rechercher celle de l'opposition.

5. Alors que le procès Radek-Piatakov, mettant directement en cause des gouvernements étrangers, fut joué au grand jour, le procès du jeune communiste Nikolaïev, meurtrier de Kirov, se déroula les 28-29 décembre 1934 à huis clos. Pourquoi ?

(30) Ivan P. *Bakaïev* (1887-1936), ouvrier bolchevik en 1905, à Saint-Petersbourg en 1910, secrétaire du soviét de Pétrograd en 1917, puis président de la Tchéka à Pétrograd, était un proche collaborateur de Zinoviev dont il suivit l'itinéraire dans l'Opposition puis la capitulation. Condamné à 8 ans de prison en janvier 1935 il fut condamné à mort et exécuté en août 1936.

Ce n'était évidemment pas pour des raisons diplomatiques. Le G.P.U. ne pouvait pas montrer son propre travail. Il fallait faire disparaître dans les ténèbres les auteurs de l'attentat et leurs proches, se bien laver les mains et s'attaquer ensuite à l'opposition.

6. L'assassinat de Kirov suscita un si grand trouble au sein de la bureaucratie que Staline, qui ne pouvait manquer d'être suspecté dans les milieux informés, fut dans la nécessité de trouver des boucs émissaires. Le procès des douze principaux fonctionnaires du G.P.U. de Leningrad, Medved en tête, eut lieu le 23 janvier 1935. L'acte d'accusation constate que Medved et ses collaborateurs « étaient renseignés sur l'attentat qui se préparait ». Le verdict constate qu'ils « ne prirent pas à temps les mesures nécessaires pour découvrir le groupe terroriste et interrompre son activité, bien qu'ils en eussent la pleine possibilité ». On ne saurait exiger plus de franchise. Tous les inculpés furent condamnés à des peines de prison variant entre deux et dix ans. Tout est clair : le G.P.U., agissant par le truchement de ses agents provocateurs, risquait la tête de Kirov pour impliquer l'opposition dans son intrigue. Nikolaïev tira avant d'avoir reçu l'autorisation de Medved, compromettant ainsi, irrémédiablement, l'amalgame. Staline sacrifia Medved (31).

7. Notre analyse trouve une confirmation nouvelle dans le rôle tenu par le consul de Lettonie à Léningrad, M. Bissenieks, agent manifeste du G.P.U. Nikolaïev reconnu avoir été en relation avec ce consul, en avoir reçu cinq mille roubles pour préparer son attentat et avoir été sans raison sollicité par lui d'écrire une lettre à Trotsky. Afin de rattacher au moins obliquement mon nom à l'affaire Kirov, Vychinsky mentionne dans son acte d'accusation de décembre 1934 cet épisode stupéfiant qui fait ressortir on ne peut mieux le rôle du consul. Le nom de ce dernier n'a cependant été publié que sur les exigences du corps diplomatique, après quoi ce singulier agent consulaire disparut de la scène sans plus laisser de traces. Son nom ne devait plus être mentionné dans les procès ultérieurs, bien qu'il ait connu l'assassin et financé l'assassinat ! Tous les « organisateurs » ultérieurs de cet attentat (Bakaïev, Kamenev, Zinoviev, Mratchkovsky et autres (32)) n'ont pas une seule fois nommé

(31) Sur le coup, Medved ne fut pas « sacrifié » mais seulement muté. Il disparut cependant ultérieurement.

(32) Sergei V. *Mratchkovsky* (1883-1936) avait commandé l'insurrection de 1917 dans l'Oural puis exercé de hautes responsabilités dans l'Armée rouge ; il

M. Bissenieks ! On se figurerait difficilement provocation plus grossière, plus tâtonnante et plus impudente.

8. Ce n'est qu'après l'extermination des terroristes authentiques, de leurs amis et de leurs auxiliaires, y compris certainement les agents du G.P.U. mêlés au complot, que Staline croit possible de s'attaquer à fond à l'opposition. Le G.P.U. arrête alors les dirigeants de l'ancien groupe Zinoviev et les divise en deux catégories. L'agence Tass publie le 22 décembre un communiqué concernant les sept plus influents, tous anciens membres du comité central. « Ils ne sauraient être mis en jugement faute de données suffisantes. » Les militants moins influents demeurent, selon la technique traditionnelle du G.P.U., sous l'épée de Damoclès. Menacés de mort, plusieurs d'entre eux compromettent, dans leurs dépositions, Zinoviev, Kamenev, Evdokimov (33)... Ils ne parlent pas, il est vrai, de terrorisme, mais d'« activité contre-révolutionnaire » en général (mécontentement, critiques de la politique de Staline). Cela suffit pour obtenir de Zinoviev, de Kamenev et de plusieurs autres l'aveu d'une responsabilité « morale » dans l'attentat terroriste. A ce prix, Zinoviev et Kamenev évitent momentanément d'être inculpés de complicité directe.

9. J'écrivais le 26 janvier 1935 à mes amis d'Amérique (lettre publiée dans le *Bulleten Oppositsii*, N° 42, février 35) : « La stratégie déployée autour du cadavre de Kirov n'a pas procuré à Staline de brillants lauriers. C'est justement pourquoi il ne peut ni s'arrêter ni reculer. Aux amalgames qu'il n'a pas su organiser, qui ont échoué, il a besoin d'en substituer d'autres, plus vastes et... plus réussis. Préparons-nous à lui faire face ! » (34) Les procès de 1936-37 n'ont que trop confirmé cet avertissement.

QUI A FIXÉ LA LISTE DES VICTIMES PROMISES AU TERRORISME ?

Le procès Zinoviev-Kamenev d'août 1936 fut tout entier basé sur le terrorisme. L'objet du prétendu « centre » était de

avait capitulé en 1929, mais semble avoir repris ensuite une activité d'opposant avec I. N. Smirnov en 1932.

(33) Grigori E. *Evdokimov* (1884-1935), ancien marin, membre du parti en 1908, président du soviet de Pétrograd, membre du comité central, était un fidèle de Zinoviev. Il avait été condamné à 8 ans de prison en janvier 1935, condamné à mort et exécuté en août 1936.

(34) *Œuvres*, 5, pp. 45-50.

renverser le gouvernement, en supprimant les chefs, afin de s'emparer du pouvoir. La confrontation attentive des comptes rendus des deux procès suffit à nous convaincre que la liste des chefs destinés, paraît-il, à l'extermination fut arrêtée non par les terroristes, mais par leurs victimes supposées et en premier lieu par Staline. Le cas Molotov (35) fait ressortir l'apport personnel de Staline.

D'après l'acte d'accusation du procès Zinoviev, « le centre terroriste unifié trotskyste-zinoviéviste », après avoir supprimé Kirov, ne se borna pas à organiser l'assassinat du seul Staline. Il travaillait simultanément à organiser l'assassinat d'autres dirigeants du parti et nommément de Vorochilov, Jdanov, Kaganovitch, Kossior, Ordjonikidzé et Postychev (36). Cette liste ne comprend pas le nom de Molotov. Elle varia sur les lèvres des accusés à divers moments de l'instruction et du procès. Sur un point, elle resta invariable : aucun des accusés ne mentionna Molotov. D'après Reingold (37), parlant à l'instruction, « la directive essentielle de Zinoviev se réduisait à : frapper Staline, Kaganovitch et Kirov ». A l'audience du soir du 19 août, Reingold dit : « Dès lors la seule méthode d'action, c'est le terrorisme dirigé contre Staline et ses plus proches collaborateurs, Kirov, Vorochilov, Kaganovitch, Ordjonikidzé, Postychev, Kossior et autres... » Molotov n'est pas mentionné. Mratchkovsky dépose : « Nous devons tuer Staline, Vorochilov, Kaganovitch, — Staline en premier lieu. » Molotov est de nouveau ignoré.

Même chose avec mes prétendues directives terroristes. L'acte d'accusation dit que « le groupe Dreitser reçut directe-

(35) Viatcheslav M. Skriabine, dit *Molotov* (né en 1890), fidèle de Staline depuis la guerre civile, membre du C.C. en 1920, était alors président du conseil des commissaires du peuple.

(36) Klementi E. *Vorochilov* (1881-1969), vieux-bolchevik, lié à Staline pendant la guerre civile, était commissaire du peuple à la défense. Andréi A. *Jdanov* (1896-1948) avait succédé à Kirov à la tête de l'organisation du parti à Leningrad et était suppléant du bureau politique. Lazar P. *Kaganovitch*, dit *Kaganovitch* (né en 1893), cordonnier, était commissaire du peuple aux communications et secrétaire du parti à Moscou. Stanislav V. *Kossior* (1889-1939), bolchevik en 1907, était membre du bureau politique. Grigori K. *Ordjonikidzé*, dit *Sergo* (1886-1937), membre du parti depuis 1903, lié à Staline dans les années 20, avait été membre du bureau politique jusqu'à son suicide, le 18 février 1937. Pavel P. *Postychev* (1887-1940), bolchevik en 1904, un des dirigeants bolcheviques de Sibérie jusqu'en 1923 était suppléant du bureau politique. C'est, semble-t-il, lui qui, au comité central de mars, avait exprimé la résistance de nombreux dirigeants à l'accélération de la terreur.

(37) Isaac I. *Reingold* (1897-1936), ancien zinoviéviste, était l'un des accusés du procès Zinoviev.

ment de Trotsky la directive de tuer Vorochilov ». A en croire Mratchkovsky, au cours de l'automne 1932, Trotsky « confirma de nouveau la nécessité de tuer Staline, Vorochilov et Kirov ». En décembre 1934, Mratchkovsky reçut par Dreitser une lettre de Trotsky, exigeant « plus de célérité dans l'exécution des attentats contre Staline et Vorochilov ». Dreitser le confirme. Berman-Iourine dépose : « Trotsky dit qu'il fallait, outre Staline, supprimer Kaganovitch et Vorochilov ». J'aurais donc pendant près de trois ans répété qu'il fallait tuer Staline, Kaganovitch, Vorochilov, Kirov. Pas un mot sur Molotov. C'est d'autant plus remarquable que, dans les dernières années de mon activité de membre du bureau politique, Kirov et Kaganovitch n'en faisaient point partie et nul ne les considérait comme des personnages politiques de quelque importance, tandis que Molotov était la seconde figure du groupe dirigeant. Molotov n'est pas seulement membre du bureau politique, c'est aussi le chef du gouvernement. Sa signature, à côté de celle de Staline, s'étale au bas des décrets les plus importants. Et pourtant, nous le voyons, les terroristes du « centre unifié » ignorent obstinément son existence. Chose tout à fait étonnante, le procureur Vychinski, loin de s'étonner de cette lacune, la considère comme toute naturelle. A l'audience du matin du 19 août, Vychinski interroge Zinoviev sur les attentats en préparation : « Contre qui ? »

Zinoviev. — Contre les dirigeants.

Vychinsky — C'est-à-dire contre les camarades Staline, Vorochilov et Kaganovitch ? »

Les mots « c'est-à-dire » ne laissent pas place au doute : le procureur exclut officiellement le chef du gouvernement du nombre des dirigeants du parti et de l'Etat. Pour finir, le même procureur, dans son réquisitoire, accable les trotskystes « qui ont levé la main contre les dirigeants du parti, contre les camarades Staline, Vorochilov, Jdanov, Kaganovitch, Ordjonikidzé, Kossior, Postychev, nos dirigeants, les dirigeants de l'Etat soviétique ». (Audience du 22 août). Le mot « dirigeants » est répété trois fois, mais cette fois encore il ne s'applique pas à Molotov.

Des raisons sérieuses nécessitèrent donc, pendant la longue préparation du procès, l'éviction de Molotov de la liste des « dirigeants ». Les non-initiés ne sauraient comprendre pourquoi les terroristes croyaient indispensable de tuer Kirov, Postychev, Jdanov, Kossior, « chefs » provinciaux, et négligeaient Molotov qui dépasse, de l'aveu de chacun, d'une ou de deux têtes tous ces candidats au sacrifice. Sedov, dans son *Livre Rouge*, note déjà cet ostracisme : « Dans la liste des chefs que les terroristes auraient

eu l'intention de supprimer, liste arrêtée par Staline, n'entrent pas que des premières grandeurs ; on y voit aussi Jdanov, Kossior et Postychev. Mais on n'y trouve pas Molotov. Or il n'y a pas de hasard chez Staline en ces sortes d'affaires. »

Quel est ce secret ? Des rumeurs persistantes ont ébruité les désaccords entre Staline et Molotov relatifs à l'abandon de la politique dite de la « troisième période » ; ces rumeurs ont trouvé une confirmation indirecte mais certaine dans la presse soviétique : Molotov n'était plus ni cité ni loué, ni photographié, et il arrivait même qu'on oubliât de le mentionner. Le *Biulleten Oppositsii* l'observa plusieurs fois. Le certain en tout cas, c'est qu'en août 1936, le principal compagnon de lutte de Staline dans la lutte contre toutes les oppositions se trouva publiquement et brutalement exclu de la liste des dirigeants. On ne peut manquer, dans ces conditions, de conclure que les aveux des accusés, de même que mes « directives », devaient contribuer à résoudre un problème circonstanciel : élever au rang des « chefs » Kaganovitch, Jdanov et quelques autres tout en discréditant l'ex-« chef » Molotov.

Mais peut-être les autorités judiciaires manquaient-elles tout bonnement, pendant le procès Zinoviev, de données sur les attentats visant Molotov ? L'hypothèse ne résiste à aucune critique. De façon générale, ces procès se passent sans « données ». Le verdict du 23 août 1936 parle d'attentats (contre Postychev et Kossior) dont le compte rendu des débats ne dit mot. Malgré son importance en elle-même, cette considération passe au second plan du fait que les accusés et tout d'abord les membres du « centre », dans leurs aveux, parlent moins d'attentats que de projets d'attentats. Ils s'agissait presque exclusivement de savoir qui les conjurés croyaient devoir tuer. La liste des victimes était dès lors déterminée non par les matériaux de l'instruction, mais par le rôle politique des personnages les plus influents. Et il est d'autant plus stupéfiant que les « plans » du « centre » embrassent tous les candidats au martyr concevables, à l'exception de Molotov, que personne n'a cependant jamais considéré comme un figurant décoratif du genre Kalinine. Au contraire, s'il fallait poser la question de la succession de Staline, on devrait bien répondre que Molotov a plus de chances qu'aucun autre.

Peut-être encore les terroristes, informés des désaccords entre les dirigeants, avaient-ils simplement décidé d'épargner Molotov ? Cette hypothèse aussi, nous allons le voir, ne résiste pas à l'examen. A la vérité, ce ne sont pas les « terroristes » qui

ont épargné Molotov, c'est Staline qui a voulu donner l'impression qu'ils l'avaient fait pour nuire ainsi à son adversaire. Les faits montrent qu'il a pleinement réussi. Dès avant le procès d'août une réconciliation s'esquisse entre Staline et Molotov. Elle se traduit tout de suite dans la presse qui, obéissant à un signal, commence à réintégrer Molotov dans ses droits d'autrefois. On pourrait, en citant la *Pravda*, tracer un tableau saisissant et convaincant de la réhabilitation progressive de Molotov en 1936. Le *Biulleten Oppositsii* écrivait à ce propos (n° 50, mai 1936) : « Depuis la liquidation de la « troisième période », Molotov était, comme on sait, dans une demi-disgrâce... Mais il a fini par « s'aligner ». Au cours des dernières semaines, il a fait plusieurs fois le panégyrique de Staline... En récompense... voici que l'on mentionne son nom à la deuxième place en le qualifiant de plus proche compagnon de lutte. » En cette occurrence comme en beaucoup d'autres, la confrontation des organes de la bureaucratie soviétique avec le *Biulleten Oppositsii* permet de déchiffrer bien des énigmes.

Le montage du procès Zinoviev-Kamenev est antérieur à cette réconciliation : on ne pouvait tout de même pas remanier à la hâte tous les matériaux de l'instruction ! Staline, d'ailleurs, ne se pressait pas d'amnistier complètement le président du conseil des commissaires du peuple, à qui il fallait donner une bonne leçon. Vychinsky dut donc s'en tenir en août à la directive de naguère. La préparation du procès Piatakov-Radek a lieu après la réconciliation. La liste des victimes désignées change comme il convient et non seulement pour le futur, mais aussi pour le passé ! Dans sa déposition du 24 janvier, Radek, se référant à un entretien avec Mratchkovsky, en 1932, dit : « Je n'eus pas le moindre doute à ce sujet : les actes terroristes devaient être dirigés contre Staline et ses plus proches camarades : Kirov, Molotov, Vorochilov, Kaganovitch. » Déposition du témoin Loguinov (38), à la séance du matin du 25 janvier : « Piatakov dit (début de l'été 1935) que le centre parallèle trotskyste... préparait des actes terroristes contre Staline, Molotov, Vorochilov, Kaganovitch... » Piatakov s'empressa, bien entendu, de confirmer la déposition de Loguinov. Les accusés du deuxième procès, contrairement aux membres du « centre unifié » notamment Molotov parmi les futures victimes et lui attribuent même la deuxième place, après Staline.

(38) Vladimir F. Loguinov, présenté au tribunal comme directeur du trust du coke, avait témoigné contre Piatakov.

Qui donc établit, dans ces conditions, la liste des victimes désignées ? Les terroristes ou le G.P.U. ? Staline, par le truchement du G.P.U. L'hypothèse mentionnée plus haut, selon laquelle les « trotskystes », informés des dissentiments existant entre Molotov et Staline, auraient épargné le premier pour des raisons politiques, ne pourrait prétendre à la vraisemblance que si les « trotskystes » n'avaient commencé la préparation d'un attentat contre Molotov qu'après sa réconciliation avec Staline. Mais il apparaît qu'ils pensaient à tuer Molotov dès 1932 : ils « oublièrent » seulement de le dire en août 1935 et le procureur « oublia » de le leur rappeler. Mais dès que Molotov eut obtenu de Staline l'amnistie politique, la mémoire du procureur et des accusés s'éclaircit. Et nous voici témoins d'un miracle : bien que Mratchkovsky n'ait parlé dans ses dépositions que de la préparation d'attentats contre Staline, Kirov, Vorochilov et Kaganovitch, l'accusé Radek, se reportant à un entretien qu'il aurait eu avec Mratchkovsky en 1932, ajoute après coup à cette liste le nom de Molotov. Piatakov, d'autre part, aurait parlé à Loguinov d'un attentat contre Molotov au début de l'année 1935, plus d'un an avant le procès Zinoviev. Enfin, les accusés Mouralov, Chestov et Arnold (39) parlent d'un attentat « effectif » contre Molotov, qui aurait été commis, en 1934, plus de deux ans avant le procès du « centre unifié » ! Une conclusion s'impose : c'est que les accusés avaient tout aussi peu de liberté dans le choix de leurs « victimes » qu'en tout autre domaine. La liste des personnes visées par le terrorisme était en réalité celle des chefs officiellement recommandés aux masses. Elle s'est modifiée avec les regroupements du noyau dirigeant. Il ne restait aux accusés comme au procureur Vychinski qu'à se conformer à des instructions totalitaires.

L'objection suivante est encore possible : Toute cette machination n'est-elle pas vraiment trop grossière ? Force nous est de répondre qu'elle ne l'est pas plus que bien d'autres dans ces abominables procès. Le régisseur ne fait appel ni à la raison ni à la critique. Il entend écraser les droits de la raison sous un faux massif scellé par des fusillades.

(39) Nikolai I. *Mouralov* (1877-1937), agronome, dirigeant de l'insurrection à Moscou en 1917, inspecteur général de l'Armée rouge, déporté en 1928, n'avait jamais formellement capitulé avant de comparaître dans le procès Piatakov-Radek. Valentin V. *Arnold* (1894-1937) et Alexei A. *Chestov* (1896-1937) étaient des accusés subalternes de ce même procès.

**BASE POLITIQUE DE L'ACCUSATION :
LE SABOTAGE**

L'accusation de sabotage, portée contre les « troskystes », constitue bien, dans le dessein et l'exécution, l'élément le plus grossier de l'imposture judiciaire. D'une importance capitale dans l'amalgame, elle n'a convaincu personne (exception faite de M. Duranty et de ses pareils). L'acte d'accusation a fait savoir au monde que toute l'industrie soviétique était aux mains d'une poignée de « trotskystes ». Il n'en allait pas mieux des transports. Quels furent les actes de sabotage commis ? Les aveux de Piatakov, confirmés par ceux de ses plus proches collaborateurs accusés comme lui, nous révèlent que : *a*) les plans des nouvelles usines étaient élaborés avec trop de lenteur et maintes fois remaniés ; *b*) la construction des usines durait trop longtemps, immobilisant ainsi des capitaux très considérables ; *c*) les entreprises entraient en exploitation avant d'être achevées, de sorte qu'elles se détérioraient vite ; *d*) les diverses parties des entreprises étant disproportionnées, la capacité générale de production en était amoindrie ; *e*) les usines accumulaient des réserves inutiles de matériaux, transformant ainsi le capital productif en capital improductif ; *f*) les matériaux étaient dilapidés, etc., etc. Tous ces faits, connus depuis longtemps comme les maux chroniques de l'économie soviétique, s'expliquent désormais par un complot que dirigea Piatakov, sur mes directives, cela va de soi.

Ce qui reste tout à fait incompréhensible, c'est le rôle, en tout ceci, des organismes de l'Etat appelés à diriger l'industrie, les finances et le contrôle, sans parler du parti qui a dans toutes les entreprises et dans toutes les institutions ses cellules. A en croire l'acte d'accusation, la direction de l'économie appartenait, non à un « chef génial et infaillible », non à ses collaborateurs les plus proches, membres du bureau politique et du gouvernement, mais à un homme isolé, banni et exilé depuis neuf ans. Comment le comprendre ? Une dépêche de Moscou publiée par le *New York Times* (du 25 mars 1937) nous apprend que le nouveau chef de l'industrie lourde, Mejlaouk (40), a dénoncé devant ses

(40) Valeri I. *Mejlaouk* (1893-1938), bolchevik en 1917, dirigeant de la révolution en Ukraine, avait succédé à Ordjonikidzé après le suicide de ce dernier.

subordonnés le rôle criminel des saboteurs dans la confection de faux plans. Seulement, Mejlaouk resta lui-même jusqu'à la mort d'Ordjonikidzé (18 février 1937) à la tête de la Commission du Plan, dont la tâche principale est justement de contrôler les plans et devis de l'économie. Le gouvernement soviétique, à la poursuite du faux, se délivre ainsi lui-même les plus humiliantes attestations d'incapacité. Le *Temps*, organe officieux d'un « pays ami », écrivait avec raison qu'il eût été plus sage de ne point livrer à la publicité cette partie du procès.

Ce que nous venons de dire de l'industrie se rapporte intégralement aux transports. Les spécialistes considéraient que la capacité de transport des réseaux avait des limites techniques précises. Depuis que Kaganovitch fut mis à la tête des voies et communications, la « théorie des limites » a été officiellement proclamée préjugé bourgeois, pis même, invention de saboteurs. Des centaines d'ingénieurs et de techniciens ont payé leur attachement direct ou indirect à cette « théorie ». Sans doute de nombreux spécialistes, formés à l'école du capitalisme, sous-estimaient-ils les possibilités du plan et étaient-ils enclins à fixer des normes d'activité trop basses. Mais il n'en résulte pas que le rythme de l'exploitation ne soit commandé que par l'énergie et l'allant de la bureaucratie. L'outillage du pays, l'interdépendance des diverses branches de l'industrie, des transports et de l'agriculture, le degré de qualification du personnel, le pourcentage des ingénieurs expérimentés, le niveau général de culture et la condition matérielle de la population, tels sont les facteurs fondamentaux qui décident en dernier lieu des limites de l'exploitation des voies ferrées. En s'efforçant de les forcer à coups de commandements, de répressions et de primes (le stakhanovisme), la bureaucratie provoque inévitablement de coûteuses réactions : désorganisation des usines, bris, avaries de machines, gros pourcentages de malfaçons, d'accidents, de catastrophes. Point n'est besoin de faire appel au « complot » trotskyste.

La tâche de l'accusation se complique fortement du fait qu'à partir de février 1930, j'ai systématiquement dénoncé dans la presse, d'année en année, de mois en mois, les vices même de l'économie bureaucratique que l'on impute aujourd'hui à l'organisation fantastique des « trotskystes ». J'ai démontré que l'industrie soviétique a besoin d'une cadence plutôt optimum que maximum, c'est-à-dire assurant, compte tenu de la correspondance des parties d'une entreprise, la croissance ininterrompue de l'économie. « L'industrie court vers une crise, écrivais-je dans

le *Biulleten Oppositsii*, le 13 février 1930, — d'abord en raison des méthodes monstrueusement bureaucratiques qui président à l'élaboration du plan. Le plan quinquennal ne peut être bâti, en observant les proportions et les garanties nécessaires, que si l'on peut discuter librement la cadence du travail et les délais, si toutes les forces intéressées de l'industrie et de la classe ouvrière, toutes les organisations et d'abord le parti, prennent part au débat en contrôlant librement l'expérience acquise par l'économie soviétique au cours de la dernière période et aussi les énormes erreurs commises par les dirigeants... Le plan de l'édification socialiste ne saurait être donné comme une directive à priori émanant des bureaux. »

Les trotskystes, nous l'entendons dire à chaque instant, ne constituent qu'un groupuscule insignifiant, isolé des masses qui les exècrent. C'est justement pourquoi ils auraient eu recours aux méthodes du terrorisme individuel. Mais le tableau change complètement dès que nous passons au sabotage. Il est vrai qu'un homme seul peut jeter une pierre dans une machine ou faire sauter un pont. Mais nous entendons parler aux procès de méthodes de sabotage qui ne sont possibles que lorsque tout l'appareil de direction est aux mains des saboteurs. L'accusé Chestov, agent provocateur manifeste, dépose à l'audience du 25 janvier : « Dans toutes les mines, à Prokofievsk, à Anjerka, à Léninsk, était organisé le sabotage du stakhanovisme. Des instructions enjoignaient d'exaspérer les ouvriers. Avant d'arriver au lieu de son travail, il fallait que l'ouvrier engeulât deux cents fois l'administration. Des conditions de travail insupportables lui étaient faites. Il n'était pas possible de travailler selon les méthodes Stakhanov et même sans elles. » Tout cela, les trotskystes l'avaient fait ! Toute l'administration était évidemment trotskyste !

Pas satisfaite encore, l'accusation indique des modes de sabotage qui ne peuvent être appliqués sans participation active ou passive des ouvriers ! Le président du tribunal cite la déposition suivante de l'accusé Mouralov, qui se reporte à son tour à celle de l'accusé Bogouslavsky (41) : « Sur les voies ferrées, les trotskystes provoquaient l'usure prématurée des locomotives, sabotaient les horaires, organisaient l'encombrement des stations, ralentissant ainsi le mouvement des marchan-

(41) Mikhail S. *Bogouslavsky* (1886-1937), ouvrier, chef de partisans pendant la guerre civile, opposant repentini en 1929, avait été condamné et exécuté au procès Piatakov-Radek.

dises. » Les chemins de fer étaient donc aux mains des trotskystes ! Et le président de demander à l'accusé : « Bogouslavsky sabotait-il tout dernièrement la construction de la ligne Eikhe-Sokol ? »

Mouralov. — Oui.

Le président. — Et vous êtes arrivé à faire échouer les travaux ?

Mouralov. — Oui. »

C'est tout. Comment Bogouslavsky et deux ou trois autres « trotskystes » ont-ils pu faire échouer les travaux de construction d'une ligne de chemins de fer sans être soutenus par des ouvriers et des employés des chantiers, voilà ce qui demeure tout à fait incompréhensible.

Les dates auxquelles se rapportent les actes de sabotage sont contradictoires au possible. D'après les dépositions les plus importantes, le sabotage est en 1934 un « dernier mot ». Mais Chestov en reporte le début à fin 1931. Au cours des débats, les dates tantôt avancent, tantôt reculent. Chaque accusation concrète de sabotage ou de « diversion » repose de coutume sur un échec, une erreur, une catastrophe dans l'industrie ou les transports. A partir du premier plan quinquennal, il y eut des échecs et des accidents en grand nombre. L'accusation choisit ce qu'elle peut imputer à tel ou tel accusé. De là les sautes dans la chronologie du sabotage. En tout cas, la directive générale de sabotage pour autant que l'on peut s'y retrouver, je ne l'aurais donnée qu'en 1934.

Les manifestations les plus funestes du « sabotage » sont aujourd'hui découvertes dans l'industrie chimique au sein de laquelle les proportions intérieures ont été particulièrement malmenées. Or j'écrivais, il y a sept ans, quand les Soviets commençaient à créer cette branche d'industrie : « Dans la question de savoir, par exemple, quelle part devra revenir au cours des prochaines années à l'industrie chimique, la décision ne peut être préparée que par la concurrence des groupements économiques et des diverses branches d'industrie pour la part de la chimie dans l'économie du pays. La démocratie soviétique n'est pas une revendication politique abstraite et moins encore une revendication morale. Elle est devenue une nécessité économique. » Que se passait-il en réalité ? « L'industrialisation, écrivais-je dans le même article, dépend de plus en plus du knout administratif. On force l'outillage et la main-d'œuvre. » Connaisant trop bien les méthodes de défense de Staline, j'ajoutais : « L'écho que notre analyse trouvera dans les milieux officiels

n'est pas difficile à prévoir. Les fonctionnaires vont dire que nous spéculons sur la crise. Des gredins ajouteront que nous souhaitons la perte des Soviets... Tout cela ne nous arrêtera pas. Les racontars passent, les faits restent. »

Je ne puis abuser ici des citations. Mais il me serait facile de prouver, — en main la collection de mes publications, — que j'ai inlassablement prodigué pendant sept ans, en m'inspirant de la presse soviétique, les avertissements contre les conséquences néfastes de l'omission des travaux de laboratoire préliminaires, de la mise en activité d'usines inachevées, de la substitution des mesures de répression acharnées et insensées (et quelquefois de primes tout aussi insensées) à l'apprentissage et à la bonne organisation. Tous les « crimes » économiques dont il a été question au dernier procès de Moscou, je les ai analysés maintes fois, à partir de février 1930 jusque dans mon livre, *La Révolution trahie*, comme les conséquences inévitables du système bureaucratique. Et je n'ai pas la moindre raison de tirer fierté de ma perspicacité. Je me bornais à suivre attentivement les comptes rendus officiels et à déduire de faits incontestables les conséquences élémentaires.

Si le « sabotage » de Piatakov et d'autres commença pratiquement, d'après l'acte d'accusation, vers 1934, comment expliquer que j'exigeai obstinément pendant les quatre années antérieures, que l'on portât radicalement remède aux maux de l'industrie soviétique représentés à présent comme résultant de la pernicieuse activité des trotskystes? Peut-être mon œuvre de théoricien n'était-elle que camouflage? Le camouflage eût dû, par définition, dissimuler des crimes. Or, ma critique les révélait. Il apparaît qu'organisant en secret le sabotage, je consacrais toutes mes forces à attirer l'attention du gouvernement sur les « actes de sabotage » et par là même sur les coupables. C'eût peut-être été très malin si ce n'avait été tout à fait absurde.

La machinerie de Staline et de ses agents, juges et policiers, est des plus simples. Les accidents graves dans les usines, et plus encore les déraillements des trains entraînaient de coutume l'exécution de membres du personnel, souvent même de travailleurs récompensés peu de temps auparavant pour avoir accéléré le rythme de l'exploitation... Un manque d'assurance général, comme le mécontentement, en résulta. Le procès Piatakov eut pour objet d'incarner en Trotsky la cause des accidents et des catastrophes. A l'esprit du bien, Ormuzd, on opposait l'esprit du

mal, Ahriman (42). Conformément aux invariables usages de la justice soviétique actuelle, tous les accusés se sont, cela va de soi, reconnus coupables. Faut-il s'en étonner ? Le G.P.U. n'éprouve aucune difficulté à imposer à ses victimes le choix entre une exécution immédiate ou une faible chance de salut, à la condition de consentir à figurer au procès en qualité de « trotskystes » sabotant consciemment l'industrie et les transports. Le reste n'a pas besoin d'explication.

L'attitude du procureur pendant les débats constitue par elle-même l'argument le plus décisif contre les véritables conjurés. Vychinsky se borne à poser des questions élémentaires : Vous reconnaissez-vous coupable de sabotage ? coupable d'avoir organisé des avaries et des accidents ? Reconnaissez-vous que les directives émanaient de Trotsky ? Jamais il ne demande comment les crimes étaient accomplis, par quels procédés les plans de sabotage obtenaient l'approbation des instances supérieures de l'Etat, comment l'on réussit à cacher le sabotage aux supérieurs et aux subalternes de longues années durant, comment l'on s'assura du silence des autorités locales, des spécialistes, des ouvriers, etc., etc. Une fois de plus, Vychinsky est ici le principal complice du G.P.U.

Jusqu'où va, ce faisant, l'impudence des inquisiteurs ? On le voit du fait que les accusés déclarent, — non sans quelque résistance, il est vrai, — avoir consciemment cherché à multiplier le nombre des accidentés, afin de susciter ainsi le mécontentement des ouvriers. On ne s'arrête pas là. Un télégramme de Moscou, daté du 24 mai, nous apprend que trois « trotskystes » ont été passés par les armes à Novosibirsk pour avoir incendié une école et causé la mort d'un grand nombre d'enfants. Je me permettrai de rappeler ici que mon fils cadet, Serge Sedov, est inculpé de « tentative d'empoisonnement en masse d'ouvriers ». Supposons un instant qu'après la catastrophe récemment survenue dans une école du Texas et qui a ému le monde entier, le gouvernement des Etats-Unis ait déclenché une violente campagne contre l'Internationale Communiste, en l'accusant d'exterminer les enfants... Nous aurons ainsi une idée approximative de la politique actuelle de Staline. Des allégations aussi monstrueuses, concevables uniquement dans l'atmosphère empoisonnée d'une dictature totalitaire, se réfutent elles-mêmes.

(42) Ormuzd ou Ahura Mazda est le principe du bien et de la lumière dans le zoroastrisme tandis qu'Ahriman ou Angra Mainyu est celui du mal et des ténèbres.

*
* *

La vérification de tout ce qui vient d'être dit ne présente aucune difficulté. Mon résumé repose sur des matériaux accessibles au public : journaux soviétiques et publications de l'opposition, le *Biulleten* en premier lieu. La confrontation chronologique de ces deux sources suffit à épuiser la question du sabotage. Les données complémentaires ne nous manquent pas.

BASE POLITIQUE DE L'ACCUSATION : L'ALLIANCE AVEC HITLER ET LE MIKADO

Pour mieux soutenir la thèse, vraiment trop invraisemblable, de l'alliance des trotskystes avec l'Allemagne et le Japon, les avocats du G.P.U. à l'étranger mettent en circulation les versions suivantes :

1. Pendant la guerre, Lénine se rendit en Russie, pour y poursuivre ses desseins révolutionnaires, en traversant l'Allemagne, avec l'assentiment de Ludendorff (43).

2. Le gouvernement bolchevique n'a pas hésité à céder autrefois à l'Allemagne de vastes territoires et à lui payer une contribution afin de maintenir le régime soviétique.

Pourquoi, dès lors, ne pas admettre que Trotsky ait passé un accord avec l'état-major allemand pour obtenir, par des cessions de territoire, etc., la possibilité de poursuivre ses desseins dans le reste de l'U.R.S.S. ?

Ce seul parallèle constitue une monstrueuse calomnie contre Lénine et le parti bolchevique.

I. Lénine se rendit en effet en Russie par l'Allemagne, mettant à profit les espérances que Ludendorff fondait à tort sur la dislocation de la Russie par les luttes intestines.

Seulement,

a) Lénine ne dissimula à aucun moment son programme et les buts de son voyage ;

b) avant de partir, il convoqua en Suisse un certain nombre d'internationalistes de divers pays qui approuvèrent sans réserves son plan de passage à travers l'Allemagne ;

c) il ne conclut aucun pacte politique avec les autorités

(43) Eric von *Ludendorff* (1865-1937) général allemand, était quartier maître général des armées des Centraux depuis 1916.

allemandes et posa comme condition que personne n'entrerait dans son wagon pendant le parcours en territoire allemand ;

d) dès son arrivée à Pétersbourg, il exposa au Soviet et aux masses ouvrières le but et le caractère de son voyage.

La hardiesse dans la décision et la prudence dans la préparation caractérisèrent Lénine dans cet épisode, — non moins que son honnêteté absolue vis-à-vis de la classe ouvrière à laquelle il était à tout moment prêt à rendre compte et ses démarches politiques.

II. Le gouvernement bolchevique céda en effet à l'Allemagne, par le traité de Brest-Litovsk, de vastes territoires, ceci afin de maintenir le régime des Soviets dans le reste du pays. Seulement :

a) le gouvernement des Soviets n'avait pas le choix ;

b) la décision ne fut point prise à l'insu du peuple, mais à la suite de débats publics ;

c) le gouvernement bolchevique ne cacha pas un instant aux masses populaires que le traité de Brest-Litovsk était une capitulation temporaire et partielle de la révolution prolétarienne devant le capitalisme.

La concordance était donc complète entre la fin et le moyen ; l'honnêteté des dirigeants à l'égard des masses laborieuses était absolue.

Voyons maintenant ce que signifie l'accusation qui m'est adressée.

J'aurais passé un accord avec le militarisme et le fascisme sur les bases suivantes :

a) j'abandonnerais le socialisme au bénéfice du capitalisme ;

b) je donnerais le signal de la destruction de l'économie soviétique et de l'extermination des ouvriers et des soldats rouges ;

c) je cacherais au monde entier mes desseins et mes méthodes véritables ;

d) toute mon activité politique ouverte ne viserait qu'à tromper les masses laborieuses sur mes plans réels, connus de Hitler, du Mikado et de leurs agents.

Les actes que l'on m'impute n'ont rien de commun, on le voit, avec l'action de Lénine ; ils se situeraient au contraire diamétralement à leur opposé.

La paix de Brest-Litovsk fut une retraite temporaire, un compromis forcé dont le but était de sauver le régime des Soviets

et de réaliser le programme révolutionnaire (44). L'alliance secrète avec Hitler et le Mikado signifierait la trahison des intérêts de la classe ouvrière par amour du pouvoir personnel, plus exactement pour un mirage de pouvoir, — ce serait en d'autres termes la plus vile trahison.

Des avocats du G.P.U. sont, il est vrai, enclins à mettre de l'eau dans le vin trop fort de Staline ; peut-être, disent-ils, Trotsky n'a-t-il consenti que du bout des lèvres à restaurer le capitalisme, songeant en réalité à faire sur les territoires qui lui resteraient une politique inspirée de son propre programme. Cette variante est tout d'abord en contradiction avec les dépositions de Piatakov, de Radek et autres. Sans cela même, elle est aussi insensée que la version officielle de l'accusation. Le programme de l'opposition est celui du socialisme international. Comment un adulte tant soit peu éclairé s'imaginerait-il que Hitler et le Mikado, connaissant les trahisons et les crimes abominables de cette opposition, lui permettraient d'appliquer un programme révolutionnaire ? Comment pourrait-on espérer parvenir au pouvoir en multipliant les agissements criminels au service d'états-majors étrangers ? N'est-il pas évident que Hitler et le Mikado, après avoir tiré de leurs agents le maximum de profit, s'en débarrasseraient ? Les conspirateurs, à la tête desquels se trouvaient six membres du bureau politique de Lénine, pouvaient-ils ne pas le comprendre ? Dans ses deux variantes, l'accusation est absurde, qu'il s'agisse — thèse officielle — de restaurer le capitalisme ou — thèse officieuse — de tromper Hitler et le Mikado, comme les conjurés pourraient en avoir eu l'arrière-pensée.

Il convient d'ajouter que ces conjurés devaient se rendre parfaitement compte de l'impossibilité d'éviter la divulgation de leurs menées. Au procès Zinoviev-Kamenev, Olberg et d'autres déclarent que la collaboration des « trotskystes » avec la Gestapo n'était pas fait d'exception, mais « système ». Des dizaines, voire des centaines d'hommes devaient donc être initiés. Le terrorisme, et le sabotage plus encore exigeaient à leur tour des centaines, voire des milliers d'agents. Des pertes étaient dès lors tout à fait inévitables et avec elles la divulgation de l'alliance des trotskystes avec les espions fascistes et japonais. Qui pourrait, sans être fou, espérer arriver par ce chemin au pouvoir ?

(44) Le traité de paix de Brest-Litovsk entre la Russie et les puissances centrales fut signé le 3 mars 1918 : les conditions en étaient draconiennes et les soviétiques le qualifièrent à bon droit de « diktat ».

Et ce n'est pas encore tout. Les actes de sabotage, de même que les attentats terroristes, supposent de la part des exécutants la capacité du sacrifice. Le fasciste allemand, l'agent japonais risquant leur tête en U.R.S.S. sont mus par leur patriotisme, leur sentiment national, leur chauvinisme, stimulants puissants. Quels stimulants pourraient être ceux des trotskystes ? Admettons que les « chefs », toute raison perdue, puissent encore espérer s'emparer ainsi du pouvoir. Quels pourraient être les mobiles des Berman, David, Olberg, Arnold et autres qui se seraient voués à une perte inévitable ? L'homme ne consent au sacrifice de sa vie que pour un grand but, ce but fût-il illusoire. Quel était celui des « trotskystes » ? Le démembrement de l'U.R.S.S. ? Le désir de porter Trotsky au pouvoir pour rétablir le capitalisme ? Le désir de seconder le fascisme allemand ? Le désir de fournir du pétrole au Japon pour la guerre contre les Etats-Unis ? Ni la version officielle ni la version officieuse ne nous expliquent pourquoi des centaines d' « exécutants » eussent consenti à donner leurs têtes. Tout l'édifice de l'accusation repose sur une conception mécanique, ignorant la psychologie des hommes vivants. En ce sens l'accusation est le produit naturel d'un régime totalitaire qui méprise et néglige les hommes — tant qu'ils ne sont pas des « chefs ».

*
* *

Une autre théorie fantaisiste, mise en circulation par les amis du G.P.U., affirme que je suis, de par mon attitude générale, politiquement intéressé à hâter la guerre. Raisonnement : Trotsky est partisan de la révolution internationale ; la guerre provoque fréquemment des révolutions ; Trotsky ne peut donc pas ne pas être intéressé à hâter la guerre.

Ceux qui me prêtent de telles idées n'en ont eux-mêmes que de pauvres et confuses sur la révolution, la guerre, l'interdépendance des guerres et des révolutions.

La guerre, en effet, a souvent hâté la révolution. C'est justement pourquoi elle a souvent abouti à des révolutions avortées. La guerre aggrave les contradictions sociales et le mécontentement des masses, ce qui ne suffit pas à la victoire de la révolution prolétarienne. Sans parti révolutionnaire soutenu par les masses, les situations révolutionnaires amènent les plus cruelles défaites. Il ne s'agit pas de « hâter » la guerre, ce dont s'occupent — non sans succès, par malheur, — les impérialistes de tous les pays. Il s'agit de mettre à profit le temps que les

impérialistes laissent encore aux masses ouvrières pour créer le parti et les syndicats révolutionnaires.

L'intérêt vital de la révolution prolétarienne est de reculer autant que possible la guerre, de gagner le plus possible de temps pour se préparer. Plus l'attitude des travailleurs sera ferme, courageuse, révolutionnaire et plus longtemps hésiteront les impérialistes ; plus on réussira à différer la guerre, et plus il y aura de chances que la révolution, s'accomplissant avant la guerre, la rende *impossible*.

La IV^e Internationale, justement parce qu'elle travaille pour la révolution internationale, est un des facteurs agissant contre la guerre, car la peur que la révolution inspire aux classes possédantes est aujourd'hui le seul obstacle à la guerre.

*
* *

La guerre, nous dit-on, crée des situations révolutionnaires. Avons-nous donc manqué de ces situations depuis 1917 ?

1918-1919, situation révolutionnaire en Allemagne.

Situation révolutionnaire en Autriche et Hongrie.

1923, situation révolutionnaire en Allemagne (occupation de la Ruhr).

1925-1927, situation révolutionnaire en Chine, la guerre ne l'ayant pas précédée directement.

1926, convulsions sociales en Pologne.

1931-1933, situation révolutionnaire en Allemagne.

1931-1937, révolution en Espagne.

A partir de 1934, situation prérévolutionnaire en France.

Situation prérévolutionnaire en Belgique.

En dépit de nombreuses situations révolutionnaires, les travailleurs n'ont pas remporté de victoires. Que leur a-t-il manqué ? Un parti capable de mettre les circonstances à profit.

La social-démocratie a suffisamment montré en Allemagne qu'elle est hostile à la révolution. Elle le montre de nouveau en France (Léon Blum) (45). L'Internationale Communiste, usurpant l'autorité de la Révolution d'Octobre, désorganise à son tour le mouvement révolutionnaire. Indépendamment de ses

(45) Léon Blum (cf. n. 5, p. 49), chef du gouvernement depuis la victoire électorale du Front populaire avait appelé en février à « la pause » ; les forces de police de son gouvernement avaient tiré le 16 mars, à Clichy, sur des contre-manifestants ouvriers.

interventions, l'I.C. est devenue en fait le meilleur auxiliaire du fascisme et de la réaction en général.

C'est justement pourquoi s'impose au prolétariat la rigoureuse nécessité de bâtir de nouveaux partis et une nouvelle Internationale répondant aux caractéristiques de notre époque qui est celle de grandioses bouleversements sociaux, la menace de guerre ne cessant jamais.

S'il ne se trouve pas à la tête des masses, en cas de conflagration, un parti révolutionnaire courageux, pourvu d'esprit de suite, ayant fait ses preuves, inspirant confiance aux masses, la situation révolutionnaire fera rétrograder la société. La guerre peut se terminer non par une révolution victorieuse, mais par l'effondrement de la civilisation. Il faut être pitoyablement aveugle pour ne pas le voir.

Guerres et révolutions sont les phénomènes les plus graves et les plus tragiques de l'Histoire. On ne joue pas avec elles. Elles ne tolèrent pas de dilettantisme. Leurs rapports mutuels doivent être clairement conçus. Et aussi les rapports d'interdépendance existant entre les facteurs objectifs de la révolution, que l'on ne peut susciter à son gré, et les facteurs subjectifs ressortissant à l'avant-garde consciente du prolétariat, à son parti. Ce parti, nous devons consacrer toutes nos forces à le préparer.

Admettra-t-on une seconde que les prétendus trotskystes, extrême-gauche traquée et combattue par toutes les autres tendances, puissent consacrer leurs forces à de méprisables aventures, au sabotage, à la provocation de la guerre, — au lieu de bâtir le parti capable de faire face, bien armé, à une situation révolutionnaire ? Le cynique mépris de Staline et de son école pour l'opinion publique, joint à sa primitive duplicité policière, pouvait seul imaginer chose aussi absurde et monstrueuse !

*
* *

Je me suis attaché à démontrer dans des centaines de lettres et d'articles que la défaite militaire de l'U.R.S.S. entraînerait inévitablement la restauration du capitalisme sous une forme semi-coloniale, avec un régime politique fasciste, après le démembrement du pays et le naufrage de la Révolution d'Octobre. Nombre d'entre mes amis politiques de naguère, indignés par les méfaits de la bureaucratie stalinienne, sont arrivés à conclure que nous ne pouvons pas prendre l'engagement inconditionnel de « défendre l'U.R.S.S. ». Je leur ai répondu que l'U.R.S.S. ne peut pas être identifiée à la bureaucratie. Les

nouvelles assises sociales de l'U.R.S.S. doivent être inconditionnellement défendues contre l'impérialisme. Le bonapartisme bureaucratique ne sera renversé par les masses laborieuses que si l'on réussit à maintenir les bases du nouveau régime économique. J'ai nettement, hautement, rompu sur cette question avec des dizaines et des centaines d'amis jeunes et vieux. Mes archives contiennent une abondante correspondance sur la défense de l'U.R.S.S. Mon livre récent, *La Révolution trahie*, donne une analyse détaillée de la diplomatie et de la politique militaire de l'U.R.S.S., considérées sous cet angle. Il se trouve maintenant, par la grâce du G.P.U. qu'au moment où je rompais avec de bons amis parce qu'ils se refusaient à admettre la nécessité *absolue* de la défense de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme, je m'alliais en réalité avec les impérialistes et recommandais de détruire les bases économiques de l'U.R.S.S. !

On ne voit d'ailleurs pas du tout ce qu'auraient pu apporter à cette alliance l'Allemagne et le Japon. Les trotskystes auraient vendu leur tête à Hitler et au Mikado. Qu'auraient-ils reçu en échange ? L'argent est le nerf de la guerre. Les trotskystes en ont-ils reçu de l'Allemagne ? On ne l'a pas dit aux procès. Le procureur ne pose même pas la question. Il résulte cependant d'allusions faites à d'autres sources financières que ni le Japon ni l'Allemagne ne donnaient d'argent. Que donnaient donc ces puissances aux trotskystes ? Les comptes rendus des procès ne nous apportent pas l'ombre d'une réponse. L'alliance avec l'Allemagne et le Japon garde un caractère purement métaphysique. Qu'il me soit permis d'ajouter que c'est bien la plus vile des métaphysiques que l'Histoire connaisse !

COPENHAGUE

De tous les chapitres du procès des seize, celui qui concerne l'épisode de Copenhague est, quant à l'accumulation des non-sens et des contradictions, le plus énorme. Les faits ont été établis et analysés par Léon Sedov et d'autres auteurs. J'ai présenté à la Commission d'enquête les documents et les témoignages les plus importants, je me réserve le droit de les compléter. Sur la « semaine du terrorisme » de Copenhague, je serai donc aussi bref que possible.

J'acceptai en 1932 l'invitation des étudiants danois et vins donner une conférence à Copenhague dans l'espoir de rester au Danemark ou dans un autre pays d'Europe. J'échouai par suite

des pressions du gouvernement soviétique sur le gouvernement danois (qu'il menaça d'un boycottage commercial). Pour empêcher maintenant les autres pays de m'accorder l'hospitalité, le G.P.U. a décidé de transformer mon séjour d'une semaine à Copenhague en une « semaine de complot terroriste ». J'aurais reçu dans la capitale danoise les visites de Holzman, de Berman-Iourine et de David. Tous les trois seraient arrivés séparément et je leur aurais donné séparément des instructions sur le terrorisme. Olberg, se trouvant à Berlin, aurait reçu de moi les mêmes instructions écrites.

Holzman, vieux membre du parti, est le témoin le plus important contre moi et mon fils, Léon Sedov. Nous le connaissons de longue date. Contrairement à ceux des autres accusés, ses aveux à l'instruction et au procès sont extrêmement avarés ; il suffit d'indiquer que malgré l'insistance du procureur, Holzman a nié avoir pris quelque part que ce soit à l'action terroriste. On peut considérer ses dépositions comme le coefficient général de toutes les autres : il n'a consenti à admettre que les desseins terroristes de Trotsky et la complicité de Léon Sedov. La modération de ses aveux leur confère à première vue un certain poids. Or, le témoignage de Holzman est justement celui qui s'effondre dès qu'il touche aux faits. Les documents et les témoignages que je crois superflu d'énumérer établissent d'une manière irréfutable que, contrairement à la déposition Holzman, Sedov n'a pas été à Copenhague et n'a pas pu, dès lors, m'y amener Holzman. A plus forte raison n'aurait-il pas pu me l'amener à l'Hôtel Bristol, démoli en 1917. Au surplus, les dépositions des trois autres « terroristes », Berman, David et Olberg, incroyables en elles-mêmes, se détruisent l'une l'autre et ne laissent rien subsister de celle de Holzman.

Holzman, Berman et David furent, à les en croire, dirigés sur Copenhague par Léon Sedov. Ni Berman ni David ne mentionnent la présence de Sedov à Copenhague. Ils me trouvèrent seuls. Holzman rencontra Sedov dans le vestibule d'un hôtel inexistant.

Berman et David, qui, d'après leurs propres déclarations, me sont tout à fait inconnus, m'auraient été recommandés pour la première fois par mon fils, alors étudiant de vingt-quatre ans. Il apparaît que, dissimulant mes opinions terroristes aux yeux de ceux qui me sont les plus proches, je donnais des missions terroristes aux premiers venus. Ce fait énigmatique ne s'explique que d'une façon : les « premiers venus » pour moi ne l'étaient pas pour le G.P.U.

Le quatrième terroriste, Olberg, déclarait à l'audience du soir du 20 août 1936 : « Dès avant mon départ pour l'U.R.S.S., je me préparais à me rendre avec Sedov à Copenhague, chez Trotsky. Notre projet de voyage n'aboutit pas. La femme de Sedov, Suzanne, se rendit à Copenhague d'où elle rapporta une lettre de Trotsky, adressée à Sedov, lettre par laquelle Trotsky donnait son consentement à mon départ pour l'U.R.S.S... »

Mes amis berlinois, les époux Pfemfert (45), considéraient à cette époque Olberg comme un agent du G.P.U., ou tout au moins comme destiné à le devenir ; leurs lettres d'avril 1930 en font foi. J'avais repoussé ses offres de service quand il avait pensé venir à Prinkipo, travailler avec moi en qualité de secrétaire. Je pouvais d'autant moins lui donner deux ans plus tard des instructions sur le « terrorisme ». Mais à la différence de Berman et de David, Olberg fut pendant un temps en correspondance avec moi, fit à Berlin la connaissance de Sedov, le rencontra plusieurs fois, connut plusieurs de ses amis, fut en un mot, jusqu'à un certain point, de son entourage. Olberg pouvait savoir, et sa déposition montre qu'il le sut en effet, que mon fils ne réussit pas à se rendre à Copenhague et que sa femme, pourvue d'un passeport français, y alla.

Les quatre « terroristes » déclarent que Sedov les mit en relations avec moi. Leurs dépositions divergent ensuite. D'après Holzman, Sedov se trouvait à Copenhague. Olberg affirme que Sedov ne put se rendre à Copenhague. Le stupéfiant en tout ceci, c'est que le procureur n'attribue pas la moindre importance à ces contradictions.

J'ai indiqué que nous avons établi, preuves à l'appui, que Sedov n'a pas été à Copenhague. Les dépositions Olberg le confirment, de même que les silences de Berman et de David. Le témoignage le plus impressionnant contre moi et Sedov, celui de Holzman s'effondre dès lors. Rien d'étonnant ensuite à ce que les amis du G.P.U. se soient efforcés de repêcher à tout prix la déposition Holzman, clef de voûte de leur thèse. D'où l'hypothèse que Sedov put se rendre au Danemark illégalement, à l'insu d'Olberg et d'autres personnes. Pour ne laisser aucune échappatoire à l'adversaire, je m'y arrêterai un moment.

A quelle fin Sedov pouvait-il risquer un voyage illégal ? Tout ce que nous savons de son prétendu séjour à Copenhague, c'est

(46) Franz Pfemfert (1879-1954), écrivain allemand, ancien « gauchiste » du K.A.P.D. et sa femme Aleksandra I. Ramm (1883-1963) avaient cherché pour Trotsky un secrétaire allemand.

qu'il « rencontra Holzman à l'hôtel Bristol », me l'amena et, pendant mon entretien avec lui, « entra dans la pièce et en sortit à plusieurs reprises ». C'est tout. Fallait-il pour cela venir illégalement à Berlin ?

Berman et David, qui disent ne m'avoir jamais vu auparavant, me trouvèrent là sans Sedov qui leur aurait, de Berlin, donné les indications nécessaires. Holzman, qui me connaissait, aurait pu me trouver d'autant plus facilement. Nul ne croira que Sedov ait fait le voyage avec un passeport d'emprunt pour m'amener Holzman et ait en même temps négligé Berman et David qu'il m'envoyait de Berlin et que je ne connaissais pas.

Serait-il enfin venu, illégalement, voir ses parents ? Ceci paraîtrait à première vue plus vraisemblable si Sedov ne s'était, quelques jours plus tard, rendu en France, tout à fait légalement, et précisément pour nous voir.

Mais, vont insister les amis du G.P.U., Sedov a pu faire un deuxième voyage, légal celui-là, pour cacher le premier, illégal... Matérialisons un moment cette combinaison de voyages. Sedov fait ouvertement des démarches pour aller à Copenhague. Il ne cache à personne son intention de nous voir. Tous nos amis, à Copenhague, savent que nous attendons notre fils. Sa femme et son avocat arrivent, nous faisant part de l'insuccès de ses démarches. Et l'on nous invite maintenant à croire que, n'ayant pas obtenu les visas, Sedov serait clandestinement venu à Copenhague, avec un passeport d'occasion, sans voir aucun de nos amis, pour rencontrer Holzman dans le vestibule d'un hôtel inexistant, me l'amener en déjouant la vigilance de ceux qui me gardent, « entrer dans la pièce et en sortir » pendant notre entretien ; il serait ensuite disparu tout aussi mystérieusement. De retour à Berlin, il prend à la hâte le visa français et, le 5 décembre, nous rencontre à la gare du Nord, à Paris. Pourquoi toutes ces complications ?

D'une part nous avons la déposition de Holzman, qui ne dit pas avec quel passeport il arriva à Copenhague (et le procureur s'abstient naturellement de le lui demander) et qui, par surcroît de malchance, indique un hôtel inexistant comme le lieu de sa rencontre avec Sedov absent. De l'autre, nous avons : le silence de Berman et David sur Sedov ; la déposition tout à fait exacte sur ce point d'Olberg, disant que Sedov était demeuré à Berlin ; enfin, deux douzaines de témoignages confirmant les déclarations de Sedov, de sa mère, les miennes ; et, pour finir, le bon sens auquel on ne saurait dénier tout droit.

Conclusions : Sedov n'a pas été à Copenhague, la déposition

Holzman est fausse. Holzman est pourtant le témoin principal de l'accusation. Il ne reste rien de la « semaine de Copenhague ».

*
* *

Je suis à même de fournir des arguments complémentaires susceptibles de dissiper tous les doutes, si les doutes sont possibles en cette occurrence.

1^o Aucun de mes prétendus visiteurs ne désigne ni mon adresse ni le lieu du rendez-vous.

2^o La petite villa que nous occupions appartenait à une danseuse momentanément absente. L'aménagement y correspondait à la profession de l'hôtesse et ne pouvait manquer de retenir l'attention des visiteurs. Si Holzman, Berman, David étaient venus chez moi, ils eussent nécessairement appelé le style caractéristique de l'intérieur.

3^o Pendant notre séjour à Copenhague, la presse de tous les pays annonça la mort de Zinoviev. Fausse nouvelle qui nous fit d'abord une forte impression. Peut-on s'imaginer que mes visiteurs, venus chercher des instructions sur le « terrorisme », ne nous aient pas entendus parler de la mort de Zinoviev ou l'aient oublié ?

4^o Aucun de mes prétendus visiteurs ne dit mot de mes secrétaires, des mesures de sécurité dont j'étais l'objet, etc.

5^o Berman et David ne disent pas avec quels passeports ils arrivèrent, comment ils me trouvèrent, où ils s'arrêtèrent, etc.

Les juges et le procureur, craignant de détruire, d'un faux mouvement, tout ce fragile édifice, se gardent bien de poser la moindre question précise.

*
* *

Dès le lendemain du procès Kamenev et Zinoviev, le *Socialdemokraten*, organe du parti qui exerce le pouvoir au Danemark, établissait, dans son numéro du 1^{er} septembre 1936, que l'Hôtel Bristol, où Holzman et Sedov se seraient rencontrés, fut démolie en 1917. Cette révélation d'importance, la justice moscovite l'accueillit avec un silence concentré. Un des avocats du G.P.U., l'irremplaçable M. Pritt, si je ne me trompe, émit la supposition que le nom de l'hôtel Bristol était une erreur de... sténographe. Les débats ayant été sténographiés en russe, il serait tout à fait incompréhensible que le sténographe ait pu se tromper sur un nom aussi étranger. Les comptes rendus attenti-

vement corrigés étaient d'ailleurs lus par les juges et par le public. Des journalistes étrangers assistaient au procès. Personne ne remarqua cette erreur jusqu'à l'article du *Socialdemokraten*. Cet épisode a naturellement fait beaucoup de bruit. Les staliens se sont tus pendant cinq mois. En février dernier, ils font enfin une découverte : il est vrai qu'il n'y a pas d'Hôtel Bristol à Copenhague, mais il y a une confiserie Bristol et qui touche à un hôtel, le Grand Hôtel de Copenhague, sans doute, mais un hôtel tout de même. La confiserie n'est pas un hôtel, certes, mais elle s'appelle Bristol. D'après Holzman, le rendez-vous eut lieu dans le vestibule de l'hôtel. La confiserie n'a pas de vestibule. Mais l'hôtel voisin, qui ne s'appelle pas Bristol, a un vestibule. Il convient d'ajouter que, selon les plans publiés par la presse même de l'Internationale communiste, les entrées de la confiserie et de l'hôtel donnent sur des rues différentes. Où la rencontre eut-elle donc lieu ? Dans le vestibule sans Bristol ou dans le Bristol sans vestibule ?

Admettons pourtant un moment que Holzman, assignant à Berlin un rendez-vous à Sedov, ait confondu la confiserie avec l'hôtel. Comment Sedov a-t-il pu arriver au rendez-vous ? Montrons-nous plus complaisants encore et admettons que Sedov, faisant preuve d'une extrême ingéniosité, ait gagné une autre rue, trouvé l'entrée d'un hôtel portant un autre nom et rencontré là Holzman. Ce dernier ne pouvait se tromper sur le nom de l'hôtel qu'avant la rencontre ; pendant l'entretien, son erreur devait ressortir et se fixer de quelque façon dans la mémoire des deux intéressés. Après l'entretien, Holzman ne pouvait plus parler, en tout cas, d'un rendez-vous dans le vestibule de la... confiserie Bristol. L'hypothèse s'écroule dès le premier contact.

Pour mieux embrouiller la question, la presse communiste affirme que la confiserie Bristol servait depuis longtemps de lieu de rendez-vous aux trotskystes danois et étrangers. L'anachronisme est manifeste. Nous ne trouvâmes au Danemark, en 1932, pas un seul « trotskyste ». Il n'arriva des « trotskystes » allemands à Copenhague qu'après l'avènement du nazisme, en 1933. Même, s'il faut admettre cependant que les trotskystes existaient à Copenhague dès 1932 et occupaient la confiserie Bristol, la nouvelle hypothèse apparaît vite dénuée de sens. Reportons-nous à la déposition Holzman, dans le compte rendu officiel.

« Sedov me dit : « Comme vous vous préparez à vous rendre en U.R.S.S., il serait bon que vous m'accompagniez à Copenhague où se trouve mon père... » J'y consentis, mais lui dis

que je ne pouvais pas voyager avec lui pour des raisons de conspiration. Je convins avec lui que j'arriverais dans deux ou trois jours à Copenhague et m'arrêteraï à l'hôtel Bristol... »

Il va de soi que le vieux révolutionnaire, se refusant à voyager avec Sedov, car la visite à Copenhague pouvait lui coûter la vie en cas de divulgation, ne pouvait pas donner un rendez-vous dans un local devenu, depuis des années, le lieu de rencontre des trotskystes danois et étrangers ! Les agents trop zélés du Komintern accumulent les invraisemblances. Si la confiserie avait été bien connue des trotskystes danois et étrangers, et particulièrement de Holzman, ce dernier n'aurait pas pu la confondre avec le Grand Hôtel de Copenhague et l'aurait évitée avec soin, précisément à cause de ceux que l'on y rencontrait. Et voilà comment on rectifie une erreur de sténographe !

On sait que Sedov ne pouvait se trouver à Copenhague, même dans l'établissement le plus connu des trotskystes, parce qu'il n'était pas dans la ville. Le *Livre Rouge* de Sedov note l'épisode de l'Hôtel Bristol comme un trait caractérisant la négligence du G.P.U. Il s'attache à prouver que Sedov était à Berlin en novembre 1932 ; de nombreux documents et témoignages ne laissent pas subsister de doutes à cet égard. On voudrait donc nous faire accroire que le fantôme de Sedov trouva l'entrée du vestibule spectral d'une confiserie, transformée après coup, par l'imagination des agents du G.P.U., en hôtel !

Holzman fit son prétendu voyage seul, avec un faux passeport, cela va de soi, pour ne pas laisser de traces. L'arrivée des étrangers est enregistrée dans la plupart des pays. Il aurait été facile de vérifier en quelques heures la déposition de Holzman, si l'on avait su avec quel passeport il s'était rendu de Berlin à Copenhague. Conçoit-on un tribunal, devant lequel, en pareil cas, le ministère public s'abstiendrait de poser à l'accusé la question du passeport ? On sait que Holzman a catégoriquement nié avoir été en relations avec la Gestapo. Le procureur n'en avait que plus de raisons de lui demander d'où il tenait son faux passeport. Vychinsky s'est abstenu pour ne pas saboter sa propre besogne. Holzman a dû passer la nuit à Copenhague. Où ? A la confiserie peut-être. Vychinsky ne se le demande pas. Le procureur Vychinsky a pour tâche de défendre les accusés contre toute vérification de leurs propos.

L'erreur sur l'hôtel compromet évidemment l'accusation. L'erreur sur le rendez-vous avec Sedov absent compromet

doublément le procès. Mais rien ne compromet plus le procès que les silences du procureur.

RADEK

Le procureur dit, le 29 janvier, dans son réquisitoire : « Radek est l'un des plus remarquables et, il faut lui rendre cette justice, des plus doués et des plus opiniâtres d'entre les trotskystes... Il est incorrigible... C'est l'un des plus proches et des plus intimes amis du chef principal de cette bande, Trotsky... » Tous les éléments de cette caractéristique sont faux, à l'exception, sans doute, de l'allusion au talent de Radek ; encore faut-il ajouter : un talent de journaliste, uniquement. Parler de Radek « opiniâtre » et « incorrigible » dans l'opposition, me le dire proche, c'est se livrer à une douteuse plaisanterie.

Radek est en réalité caractérisé par son impulsivité, son instabilité, son manque d'assise, son penchant à la panique au premier danger, son extrême prolixité quand tout va bien. Ces qualités font de lui un Figaro de gazette, hautement qualifié, informateur inappréciable pour les journalistes étrangers et les touristes, tout à fait inapte au rôle de conspirateur. Entre initiés, il est tout bonnement impossible de présenter Radek comme l'instigateur d'attentats, l'organisateur d'un complot international.

Ce n'est pourtant pas par hasard que le procureur attribue à Radek des qualités diamétralement opposées à son caractère réel : pas moyen de créer autrement l'apparence même d'une base psychologique pour l'accusation. Si, en effet, j'ai choisi Radek pour diriger le « centre purement trotskyste », si c'est lui que j'ai mis d'abord dans la confiance de mes pourparlers avec l'Allemagne et le Japon, il est bien évident qu'il doit être « opiniâtre », « incorrigible », et aussi l'un de mes plus « proches et intimes » amis. La caractéristique de Radek donnée dans l'acte d'accusation est un élément nécessaire de l'imposture judiciaire.

Radek est, d'après le procureur, « dans le centre trotskyste, le détenteur du portefeuille des Affaires étrangères ». Radek s'est beaucoup occupé des questions de politique étrangère, mais exclusivement en qualité de journaliste. Il appartient, dans les premières années de la Révolution d'Octobre, au collège du Commissariat du peuple aux affaires étrangères. Les diplomates soviétiques se plaignirent alors au bureau politique que la ville

entière connût dès le lendemain tout ce qui se disait devant lui ; on l'écarta.

Radek appartint pendant un certain temps au comité central et eut ainsi le droit d'assister aux séances du bureau politique. Sur l'initiative de Lénine, les questions secrètes furent toujours discutées en son absence. Lénine appréciait le journaliste, mais ne supportait pas son manque de retenue, son manque de sérieux, son cynisme.

Je ne puis m'abstenir de citer l'appréciation formulée par Lénine sur Radek au VII^e congrès du parti, en 1918, pendant les discussions sur la paix de Brest-Litovsk. Radek ayant dit : « Lénine cède de l'espace pour gagner du temps », Lénine observa : « Je veux noter ici qu'il est arrivé au camarade Radek de dire involontairement une phrase sérieuse... » Et plus loin : « Il est advenu, cette fois, à Radek de prononcer une phrase tout à fait sérieuse. » Cette remarque deux fois répétée exprime bien l'attitude de Lénine et des plus proches collaborateurs de Lénine envers Radek. Six ans plus tard, en janvier 1924, à une conférence du parti qui se tint quelques jours avant la mort de Lénine, Staline disait : « Chez la plupart des hommes, la tête gouverne la langue ; mais chez Radek, la langue gouverne la tête. » En dépit de leur grossièreté, ces mots ne manquent pas de justesse. Ils n'étonnèrent en tout cas personne et Radek moins que personne, habitué qu'il était à des jugements de ce genre. Va-t-on croire que j'aie pu placer à la tête d'une vaste conspiration un homme dont la langue gouverne la tête et qui ne dit que fortuitement quelque chose de sérieux ?

L'attitude de Radek envers moi a passé par deux phases : il écrivit en 1923 un panégyrique dont le ton exalté me frappa : « Léon Trotsky, l'Organisateur de la Victoire », dans la *Pravda* du 14 mars 1923. Pendant le procès Zinoviev, le 21 août 1936, il a écrit contre moi l'un de ses articles les plus cyniquement calomnieux. La période qui s'étend entre ces deux articles est partagée par la capitulation de Radek : l'année 1929 fut son année cruciale en politique et marque le tournant de ses rapports avec moi. L'historique de ces rapports avant et après 1929 pourrait être sans peine rétabli d'année en année à l'aide des articles publiés et des lettres échangées. En énumérer les faits principaux, c'est réfuter sur ce point l'accusation.

*
* *

De 1923 à 1926, Radek hésita entre l'opposition de gauche en Russie et l'opposition de droite en Allemagne (Brandler,

Thalheimer) (47). Lors de la rupture entre Staline et Zinoviev, au début de 1926, Radek s'efforça en vain d'entraîner l'opposition de gauche à faire bloc avec Staline. Il appartient ensuite pendant près de trois ans (délai exceptionnellement long pour lui !) à l'opposition de gauche, au sein de laquelle il se jeta sans cesse tantôt à gauche, tantôt à droite.

Développant en août 1927 le thème de la menace thermidorienne, Radek écrivait dans ses thèses-programme : « La tendance à la dégénérescence thermidorienne du parti et de ses organismes dirigeants s'exprime par les points suivants : ... c) une politique tendant à accroître l'importance des bureaux par rapport à celle des organisations de base ; ... elle a trouvé son expression classique dans la déclaration de Staline au plénum du C.C. (août 1927) : « Ces cadres ne pourraient être révoqués que par la guerre civile », déclaration qui constitue la formule classique d'un coup de force bonapartiste... Elle s'exprime aussi par la politique étrangère esquissée par Sokolnikov. Ces tendances, il faut les qualifier hautement de thermidoriennes... et dire clairement qu'elles trouvent leur expression complète au C.C. dans la droite (Rykov, Kalinine, Vorochilov, Sokolnikov) (48) et partielle dans le centre (Staline). Nous devons dire tout haut que les tendances thermidoriennes sont en voie de croissance. »

Ce texte est important à deux égards :

1° Il montre que dès 1927 Staline avait proclamé la bureaucratie (« les cadres ») inamovible et mettait d'avance toute opposition contre elle sur le plan de la guerre civile (avec l'opposition, Radek qualifiait cette déclaration de bonapartiste).

2° Il situe nettement Sokolnikov non parmi les amis politiques de l'opposition, mais parmi les représentants de la droite thermidorienne. Or, Sokolnikov a été jugé en qualité de membre d'un « centre trotskyste ».

Fin 1927, Radek est exclu du parti et envoyé en Sibérie en même temps que des centaines d'opposants. Zinoviev, Kamenev, et peu après Piatakov abjurent leurs convictions de la veille. Dès

(47) August *Thalheimer* (1884-1948), disciple de Rosa Luxemburg, avait été le théoricien du parti quand Brandler le dirigeait et était celui de la K.P.O. brandlérienne.

(48) Mikhail I. *Kalinine* (1875-1946), membre du parti en 1898, membre du comité central et du bureau politique en 1937, avait appartenu autrefois à la « droite » avant de rallier Staline. Grigori I. Brilliant, dit *Sokolnikov* (1888-1939), bolchevik en 1905, membre du C.C. après 1917, commissaire aux finances, avait appartenu quelque temps à la Nouvelle Opposition. Diplomate, il avait été arrêté en 1936 et condamné à dix ans de prison en 1937, lors du procès Piatakov-Radek.

le printemps de 1928, Radek hésite ; pendant une année, il s'évertue à tenir.

Le 10 mai, il écrit de Tobolsk, à Préobrajensky (49) : « Le zinoviévisme et le piatakovisme, je les repousse comme du pire Dostoïevsky. Ils se repentent malgré ce qu'ils pensent. On ne peut pas servir la classe ouvrière en mentant. Ceux qui restent doivent dire la vérité. »

Le 24 juin, Radek m'écrit, réfutant mes appréhensions : « Nul ne pense à abjurer nos idées. Une abjuration de ce genre serait d'autant plus ridicule que, l'Histoire l'a démontré, nous sommes dans le vrai. »

Pour Radek, cela ne fait donc aucun doute : les opposants ne peuvent se repentir que pour rentrer en grâce auprès de la bureaucratie. L'idée ne lui vient même pas que les abjurations peuvent dissimuler quelque dessein infernal.

Il écrit le 3 juillet au capitulard Vardine (50) : « Zinoviev et Kamenev ont abjuré pour, à les entendre, venir en aide au parti ; en réalité ils n'ont osé écrire que contre l'opposition. Telle est la logique de leur situation : le repentir doit prouver son repentir. » Ces lignes projettent la plus cruelle lumière sur les futurs procès au cours desquels Zinoviev, Kamenev et aussi Radek auront à démontrer « la sincérité de leurs abjurations antérieures ».

Pendant l'été de 1928, Radek rédige avec Smilga (51) des thèses dans lesquelles il est notamment dit : « Ceux qui, comme Piatakov et quelques autres, se hâtent d'enterrer leur passé sous la trahison se trompent profondément. » Ainsi s'exprime Radek sur le compte de son futur collaborateur du « centre parallèle » mythique. Radek lui-même hésitait déjà à cette époque. Mais, psychologiquement, il ne pouvait considérer la capitulation de Piatakov que comme une trahison.

(49) Evgenii A. *Préobrajensky* (1886-1937), bolchevik en 1903, dirigeant du parti dans l'Oural en 1917, secrétaire du C.C. en 1920, membre important de l'Opposition à partir de 1923, avait été exclu en 1927 et avait capitulé en 1929. Arrêté de nouveau en 1936 il mourut en prison sans avoir été produit en public.

(50) I. V. Mguéladzé, dit Ilya *Vardine* (1890-1943) membre du parti, dirigeant du parti à Saratov ; membre de la « nouvelle opposition », puis de l'Opposition unifiée ; capitule en 1928 ; exclu et arrêté en 1935.

(51) Ivar T. *Smilga* (1892-1937), membre du parti en 1907, benjamin du C.C. en 1917, président de Centrobalt regroupant notamment les soviets de soldats et confident de Lénine dans la préparation de l'insurrection, exerça d'importantes responsabilités dans l'Armée rouge pendant la guerre civile, puis dans l'appareil de l'économie. Membre de la nouvelle opposition puis de l'Opposition de gauche, il ne capitule pas en 1927 avec Zinoviev, mais seulement en 1929 avec Radek et Préobrajensky. Arrêté de nouveau en 1933 ; exécuté en prison.

Son désir de réconciliation avec la bureaucratie transparaît si fortement dans ses lettres que Fédor Dingelstedt (52), un des déportés les plus remarquables de la jeune génération, dénonce sans ménagements la tendance de Radek à la capitulation. Le 8 août, Radek lui répond : « Faire circuler des lettres sur ma capitulation, c'est faire preuve de légèreté, semer la panique, se comporter d'une manière indigne d'un vieux révolutionnaire... Quand vous aurez réfléchi, quand vos nerfs auront recouvré leur équilibre (et nous avons besoin de nerfs solides, car cette déportation n'est rien en comparaison de ce qui nous attend), vous rougirez, vous qui êtes un vieux du parti, d'avoir ainsi perdu la tête. Salut communiste, K. R. » Remarquables, ces lignes : « la déportation n'est rien en comparaison avec ce qui nous attend » ; Radek semble prévoir les futurs procès.

Il écrit le 16 septembre aux déportés du village de Kolpachevo : « Exigeant que nous reconnaissons nos « erreurs » et oublions les siennes, Staline réclame notre capitulation en tant que tendance et notre soumission au centre. A cette condition, il est prêt à nous faire grâce... Nous ne pouvons l'accepter. » (*Biulleten Oppositsii*, n^{os} 3-4, septembre 1929). Il écrit le même jour à Vratchev (53), à propos des attaques dont il est l'objet de la part des plus fermes opposants : « Les clameurs ne m'empêcheront pas de remplir mon devoir. Et qui invoquera cette critique (celle de Radek) pour jaser sur la préparation d'une capitulation à la Piatakov se délivrera lui-même un certificat d'indigence mentale. » Piatakov est encore pour lui l'exemple de la plus triste déchéance politique. Ces seules citations, donnant idée de la différenciation réelle de l'opposition et du passage de ses éléments instables et opportunistes à la bureaucratie, détruisent la version policière des capitulations qui n'auraient été que conspiration contre le parti.

En octobre 1928, Radek invite le comité central à cesser ou tout au moins à atténuer la répression contre l'opposition. « Négligeant que les plus âgés d'entre nous ont combattu pour le communisme pendant un quart de siècle, — écrit-il, — vous nous avez exclus et exilés en Sibérie comme des contre-révolutionnaires... en usant d'une inculpation qui, si elle ne nous déshonore

(52) Fiodor N. *Dingelstedt* membre du parti en 1910, organisateur en 1917 des marins de Cronstadt, puis directeur de l'Institut des Forêts de Léninegrad, auteur d'une thèse sur les Indes ; déporté en 1928, fut un des dirigeants de la jeune génération « trotskyste ». Il fut fusillé à Vorkouta en 1938.

(53) A. Ia. *Vratchev*, ami de L.S. Sosnovsky, appartenait au noyau dirigeant de l'Opposition de gauche ; déporté en 1927, il capitula en 1929.

pas, déshonore ceux qui s'en servent. » (L'art. 58 du code pénal). Radek énumère les sévices dont les opposants Sibiriakov, Alsky, Kharechko (54) ont été les victimes et continue : « ... mais la maladie de Trotsky fait déborder la coupe. Nous ne pouvons pas nous taire et demeurer indifférents quand le paludisme dévore les forces d'un militant qui sert toute sa vie la classe ouvrière et fut le glaive de la Révolution d'Octobre. »

C'est là l'un des derniers documents signés par l'opposant Radek ; c'est la dernière appréciation positive qu'il porte sur moi. Au début de 1929, il renonce à dissimuler ses hésitations et, à la mi-juin, après négociations avec les bureaux du parti et le G.P.U., l'opposant Radek revient à Moscou, encore sous escorte, il est vrai. Dans une station du transsibérien, il s'explique avec des déportés dont l'un enverra sur cet entretien une lettre au *Biulleten Oppositsii* (n° 6, octobre 1929). « Question : Quelle est votre attitude envers L. D. (Trotsky) ? — Radek : Rupture définitive. Nous sommes désormais des ennemis politiques... Je n'ai rien de commun avec un collaborateur de lord Beaverbrook. — Question : Exigerez-vous l'abandon de l'article 58 ? — Radek : En aucun cas. Ceux qui nous suivront en obtiendront la levée, cela va de soi. Mais nous ne lèverons pas l'art. 58 pour ceux qui continuent à faire dans le parti un travail de sape et à organiser le mécontentement des masses. — Les agents du G.P.U. ne nous laissèrent pas achever. Ils repoussèrent Karl (Radek) dans le wagon en l'accusant de faire de l'agitation contre le bannissement de Trotsky. Du wagon, Radek cria encore : « Moi, faire de l'agitation contre le bannissement de Trotsky ! Ha, ha... J'en fais pour ramener ces camarades au parti ! » Les agents du G.P.U. le repoussaient en silence vers le fond du wagon. L'express s'ébranla... » (55)

Je fis suivre ce récit frappant, où l'on voit un Radek vivant, d'une note de la rédaction ainsi conçue : « Notre correspondant pense que la « lâcheté » explique les capitulations. Cette formule peut paraître simpliste. Elle est vraie au fond. Il va de soi qu'il s'agit bien d'une lâcheté politique, — la lâcheté personnelle n'y

(54) Dimitri V. *Vilensky*, dit *Sibiriakov* (1888-193 ?), ouvrier de Moscou, menchevik passé aux bolcheviks en 1917, spécialiste des questions d'Extrême-Orient, déporté en 1928. Arkadi O. *Alsky* (1892-1939), bolchevik en 1917, fut vice-commissaire du peuple aux finances, membre de l'Opposition de gauche dès 1923, exclu et déporté en 1927. Fiodor I. *Kharechko* (1893-1937), bolchevik en 1914, organisateur clandestin du travail en Ukraine, membre de l'Opposition « déciste » exclu en 1927.

(55) Colonie d'Ichim : « Lettre sur une rencontre avec Radek », *Cahiers Léon Trotsky* n° 7/8, pp. 62-63.

étant pas nécessaire, bien que les deux coïncident souvent avec bonheur. » Et ceci répond bien à l'opinion que j'ai de Radek.

Un peu plus tôt, le 14 juin (1929), dès que le télégraphe nous eut annoncé le « sincère repentir » de Radek, j'avais écrit : « En capitulant, Radek se biffe simplement de la liste des vivants. Il tombe dans la catégorie, présidée par Zinoviev, des demi-pendus, demi-pardonnés. Ces hommes ont peur de dire un mot à haute voix, peur d'avoir une opinion, et vivent en se retournant sans cesse sur leur ombre. » (*Biulleten Oppositsii*, 1-2, juillet 1929).

Moins d'un mois plus tard, j'écrivais encore : « Personne en général n'a jusqu'ici accusé Radek d'opiniâtreté et d'esprit de suite... » (Même numéro du *Biulleten*). On croirait une réplique adressée au procureur Vychinsky sept ans plus tard.

A la fin de juillet 1929, je reviens sur le même sujet, cette fois sous un angle plus large : « La capitulation de Radek, Smilga, Préobrajensky est à sa façon un fait politique d'importance. Elle montre avant tout combien s'est usée la grande génération héroïque des révolutionnaires, à laquelle il échet de marcher à travers la guerre vers la Révolution d'Octobre. Trois vieux révolutionnaires d'élite se biffent eux-mêmes du livre des vivants. Ils se privent de l'essentiel : du droit à la confiance. Personne ne le leur rendra. »

Le nom de Radek devient, vers le milieu de 1929, dans les rangs de l'opposition, le symbole de la capitulation humiliante et de la perfidie envers les camarades de la veille. Pour mieux souligner les difficultés de Staline, Dingelstedt demande : « Le renégat Radek saura-t-il lui venir en aide ? » Et pour bien exprimer son mépris pour le papier d'un nouveau capitulaire, Dingelstedt ajoute : « Ça t'ouvre un chemin vers Radek. » (22 septembre 1929.) (56)

Un autre opposant déporté écrit le 27 octobre de Sibérie, au *Biulleten Oppositsii* (n° 7, novembre-décembre 1929) : « L'acte de Radek a revêtu un caractère particulièrement ignoble — on ne saurait trouver d'autre terme. Il vit de racontars, de commérages et s'acharne à cracher sur ce qu'il était la veille. »

Au cours de l'automne 1929, Rakovsky (57) décrit com-

(56) F. N. Dingelstedt, « Lettre ouverte au capitulaire Kharine », *Cahiers Léon Trotsky* n° 7/8, p. 101.

(57) Khristian G. Rakovsky (1873-1941), militant avant guerre dans plusieurs pays d'Europe et ami personnel de Trotsky. Libéré de sa prison en Roumanie par la révolution, il adhère au parti bolchevique en 1917. Président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, puis ambassadeur à Londres et

ment Préobrajensky et Radek étaient entrés dans la voie de la capitulation : « Le premier avec quelque esprit de suite, le second en louvoyant à sa façon et en passant par bonds de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, puis vice versa. » (*Biulleten*, n° 7, novembre-décembre 1929). (58) Rakovsky note d'un ton sarcastique que tout capitulard abandonnant l'opposition est tenu « d'envoyer à Trotsky sa petite ruade ». On les ferre avec « les clous de Radek » ! Eloquentes citations ! On le voit, les capitulations ne furent pas des ruses de guerre du « trotskysme ».

Au cours de l'été 1929, je reçus à Constantinople la visite d'un ancien collaborateur de mon secrétariat, Blumkine (59), qui se trouvait alors en Turquie. De retour à Moscou, Blumkine fit part de cette entrevue à Radek qui le trahit aussitôt. Le G.P.U. n'en était pas encore aux accusations de terrorisme. Blumkine n'en fut pas moins fusillé en secret, sans procès... Voilà ce que j'écrivis alors dans le *Biulleten*, d'après des lettres de Moscou du 25 décembre 1929 : « La prolixité nerveuse de Radek est bien connue. Il est tout à fait démoralisé en ce moment comme la plupart des capitulards... Ayant perdu les derniers vestiges d'un équilibre moral, il ne s'arrête devant aucune ignominie. » Radek est plus loin qualifié d'« hystérique vidé ». Mon correspondant de Moscou relatait que « Blumkine, après sa conversation avec Radek, s'était senti trahi ». (60) A partir de ce moment, Radek devient odieux aux « trotskystes » ; ce n'est pas seulement un capitulard, c'est aussi un traître.

Sept ans plus tard — car je suis obligé d'anticiper sur les faits, — Radek écrira, dans un article demandant la peine de mort pour Zinoviev et ses coaccusés (*Izvestia*, 21 août 1936) que j'avais chargé, en 1929, Blumkine « d'organiser des agressions contre les représentations commerciales soviétiques à l'étranger, afin de trouver les fonds nécessaires à mon action antisoviétique ». Je ne m'arrêterai pas sur la puérité de cette allégation :

Paris. Membre de l'Opposition de gauche en 1923, il fut son porte-parole après l'exclusion de Trotsky. Déporté en 1928, il fut le porte-parole de Trotsky en déportation. Il capitula en février 1934 après l'échec d'une tentative d'évasion et après de très dures conditions de déportation.

(58) « Thèses » signées Rakovsky, Kossior, Okoudjava, *Cahiers Léon Trotsky* n° 7/8, p. 69.

(59) Iakov G. Blumkine (1899-1929), ancien terroriste s.r. gagné au bolchevisme en prison par Trotsky, ancien membre de son secrétariat militaire, devenu agent des services secrets à l'étranger, rendit visite à Trotsky à Prinkipo en 1929.

(60) « Lettre de Moscou » (25 décembre 1929, *Cahiers Léon Trotsky* n° 7/8, p. 129.

les représentations commerciales de l'U.R.S.S. déposent vraisemblablement leurs fonds dans des banques ! Autre chose nous intéresse : en août 1936, Radek était encore, s'il faut l'en croire, membre du centre trotskyste. Pendant quatre mois, après son arrestation, il nia, d'après ses propres déclarations au tribunal, avoir pris part au complot, se montrant ainsi, selon le procureur, un trotskyste opiniâtre et endurci. Pourquoi donc m'imputait-il, le 21 août 1936, à moi, « chef » du complot, des crimes aussi monstrueux qu'insensés ? Que l'on trouve à sa conduite une explication cadrant avec le schéma de Vychinsky. Quant à moi, j'y renonce.

L'hostilité irréductible entre Radek et l'opposition peut être suivie d'année en année. Force m'est de me limiter dans le choix de mes exemples.

Treize opposants déportés à Kansk (Sibérie) adressent en juin 1930 une protestation au Bureau du XVI^e congrès du P.C. On y lit notamment que « le collègue du G.P.U., utilisant les perfides informations du renégat Karl Radek a condamné à la peine capitale le camarade Blumkine, membre du parti jusqu'à ses derniers jours » (61).

Un opposant déporté décrivant dans le *Biulleten* (n° 19, mai 1931) le désarroi politique et moral des capitulards, n'oublie pas d'ajouter : « Radek pourrit plus vite que quiconque. Les capitulards des autres groupes, et pas seulement ceux du rang, les chefs mêmes, cherchent à se désolidariser de lui jusque dans la vie privée. Les plus francs disent : Radek a accepté un sale rôle de trahison... Je me bornerai à citer un fait peu important, mais qui caractérise son cynisme. Invité à secourir un vieux bolchevik déporté, tombé malade, Radek a refusé en disant : Il n'en reviendra que plus vite... Radek mesure les autres à son aune courte et sale. »

On écrit le 15 novembre 1931 de Moscou au *Biulleten* : « Rien de neuf au front des capitulards, Zinoviev pond un livre sur la II^e Internationale. Politiquement, ni lui ni Kamenev n'existent. Tien à dire des autres. Radek fait exception. Celui-là commence à jouer un « rôle ». De fait, il dirige les *Izvestia*. Il s'est fait connaître dans son nouvel emploi d' « ami personnel de Staline ». Ça n'est pas une plaisanterie ! Il laisse entendre en toute occasion qu'il est à tu et à toi avec Staline. — Hier, dit-il, comme je prenais le thé chez Staline, etc. » (*Biulleten*, n° 25-26,

(61) « Déclaration des déportés de Kansk » (juillet 1930), *Cahiers Léon Trotsky* n° 6 p. 182.

novembre-décembre 1931). Si Radek, à la différence des autres opposants, avait « commencé à jouer un certain rôle », c'est parce que sa conduite lui rendait la confiance des dirigeants. Je note que la correspondance citée paraissait juste au moment où, selon l'accusation, je prenais mes dispositions pour faire entrer Radek dans la voie du terrorisme. Je m'essayais visiblement à ruiner de la main gauche ce que je faisais de la droite.

La discussion concernant Radek devint internationale. Le Leninbund (62), groupement de l'opposition en Allemagne, publia les déclarations de Radek, Smilga et Préobrajensky (63) et se proposa de publier la mienne « au même titre ». Je répondis en octobre 1929 à la direction de ce groupe. « N'est-ce pas excessif ? Je défends le point de vue de l'opposition russe. Radek, Smilga et Préobrajensky sont des renégats, des ennemis avérés de l'opposition russe et Radek ne recule contre elle devant aucune calomnie. » On trouvera, au cours de ces années, dans la presse de l'Opposition de gauche, en tous pays, bon nombre de manifestations d'indignation ou de mépris à l'adresse de Radek.

Max Shachtman, journaliste américain et qui est de mes amis politiques, bien informé des questions intérieures de l'opposition russe, m'envoyait de New York, le 13 mars 1932, plusieurs textes de Radek me concernant, qu'il faisait suivre de la remarque suivante : « Ne serait-il pas édifiant, puisque Radek est désormais du chœur stalinien, de rappeler aux ouvriers communistes qu'il chantait d'autres chansons il y a douze ans, avant que la lutte contre le « trotskysme » fût devenue une occupation de rapport ? »

« Le 22 février 1932, déclare Radek devant les juges, je reçus une lettre de Trotsky... Trotsky écrivait que, me connaissant comme un homme actif, il était convaincu que je reprendrais la lutte. » Trois mois après avoir envoyé cette prétendue lettre, j'écrivais à New York, à Weisbord (64) « ... la corruption

(62) Le Leninbund (Ligue Lénine) avait été fondé en 1928 avec les éléments de l'Opposition de gauche, essentiellement zinoviévistes, du parti allemand. En 1929, il était dirigé par Hugo Urbahns.

(63) La « déclaration » de Radek, Préobrajensky, Smilga, du 10 juillet 1929, est celle par laquelle ils ont capitulé : cf. *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, pp. 74-77.

(64) Albert Weisbord (1900-1977), fils d'un émigré russe, étudiant à Harvard, secrétaire national des jeunesses socialistes, était passé au P.C. en 1924 et avait dirigé en 1926 la fameuse grève des ouvriers de Passaic. Exclu en 1929, il avait constitué la Communist League of Struggle qui négocia son entrée dans l'Opposition internationale. La lettre à Weisbord est du 22 mai 1936 et se trouve dans les papiers d'exil de la Houghton Library.

idéologique et morale de Radek atteste à la fois qu'il n'est pas fait de bonne étoffe et que le régime stalinien peut s'appuyer tantôt sur des fonctionnaires sans visages, tantôt sur des pourris. » Voilà ce que je pensais en réalité de « l'homme actif » !

En mai 1932, le *Berliner Tageblatt*, journal libéral allemand, publia, dans un numéro spécial, consacré à l'édification économique de l'U.R.S.S., un article de Radek qui, pour la première fois, condamnait mon incroyance en la construction du socialisme dans un seul pays. « Cette thèse, écrivait Radek, contestée par les ennemis avérés de l'Union Soviétique, l'est aussi par Léon Trotsky. » Je lui répondis dans le *Biulleten* (n° 28, juillet 1932), par un entrefilet intitulé : « *Quand un homme léger traite une question sérieuse.* » Je rappellerai que c'est justement au printemps de cette année que Radek arriva à Genève où il reçut, paraît-il, par Romm, une lettre de moi, lui recommandant d'exterminer au plus tôt les dirigeants soviétiques. Je donnais donc à un « homme léger » des missions extrêmement sérieuses !

Au cours des années 1933-1936, mes relations avec Radek deviennent, s'il faut en croire ses déclarations, extrêmement étroites. Ce qui ne l'empêche pas de reviser avec passion l'histoire dans l'intérêt personnel de Staline. Le 21 novembre 1935, trois semaines avant le « vol » de Piatakov vers Oslo, Radek exposait dans la *Pravda* ce qu'il avait dit à un étranger : « Je lui racontai comment le plus proche des compagnons de lutte de Lénine, Staline, avait dirigé l'organisation des fronts et l'élaboration des plans stratégiques qui nous assurèrent la victoire. » J'étais ainsi banni de l'histoire de la guerre civile. Le même Radek avait su, pourtant, écrire tout autrement. Me voici obligé de citer quelques lignes de son article de la *Pravda* du 14 mars 1923, « Léon Trotsky, l'Organisateur de la Victoire » : « Il fallait un homme qui incarnât l'appel à la lutte, qui, se soumettant lui-même entièrement à la nécessité du combat, se fit la voix appelant aux armes et la volonté exigeant de tous soumission absolue à la sanglante nécessité. Seul un aussi grand travailleur que Trotsky, seul un homme se ménageant aussi peu que Trotsky, seul un homme sachant parler au soldat comme lui parlait Trotsky, seul un tel homme pouvait devenir le porte-étendard du peuple travailleur en armes. Il était tout en un seul homme. » En 1923, j'étais « tout ». En 1935, je n'étais plus « rien » pour Radek. Dans le long article de 1923, Staline n'est pas une seule fois nommé. En 1935, c'est lui « l'organisateur de la victoire ».

Radek dispose donc de deux histoires tout à fait différentes

de la guerre civile : une pour 1923, une pour 1935. Les deux variantes, — et peu importe ici de savoir laquelle est la vraie, — caractérisent le degré de véracité de Radek en même temps que son attitude envers moi et Staline à divers moments. S'étant, paraît-il, lié à moi par les liens du complot, Radek s'emploie inlassablement à me salir et noircir. Au contraire, décidé à tuer Staline, il lui cire les bottes pendant sept ans !

Et ce n'est pas tout. En janvier 1935, Zinoviev, Kamenev et leurs coaccusés sont condamnés à la suite de l'assassinat de Kirov, à des années de prison. Devant les juges, ils se sont repentis d'avoir aspiré à la « restauration du capitalisme ». Je qualifie, dans le *Biulleten Oppositsii*, cette accusation d'imposture grossière et dénuée de sens. Qui prend la défense de Vychinski ? Radek ! Il écrit dans la *Pravda* : « Il ne s'agit pas de savoir si le capitalisme est l'idéal de MM. Trotsky, Zinoviev et autres, mais si la construction du socialisme est impossible dans notre pays... », etc. Je réponds dans le *Biulleten* : « Radek nous vend la mèche et convient que Zinoviev et Kamenev n'ont tramé aucun complot afin de rétablir le capitalisme, — contrairement à ce qu'affirme sans vergogne le communiqué officiel, — mais se sont bornés à repousser la théorie du socialisme dans un seul pays. »

L'article de janvier 1935 est un chaînon naturel dans la chaîne des calomnies de Radek contre l'opposition ; il prépare sa copie d'août 1936, « La bande zinoviéviste-trotskyiste et son chefman Trotsky », qui, à son tour, prélude aux dépositions de Radek au procès de janvier 1937. Chaque phase découle logiquement de la précédente. C'est justement pourquoi, si Radek n'avait figuré au procès qu'en qualité de témoin, personne n'aurait ajouté foi à ses propos. Il fallut en faire un accusé et suspendre sur sa tête l'épée de Damoclès de la peine de mort pour que ses témoignages contre moi acquissent du poids. Comment arriva-t-on à en faire un accusé ? Autre question qui se rapporte en réalité à la technique de l'Inquisition. Il nous suffit de constater que Radek prit place sur le banc des accusés non comme mon compagnon de lutte de la veille, collaborateur et ami, mais comme un ancien capitularde de l'opposition, comme le traître qui avait livré Blumkine, comme l'agent démoralisé de Staline, comme le plus perfide de mes ennemis.

*
**

Attendons-nous ici à voir poser la question : Comment le gouvernement soviétique, sachant que tous ces documents exis-

tent et connaissant ces faits, s'est-il décidé à présenter Radek comme un des chefs du complot trotskyste ?

La question se rapporte moins à Radek qu'au procès tout entier. On a fait de Radek un trotskyste comme on a fait de moi un allié du Mikado, pour les mêmes motifs politiques.

1. Les capitulards qui avaient passé par les longues écoles des abjurations, des humiliations, des calomnies dirigées contre eux-mêmes pouvaient seuls permettre la mise en œuvre du « système des confessions » ;

2. Les organisateurs du procès n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir de candidat plus approprié au rôle qui fut celui de Radek ;

3. Tout le calcul de ces organisateurs repose sur l'effet sommaire des confessions publiques et des exécutions, les deux devant étouffer la voix de la critique. C'est la méthode de Staline. C'est le système politique de l'U.R.S.S. actuelle. L'exemple de Radek ne fait que nous en donner une illustration frappante.

LE « TÉMOIN » VLADIMIR ROMM

La trame entière du procès est pourrie. Nous l'allons voir par les dépositions de Romm, témoin de première importance, qui fut d'ailleurs amené de prison sous escorte. Abstraction faite du voyage de Piatakov à Oslo à bord d'un avion mythique, Romm et, d'après l'accusation, le principal agent de liaison entre moi et le « centre parallèle » (Piatakov-Radek-Sokolnikov-Sérébriakov). Par Romm passaient les lettres que j'envoyais à Radek et celles que Radek m'envoyait, — paraît-il. Romm eut des entretiens personnels avec Léon Sedov et avec moi. Quel est donc ce témoin ? Qu'a-t-il fait ? Qu'a-t-il vu ? Pour quelles raisons était-il du complot ? Écoutons-le avec attention.

Romm est bien entendu trotskyste : sans trotskystes nommés par le G.P.U., pas de complot trotskyste. Nous voudrions pourtant savoir quand Romm donna son adhésion au trotskysme, si seulement il la donna jamais ? Mais à cette question préliminaire et non dénuée d'importance, nous l'entendons donner une réponse extrêmement suspecte.

Vychinsky. — Qu'est-ce qui vous rattachait à Radek par le passé ?

Romm. — Je le connus d'abord par des affaires littéraires, puis, en 1926-27, me trouvai lié à lui par l'action trotskyste contre le parti.

Et c'est toute la réponse à la suggestive question de Vychinsky ! Le mode d'expression retient l'attention : le témoin ne parle pas de son action d'opposant ; il n'en indique pas le contenu ; non, il la qualifie tout de suite selon le code pénal d'« action trotskyste contre le parti », — et se borne à cela. Romm apporte toute faite au tribunal la formule indispensable au compte rendu des débats... C'est ce que fait aux procès Staline-Vychinsky tout accusé ou témoin discipliné (les indisciplinés étant fusillés avant). Le procureur, reconnaissant du service rendu, se garde d'embarrasser le témoin en lui demandant dans quelles circonstances il joignit l'opposition et en quoi consista son « action contre le parti ». Vychinsky a pour règle de conduite de ne jamais embarrasser les accusés et les témoins. Mais nous n'avons pas besoin du procureur pour comprendre que, dès cette phrase, Romm ment. L'activité de l'Opposition fut particulièrement large en 1926-27 : une plate-forme fut élaborée et publiée, le parti discutait avec passion, l'opposition tenait de nombreuses réunions, auxquelles, rien qu'à Moscou et Leningrad, assistèrent des dizaines de milliers d'ouvriers ; enfin, l'opposition se rendit à la manifestation de novembre avec ses propres pancartes. Si Romm avait réellement appartenu au mouvement à cette époque, il aurait dû connaître bien du monde. Mais il ne nomme avec prudence que Radek. M. Troianovsky a, il est vrai, prodigué à New York l'assurance que Romm fut bien un trotskyste. Mais le compte rendu sténographique du procès donne au faux témoignage du diplomate un démenti définitif. Radek dit : « Je connais Romm depuis 1925... Ce n'était pas un militant au sens général du mot... mais il était de notre avis sur la question chinoise. » C'est dire que, sur toutes les autres questions, Romm se séparait de nous. Et c'est cet homme qui, même d'après Radek, ne fut épisodiquement de notre avis que « sur la question chinoise » (1927) que l'on exhibe en qualité de... terroriste !

Pourquoi lui est-il échu de se faire passer pour agent de liaison ? Parce qu'en qualité de correspondant à l'étranger, il avait été à Genève, à Paris, aux Etats-Unis et avait eu par conséquent la possibilité de s'acquitter des missions que le G.P.U. lui imputait après coup. Et comme, après les multiples épurations des représentations de l'U.R.S.S. à l'étranger faites depuis la fin de 1927, il était tout à fait impossible d'y trouver — même avec une lanterne — un « trotskyste », fût-il capitulard, Ejov dut attribuer cet emploi à Romm et Vychinsky se contenter silencieusement de ses réponses...

Que fit Romm depuis 1927 ? Rompit-il avec l'opposition ou

lui resta-t-il fidèle ? Abjura-t-il ? N'avait-il rien à abjurer ? On ne nous en dit mot. Le procureur s'intéresse non à la psychologie politique, mais à la géographie.

Vychinsky. — Vous avez été à Genève ?

Romm. — Oui, j'ai été correspondant de l'agence Tass à Genève et à Paris. A Genève de 1930 à 1934.

Pendant les années qu'il passa à l'étranger, Romm lut-il le *Biulleten Opositsii* ? Cotisait-il au *Biulleten* ? Fit-il la moindre tentative pour prendre contact avec moi ? Pas un mot là-dessus. Il n'était pourtant pas difficile de m'écrire de Paris ou de Genève. Il suffisait de s'intéresser à l'opposition et plus particulièrement à mon travail. Romm ne dit pas qu'il s'y intéressa et le procureur ne le lui demande pas, bien entendu il résulte de là que son action « contre le parti », connue du seul Radek, Romm la termina en 1927, s'il est permis d'admettre qu'il la commença jamais.

Que l'on n'oublie pas que l'agence Tass n'envoie pas à Genève et Paris les premiers venus. Le G.P.U. sélectionne attentivement le personnel de l'agence et ne manque pas de s'assurer de sa bonne volonté à l'informer. Rien d'étonnant ensuite à ce qu'habitant à l'étranger, Romm n'ait témoigné d'aucun intérêt pour moi et mon action.

Mais il faut à Vychinsky un agent de liaison entre Radek et moi. On n'a pas de meilleur candidat. Aussi arrive-t-il tout à coup que, passant par Berlin, au cours de l'été 1931, Romm y rencontre Poutna, qui lui propose un rendez-vous avec Sedov. Qui est Poutna (65) ? Un remarquable officier d'état-major, combattant de la guerre civile, puis attaché militaire à Londres. Pendant un certain temps, je l'avais appris dès avant ma déportation en Asie centrale (1928), Poutna avait réellement sympathisé avec l'Opposition ; il se peut même qu'il ait milité dans ses rangs. Personnellement, je ne l'ai rencontré que très rarement et nous n'avons eu d'entretiens que sur des questions militaires, jamais sur l'Opposition. Abjura-t-il plus tard officiellement ? Je n'en sais rien. Quand je lus à Prinkipo qu'il était nommé attaché militaire à Londres, je pensai qu'il avait recouvré toute la confiance du pouvoir. Dans ces conditions, nous ne pouvions, mon fils et moi,

(65) Vitovt K. Poutna (1893-1937), ancien étudiant lithuanien déjà arrêté en 1913, devenu officier dans l'armée pendant la guerre et bolchevik en 1917. Commandant de division en 1919, membre de l'Opposition en 1923, commandant de l'école d'infanterie, inspecteur de l'Armée rouge en 1927. A cette époque, bien que s'étant éloigné de l'Opposition, il est envoyé à l'étranger comme attaché militaire. Il était alors en prison en train d'être « préparé » pour le procès Toukhatchevsky.

avoir avec lui aucune relation. Le compte rendu du procès m'apprend pourtant, entre autres choses surprenantes, que Poutna proposa à Romm de le « mettre en contact » avec Sedov. A quelle fin ? Romm ne s'en informa même pas. Il accepta, sans plus, l'invitation de Poutna, avec lequel il n'avait eu aucun lien politique par le passé ; du moins n'en parle-t-il pas. C'est ainsi qu'après une interruption de quatre années, Romm consent à reprendre le « travail trotskyste contre le parti ». Fidèle à son système, il ne fait pas la moindre allusion à ses mobiles politiques : souhaitait-il la prise du pouvoir, la restauration du capitalisme, haïssait-il Staline, se sentait-il attiré vers le fascisme, était-il mû par sa vieille amitié pour Radek qui, d'ailleurs, depuis plus de deux ans, ayant abjuré, maudissait l'opposition à tous les carrefours ? Le procureur s'abstient de poser au témoin ces questions gênantes. Romm n'est pas tenu d'avoir une psychologie politique. Sa tâche est d'assurer la liaison entre Radek et Trotsky, tout en compromettant incidemment Poutna qui entre-temps, dans la prison du G.P.U., est « préparée » à de futurs « aveux ».

Romm relate : « Je rencontrai Sedov et, quand il me demanda d'assurer en cas de besoin (!) la liaison avec Radek, j'y consentis... » Romm consent toujours, sans expliquer pourquoi. Il ne pouvait pourtant pas ignorer que, pour m'avoir rencontré à Constantinople en 1929 et pour avoir tenté de transmettre une lettre de moi à mes amis de Russie, Blumkine avait été fusillé. La lettre qu'il apportait est encore dans les archives du G.P.U., mais elle répond si peu aux fins de Vychinsky et de Staline qu'ils n'ont même pas pensé à la publier. Il fallait en tout cas que Romm fût, pour accepter après l'exécution de Blumkine la mission d'agent de liaison, un opposant absolument dévoué, teinté même d'héroïsme. Pourquoi s'était-il tu auparavant pendant quatre années ? Pourquoi avait-il attendu une rencontre fortuite avec Poutna ? Comment suffit-il de cette seule rencontre pour l'amener à accepter sans présenter d'objections une tâche aussi dangereuse ? Pas de psychologie dans cette affaire ! Les témoins comme les accusés ne racontent que les « actions » dont le procureur a besoin. Et ces prétendues « actions » ne sont rattachées les unes aux autres ni par des idées ni par des sentiments d'hommes vivants ; le schéma préconçu de l'accusation est leur seul lien.

Au printemps de l'année suivante, Radek arrivant à Genève, Romm lui « transmet une lettre de Trotsky qu'il aurait reçue peu avant à Paris, de Sedov ». En été 1931, Sedov parlait donc de la liaison avec Radek en termes hypothétiques : « S'il y a

lieu. » Sedov prévoyait-il le voyage de Radek à Genève ? Certes, non, puisque Radek ne le prévoyait pas lui-même. Quoi qu'il en soit, neuf mois après l'entretien de Berlin, Sedov a l'occasion de mettre à profit la promesse de concours de Romm. Que s'est-il passé dans la tête de Romm, entre le moment de l'été 1931 où il s'était décidé en principe à s'engager dans la voie de la « conspiration » et le printemps de 1932, au moment où il agit pour la première fois ? Avait-il tenté d'entrer en relations avec moi ? S'était-il intéressé à mes livres, à mes publications, à mes amis ? Avait-il eu des relations politiques avec Sedov ? Rien de semblable. Il se borne à s'acquitter d'une commission subalterne qui pouvait lui coûter la vie. Le reste ne l'intéressait pas. Ressemble-t-il à un trotskyste convaincu ? On en doute. En revanche, il ressemblerait au plus haut point à un agent provocateur si... s'il avait réellement fait ce qu'il raconte. Mais en réalité l'action qu'il avoue a été inventée après coup. Nous aurons l'entière possibilité de nous en convaincre.

Dans quelles circonstances Sedov transmet-il au printemps 1932, à Romm, une lettre pour Radek ? La réponse à cette question est vraiment remarquable. « Peu de jours avant mon départ pour Genève, étant à Paris, je reçus par la poste de la ville un pli renfermant un billet de Sedov qui me priait de transmettre la lettre jointe à Radek. » Dix mois après une rencontre unique avec Romm — et que de trahisons, de provocations, de repentirs pendant ces dix mois ! — Sedov, sans avoir vérifié l'état d'esprit de son correspondant, lui envoie un message clandestin. Pour ajouter une légèreté à l'autre, il le fait « par la poste de la ville ». Pourquoi ne fait-il pas remettre son pli de la main à la main ? Vychinsky se garde bien de le demander. Nous proposerons, quant à nous, une explication. Ni le G.P.U., ni Vychinsky, ni par conséquent Romm ne savent exactement où se trouvait Sedov au printemps 1932 : à Berlin ou à Paris ? Parler d'un rendez-vous au Tiergarten ? A Montparnasse ? Mieux vaut éviter tous ces récifs. La « poste de la ville » semble indiquer que Sedov se trouvait à Paris. Mais on pourra toujours dire en cas de besoin que Sedov a, de Berlin, fait suivre son message à l'un de ses agents de Paris qui l'a mis à la poste. Qu'ils sont imprudents et maladroits, ces conspirateurs trotskystes ! Mais peut-être Trotsky a-t-il chiffré sa lettre ou l'a-t-il écrite avec une encre sympathique ? Écoutons à ce sujet le témoin :

Romm. — J'emportai cette lettre à Genève et la remis à Radek lors de ma première rencontre avec lui.

Vychinsky. — Radek la lut-il devant vous ou en votre absence ?

Romm. — Il la parcourut rapidement devant moi et la mit dans sa poche.

Détail précieux ! Radek ne dévore pas ce message, ne le jette pas sur le trottoir, ne le communique pas au secrétariat de la S.D.N., il le met simplement dans sa poche. Toutes les confessions sont pleines de ces sortes de détails-clichés à faire honte au plus médiocre des fabricants de romans policiers. Nous apprenons en tout cas que Radek « parcourut » la lettre devant Romm. Arrivée par la poste, cette missive était donc écrite tout comme l'on écrit les félicitations pour les anniversaires. Peut-être ne contenait-elle pas de secrets, cette première missive ? Écoutons la suite.

Vychinsky. — Que vous dit Radek du contenu de la lettre ?

Romm. — Qu'elle renfermait une directive d'union avec les zinoviévistes et de passage à l'action terroriste contre les dirigeants du P.C., et en premier lieu contre Staline et Vorochilov.

Ce n'était pas un message inoffensif ! Directive « de tuer pour commencer Staline et Vorochilov, ensuite tous les autres ». Et c'est cette petite lettre-là que Sedov met à la poste, adressée à Romm qu'il connaît à peine, dix mois après avoir eu avec lui un unique entretien ! Nos étonnements, pourtant, ne sont pas près de finir. Vychinsky, nous venons de le voir, demande à Romm : « Que vous dit Radek du contenu de cette lettre ? » Comme si Radek devait communiquer le contenu d'un message archisecret à un simple agent de liaison ! La règle la plus élémentaire de la conspiration dit que tout participant d'une action clandestine ne doit savoir que ce qui se rapporte à ses obligations personnelles. Romm, demeurant à l'étranger et ne se préparant pas dès lors à attenter à la vie de Staline, de Vorochilov et de tous les autres (en tout cas, il ne dit pas avoir eu de semblables intentions), Radek, s'il avait toute sa raison, n'était à aucun titre tenu de lui communiquer le contenu du message. Cela, du point de vue de l'opposant, du conspirateur, du terroriste. Sous l'angle du G.P.U., la question se pose tout autrement. Si Radek n'avait rien dit à Romm, ce dernier n'eût pas pu révéler la directive terroriste de Trotsky et toutes ses dépositions sur ce point n'eussent présenté aucun intérêt. Or, nous le savons déjà : les témoins et les accusés disent non ce qui découle de leur activité ou de leur mentalité, mais ce que le citoyen procureur, auquel la nature a attribué une intelligence fort paresseuse, a besoin de leur faire

dire. Les accusés et les témoins doivent en outre veiller que le compte rendu du procès soit bien convaincant.

Qu'est-il arrivé, se demandera le lecteur, au correspondant de l'agence Tass quand il a tout à coup appris la directive, envoyée par Trotsky, d'exterminer au plus tôt tous les « chefs » de l'U.R.S.S. ? En a-t-il été épouvanté ? bouleversé ? indigné ? enthousiasmé ? Il ne nous en dit rien. Romm transmet « incidemment » la lettre à Radek, Radek communique « incidemment » la directive terroriste à Romm. « Radek partit ensuite pour Moscou et je ne le revis plus jusqu'à l'automne 1932. » C'est tout. On passe à l'ordre du jour.

Mais ici, Radek, troublé par la vivacité du dialogue, corrige imprudemment Romm : « Dans la première lettre de Trotsky, dit-il, les noms de Staline et de Vorochilov ne figuraient pas, car nous ne donnions jamais de noms dans nos lettres. » Radek n'avait pas encore de chiffre pour correspondre avec moi... « Trotsky, insiste-t-il, ne pouvait en aucun cas nommer Staline et Vorochilov. » D'où donc Romm a-t-il pris ces deux noms ? Et s'il invente un « détail » de cette force, peut-être invente-t-il toute l'histoire de la lettre ? Le procureur n'y songe pas.

A l'automne 1932, Romm se rend à Moscou pour des raisons de service et rencontre Radek qui l'informe aussitôt que « selon la directive de Trotsky, le bloc trotskyste-zinoviéviste est constitué, Piatakov et Radek n'étant pas entrés dans le centre dirigeant ». Nous voyons de nouveau Radek saisir l'occasion de révéler à Romm les secrets les plus importants, non par la légèreté ou par cette prolixité désintéressée qui lui est propre, mais pour une raison supérieure : il faut permettre au procureur Vychinsky de boucher plus tard les trous des dépositions Zinoviev, Kamenev et autres. A la vérité, personne ne comprend encore comment et pourquoi Radek et Piatakov, déjà démasqués comme des « complices » par les accusés du procès des seize et à l'instruction, n'avaient pas été mis dès lors en cause. Personne n'a compris comment Zinoviev, Kamenev, Smirnov et Mratchkovsky purent ignorer les desseins internationaux de Radek et de Piatakov (hâter la guerre, démembrer l'U.R.S.S., etc.). Des hommes doués de quelque perspicacité estiment que ces plans grandioses et l'idée même du « centre parallèle » naquirent au G.P.U. après l'exécution des seize, afin de confirmer un faux par un autre. Il apparaît qu'il n'en est rien. Radek informa Romm en temps utile, dès 1932, de la formation du centre trotskyste-zinoviéviste et du fait qu'il n'y était pas entré, lui, Radek, de même que Piatakov, se réservant tous les deux à

un « centre parallèle » à « prédominance trotskyste ». La proximité de Radek devient de la sorte providentielle. Ce qui ne veut pas dire qu'il ait réellement parlé à Romm, au cours de l'automne 1932, du centre parallèle, comme s'il prévoyait les futures préoccupations de Vychinsky. Les choses sont plus simples : Radek et Romm, sous la direction du G.P.U., fabriquent rétrospectivement en 1937 un schéma d'événements se rapportant à 1932. Et disons ce qui est : ils le fabriquent mal.

Ayant dit à Romm l'essentiel sur le centre parallèle, Radek ne manque pas l'occasion d'ajouter qu'il « entend obtenir sur cette question une directive de Trotsky ». Encore une fois, sans cela, les dépositions de Romm eussent été sans valeur. Il faut maintenant une directive de Trotsky pour former le centre parallèle. On ne peut pas faire un pas sans Trotsky. Plus exactement, on s'efforce de tout mettre en œuvre pour apprendre à l'univers que tous les méfaits s'accomplissent sur directives de Trotsky et pas autrement.

Mettant à profit le voyage de Romm, Radek écrit, cela va de soi, une lettre à Trotsky.

Vychinsky. — Qu'y avait-il dans cette lettre ? Le saviez-vous ?

Romm. — Oui, parce que cette lettre me fut remise, puis (!) elle fut placée dans la reliure d'un livre allemand, à la veille de mon départ de Genève...

Le procureur ne doutait pas que Romm connût le contenu de la lettre : le malheureux correspondant de l'agence Tass n'est devenu un témoin que pour cela. Sa réponse a pourtant plus de docilité que de sens : la lettre lui est remise ; puis elle est cachée dans une reliure. Que veut dire « remettre » en ce cas ? Et qui la cacha dans un livre ? Si Radek avait lui-même dissimulé une lettre dans une reliure et prié Romm de transmettre le livre, — ainsi procédèrent toujours les révolutionnaires connaissant l'*a b c* de la conspiration, — Romm n'aurait rien pu dire, sinon qu'il avait remis à telle adresse un livre allemand. C'eût été peu pour Vychinsky. La lettre fut donc « remise » tout d'abord à Romm — pour qu'il la lût ? — puis dissimulée dans une reliure pour que le procureur n'ait pas à s'infliger des migraines par la suite. Et le genre humain apprend aisément de cette façon que Radek traitait, dans sa lettre à Trotsky, non des analyses spectrales, mais du centre terroriste.

Passant par Berlin, Romm posta ce livre à la gare, sous bande, à destination d'une adresse que lui avait donnée Sedov, « poste restante, dans un des bureaux de Berlin ». S'étant brûlé

les doigts au procès des seize, ces messieurs font preuve de circonspection. Romm ne voit ni Sedov ni un tiers désigné par Sedov car il eût fallu donner une adresse, nommer quelqu'un, choses risquées. Romm n'envoie pas le livre à quelque Allemand connaissant Sedov, ce qui eût été tout à fait conforme aux usages de la conspiration, car il eût fallu connaître le nom et l'adresse d'un Allemand. Le plus prudent (non du point de vue de la conspiration, mais de celui de la falsification) était d'envoyer le livre « poste restante dans un bureau de Berlin ».

La rencontre suivante de Romm avec Sedov eut lieu « en juillet 1933 ». Notons cette date. Nous arrivons au point central de la déposition. C'est ici que je suis appelé à intervenir.

Vychinsky. — A quel propos, où et quand eut lieu cette nouvelle rencontre ?

Romm. — J'arrivais de Genève, Sedov me téléphona au bout de quelques jours.

On ignore comment Sedov apprit l'arrivée de Romm. Cette remarque peut paraître tatillonne ; en réalité, elle nous révèle à nouveau le système des silences peureux. Pour informer Sedov de son arrivée, Romm devait connaître son adresse ou son téléphone. Il n'avait ni l'un ni l'autre. Mieux valait laisser l'initiative à Sedov : sa propre adresse, Romm la connaît en tout cas. Sedov lui donna donc rendez-vous dans un café, boulevard Montparnasse, et lui dit vouloir lui « ménager une rencontre avec Trotsky ». Nous savons que Romm, risquant gratuitement sa tête en qualité d'agent de liaison, n'avait jusqu'alors fait montre d'aucun désir de me rencontrer ou d'entrer en correspondance avec moi. Mais la proposition de Sedov, il l'accepta immédiatement. De même que deux ans auparavant, il s'était rendu, sur la proposition de Poutna, à un rendez-vous avec Sedov. De même que, dès les premières paroles de Sedov, il avait consenti à transmettre une lettre à Radek. La fonction de Romm est de consentir à tout sans faire preuve d'aucune initiative. Il s'est manifestement entendu avec le G.P.U. sur ce minimum d'activité criminelle, dans l'espoir de sauver sa tête à ce prix. Y réussira-t-il ? Autre question...

Quelques jours après le coup de téléphone de Sedov, Sedov rencontre donc Romm « dans le même café ». Le café n'est pas nommé par prudence. Figurez-vous qu'il ait brûlé juste à la veille du prétendu rendez-vous ! On a bien retenu l'histoire de l'hôtel Bristol à Copenhague. « De là (du café inconnu), nous allâmes au bois de Boulogne où nous rencontrâmes Trotsky ».

Vychinsky. — Quand était-ce ?

Romm. — Fin juillet 1933.

En vérité, Vychinsky ne pouvait poser question plus inopportune ! Romm avait, il est vrai, noté auparavant que cet épisode se rapportait à juillet 1933. Mais il pouvait s'être trompé, avoir commis un lapsus. On pouvait le fusiller et charger un autre M. Pritt de rectifier cette erreur. Mais le procureur, en insistant, oblige Romm à préciser que cette rencontre eut lieu en « fin juillet 1933 ». Vychinsky perd toute prudence. Et Romm indique une date fatale qui enterre à la fois toute sa déposition et tout le procès. Nous demanderons pourtant au lecteur un peu de patience. Nous reviendrons sur cette funeste erreur chronologique et sur ses causes. Suivons encore un moment le dialogue ou plutôt le duo Vychinsky-Romm.

La rencontre de Romm avec moi au bois de Boulogne, — sa première rencontre avec moi, de son propre aveu, — aurait dû marquer dans sa mémoire. Il ne nous dit cependant rien ni du premier contact ni de l'impression extérieure, ni du cours de l'entretien. Nous promenions-nous ? Nous étions-nous assis ? Est-ce que je fumais ? cigare, cigarette, pipe ? Quelle mine avais-je ? Pas un trait pris sur le vif, pas une impression subjective, pas une impression visuelle ! Trotsky n'est pour Romm, dans une allée du bois de Boulogne, qu'un fantôme, une abstraction, une ombre tirée des dossiers du G.P.U. Romm note seulement que la conversation dura « de 20 à 25 minutes ».

Vychinsky. — Pourquoi donc Trotsky vous avait-il donné rendez-vous ?

Romm. — Comme je crus le comprendre (!), c'était pour confirmer verbalement l'indication que je portais par écrit à Moscou.

Remarquables paroles : « Comme je crus le comprendre ». L'objet de la rencontre avait été tellement vague que Romm ne pouvait que le deviner et encore après coup ! Le fait est qu'ayant écrit à Radek pour lui donner les instructions rituelles sur l'extermination des chefs, le sabotage, etc., je n'avais aucune raison de m'entretenir avec un agent de liaison qui m'était inconnu. Il arrive que l'on confirme par lettre des directives orales. Il arrive que l'on confirme par une personne autorisée des directives confiées à une personne moins autorisée. Mais on ne saurait comprendre pourquoi je devais confirmer, par le truchement d'un Romm dépourvu de toute autorité, les directives que je donnais par écrit à Radek. Si cette façon de faire est incompréhensible de la part d'un conspirateur, tout change aussitôt que l'on tient compte des intérêts du procureur. Sans

avoir eu d'entretien avec moi, Romm pouvait seulement dire qu'il avait apporté à Radek une lettre cachée dans une reliure. Cette lettre, naturellement, ni Radek ni Romm, ni le procureur ne l'ont. La lire, puisqu'elle était cachée, Romm ne le pouvait pas. Peut-être n'était-elle pas de moi ? Peut-être même n'y avait-il pas de lettre du tout ? Pour tirer Romm d'embarras, au lieu de faire remettre par quelque insaisissable intermédiaire, un Français, par exemple, à l'agent de liaison un livre destiné à Radek — ce qu'aurait fait tout conspirateur de plus de seize ans — je fais exactement le contraire, à plus de cinquante ans : je mêle mon fils à tout ceci, ce qui est déjà la plus lourde faute, puis j'interviens moi-même pour m'employer pendant vingt-cinq minutes à faire entrer dans la tête de Romm sa future déposition du procès. Cette méthodologie de l'imposture n'a vraiment rien de subtil !

Je déclarai naturellement, pendant cette conversation que j'étais d'accord « sur l'idée du centre parallèle, à la condition absolue du maintien du bloc avec les zinoviévistes et ensuite que ce centre parallèle ne fût pas inactif, mais agît et rassemblât les cadres les plus fermes ». Que voilà des idées profondes et fécondes ! Je ne pouvais pas ne pas exiger le « maintien du bloc avec les zinoviévistes » ou Staline n'aurait pas eu l'occasion de fusiller Zinoviev, Kamenev, Smirnov... Mais j'approuvais la formation du centre parallèle pour que Staline eût la possibilité de fusiller par la suite Piatakov, Sérébriakov et Mouralov. Passant à la nécessité de recourir, en même temps qu'au terrorisme, au sabotage, je recommandais de ne pas compter avec les victimes. Sur quoi, Romm exprima son étonnement : mais ce serait « saper la défense du pays » ! C'est ainsi qu'au bois de Boulogne, j'ouvrais mon âme à un jeune inconnu qui ne partageait pas mes idées sur le « défaitisme » ! Et tout ceci parce qu'en 1927, Romm avait, paraît-il, été d'accord avec Radek « sur la question chinoise » !

L'officieux Romm transmet donc à destination une lettre qui ne fut jamais écrite et raconta à Radek sa conversation imaginaire avec moi — pour donner à Vychinsky la possibilité d'invoquer au moins deux témoignages. Fin septembre 1933, Radek remit sa réponse à Romm. Du contenu de ce message, Romm, cette fois, ne nous dit rien. Nous n'avons d'ailleurs pas besoin qu'on nous en parle, car les lettres, dans cette affaire, se ressemblent toutes, comme les invocations des sorciers de l'Asie. Le livre contenant la lettre, Romm le remit à Sedov « à Paris, en novembre 1933 ». La rencontre suivante eut lieu en avril 1934, de

nouveau au bois de Boulogne. Romm vint annoncer qu'il serait sous peu nommé en Amérique. Sedov dit qu'il « le déplorait » et pria son interlocuteur de « demander à Radek un rapport détaillé sur la situation ».

Vychinsky. — Vous vous êtes acquitté de ce message ?

Romm. — Oui.

Comment ne l'eût-il pas fait ? En mai 1934, il remit donc à Sedov, à Paris, un dictionnaire technique anglo-russe (quelle précision), contenant « des rapports détaillés sur l'activité du centre unifié et du centre parallèle ». Notons cette circonstance extrêmement intéressante ! Aucun des accusés du procès des Seize, à commencer par Zinoviev pour finir par Reingold, qui savait tout et dénonçait tout le monde, ne connaissait en août 1936, l'existence du centre parallèle. En revanche, dès l'automne 1932, Romm était parfaitement au courant des idées et des réalisations dudit centre. Non moins remarquable le fait que Romm, n'appartenant à aucun centre, transmettait néanmoins des « rapports détaillés sur l'activité du centre agissant et du centre parallèle ». Du contenu de ces rapports, il ne dit rien et Vychinsky ne l'ennuie pas, bien entendu. Car, que pourrait dire Romm ? En mai 1934, Kirov n'avait pas encore été tué par Nikolaïev, avec le concours du G.P.U. et de son agent, M. Bissenieks, consul de Lettonie. Romm a dû constater que l'activité des « centres agissant et parallèle » consistait à me demander des « directives » et à les recevoir. Ce que nous savons déjà. Laissons donc les rapports détaillés de Radek dormir dans les profondeurs d'un dictionnaire technique !

Vychinsky demande ensuite quels furent les propos de Sedov et de Romm sur la désignation de ce dernier en Amérique ? Romm répond aussitôt que Sedov lui fit part du désir de Trotsky « d'être informé s'il y avait quelque chose d'intéressant à connaître sur les rapports entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis ». Désir innocent à première vue ; je ne pouvais pas, en tant qu'écrivain et qu'homme politique, ne pas m'intéresser aux relations soviéto-américaines, d'autant plus qu'il m'était arrivé maintes fois au cours des années précédentes de donner à la presse américaine des articles et des interviews préconisant la reconnaissance de l'U.R.S.S. par les Etats-Unis. Mais Romm, qui ne s'étonnait pas de transmettre des instructions sur le terrorisme, crut devoir s'étonner cette fois. « Ayant demandé pourquoi c'était si intéressant (!), Sedov me dit : « A cause de l'orientation défaitiste de Trotsky. » Nouveau point sur un i. Il est vrai que mes articles préconisaient invariablement la défense de l'U.R.S.S. et que je

rompais publiquement avec ceux de mes prétendus camarades qui doutaient que le devoir de tout révolutionnaire fût de défendre l'U.R.S.S., en dépit du régime stalinien. Il ne reste qu'à supposer que mon « défaitisme », absolument en contradiction avec mon activité de publiciste, était un secret réservé à un petit cercle d'initiés. Inutile de montrer combien cette hypothèse est politiquement et psychologiquement déraisonnable. En tout cas, l'accusation n'a pas d'autre base, et elle tient debout ou tombe avec elle. Mais Vychinsky, « prudent » quant aux détails (dates, adresses), est tout à fait obtus devant les problèmes essentiels du procès. Quand Romm demande à Sedov pourquoi les rapports soviéto-américains m'intéressent (question par elle-même dénuée de sens), Sedov, au lieu de s'en référer à mon activité d'écrivain, se hâte de parler de mon « défaitisme ». Je n'en faisais donc pas un secret ? A quoi servait dès lors mon travail de théoricien et de publiciste ? MM. les accusateurs n'y pensent point. Incapables d'y penser, leur faux se déroule sur un plan de beaucoup inférieur à celui-là. Ils se passent de toute psychologie. La technique de l'inquisition leur suffit.

A la question suivante de Vychinsky, Romm répond : « Oui, je consentis à fournir l'information qui intéressait Trotsky ». Mais en mai 1934, Romm s'acquitta de sa « dernière mission ». Il avait décidé de « cesser son activité » après l'assassinat de Kirov. C'est pourquoi il ne m'envoya rien des Etats-Unis. J'avoue que je ne m'en aperçus pas. Il y a parmi mes amis américains des hommes d'une haute culture scientifique et politique, tout disposés à m'informer sur les questions qui m'intéressent. Je n'avais donc pas de raisons de demander des renseignements à Romm... à ne point compter, cela va de soi, le besoin de lui faire connaître mon programme « défaitiste ».

Tout cet épisode semble avoir été introduit dans les dépositions de Romm après que l'on sut que je me rendais en Amérique. Peut-être même Romm fut-il joint au procès à ce moment. L'imagination du G.P.U. cherchait à rejoindre le pétrolier qui me transportait d'Oslo à Tampico. Le gouvernement des Etats-Unis était ainsi averti qu'un agent trotskyste, Romm, qui consentait à m'« informer », avait travaillé à Washington. De quelle information s'agissait-il ? De celle, évidemment, qui menace les intérêts vitaux des Etats-Unis. Radek aggrava l'avertissement en disant que mon programme prévoyait, en cas de guerre entre les Etats-Unis et le Japon, le « ravitaillement du Japon en pétrole » (Audience du 23 janvier.). C'est sans doute pourquoi j'avais fait choix, me rendant d'Oslo à Tampico,

d'un pétrolier, indispensable à mes opérations futures. Au prochain procès, Romm se souviendra probablement d'avoir été chargé par moi de rendre le canal de Panama impraticable et de détourner le Niagara vers New York, tout ceci aux heures de loisir que lui laissaient ses travaux de correspondant des *Izvestija...* Tout ce joli monde est-il donc si bête ? Non pas, mais démoralisé à fond par l'irresponsabilité totalitaire.

A une lecture tant soit peu attentive, chaque question de Vychinsky compromet à l'avance la réponse de Romm. Chaque réponse de Romm accuse Vychinsky. Leur dialogue ruine le procès. Ces procès déshonorent irrémédiablement le système de Staline. Et nous n'avons pas encore dit l'essentiel. Que le témoignage de Romm soit faux, voilà qui est évident pour quiconque n'est ni aveugle ni sourd ; nous avons encore pourtant des documents susceptibles de convaincre jusqu'à des aveugles et des sourds. Je n'ai pas été au bois de Boulogne à la fin de juillet 1933. Je ne pouvais pas y être. J'étais à ce moment à 500 kilomètres de Paris, au bord de l'Atlantique, malade, par surcroît. Je l'ai brièvement écrit au *New York Times* (17 février 1937). Je reviens sur cet épisode avec plus de précision ; il en vaut la peine.

Le 24 juillet 1933, le vapeur italien *Bulgaria*, à bord duquel nous nous trouvions, ma femme, moi et quatre collaborateurs (deux Américains, Sara Weber et Max Shachtman ; un Français, van Heijenoort ; un émigré allemand, Adolphe (66)) devait faire escale à Marseille. Nous arrivions en Occident, après plus de quatre ans de séjour en Turquie. De longues démarches avaient précédé notre arrivée en France. Elles avaient surtout été motivées par mon état de santé. En nous accordant un visa, le gouvernement Daladier avait fait preuve de circonspection : il craignait des attentats, des manifestations, des incidents, surtout à Paris. Le 29 juin 1933, le ministre de l'Intérieur, M. Chautemps (67), écrivait à M. Henri Guernut (68), député, qu'une autorisation de séjour m'était accordée « pour raison de santé,

(66) Sara Jacobs dite *Weber* (1900-1976), d'une famille polonaise émigrée aux Etats-Unis, compagne d'un dirigeant de la section américaine avait été secrétaire de Trotsky pendant un peu moins d'un an à Prinkipo et était revenue avec lui. *Adolphe* était le pseudonyme de Rudolf *Klement* (1910-1938), un étudiant en philosophie venu à Prinkipo pour être secrétaire « allemand », et qui avait, comme van Heijenoort, appris le russe.

(67) Camille *Chautemps* (1885-1963), avocat, radical-socialiste et grand dignitaire de la franc-maçonnerie.

(68) Henri *Guernut* (1876-1943), député radical-socialiste et actif dans la Ligue des Droits de l'Homme, avait été sollicité par le traducteur de Trotsky, Maurice Parijanine, pour appuyer une demande de visa.

dans un des départements du Midi » ; je pourrais ensuite me fixer en Corse. J'avais moi-même désigné hypothétiquement la Corse dans une lettre antérieure. Il fut donc question, dès le début, non de la capitale, mais d'un département éloigné. Je ne pouvais avoir la moindre velléité d'enfreindre cette condition, étant profondément intéressé à éviter les complications. L'idée que je pouvais, dès mon arrivée, échapper à la surveillance de la police française et me rendre clandestinement à Paris — pour un inutile rendez-vous avec Romm ! — pourrait donc être écartée d'avance comme fantaisiste. Les choses se passèrent tout autrement...

Encouragée par la victoire de Hitler en Allemagne, la réaction relevait la tête en France. Le *Matin*, le *Journal*, la *Liberté*, l'*Echo de Paris* poursuivaient une campagne acharnée contre moi, en relation avec mon autorisation de séjour. La voix de l'*Humanité* était la plus perçante, dans ce chœur. Les staliniens français n'avaient pas encore reçu l'ordre de reconnaître en les socialistes et les radicaux « des frères », loin de là. L'Internationale communiste traitait Daladier (69) de radical-fasciste. Léon Blum, qui soutenait Daladier, était un « social-fasciste ». Moscou m'imputait les fonctions d'agent de l'impérialisme américain, britannique et français. Courte est la mémoire des hommes ! L'incognito sous lequel nous avons tenté de nous dissimuler à bord, se trouva dévoilé en cours de route. On pouvait craindre des manifestations à Marseille, lors de notre débarquement, de la part des fascistes et, plus encore, des staliniens. Nos amis de France avaient toutes les raisons d'éviter des incidents qui eussent pu rendre malaisé notre séjour en France. Pour tromper la vigilance des malveillants, nos amis et mon fils qui, dans l'intervalle, avait réussi à quitter l'Allemagne hitlérienne pour venir à Paris, imaginèrent un stratagème compliqué qui, le dernier procès de Moscou l'a démontré, réussit brillamment. Un radiotélégramme fit stopper le *Bulgaria* à quelques kilomètres du port de Marseille ; une vedette, dans laquelle se trouvaient mon fils, Raymond Molinier (70), un Commissaire de la Sûreté Générale et deux marins, vint à notre rencontre. Je crois me souvenir que les trois minutes d'arrêt du vapeur furent payées un millier de francs. Le journal de bord

(69) Edouard Daladier (1884-1970), professeur d'histoire, était président du conseil et faisait figure de « radical de gauche ».

(70) Raymond Molinier, était en 1933 un des dirigeants de la Ligue communiste et avait, avec son frère Henri, organisé l'accueil et l'installation de Trotsky.

mentionne certainement cet épisode ; la presse le fit d'ailleurs connaître. Mon fils monta à bord et remit à l'un de mes compagnons de route, van Heijenoort, des instructions écrites. Nous descendîmes seuls dans la vedette, ma femme et moi, et tandis que nos quatre amis continuaient leur voyage vers Marseille, avec nos bagages, nous débarquâmes à Cassis où nous attendaient deux autos et deux amis français, Leprince et Laste (71). Sans nous arrêter un moment, nous fîmes route vers la Gironde où une maison de campagne avait été louée pour nous, au nom de Molinier, à Saint-Palais, non loin de Royan. En route, nous passâmes la nuit à l'hôtel. Des extraits des registres de voyageurs ont été retrouvés et je les ai communiqués à la commission d'enquête.

Tout notre bagage avait été embarqué en Turquie au nom de Max Shachtman. Les initiales M. S. subsistent sur les caisses qui ont servi au transport de mes livres et papiers au Mexique. Mais notre incognito étant tombé, le G.P.U. de Marseille ne pouvait plus ignorer que ces bagages étaient les miens et, comme ils furent dirigés sur Paris, ses agents crurent sans doute que nous étions partis, nous aussi, par la route ou l'avion, vers Paris. N'oublions pas que les relations entre la France et l'U.R.S.S. étaient encore très tendues. La presse de l'Internationale communiste affirmait même que je venais en France pour aider M. Daladier, alors président du Conseil, aujourd'hui ministre de la Défense nationale, à préparer une... invasion de l'U.R.S.S. Courte est la mémoire des hommes ! Il ne pouvait donc y avoir entre le G.P.U. et la police de rapports étroits. Le G.P.U. ne savait de moi que ce qui paraissait dans les journaux. Romm ne pouvait savoir que ce que savait le G.P.U. Et la presse perdit nos traces dès notre débarquement.

Le *New York Times* écrivait le 17 février dernier, après avoir fait faire des recherches dans les télégrammes de ses correspondants spéciaux à cette époque : « Le vapeur qui conduisit M. Trotsky de Turquie à Marseille en 1933 accosta après que M. Trotsky eut secrètement quitté le bord, ce que relate un télégramme de Marseille à notre journal, le 25 juillet 1933. M. Trotsky passa dans une vedette à trois milles du port et débarqua à Cassis où une auto l'attendait... On recevait cepen-

(71) Raymond Leprince était un collaborateur de Raymond Molinier à l'Institut français de recouvrement et Trotsky appelle « Laste » (par précaution car il était sous les drapeaux en 1937). Sur Jean Lastéradé, cf. n. 5, p. 121.

dant des nouvelles contradictoires selon lesquelles M. Trotsky était parti pour la Corse, pour Royat, pour le centre de la France, pour les environs de Vichy, enfin pour Vichy. » Cet entrefilet qui fait honneur à l'exactitude du correspondant, confirme point par point ce que nous avons exposé. Dès le 24 juillet, la presse se perdait en conjectures à notre sujet. La situation du G.P.U. était extrêmement difficile, il faut en convenir.

Les organisateurs du faux raisonnaient à peu près ainsi : Trotsky n'a pu manquer de passer au moins quelques jours à Paris pour régler sa situation et trouver une résidence en province. Le G.P.U. ne savait pas que tout avait été réglé d'avance. Staline, Ejoy et Vychinsky craignaient par ailleurs de reculer jusqu'en août, voire plus tard, la date du rendez-vous avec Romm : il faut battre le fer tant qu'il est chaud. Ces personnages circonspects et prévoyants fixèrent donc le prétendu rendez-vous aux derniers jours de juillet, tout les portant à croire que je ne pouvais pas ne pas avoir été à Paris à ce moment-là. Et c'est justement sur ce point qu'ils se trompèrent. Nous n'étions pas à Paris. Nous arrivions le 25 juillet, avec notre fils et trois amis français, à Saint-Palais, près de Royan. Précisément, comme pour embarrasser davantage le G.P.U., le jour de notre arrivée fut signalé par un incendie à la villa que nous devions occuper : une partie de la clôture et un kiosque brûlèrent, des arbres furent touchés. Une étincelle crachée par une locomotive avait mis le feu. Les journaux locaux du 26 relatèrent cet incident. La nièce du propriétaire vint, quelques heures plus tard, se rendre compte des dégâts. De nombreuses personnes me virent pendant l'incendie. Le prince et Molinier qui nous avaient servi de chauffeurs pendant le voyage, et Laste qui nous accompagnait, décrivent le trajet avec force détails. Un certificat délivré par le service des pompiers fixe la date de l'incendie. Le reporter local, Albert Bardon, qui en parla dans les journaux, m'a vu dans une auto et en a témoigné. La nièce de notre hôte a donné un témoignage analogue. Nous étions attendus par Véra Lanis (72), qui s'était chargée des fonctions de maîtresse de maison, et par Ségal (73), qui devait aider à notre installation. Toutes ces personnes passèrent avec nous les derniers jours de

(72) Véra Lanis, d'origine roumaine, était alors la compagne de Raymond Molinier.

(73) Maurice Ségal (1908-1943), ancien casquetier, membre de la Ligue communiste, était également un des proches collaborateurs de R. Molinier.

juillet ; elles virent qu'arrivé fiévreux et souffrant d'un lumbago, je ne quittai presque pas le lit.

Le préfet de la Charente-Inférieure informa tout de suite Paris, par dépêche confidentielle, de notre arrivée. Comme partout en France, nous vécûmes là incognito. Nos papiers n'étaient visés qu'à la Sûreté Générale à Paris, où l'on pourra à coup sûr retrouver nos itinéraires.

Je passai à Saint-Palais plus de deux mois, malade, traité par un médecin. J'ai écrit au *Times* qu'une bonne trentaine d'amis sont venus me voir là. Des recherches plus attentives dans ma mémoire et mes papiers montrent que j'eus environ une cinquantaine de visiteurs : plus de trente Français, surtout des Parisiens, sept Hollandais, deux Belges, deux Allemands, deux Italiens, trois Anglais, un Suisse... (74) Parmi ces visiteurs certains sont connus comme André Malraux, Parijanine (75), écrivain et traducteur de mes livres, le député hollandais Sneevliet, les journalistes hollandais Schmidt et De Kadet, l'ancien secrétaire de l'Independent Labour Party, Paton, l'émigré allemand W., l'écrivain allemand G. (76) (que je ne nomme pas ici pour des raisons bien compréhensibles, mais qui peuvent témoigner). Si j'avais passé à Paris les derniers jours de juillet, la plupart de ces visiteurs n'eussent eu aucune raison de se déplacer. Ils savaient tous que je n'avais pas été à Paris et ne pouvais pas y aller... Trois des quatre collaborateurs qui m'avaient accompagné étaient venus de Paris à Royan. Max Shachtman s'embarqua au Havre pour New York sans avoir pris congé de nous. J'ai montré à la Commission d'enquête sa lettre du 8 août 1933, dans laquelle il exprime le regret de nous avoir brusquement quittés en chemin. Les preuves ne nous font pas défaut.

Au début d'octobre, mon état s'améliora et mes amis me

(74) La liste reconstituée à Coyoacán par les secrétaires de Trotsky fait apparaître la présence des Français Malraux, Lastéradé, Craipeau, Beaussier, van Heijenoort, Parijanine, Raymond et Henri Molinier, Meichler, Lhuillier, Gourbil, Courdavault, Rimbart, Saval, Naville, des Anglais C. A. Smith, Paton, des Allemands Gumperz, Walcher, Klement, Schmuszkowitz, Sternberg, des Italiens Blasco et Leonetti, du Tchecoslovaque Frankel, de l'Américaine Sara Weber, du Suisse Nelz et du Grec Yotopoulos (Vitte).

(75) *Parijanine* (cf. n. 4, p. 94) était le traducteur de Trotsky en français.

(76) Celui que Trotsky désigne comme « l'émigré allemand W. » est Jakob Walcher (cf. n. 8, p. 114) et « l'écrivain allemand G. » Samuel Gumperz (1899-1972), ancien journaliste du quotidien allemand *Die rote Fahne*, et ex-collaborateur de l'Institut für Sozialforschung de Francfort, ancien directeur de collection aux éditions Malik Verlag. Il était réfugié en Suisse et, jouissant d'une fortune personnelle importante, envisageait de jouer les mécènes.

transportèrent en automobile à Bagnères-de-Bigorre, dans les Pyrénées, plus loin encore de Paris ; nous passâmes là, ma femme et moi, le reste du mois. Notre séjour à Royan et dans les Pyrénées n'ayant donné lieu à aucun incident, le gouvernement nous autorisa à nous rapprocher de la capitale, tout en nous recommandant de ne pas nous fixer dans le département de la Seine. Dans les premiers jours de novembre, nous arrivâmes à Barbizon, où une villa avait été louée pour nous. De Barbizon, je vins plusieurs fois à Paris, toujours accompagné de deux ou trois amis, toujours avec un emploi du temps fixé à l'avance ; on pourrait connaître sans peine le petit nombre de lieux que j'ai visités et aussi le nombre de mes visiteurs. Mais tout ceci se rapporte à l'hiver 1933 ; or, le G.P.U. a fixé le rendez-vous avec Romm au mois de juillet 1933, à un moment où il ne pouvait avoir lieu. Il n'a pas eu lieu. Si la notion d'alibi a quelque valeur, elle trouve en la circonstance son expression la plus achevée. Le pauvre Romm a menti. Le G.P.U. l'a contraint à mentir. Vychinsky a entériné son mensonge. C'est précisément pour mentir ainsi que Romm avait été arrêté et porté sur la liste des témoins !

LE VOYAGE DE PIATAKOV A OSLO

Dès le 24 janvier, le second jour du deuxième procès, lors de la première déposition de Piatakov, n'étant encore renseigné que par de brèves dépêches d'agence, j'écrivais dans un communiqué à la presse : « Si Piatakov était venu à Oslo sous son nom, toute la presse norvégienne en aurait parlé. Il est donc venu sous un nom d'emprunt. Lequel ? Les personnalités soviétiques en voyage à l'étranger sont en relations constantes, par téléphone et télégraphe, avec les légations soviétiques ou les représentations commerciales et n'échappent à aucun moment à la surveillance du G.P.U. Comment Piatakov aurait-il pu faire ce voyage sans que les représentants soviétiques en Norvège et en Allemagne s'en doutassent ? Qu'il décrive donc l'aménagement intérieur de ma demeure ! A-t-il vu ma femme ? Portais-je la barbe ou non ? Comment étais-je vêtu ? Il fallait, pour entrer dans mon cabinet de travail, passer par l'appartement des Knudsen et tous mes visiteurs, sans exception, voyaient la famille de mon hôte. Piatakov l'a-t-il vue ? Les Knudsen ont-ils vu Piatakov ? Voilà quelques-unes des questions qui, devant un tribunal tant soit peu

honnête, démontreraient aisément que Piatakov se borne à répéter ce que le G.P.U. invente. » (77)

Le 27 janvier, à la veille du réquisitoire, je posai, par l'organe des agences d'information, au tribunal de Moscou, treize questions sur la prétendue visite que m'aurait faite Piatakov en Norvège. Je soulignai en ces termes l'importance de ces questions : « Piatakov dit m'avoir rendu visite en Norvège en décembre 1935, à des fins de négociation secrète. Il se serait rendu de Berlin à Oslo en avion. L'énorme importance de cette déposition est évidente. J'ai maintes fois déclaré et je déclare encore que Piatakov, de même que Radek, n'a pas été, au cours des neuf dernières années, mon ami, mais un de mes pires ennemis, un de mes plus perfides adversaires et qu'il ne pouvait être question de négociations et d'entrevues entre nous. S'il est prouvé que Piatakov m'a réellement rendu visite, je suis irrémédiablement compromis. Si je démontre, au contraire, que le récit de sa visite est mensonger du commencement à la fin, le système des « aveux volontaires » est compromis. En admettant même que le tribunal de Moscou soit au-dessus du soupçon, l'accusé Piatakov demeure suspect. Ses dépositions doivent être vérifiées. Ce n'est pas difficile. Il suffit de lui soumettre immédiatement, — tant qu'il n'a pas été fusillé ! — les questions suivantes... » (78) Je note de nouveau que ces questions se fondaient sur les premières informations télégraphiques ; elles étaient inexactement posées quant à certains détails secondaires. Elles conservent néanmoins, dans l'ensemble, toute leur importance.

Mes premières questions sur Piatakov ont été à la disposition du tribunal dès le 25 janvier. Le tribunal était en possession des treize dernières. Le 26 janvier au plus tard, le procureur connut par dépêches que la presse norvégienne démentait catégoriquement Piatakov sur son arrivée à Oslo par avion. Le réquisitoire fait une allusion indirecte à ce démenti. Mais aucune de mes treize questions ne fut posée à l'accusé dont le procureur réclamait la mort. Le procureur n'a pas fait l'effort obligatoire pour vérifier la principale déposition du principal accusé et par là la tentative de confirmer de manière irréfutable les accusations formulées contre moi et les autres inculpés. Sans les télégrammes d'Oslo et les miens, on pourrait parler de négligence, d'omission, d'incapacité du procureur et des juges. Dans les circonstances

(77) *Œuvres*, 12, pp. 188-191. Le passage ci-dessus n'a pas été publié dans la presse.

(78) *Ibidem*.

présentes, l'erreur judiciaire ne peut pas être invoquée. C'est consciemment que le procureur et le président du tribunal se sont refusés à poser les questions inexorablement commandées par la déposition Piatakov. Ils se sont opposés à la vérification non parce qu'elle était impossible — elle était au contraire fort simple ! — mais parce que leur rôle était de ne pas tolérer une vérification. Ils se sont hâtés de faire fusiller Piatakov. Et la contre-épreuve s'est faite sans eux. Elle a démontré la fausseté des aveux du principal accusé sur la question principale et renversé ainsi tout l'acte d'accusation.

Nous avons sous la main le compte rendu dit « sténographique » du procès Piatakov. L'étude, attentive de l'interrogatoire de Piatakov et du témoin à charge Boukhartsev montre que l'objet du procureur dans ce débat tout à fait conventionnel, faux et mensonger, était uniquement de faciliter à Piatakov l'exposé de la thèse du G.P.U., en évitant d'y introduire trop d'in vraisemblances manifestes. Nous procéderons de deux façons dans notre analyse : nous montrerons d'abord, d'après le compte rendu officiel, dans quel esprit de falsification Vychinsky interroge Piatakov ; nous produirons ensuite les preuves de l'impossibilité matérielle du voyage de Piatakov à Oslo. Nous établirons ainsi que le principal témoignage du principal accusé est mensonger et que le procureur Vychinsky et les juges participent à l'imposture.

*
* *

C'est « dans la première moitié de décembre » 1935 que Piatakov fait son mythique voyage à Oslo, par Berlin. Boukhartsev, correspondant des *Izvestija* à Berlin, sert d'intermédiaire dans l'organisation de ce voyage, tout comme V. Romm, correspondant des *Izvestija* à Washington, avait servi d'intermédiaire entre moi et Radek. L'organe officiel de l'Etat désignait, chose étrange, en qualité de correspondants dans les capitales les plus importantes, des agents de liaison « trotskystes ». N'est-il pas plus raisonnable de supposer qu'il y désignait des agents du G.P.U. ? L'affirmation de Piatakov, selon laquelle « Boukhartsev était en relations avec Trotsky » est pure invention. De Boukhartsev comme de Romm, je n'ai pas la moindre idée personnelle ou même littéraire. Je ne vois presque jamais les *Izvestija* et m'abstiens de lire dans la presse soviétique les correspondances de l'étranger.

Il n'y a pas lieu de douter que Piatakov soit réellement arrivé à Berlin le 10 décembre 1935, pour raison d'affaires. Le fait serait

facile à vérifier par la presse soviétique et allemande qui a dû noter la date de l'arrivée de Piatakov dans la capitale allemande et celle de son retour à Moscou. Le faux voyage de Piatakov à Oslo devait être, après coup, rattaché au voyage effectif de Piatakov à Berlin : de là le choix d'un mois aussi malencontreux que celui de décembre.

A Berlin, Piatakov rencontra aussitôt (« le même jour ou le suivant », c'est-à-dire le 11 ou le 12) Boukhartsev qui m'aurait averti dès auparavant de sa prochaine arrivée. Comment ? Par lettre ? Par télégramme ? Quel texte ? A quelle adresse ? Nul n'embarrasse Boukhartsev avec des questions de ce genre. Dans cette enceinte, on évite les adresses comme la peste. Donc, informé par Boukhartsev, j'avais envoyé à Berlin un homme de confiance porteur d'un billet ainsi conçu : « J. L., le porteur de ceci, mérite *toute* confiance... » Le mot *toute* était souligné... Ce détail de peu d'originalité doit, comme nous l'allons voir, compenser l'absence de renseignements plus essentiels. Mon émissaire, qui s'appelle Heinrich ou Gustave (déposition Piatakov) se chargea d'organiser le voyage à Oslo. Piatakov rencontra « Heinrich-ou-Gustave » au Tiergarten le 11 ou le 12 et ne le vit qu'« une minute et demie ou deux ». Deuxième détail précieux ! Piatakov consentit à se rendre à Oslo, bien que, il le répète deux fois, « les plus grands risques pussent en résulter » pour lui « d'être découvert et démasqué ». Ces derniers mots ont été supprimés dans le compte rendu russe du procès et ce n'est pas par omission fortuite. La surveillance des hauts fonctionnaires soviétiques à l'étranger est extrêmement rigoureuse. Piatakov n'avait aucune possibilité de disparaître de Berlin pour deux jours sans indiquer où il se rendait et comment communiquer avec lui : il pouvait, en sa qualité de membre du comité central et du gouvernement, recevoir à tout instant des questions ou messages de Moscou. Les règles appliquées à cet égard sont bien connues du procureur et des juges. Je demandai d'ailleurs le 24 janvier, au tribunal, par dépêche : « Comment Piatakov pouvait-il voyager à l'insu des représentants soviétiques en Allemagne et en Norvège ? Comment expliqua-t-il sa disparition quand il fut revenu ? » Je répétais ma question le 27 janvier : « Comment Piatakov réussit-il à se dérober aux représentations soviétiques de Berlin et d'Oslo ? Comment expliqua-t-il ensuite sa disparition ? »

Piatakov convint donc, avec « Heinrich-ou-Gustave » de le rencontrer le jour suivant (le 12 ou le 13), à l'aérodrome de Tempelhof. Le procureur qui exige quelquefois, sur des points

invérifiables et dépourvus d'importance, une précision affectée, ne s'intéresse pas à la précision d'une date de la plus haute importance. Il serait pourtant facile d'établir, d'après le journal de travail de la représentation commerciale des Soviets à Berlin, l'emploi du temps de Piatakov. Mais il s'agit justement d'éviter qu'on ne l'établisse...

« Le lendemain, de bon matin, je me rendis directement à l'entrée de l'aérodrome... » De bon matin ? Nous voudrions savoir à quelle heure. En pareil cas, l'heure est fixée d'avance. Mais les souffleurs de Piatakov craignent de commettre une bévue par rapport au calendrier météorologique. A l'aérodrome, Piatakov rencontra Heinrich-ou-Gustave : « Il était là et m'invita à le suivre. Au préalable, il me montra le passeport qui avait été préparé à mon intention. C'était un passeport allemand. Il s'acquitta de toutes les formalités de douane, de sorte que je n'eus qu'à donner des signatures. Je pris place dans l'avion et nous partîmes... » Personne, même à ce moment, n'interrompt l'accusé. Si invraisemblable que ce soit, le procureur ne s'intéresse pas au passeport ; il lui suffit de connaître que c'était une pièce allemande. Mais allemands ou autres, les passeports portent le nom du titulaire. Quel nom ? *Nomina sunt odiosa*. (79) Le procureur est tout soucieux de donner à Piatakov la possibilité de glisser au plus vite sur ce point délicat. Les formalités de la douane ? Heinrich-ou-Gustave les règle. Piatakov signe seulement. Il semble que le procureur ne puisse éviter ici de lui demander de quel nom il signe ? C'est probablement du nom porté sur le passeport allemand. Le procureur ne tient pas à le savoir. Le président se tait aussi. Les juges gardent le silence. Oubli collectif explicable par le surmenage ? J'ai pourtant pris en temps utile des mesures pour rafraîchir la mémoire de ces messieurs. J'ai demandé le 24 janvier sous quel nom Piatakov arriva à Oslo. Trois jours plus tard, j'y revenais. La quatrième de mes treize questions est ainsi libellée : « Avec quel passeport Piatakov prit-il l'avion à Berlin ? Avait-il le visa norvégien ? » La presse du monde entier avait publié mes questions (80). Si après cela Vychinsky se tait encore, c'est qu'il doit se taire. Et ce silence nous suffit déjà pour conclure que nous sommes en présence d'un faux.

(79) En latin dans le texte : « les noms sont odieux ».

(80) Les questions posées par Trotsky le 27 janvier avaient été posées dans la presse des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de France, mais uniquement dans la presse trotskyste de ces pays ou les bulletins des différents comités.

Continuons à suivre Piatakov : « Nous primes place dans l'avion qui démarra. Notre vol fut direct et nous atterrîmes vers trois heures à l'aérodrome d'Oslo. Une automobile nous y attendait... En trente minutes environ, nous étions rendus dans une localité de villégiature. Nous entrions dans une petite maison assez bien meublée et je voyais Trotsky que je n'avais pas vu depuis 1928. » Ce récit ne trahit-il pas l'homme qui n'a rien à dire ? Pas un trait pris sur le vif ! « Nous prenons place et démarrons... » Piatakov n'a rien vu, il n'a parlé à personne. Il ne peut même rien dire sur Heinrich-ou-Gustave qui l'accompagna de Berlin jusqu'à ma porte.

Comment se fit l'atterrissage ? Les autorités norvégiennes ne peuvent pas ignorer un avion étranger. Elles ne peuvent pas ne pas contrôler les passeports de Piatakov et de son compagnon de route. Pas un mot là-dessus. Le voyage semble s'être fait dans un royaume de rêve où les hommes glissent sans bruit, ignorés des fonctionnaires de la police et de la douane.

Piatakov voit Trotsky « dans une petite maison assez bien meublée ». Il ne l'avait pas vu depuis 1928 (depuis 1927 en réalité). Après ces clichés inertes suit le résumé, non moins cliché, d'un entretien qui paraît avoir été dicté d'avance pour un procès-verbal de police. D'après la thèse de l'amalgame, Piatakov vient me voir comme un ami politique, comme un ami personnel, après de longues années de séparation. Pendant plusieurs années, en effet, de 1923 à 1928, nous avons été assez proches, il a connu ma famille, ma femme l'a toujours accueilli avec sympathie. Il fallait qu'il eût conservé pour moi une confiance tout à fait exceptionnelle pour devenir, au reçu d'une lettre de moi, un terroriste, un saboteur, un défaitiste, et, risquant sa tête, prendre, au premier signal, l'avion afin de venir me voir. Il semble que Piatakov n'ait pu, en de pareilles conditions, après huit années de séparation, manquer de faire preuve de quelque intérêt élémentaire pour mes conditions d'existence. Mais on n'en voit rien. Où eut lieu notre rencontre ? Chez moi ou ailleurs ? On l'ignore. Où était ma femme ? On l'ignore. A une question du procureur, Piatakov répond que personne n'assista à l'entretien : « Heinrich-ou-Gustave » était resté derrière la porte. C'est tout. Or l'aspect extérieur de la pièce, la présence ou l'absence de livres et de journaux russes sur la table, devaient permettre à Piatakov de se rendre immédiatement compte s'il était ou n'était pas chez moi. Je ne pouvais avoir aucune raison de cacher une chose aussi peu importante à un visiteur auquel je confiais mes desseins les plus secrets. Piatakov

ne pouvait pas ne pas s'enquérir de ma femme. Je lui demandai le 24 janvier s'il l'avait vue. Je répétai ma question le 27 : « Avait-il vu ma femme ? Était-elle à la maison ce jour-là ? » Car les visites de ma femme au médecin à Oslo sont faciles à contrôler. Seulement, les inspireurs de Piatakov, soucieux d'éviter toute vérification, lui ont appris les formules élastiques qui ne disent rien de précis. C'est prudent. Mais cet excès de prudence trahit autrement l'imposture.

L'avion atterrit à 3 heures de l'après-midi, le 12 ou le 13 décembre. Piatakov dut arriver chez moi vers 3 h 30. L'entretien aurait duré deux heures environ. Mon hôte devait avoir faim. Lui ai-je offert une collation ? L'hospitalité élémentaire et honnête le commandait, semble-t-il. Je ne pouvais cependant pas le faire sans être aidé par ma femme ou par la maîtresse de cette demeure « assez bien meublée ». Pas un mot là-dessus, Piatakov me quitta vers 5 h 30. Où alla-t-il, dans cette banlieue, avec son passeport allemand ? Le procureur ne le lui demande pas. Où passa-t-il cette nuit de décembre ? Ce n'est probablement pas à la belle étoile. On peut encore moins admettre que ce soit à la légation des Soviets ou à la légation d'Allemagne. Donc à l'hôtel. Quel hôtel ? La question suivante est du nombre de celles que je posai au tribunal : « Piatakov a dû, inévitablement, passer la nuit en Norvège. Dans quel hôtel ? » Le procureur ne l'a pas demandé à l'accusé. Le président s'est abstenu.

Recevant un vieil ami, conjuré d'ailleurs avec moi, j'eusse dû faire, comme tout autre à ma place, l'impossible pour lui épargner les risques superflus et les surprises désagréables. J'eusse dû, après deux heures d'entretien, le nourrir et le loger. Tout cela ne pouvait m'être difficile du moment que j'avais pu envoyer à Berlin « un homme de confiance » et à l'aérodrome une auto. Piatakov était intéressé à passer la nuit chez moi pour ne pas se montrer à l'hôtel ou dans les rues d'Oslo. Nous avions de quoi parler, après des années de séparation ! Mais le G.P.U. craignait cette variante, car Piatakov eût été amené à parler de mes conditions d'existence. Mieux valait passer sur la prose quotidienne... En réalité, je n'habitais pas, comme on sait, dans la banlieue d'Oslo, mais dans un village perdu ; pas à trente minutes d'auto de l'aérodrome, mais à deux heures au moins, surtout l'hiver, quand il faut recouvrir les pneus de chaînes. Non, mieux valait, en vérité, négliger la nourriture, la nuit de décembre, le danger de rencontrer quelque membre du personnel de la légation soviétique. Mieux valait se taire. Piatakov en Norvège, de même que Piatakov en voyage, ressemble à un

fantôme. Que les imbéciles prennent ce fantôme pour un être de chair !

Nous apprenons par l'interrogatoire du témoin Boukhartsev des détails complémentaires non dépourvus d'importance, sur le voyage de Piatakov. « Heinrich-ou-Gustave », s'appelait, paraît-il, Gustave Stirner. Ce nom ne me dit rien, bien que ce Stirner ait été, à en croire Boukhartsev, mon homme de confiance. En tout cas, mon mystérieux émissaire crut devoir se bien faire connaître au témoin à charge. Retrouverons-nous un Stirner en chair et en os dans quelque prochain procès ? (81) N'est-il qu'un pur produit de l'imagination ? Je n'en sais rien. Le nom allemand fait naître en tout cas certaines réflexions...

Piatakov a par moments tenté de représenter son rendez-vous avec moi comme une triste nécessité : l'instinct de conservation se faisait timidement jour à travers les aveux des accusés. D'après Boukhartsev, au contraire, Piatakov, en apprenant que je l'invitais, se dit enchanté, ajouta que cela répondait bien à ses intentions et qu'il ferait très volontiers le voyage. Quelle expansivité superflue de la part d'un conspirateur ! Mais l'accusation en a besoin. La tâche du témoin consiste à aggraver le cas de l'accusé ; la tâche de l'accusé consiste à reporter sur moi le plus lourd de sa charge. La tâche du procureur consiste à exploiter le mensonge des deux.

Sous l'angle du complot et même du seul voyage à Oslo, Boukhartsev n'est d'aucune utilité ; Vychinsky lui-même, nous l'allons voir, doit en convenir. Mais Gustave Stirner, s'il existe, semble être inaccessible au procureur. Pas de Stirner, pas de témoin. Le récit de l'entrée de Piatakov dans l'avion et de sa sortie de l'avion ne se fonde dès lors que sur les affirmations du seul Piatakov. C'est peu. Si Boukhartsev, appelé à la barre par le procureur, ne participe pas à l'action, il remplit en revanche les fonctions du « messenger » de la tragédie antique : il annonce ce qui se passe derrière la scène. Ainsi, à la veille de son retour à Moscou (à quelle date ?), Piatakov saisit l'occasion d'informer le messenger « qu'il a été là-bas et a vu Trotsky ». Au fond, cela n'intéressait Boukhartsev en rien. En donnant une information si importante à un tiers, Piatakov faisait preuve d'une légèreté criminelle. Mais il ne pouvait pas se comporter autrement sans ôter à Boukhartsev la possibilité de servir utilement de témoin à charge.

(81) Il ne sera plus jamais question de ce personnage mystérieux.

Arrivé là, le procureur se souvient d'une omission. « Avez-vous donné votre photo ? » demande-t-il tout à coup à Piatakov, interrompant l'interrogatoire de Boukhartsev. Vychinsky fait penser à un écolier qui a sauté un vers appris par cœur. Piatakov répond laconiquement : « Oui ». Il s'agit évidemment des photos destinées aux passeports. La photo du titulaire est de règle sur tout passeport, sans exclure les passeports allemands. Le procureur, en faisant montre de cette minutie, ne risque absolument rien. Sur le nom et le visa, il continue de se taire. Puis, ce gardien de la loi s'en prend de nouveau à Boukhartsev. « Savez-vous d'où Stirner se procura ce passeport ? Comment il se procura un avion ? Est-ce si facile en Allemagne ? » Boukhartsev répond que Stirner ne lui donna pas de détails et se borna à le prier de ne s'inquiéter de rien ; c'est une des rares réponses qui paraissent naturelles et raisonnables. Le procureur ne se tient pas pour satisfait.

Vychinsky. — Et vous ne vous y êtes pas intéressé ?

Boukhartsev. — Il ne m'a rien dit, il ne voulait pas entrer dans les détails.

Vychinsky. — Et pourtant, cela vous intéressait ?

Boukhartsev. — Mais il ne me répondait pas.

Vychinsky. — Vous avez tenté de l'interroger ?

Boukhartsev. — Oui, mais il n'a pas voulu me répondre.

Et cætera. Laissons ce dialogue édifiant et interrogeons le procureur : « Vous venez, citoyen procureur, de vous intéresser à la photo du passeport. Mais le passeport ? Le juge d'instruction n'a-t-il pas interrogé Piatakov sur le passeport ? Vous avez deux fois oublié de remplir votre devoir, ce que je vous ai rappelé deux fois par dépêche. Pourquoi n'avez-vous accordé aucune attention à mes questions ? Pourquoi ne vous êtes-vous intéressé ni à mon adresse ni à mes conditions d'existence ? Pourquoi n'avez-vous pas demandé à Piatakov où il a passé la nuit ? Qui lui a recommandé un hôtel ? Comment il s'y est inscrit ? Faut-il croire que ces diverses circonstances ne méritaient pas votre attention ? Boukhartsev pouvait au moins arguer du refus de Gustave Stirner de l'initier à ses secrets. Vous êtes, citoyen représentant de la justice, privé de cet argument, car Piatakov n'a pas de secrets pour vous. Il ne se tait que lorsqu'il a l'ordre de se taire. Mais vous citoyen procureur, vous avez éludé votre devoir essentiel, qui était de faire passer Piatakov de la quatrième dimension sur la terre périssable, avec ses douaniers, ses restaurants, ses hôtels et tant d'autres encombrantes menues

choses. Vous avez gardé le silence là-dessus parce que vous êtes l'un des principaux organisateurs de l'imposture ! »

Vychinsky, cependant, persévère : « Et l'avion ? »

Boukhartsev. — Je demandai (à Stirner) comment Piatakov pourrait faire le voyage ; il me répondit qu'un avion spécial le transporterait à Oslo et l'en ramènerait.

Stirner n'est donc pas si réservé. Il eût pu répondre simplement à l'importun Boukhartsev que « ce n'était pas son affaire et que Piatakov savait lui-même ce qu'il faisait ». Mais sans doute se rappelait-il qu'il était en présence du messenger de la tragédie, et c'est pourquoi il lui parla d'un avion spécial, laissant ainsi entendre que cet avion serait mis à la disposition du voyageur pour le gouvernement allemand. Vychinsky met aussitôt à profit cette indiscretion préméditée de Stirner-Boukhartsev : « Ce n'est pourtant pas Trotsky qui organisait le passage de la frontière en avion ? » Et Boukhartsev, avec une modestie significative : « Je n'en sais rien. »

Vychinsky. — Et l'avion ? Vous êtes un journaliste expérimenté, vous savez qu'il n'est pas si simple de passer des frontières en avion. (Hélas ! Hélas ! Le procureur lui-même l'oublie dès qu'il s'agit de la descente d'avion, du passeport, des visas, de l'hôtel, etc.) Et Boukhartsev de faire un nouveau pas au-devant du procureur : « Je crus comprendre que Stirner pouvait arranger les choses avec le concours de personnalités officielles allemandes. » Ce qu'il fallait démontrer !

Sur ce, Vychinsky paraît se ressaisir tout à coup : « On ne pouvait donc pas se passer de vous en cette affaire ? Pour quelles raisons y avez-vous pris part ? » Cette question risquée n'est posée que pour donner à Boukhartsev l'occasion de raconter au tribunal que Radek « l'avertit en temps utile » (quand ?) qu'il aurait, en qualité de « trotskyste », à s'acquitter de diverses missions, et l'informa que « Piatakov appartenait au centre ». On voit que Radek avait tout prévu et fourni en tout cas au futur témoin les renseignements les plus indispensables.

Ainsi ou autrement, mais grâce à Boukhartsev, nous apprenons enfin que Piatakov, s'étant rendu à Oslo dans un « avion spécial », revint de même à Berlin. Cette précision, d'une extrême importance, signifie que l'avion ne fit pas qu'atterrir à Oslo, mais y passa le reste du jour et la nuit, soit quinze heures au moins. Il y refit sans doute sa provision d'essence. Nous allons voir que cette indication de Boukhartsev nous est plus utile qu'au procureur. Nous arrivons au point crucial de la déposition Piatakov et du procès.

L'*Aftenposten*, journal conservateur norvégien, fit, dès la première déposition Piatakov, une enquête à l'aérodrome et publia le 25 janvier, dans son édition du soir, qu'en décembre 1935 aucun avion étranger n'était arrivé à Oslo. Information naturellement reprise par la presse du monde entier. Vychinsky dut réagir. Il le fit à sa manière. A l'audience du 27 janvier, le procureur demande à Piatakov s'il confirme avoir atterri dans un aérodrome norvégien et dans lequel ? Piatakov répond : « Près d'Oslo ». Le nom du lieu, il l'ignore. N'y eut-il pas de difficultés à l'atterrissage ? Piatakov, trop ému, ne remarqua rien.

Vychinsky. — Vous confirmez être descendu dans un aérodrome voisin d'Oslo ?

Piatakov. — Près d'Oslo, je m'en souviens bien.

Ce serait un peu fort qu'il ne s'en souvint pas ! Le procureur donne ensuite lecture d'un document que de nombreux journaux ont qualifié d' « inattendu », à savoir d'un communiqué de la représentation commerciale de l'U.R.S.S. à Oslo, disant que « l'aérodrome de Kjeller, près Oslo, reçoit toute l'année, conformément aux usages internationaux, les avions étrangers ; l'arrivée et le départ des avions y sont possibles pendant les mois d'hiver ». C'est tout ! Le procureur prie le tribunal de joindre ce précieux papier aux matériaux du procès. La question est vidée.

Non, la question est à peine posée. Les informations venues de Norvège n'affirmaient nullement que la circulation par la voie des airs est impossible dans ce pays pendant l'hiver. Entre-t-il dans les obligations des tribunaux moscovites de fournir aux aviateurs des renseignements météorologiques ? La question est beaucoup plus concrète : un avion étranger est-il, oui ou non, arrivé à Oslo en décembre 1935 ? Konrad Knudsen, membre du Storting, envoyait à Moscou, le 29 janvier, le télégramme suivant : « *Procureur Vychinsky. Tribunal Suprême, Moscou. Je vous informe qu'il est officiellement confirmé aujourd'hui que pas un avion étranger ou privé n'a atterri en décembre 1935 à Oslo. En qualité d'hôte de Léon Trotsky, je confirme également qu'en décembre 1935, en Norvège, il n'a pu y avoir aucun entretien entre Piatakov et Trotsky.* KONRAD KNUDSEN, député. »

Le même jour, l'*Arbeiderbladet*, organe du parti au pouvoir, faisait une nouvelle enquête sur l' « avion spécial ». Peut-être ne sera-t-il pas superflu d'ajouter que ce journal ne s'était pas contenté d'approuver mon internement, mais avait employé à mon égard un ton des plus hostiles. Voici le texte de l'*Arbeiderbladet* :

Le merveilleux voyage de Piatakov à Kjeller

Piatakov a confirmé qu'il s'est rendu en décembre 1935, en avion, en Norvège et y a atterri à l'aérodrome de Kjeller. Le Commissariat des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. a entrepris des recherches tendant à confirmer cette déposition.

L'aérodrome de Kjeller avait auparavant démenti l'arrivée d'un appareil étranger en décembre 1935 et le député Konrad Knudsen, hôte de Trotsky, avait de son côté publié que Trotsky ne reçut pas de visiteurs à cette époque.

L'Arbeiderbladet s'est de nouveau adressé aujourd'hui à l'aérodrome de Kjeller et le directeur Gulliksen, avec lequel nous avons eu un entretien, nous a confirmé que pas un avion étranger n'avait atterri là en décembre 1935. Un seul appareil descendit à Kjeller au cours de ce mois et c'était un appareil norvégien arrivé de Linköpping, sans passagers.

Le directeur Gulliksen a examiné, avant de nous informer, le registre de la douane ; répondant à une de nos questions, il ajoute qu'il est tout à fait exclu qu'un appareil puisse atterrir sans être remarqué. Des patrouilles circulent toute la nuit.

— *A quelle date le dernier avion étranger a-t-il atterri à Kjeller avant décembre 1935 ? s'est enquis notre collaborateur.*

— *Le 19 septembre. C'était un avion anglais H.A.Z.S.F., arrivé de Copenhague et piloté par l'aviateur britannique Robertson, que je connais fort bien.*

— *Et postérieurement à décembre 1935, quand arriva un autre appareil étranger ?*

— *Le 1^{er} mai 1936.*

— *En d'autres termes, il résulte des registres de l'aérodrome qu'aucun avion étranger n'atterrit à Kjeller entre le 19 septembre 1935 et le 1^{er} mai 1936 ?*

— *Oui.*

Pour ne laisser subsister aucun doute, donnons encore une confirmation officielle de ces déclarations. Interrogé par mon avocat norvégien, M. Gulliksen lui répondit :

AÉRODROME DE KJELLER

Direction

Kjeller, le 14-II-1937.

Maître Andréas Støylen, (82)

E. Slotgate 8, Oslo.

En réponse à votre honorée du 10 courant, je vous confirme l'exactitude de ma déclaration publiée par l'Arbeiderbladet...

Votre dévoué,

GULLIKSEN.

(82) Me Andreas Støylen (né en 1896) était un avocat que Heinz Epe avait engagé pour défendre les intérêts de Trotsky.

En d'autres termes, si nous ouvrions au G.P.U. un crédit non de 31 jours (décembre), mais de 224 jours (du 19 septembre au 1^{er} mai) pour organiser le voyage en avion de Piatakov à Oslo, Staline serait encore dans l'impossibilité de sauver la situation ! On peut bien, après cela, considérer la question comme à jamais vidée.

La sentence n'était pas encore prononcée le 29 janvier. Les communications de Knudsen et de l'*Arbeiderbladet* exigeaient une enquête complémentaire. Mais la Thémis moscovite n'est pas de celles qui se laissent arrêter par les faits. Il est fort possible, il est même presque certain que Piatakov ait reçu, comme Radek, au cours des négociations préliminaires, une promesse de vie. Tenir cette promesse à l'égard du prétendu « organisateur » du prétendu « sabotage » n'était pas facile. Mais si Staline hésitait encore à cet égard, les dépêches d'Oslo durent faire cesser ses hésitations. Je déclarai le 29 janvier à la presse : « ... Je crains fort que le G.P.U. ne se hâte désormais de fusiller Piatakov pour qu'il devienne impossible de lui poser à l'avenir des questions gênantes et mettre la future commission d'enquête internationale dans l'impossibilité de lui demander des explications précises. » Piatakov fut condamné à mort le lendemain 30 janvier et passé par les armes le 1^{er} février...

*
* *

Les amis norvégiens du G.P.U. ont tenté, par l'organe du *Tidens-Tegn*, journal apparenté aux publications Hearst, de trouver une nouvelle version du voyage de Piatakov. Peut-être l'avion allemand, au lieu d'atterrir à l'aérodrome, vint-il se poser sur la glace, dans un fjord ? Peut-être Piatakov vint-il voir Trotsky, non dans une banlieue, mais dans un bois ? Non dans une « maisonnette assez bien meublée », mais dans une cabane ? Non à trente minutes, mais à trois heures d'Oslo ? Peut-être Piatakov arriva-t-il là non en auto, mais en traîneau, — ou vint-il sur des skis ? Peut-être l'entretien eut-il lieu non les 12-13 décembre, mais les 21-22 ? Ces efforts d'imagination ne sont ni au-dessus ni au-dessous de ceux que l'on fit pour faire passer la confiserie Bristol pour un hôtel. Les hypothèses du *Tidens-Tegn* ont le désavantage de ne rien laisser subsister de la déposition Piatakov elle-même et de s'effondrer au contact de la réalité. La presse norvégienne, et notamment le journal libéral *Dagbladet*, a depuis longtemps démenti ces fantaisies, non sans vérification

des données essentielles de temps et de lieu, Konrad Knudsen a réduit à néant ces tardives élucubrations dans les colonnes même du journal le plus douteux, devenu entre-temps l'oracle de l'Internationale communiste.

Au début de mars arrivait à Oslo l'écrivain danois Andersen Nexø (83), qui, par un heureux hasard, s'était trouvé à Moscou pendant un procès (comme Pritt, comme Duranty et quelques autres !) et avait « entendu de ses oreilles » les aveux de Piatakov. Nexø connaît-il le russe ? Cela n'a pas d'importance ; le principal est que ce défenseur scandinave de la vérité « n'a point de doute » sur la véracité des confessions de Piatakov. Si Romain Rolland (84) accepte d'humiliantes besognes attestant qu'il a perdu toute intuition psychologique et morale, pourquoi M. Nexø n'en ferait-il pas autant ? La démoralisation introduite par le G.P.U. dans certains milieux littéraires et politiques revêt en vérité des formes redoutables... Je n'examinerai pas ici les procédés mis en œuvre dans les divers cas. On sait suffisamment qu'ils ne sont pas toujours de nature purement « idéologique » (l'écrivain irlandais O'Flaherty (85) l'a raconté il y a beau temps avec le cynisme qui le caractérise). L'une des causes de ma rupture avec Staline et ses gens réside précisément dans les méthodes de corruption dont ils firent usage à l'égard des militants du mouvement ouvrier d'Europe, à partir de 1924. L'un des résultats indirects mais extrêmement importants du travail des commissions d'enquête internationales sur les procès de Moscou doit être, je l'espère, parmi les intellectuels avancés, l'élimination des sycophantes de « gauche », des parasites politiques, des courtisans « révolutionnaires », des « amis de l'U.R.S.S. » qui ne sont en réalité que ceux du *Gosizdat* (86) — à moins qu'ils ne soient pensionnés par le G.P.U.

(83) Martin *Andersen Nexø* (1869-1954), berger, puis cordonnier, sympathisant de la révolution russe dès 1917, était l'auteur de romans « prolétariens » d'inspiration « socialiste ».

(84) Romain *Rolland* (1866-1944), porte-drapeau du pacifisme pendant la guerre, assez hostile à la révolution russe, avait publiquement approuvé les procès.

(85) Liam *O'Flaherty* (né en 1896), écrivain irlandais, a écrit des romans où foisonnent les esprits criminels.

(86) Editions d'Etat de Moscou : la traduction par elle d'un auteur étranger pouvait valoir à celui-ci une fortune et fut à coup sûr utilisée comme un sûr moyen de corrompre.

CE QUI A ÉTÉ RÉFUTÉ
AU PROCÈS PIATAKOV

Les agents de Moscou ont récemment fourni cet argument : « Depuis son arrivée au Mexique, Trotsky n'a pas donné de preuves de son innocence. Il n'y a pas lieu de croire qu'il en fournira par la suite. La Commission d'enquête est dès lors vouée à l'échec. » Comment pourrait-on, sans étude des faits et des documents, réfuter un faux préparé pendant des années ? Je ne dispose pas, j'en conviens, des « aveux spontanés » de Staline, Iagoda, Ejov, Vychinsky. Mais s'il est vrai que je n'ai pas encore trouvé la formule magique embrassant toutes les preuves, il est inexact que je n'aie fourni aucune preuve. Pendant le procès Piatakov, j'ai donné des communiqués quotidiens à la presse, contenant des démentis tout à fait précis. Les journaux n'en ont publié qu'une partie et souvent en les déformant. Bien que ne disposant même pas d'un hebdomadaire dans lequel j'eusse pu m'exprimer avec une entière liberté, j'ai réfuté à fond les données du procès Piatakov dirigées contre moi personnellement, ruinant par là même tout l'amalgame.

Dans sa dernière réponse aux injures du procureur Vychinsky qui avait défini les accusés comme des escrocs et des bandits (quelle incarnation du régime, ce Vychinsky, arriviste cynique sorti du menchevisme de droite !), Radek dépassa manifestement les bornes du plaidoyer convenu et dit quelques mots de plus qu'il n'eût voulu. C'est dans sa nature. Et il dit cette fois des choses d'une importance exceptionnelle. A l'en croire, l'activité terroriste et la liaison des « trotskystes » avec les organisations de la contre-révolution et du sabotage seraient pleinement démontrées. « ... Mais, continue-t-il, le procès a deux pôles, et il a aussi une autre signification capitale. Il a révélé où se forge la guerre et montré que le trotskysme s'est mis au service des forces qui la préparent. Est-ce prouvé ? Oui, par les dépositions de deux hommes : par les miennes, puisque je recevais les directives et les lettres de Trotsky (lettres que j'ai malheureusement brûlées), et par celles de Piatakov qui a vu Trotsky. Les dépositions des autres accusés reposent sur les nôtres. Si vous avez affaire à des criminels de droit commun, à des mouchards, sur quoi pouvez-vous fonder votre conviction qu'ils ont dit la vérité, l'inébranlable vérité ? » On n'en croit pas ses yeux, à lire ces lignes d'une cynique franchise. Ni le procureur

ni le président ne tentent de rectifier : ce serait trop risqué. Or, cette déclaration démolit tout l'échafaudage du procès. Oui, toutes les accusations formulées contre moi ne reposent que sur les propos de Radek et de Piatakov. Pas trace de preuves matérielles. Les lettres que Radek aurait reçues de moi, il les a, par malheur, « brûlées » (le compte rendu du procès, en russe, est pourtant imprimé de manière à laisser croire au lecteur que Radek cite mon propre texte). Le procureur traite Radek et Piatakov comme des menteurs finis dont le seul objet serait de tromper le pouvoir. Radek lui répond : Si nos dépositions sont fausses (et il est tout aussi fixé là-dessus que le procureur !) que vous reste-t-il pour prouver que Trotsky s'est allié au Japon et à l'Allemagne pour hâter la guerre et le démembrement de l'U.R.S.S. ? Le procureur se tait. Le président se tait. Les « amis » étrangers se taisent. Silence accablant ! Et voilà la véritable physionomie du procès. Elle est scandaleuse.

LE PROCUREUR EST UN FAUSSAIRE

Mon activité « terroriste » et « défaitiste » constituait, comme on sait, un secret rigoureux auquel je n'initiais que ceux qui m'inspiraient la plus grande confiance. Au contraire, mon activité publique, contraire au terrorisme et au défaitisme, n'était qu'un « camouflage ». Ne réussissant pas à s'en tenir à ces affirmations, le procureur est plusieurs fois tenté de rechercher dans mon activité publique la propagande du terrorisme et du défaitisme. Nous allons montrer que les falsifications du procureur Vychinsky en matière de propagande écrite ne sont que des moyens auxiliaires de ses impostures judiciaires.

I

Par décret du 20 février 1932, le Comité Exécutif Central des Soviets nous déclarait, ma famille et moi, déchus de la nationalité soviétique. Ce décret, je le note en passant, créait un amalgame. J'étais appelé par le nom de mon père, Bronstein, outre le mien, bien que ce nom n'ait jamais figuré dans des documents soviétiques. Des mencheviks portant le même nom de Bronstein étaient par la même occasion mis hors la nationalité soviétique. Style politique de Staline.

Je répondis par une lettre ouverte au Présidium de l'Exécutif

Central de l'U.R.S.S., datée du 1^{er} mars 1932 (*Biulleten Opposit-sii*, n° 27). J'y rappelais les diverses falsifications de textes commises par ordre par la presse soviétique afin de me compromettre aux yeux des masses laborieuses. Récapitulant les erreurs les plus graves de la politique intérieure et extérieure de Staline, je flétrissais ses tendances bonapartistes. « ... Sous l'aiguillon de la clique stalinienne, écrivais-je, le C.C. du P.C. allemand désorienté, intimidé, troublé, désaxé, aide de toutes ses forces — ne pouvant autrement — les chefs de la social-démocratie à livrer la classe ouvrière à Hitler, venu pour la crucifier. » Moins d'un an plus tard, cette prédiction se vérifiait malheureusement. Ma lettre ouverte contenait aussi les lignes suivantes : « *Staline vous a amené dans une impasse. Il ne reste plus d'issue hors la liquidation du stalinisme. Il faut faire confiance à la classe ouvrière, donner à l'avant-garde ouvrière la possibilité de reviser tout le système soviétique, nettoyer impitoyablement ce système des scories qui s'y sont accumulées. Il faut enfin se conformer au dernier conseil pressant de Lénine : éliminer Staline.* » Cette dernière recommandation, je la motivais ainsi : « *Vous le connaissez aussi bien que moi... Sa force ne fut jamais en lui, elle est dans les bureaux ou n'est en lui que dans la mesure où il incarne le mieux l'automatisme bureaucratique. Détaché de l'appareil, opposé à l'appareil, Staline n'est rien, il est vidé... Il est temps d'en finir avec le mythe stalinien.* » On voit qu'il ne s'agit pas de la suppression physique de l'homme, mais de la liquidation de sa puissance bureaucratique.

Si invraisemblable que ce soit, c'est précisément cette lettre ouverte qui allait servir de base aux faux de Staline-Vychinsky.

A l'audience du 20 août 1936, l'accusé Olberg déclare : « ... Sedov me parla pour la première fois de mon voyage en U.R.S.S., après le document publié par Trotsky à la suite de sa déchéance de la nationalité soviétique. Trotsky soutenait dans ce message la nécessité de supprimer Staline. Idée exprimée en ces termes : « Il faut éliminer Staline. » Sedov me montra ce texte dactylographié en disant : « Vous le voyez, on ne peut pas s'exprimer plus clairement. C'est là une formule diplomatique. » Sedov me proposa sur-le-champ de partir pour la Russie... »

Olberg a la circonspection de qualifier « appel » la « lettre ouverte ». Il ne donne pas de citation complète. Le procureur n'exige pas de précisions. Les mots « éliminer Staline » sont interprétés comme s'il s'agissait de *tuer Staline*.

Le 21 août, d'après le compte rendu, « l'accusé Holzman

dépose que Trotsky, au cours de l'entretien qu'il eut avec lui, dit qu'il fallait *éliminer Staline* »...

Vychinsky. — Que signifient ces mots ?

Holzman les explique naturellement comme le souhaite le procureur.

Et comme s'il entendait écarter tous les doutes sur les sources de son propre faux, le procureur Vychinsky déclare le 22 août dans son réquisitoire : « ... C'est pourquoi, en mars 1932, Trotsky, pris de frénésie contre-révolutionnaire, écrivit une lettre ouverte préconisant *l'élimination de Staline* (lettre qui fut trouvée dans la valise de la valise de Holzman et jointe au dossier à titre de pièce à conviction). »

Il est possible que, rentrant de l'étranger, Holzman ait caché dans sa valise un numéro du *Biulleten* contenant ma lettre ouverte : c'est chez les révolutionnaires russes une vieille habitude. Il est en tout cas hors de doute qu'il s'agit bien de ma lettre ouverte à l'Exécutif central.

Vychinski y revient dans le réquisitoire du procès Piatakov-Radek (28 janvier 1937), comme à la principale directive terroriste... « Nous sommes en possession de documents établissant que Trotsky donna, par deux fois tout au moins, sous une forme assez franche, assez directe, une directive de terrorisme ; cela dans des documents publiés par leur auteur *urbi et orbi*. Je pense d'abord à la lettre de 1932, dans laquelle Trotsky lança le mot de la trahison et du déshonneur : *éliminer Staline* (87). »

Situation claire. Pour les deux procès les plus importants faits aux zinoviévistes et aux « trotskystes », l'accusation prend son point de départ dans l'interprétation manifestement fautive d'un article que j'ai publié en plusieurs langues et dont n'importe qui peut, à la condition de savoir lire, vérifier le sens. Ce sont les méthodes de Vychinsky. Ce sont celles de Staline.

II

Le procureur continue (28 janvier 1937) : « ... Je pense en second lieu à un document postérieur, au numéro 36-37 du

(87) Le texte anglais dit « to remove Stalin », l'éloigner ; le texte français : « supprimer Staline ». La grande imposture embrasse quantité de petits faux, jusqu'à des falsifications de textes traduits (note de L. Trotsky). Sur l'hostilité de Trotsky au mot d'ordre de « chasser Staline » précisément en 1932, voir P. Broué, « Trotsky et le Bloc des oppositions en 1932 », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 5.

Biulleten Opossitsii, pour octobre 1934 (non, 1933 !) où nous trouvons des allusions nettes au terrorisme considéré comme une arme contre les Soviets. » Suit une citation du *Biulleten* : « Il serait puéril de croire que la bureaucratie stalinienne pourrait être révoquée par un congrès du parti ou des Soviets. Il ne reste plus de voies normales constitutionnelles pour écarter la coterie dirigeante... La force seule l'obligera à transmettre le pouvoir à l'avant-garde prolétarienne. » (*Biulleten*, n° 36-37). « Qu'est-ce, conclut le procureur, si ce n'est un appel direct au terrorisme ? Je ne puis pas trouver d'autre qualification. » Afin de préparer cette conclusion, il avait dit auparavant : « Un adversaire du terrorisme, de la violence, eût dû dire : Oui, la transformation (de l'Etat) est possible par la voie pacifique, disons, sur le terrain de la Constitution. » Justement : « sur le terrain de la Constitution » !

Ce raisonnement repose sur l'identification de la violence révolutionnaire et du terrorisme individuel. Les procureurs de l'ancien régime en arrivaient rarement à pareils moyens ! Je ne me suis jamais présenté comme un pacifiste, un tolstoïen, un disciple de Gandhi (88). Les vrais révolutionnaires ne jouent pas avec la violence. Mais ils ne refusent pas d'y recourir si l'Histoire leur ferme les autres chemins. De 1923 à 1933, j'ai préconisé la réforme de l'Etat soviétique. C'est précisément pourquoi en mars 1932 je recommandais à l'Exécutif central d' « éliminer Staline ». Peu à peu, sous l'empire des faits irréfutables, je suis arrivé à conclure que les masses populaires ne secoueront le joug de la bureaucratie que par la violence révolutionnaire. Par principe, car c'est pour moi un principe essentiel, je l'ai hautement affirmé aussitôt. Oui, le bonapartisme stalinien ne sera liquidé que par une nouvelle révolution politique. Mais les révolutions ne se font pas sur commande. Elles mûrissent avec le développement social. On ne les suscite pas artificiellement. On peut moins encore leur substituer l'aventurisme des attentats. Quand Vychinsky au lieu d'opposer ces deux méthodes — le terrorisme individuel et le soulèvement des masses, — les confond, il annule toute l'histoire de la révolution russe, toute la philosophie marxiste. Que leur substitue-t-il ? Le faux.

(88) Mohandas Karamchand, dit le Mahatma *Gandhi* (1869-1948) était dans l'Inde colonisée par les Britanniques l'apôtre de la non-violence.

III

C'est exactement ce qu'a fait après lui l'ambassadeur de l'U.R.S.S. aux Etats-Unis, M. Troianovsky, en découvrant, pendant le procès Piatakov, que j'avais, dans un communiqué, reconnu moi-même mes idées terroristes ! La découverte de M. Troianovsky ayant été publiée et discutée, il faut bien la réfuter. N'est-ce pas humiliant pour la raison ? Il apparaît que tout en démentant catégoriquement l'accusation de terrorisme, dans mes livres, mes articles, mes propos et tout en appuyant mes démentis d'arguments de fait, théoriques et pratiques, je donnais par ailleurs à une feuille de M. Hearst un communiqué réfutant toute mon activité et reconnaissant ouvertement, en présence du diplomate soviétique, mes crimes de terroriste... Où sont donc les limites du non-sens ? Si un Troianovsky se permet sous les yeux du monde civilisé des faux aussi grossiers et cyniques, on imagine ce que peut faire le G.P.U. dans ses in pace !

IV

Vychinsky n'a pas la main plus heureuse avec mon défaitisme. Les avocats étrangers du G.P.U. continuent à se demander « comment l'ex-chef de l'Armée rouge a pu devenir un défaitiste ». Cette question a depuis longtemps cessé de se poser à un Vychinsky et aux falsificateurs moscovites. Trotsky, affirmant-ils, a toujours été un défaitiste ; et même pendant la guerre civile... Toute une littérature existe sur ce sujet. Formé à ces lectures, le procureur dit dans son réquisitoire : « ... Rappelons-nous que dix ans auparavant, Trotsky justifiait déjà son défaitisme en invoquant la fameuse thèse (?) Clemenceau (89). Trotsky écrivait : Nous devons revenir à la tactique de Clemenceau qui s'insurgea, comme on sait (!), contre le gouvernement français quand les Allemands étaient à 80 kilomètres de Paris... (90) Ce n'est pas par hasard que Trotsky et ses amis

(89) Georges Clemenceau (1861-1929), sévère critique de la conduite de la guerre par le gouvernement français était devenu en 1917 le chef de file des « jusqu'au bout-istes ».

(90) Dans l'édition anglaise du compte rendu du procès, ces mots sont donnés entre guillemets, ce qui a permis aux membres de la commission d'y voir une citation. En réalité, la phrase tout entière est inventée par le procureur. Les « citations » faites par Vychinsky devant les juges sont de la même qualité que

formulèrent la thèse Clemenceau. Ils y sont revenus, mais cette fois non comme à une théorie mais comme à la préparation pratique de la défaite militaire de l'U.R.S.S., de connivence avec des services d'espionnage de l'étranger. »

On a peine à croire que ce discours ait été publié en plusieurs langues et notamment en français. Les lecteurs français auront appris avec quelque étonnement que Clemenceau, pendant la guerre, s'insurgea contre le gouvernement de son pays. Jamais ils ne le soupçonnèrent de « défaitisme en intelligence avec l'espionnage étranger ». Les Français ont, au contraire, appelé Clemenceau le Père la Victoire. Que signifie donc ce galimatias de procureur ? Dès 1926, la bureaucratie stalinienne, cherchant à justifier le joug qu'elle imposait aux soviets et au parti, invoquait le danger de guerre : procédé classique du bonapartisme ! Lui répondant, je soutins invariablement que la liberté de critique nous était nécessaire en temps de guerre comme en temps de paix. Je disais que, même dans les pays bourgeois et, plus particulièrement en France, la classe dirigeante n'avait pas osé, pendant la guerre, supprimer radicalement toute critique, en dépit de la crainte que lui inspiraient les masses. Je donnais l'exemple de Clemenceau qui, bien que la ligne du front passât non loin de Paris, — et même précisément pour cette raison, — dénonça dans son journal l'inconsistance de la politique de guerre du gouvernement français. On sait qu'il finit par convaincre le Parlement, devint le chef du gouvernement et assura la victoire. Où serait l'« insurrection » ? Où, le défaitisme ? Où, l'intelligence avec l'ennemi ? Et je rappelle une fois de plus que j'invoquais l'exemple de Clemenceau à une époque où je croyais possible la transformation du système gouvernemental de l'U.R.S.S. par les voies pacifiques. Je ne pourrais plus, aujourd'hui, invoquer ce même exemple, le bonapartisme de Staline ayant coupé les voies de la réforme légale. Mais je demeure partisan sans réserve de la défense de l'U.R.S.S., c'est-à-dire de ses bases sociales, tant contre l'impérialisme étranger que contre le bonapartisme à l'intérieur.

A propos du « défaitisme », le procureur s'en réfère d'abord à Zinoviev, puis à Radek, témoins capitaux contre moi. Je fais appel à Zinoviev et Radek contre l'accusation. Je cite leurs opinions librement exprimées.

Sur l'écœurante campagne menée contre l'opposition, Zino-

celles de Staline dans ses œuvres. Cette école-là n'a qu'un style. Unité de style. (Note de L. Trotsky)

view écrivait au comité central, le 6 décembre 1927 : « Il suffit de mentionner l'article d'un certain Kouzmine (91) dans la *Komso-molskaïa Pravda*, article dans lequel ce magister imposé à la jeunesse militaire... interprète l'allusion de Trotsky à Clemenceau comme tendant à faire fusiller les paysans au front en temps de guerre... Qu'est-ce si ce n'est une agitation manifestement thermidorienne, pour ne pas dire digne des Cent-Noirs ? »

Radek écrivait au même moment dans ses thèses-programmes : « ... Il faut, sur la question de la guerre, répéter et rassembler dans notre plate-forme ce que nous avons dit en maintes circonstances, à savoir : que notre Etat est un Etat ouvrier, bien que de puissantes tendances travaillent à en modifier le caractère prolétarien. La défense de cet Etat est celle de la dictature du prolétariat... Nous ne devons pas éluder la question soulevée par le groupe Staline quand elle déforme l'allusion de Trotsky à Clemenceau, mais y répondre en termes clairs : nous défendrons la dictature du prolétariat, même sous la direction erronée de la majorité actuelle, ainsi que nous l'avons déjà dit ; mais le gage de la victoire est dans le redressement des erreurs de cette direction et dans l'acceptation de notre plate-forme par le parti. »

Les témoignages de Zinoviev et de Radek sont doublement précieux ; d'une part, ils établissent l'attitude de l'opposition envers la défense de l'U.R.S.S. ; de l'autre, ils attestent que dès 1927, le groupe Staline déformait de diverses façons mon allusion à Clemenceau, afin d'attribuer à l'opposition des tendances défaitistes. Chose remarquable, Zinoviev allait plus tard introduire docilement dans ses abjurations la falsification officielle de la thèse Clemenceau. Il écrivait le 8 mai 1933 : « Tout le parti se battra comme un seul homme sous le drapeau de Lénine et de Staline... Seuls, peut-être, de méprisables renégats tenteront de rappeler la fameuse thèse Clemenceau. » (92) On trouverait à coup sûr des lignes analogues dans les écrits de Radek.

Le procureur n'a donc rien inventé, cette fois encore. Il n'a fait que mettre à profit, au sens pénal, une campagne thermidorienne poursuivie contre l'opposition. Toute l'accusation repose

(91) Nikolai N. Kouzmine (1883-1939), membre du parti en 1903, avait exercé divers commandements de second ordre.

(92) Zinoviev, en 1932, avait tiré le bilan des années écoulées et participé à la constitution du « bloc des oppositions », ce qui lui avait valu d'être une nouvelle fois exclu et exilé. Il faisait alors son autocritique, le 8 mai 1933, pour obtenir sa réintégration.

sur des arguments de cette bassesse ! Faux et mensonge ! Mensonge et faux ! Au bout, les exécutions.

LA THÉORIE DU « CAMOUFLAGE »

Des « juristes » de la variété de ceux qui avalent les couleuvres sont enclins à objecter que ma correspondance ne saurait faire preuve « en droit », car on peut supposer qu'elle fut entretenue avec l'idée préconçue de dissimuler ma véritable façon de penser et d'agir. Cet argument, emprunté à la banale pratique criminelle, ne s'applique nullement à un procès politique d'une immense ampleur. On peut, à des fins de camouflage, écrire cinq, dix, cent lettres. Mais il est impossible d'entretenir, pendant de longues années, une correspondance assidue sur les questions les plus diverses, avec les gens les plus différents, proches et éloignés, dans la seule intention de tromper tout le monde. Aux lettres, il faut ajouter les articles et les livres. On peut consacrer au « camouflage » le temps demeuré disponible après accomplissement du travail essentiel. Mais une vaste correspondance ne peut être suivie que si l'on s'intéresse à son contenu et à ses résultats. C'est pourquoi, des lettres innombrables, toutes pénétrées d'un esprit de prosélytisme, doivent nécessairement révéler le véritable visage de l'auteur et non le masque d'un moment.

Empruntons un exemple au domaine de l'art. Supposons que le peintre Diego Rivera soit accusé d'être un agent secret de l'Eglise catholique. Si j'avais à enquêter sur une calomnie de ce genre, j'inviterais tout d'abord les intéressés à considérer les fresques du peintre — doutant que l'on puisse trouver des œuvres exprimant une haine plus ardente de l'Eglise. Qu'un juriste vienne ensuite nous dire que Rivera peignait peut-être ses fresques afin de dissimuler son vrai rôle !

On peut, pour masquer des crimes (je parle en ce moment des crimes du G.P.U.), faire fabriquer par des salariés des actes d'accusation, obtenir des dépositions monotones et publier aux frais de l'Etat des comptes rendus dits « sténographiques ». Les contradictions intérieures et la grossièreté de cette basse fabrication révèlent assez la « commande » de la bureaucratie. Mais on ne saurait sans conviction ni passion intellectuelle peindre de vastes fresques condamnant, par les moyens de l'art, l'exploitation de l'homme par l'homme ; on ne saurait non plus servir des années durant, sous les coups d'adversaires sans nombre, l'idée

de la révolution internationale. On ne saurait, à des fins de « camouflage », mettre « tout le sang de son cœur, toutes les forces de ses nerfs » (Børne) dans des œuvres scientifiques, artistiques ou politiques. Les hommes qui savent ce que c'est que le travail créateur, et de façon générale les hommes de bon sens et de tact ne pourront que sourire devant les arguties des casuistes de la bureaucratie et du droit ; et ils passeront outre.

Faisons enfin appel à une arithmétique impartiale. Il ressort des deux procès de Moscou que mon activité criminelle se réduit à deux entretiens à Copenhague, deux lettres à Mratchkovsky et autres, trois lettres à Radek, une lettre à Piatakov, une lettre à Mouralov, une conversation de 20 à 25 minutes avec Romm, une entrevue de deux heures avec Piatakov. C'est tout. Au total les conversations et la correspondance avec les conjurés n'ont pu me prendre, d'après leurs propres déclarations, que 12 à 13 heures. C'est tout. J'ignore le temps attribué à mes « entretiens » avec Hess (93) et les diplomates japonais. Ajoutons encore 12 heures. Nous obtenons un total maximum de trois jours de travail. Or, les huit dernières années de mon exil comptent environ 2920 jours de travail. Les livres, les articles que j'ai publiés et mes lettres qui, par leur longueur et leur caractère, se rapprochent des articles, montrent que je n'ai pas perdu ce temps. Nous arrivons ainsi à une conclusion paradoxale : j'aurais employé 2917 journées de travail à écrire des livres, des articles et des lettres, consacrés à la défense du socialisme, de la révolution prolétarienne, au combat contre le fascisme et toute espèce de réaction ; j'aurais eu quantité d'entretiens sur les mêmes sujets. Et j'aurais par contre consacré trois jours — trois jours entiers ! — à conspirer dans l'intérêt du fascisme. Mes adversaires mêmes n'ont pas refusé une certaine estime à mes ouvrages conçus dans l'esprit de la révolution communiste. Au contraire, à en juger par les comptes rendus de Moscou, mes lettres, mes directives orales au service du fascisme sont d'une rare bêtise. Les deux domaines de mon activité, le public et le secret, sont donc extrêmement disproportionnés. Mon activité publique, c'est-à-dire hypocrite et destinée au seul camouflage de l'autre, aurait été quantitativement et, j'ose le croire, qualitativement mille fois plus grande que mon activité secrète, c'est-à-dire

(93) Rudolf Hess (né en 1894) était alors l'un des principaux lieutenants d'Adolf Hitler. Lors de la séance du 23 janvier, si l'on en croit le compte rendu sténographique en français, Piatakov avait « avoué » que Trotsky lui avait parlé de ses « pourparlers » avec Rudolf Hess (pp. 68 sq.).

« véritable ». J'aurais construit un gratte-ciel pour cacher un rat crevé. Ce n'est guère convaincant.

*
* *

Tout ceci se rapporte également aux dépositions des témoins. Il va de soi que j'ai vécu au milieu d'amis politiques bien que j'aie aussi d'autres relations. Il n'est donc pas difficile de récuser mes témoins comme liés à l'une des parties (*ex parte*). Il existe en ce moment dans une trentaine de pays des organisations plus ou moins grandes, qui se sont formées et développées au cours des huit dernières années, en relation étroite avec mes travaux théoriques ou mes écrits politiques. Des centaines de membres de ces organisations sont entrés en relations épistolaires avec moi, ont discuté avec moi, m'ont rendu visite à la première possibilité. Chacun d'eux a fait part ensuite de ses impressions à des dizaines, voire à des centaines d'autres. Il ne s'agit donc pas d'un groupement fermé, lié par des intérêts familiaux ou matériels, mais d'un large mouvement international dont les sources sont exclusivement idéologiques. Ajoutons que les trente organisations ont été le lieu d'âpres luttes d'idées, qui ont souvent amené des scissions ou des exclusions. La vie intérieure de chaque organisation s'est exprimée dans des bulletins, des circulaires, des polémiques. J'ai pris une part active à tous ces travaux. L'organisation « trotskyste » internationale connaissait-elle mes « véritables » desseins et plans (terrorisme, guerre, défaitisme en U.R.S.S., fascisme) ? Si elle les connaissait, il est tout à fait inconcevable que l'imprudence ou la malveillance n'aient pas ébruité ce secret, surtout après de nombreux conflits et des scissions. Si elle ne les connaissait pas, c'est que j'ai réussi à susciter un mouvement international grandissant sur des idées qui n'étaient pas en réalité les miennes et qui ne me servaient qu'à camoufler mes idées tout à fait opposées ! Mais ceci dépasse les bornes de l'absurde. J'invoque ici le témoignage des dizaines de personnes qui ont rompu avec l'organisation trotskyste ou en ont été exclues, devenant dès lors mes adversaires politiques et parfois des adversaires irréductibles. Appliquer à cette échelle — car la quantité devient ici qualité — l'étroite notion *ex parte*, c'est perdre, pour une ombre, la réalité.

LE POURQUOI DE CES PROCÈS

Un écrivain américain (94) me disait : « J'ai peine à croire que vous vous soyez allié aux fascistes ; mais j'ai également peine à croire que Staline ait commis un faux aussi monstrueux. » Je n'ai pu que plaindre mon interlocuteur. Il est, en effet, malaisé de résoudre ce problème en l'abordant du seul point de vue de la psychologie individuelle, abstraction faite de son aspect politique. Je n'entends pas nier le rôle du facteur individuel dans l'Histoire. Ce n'est pas par hasard que nous nous trouvons, Staline et moi, à nos postes respectifs actuels. Mais ces postes, nous ne les avons pas créés. Nous avons été jetés dans ce drame l'un et l'autre, comme les représentants de certaines idées, de certains principes qui ont, à leur tour, de profondes racines. Il ne faut donc pas considérer l'abstraction psychologique Staline, — « l'homme », — mais le personnage historique réel du chef de la bureaucratie soviétique. Les actes de Staline ne sont intelligibles que si l'on part des conditions d'existence de la nouvelle couche sociale privilégiée, avide de pouvoir et de jouissance, qui lutte pour ses positions, craint les masses et voue une haine mortelle à toute opposition.

La situation de cette bureaucratie privilégiée dans une société qu'elle appelle d'elle-même socialiste, n'est pas seulement contradictoire, elle est aussi fautive. Plus le décalage est brutal, entre la Révolution d'Octobre qui mit à nu tout le mensonge social et la situation actuelle, et plus la caste des parvenus doit masquer les plaies sociales, plus le mensonge thermidorien devient grossier. Il ne s'agit donc pas de la culpabilité individuelle, mais de la situation vicieuse de tout un groupe social pour lequel le mensonge est devenu une fonction politique vitale. Cette caste a fait elle-même sa rééducation dans le combat pour ses nouvelles positions ; et elle a parallèlement rééduqué, c'est-à-dire démoralisé, ses chefs. Elle a porté au pavois ceux qui le mieux, le plus résolument, le plus impitoyablement, expriment ses intérêts. Et c'est ainsi que Staline, qui fut naguère un révolutionnaire, est devenu le chef d'une caste thermidorienne.

Les formules marxistes, exprimant les intérêts des masses,

(94) Il s'agit probablement de Waldo Frank.

gênaient d'autant plus la bureaucratie qu'elles la lésaient inévitablement. Depuis que je me suis dressé contre la bureaucratie, les théoriciens serviles de celle-ci se sont mis à qualifier de trotskysme l'essence révolutionnaire du marxisme. La doctrine officielle du léninisme se modifiait cependant d'année en année, de mieux en mieux adaptée aux besoins de la caste dirigeante. Les ouvrages consacrés à l'histoire du parti, à la Révolution d'Octobre, à Lénine, ont été remaniés chaque année. J'ai donné par ailleurs des exemples de remaniements empruntés aux ouvrages de Staline. Des centaines de jeunes savants, des milliers de journalistes se pénétraient d'un esprit de falsification. Quiconque résistait était étranglé. Et ceci se rapporte plus encore aux propagandistes, aux fonctionnaires, aux juges, pour ne point parler des juges d'instruction du G.P.U. Les incessantes épurations du parti tendirent surtout à éliminer le trotskysme ; on appelait trotskystes, en même temps que les ouvriers mécontents, les écrivains qui rapportaient honnêtement les faits ou les textes historiques en contradiction avec les derniers standards officiels. Les littérateurs et les fonctionnaires étaient soumis au même régime. L'atmosphère spirituelle du pays fut tout empoisonnée de faux et d'imposture.

On épuisa bientôt les possibilités. Les falsifications théoriques et historiques n'atteignaient plus leur but : on s'y était trop habitué. Les répressions bureaucratiques nécessitaient une justification plus massive. Les accusations criminelles vinrent étayer les falsifications littéraires.

Mon bannissement de l'U.R.S.S. fut officiellement motivé par je ne sais quelle « préparation d'insurrection » à laquelle j'aurais pris part. Mais on s'abstint même de publier cette inculpation. Cela peut paraître aujourd'hui invraisemblable, mais dès 1929, nous trouvons dans la presse soviétique les accusations de « sabotage », d'« espionnage », d'« organisation de déraillements », formulées contre les trotskystes. Il n'y eut cependant pas un procès. On se borna à la calomnie imprimée ; elle avait son importance dans la préparation des futurs faux judiciaires. Il fallait, pour justifier les répressions, des accusations mensongères. Il fallut, pour donner plus de poids au mensonge, l'étayer de répressions plus sévères encore. Cette logique du combat poussait Staline dans la voie de sanglants amalgames judiciaires.

Ils allaient lui devenir indispensables pour des raisons d'ordre international. La bureaucratie soviétique ne voulant pas de révolutions et les craignant, ne peut cependant renoncer

ouvertement aux traditions révolutionnaires, sans ruiner à jamais son crédit en U.R.S.S. Or, la banqueroute manifeste de l'Internationale communiste laisse la place à une nouvelle Internationale. A partir de 1933, l'idée de nouveaux partis révolutionnaires fait de grands progrès dans le vieux et le nouveau monde, sous l'égide de la IV^e Internationale. L'observateur non initié se rend malaisément compte de ces succès. On ne saurait les mesurer à la seule statistique des cartes d'adhérents. La tendance générale du développement a beaucoup plus d'importance. Toutes les sections de l'Internationale communiste sont travaillées par de profonds malaises qui, à la première secousse historique, amèneront des effondrements et des scissions. Si Staline redoute le petit *Bulleten Oppositsii* au point de punir de mort quiconque l'introduit en U.R.S.S., on conçoit quelle crainte est celle de la bureaucratie à l'idée que l'action de la Quatrième Internationale au service de la classe ouvrière pourrait se faire connaître en U.R.S.S.

L'autorité morale des chefs de la bureaucratie, et celle de Staline tout d'abord, repose sur un prodigieux édifice de mensonges et de falsifications édifié en treize ans. L'autorité morale de l'Internationale Communiste repose tout entière sur celle de la bureaucratie moscovite. A son tour, l'autorité du Komintern et son appui sont nécessaires à Staline devant les ouvriers russes. Cette tour babylonienne, dont la vue terrifie ses propres constructeurs, s'érige en U.R.S.S sur un système de coercition de plus en plus impitoyable ; et en dehors de l'U.R.S.S. sur un vaste appareil qui emploie les ressources des ouvriers et des paysans soviétiques à empoisonner l'opinion internationale au moyen du mensonge, de la falsification et du chantage. Des millions d'hommes, dans le monde, identifient la Révolution d'Octobre à la bureaucratie thermidorienne, l'U.R.S.S à la camarilla de Staline, les travailleurs révolutionnaires au Komintern complètement démoralisé.

A la première attaque sérieuse, cette tour de Babel s'effondrera, ensevelissant sous ses ruines l'autorité des chefs thermidoriens. Etouffer la Quatrième Internationale dans l'œuf est pour Staline une question de vie ou de mort ! Pendant que nous étudions à Mexico le procès de Moscou, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste siège dans la capitale de l'U.R.S.S., — à en croire les journaux. Il prépare la lutte contre le trotskysme mondial. Cette session de l'Exécutif, s'intégrant à la longue série des impostures moscovites, les reflète à l'échelle mondiale. Nous apprendrons demain de nouveaux méfaits imputés aux trotskys-

tes d'Espagne ; on ne manquera pas de les accuser de soutenir directement ou indirectement les fascistes. Des échos de cette basse calomnie nous sont déjà parvenus. Nous apprendrons demain que les trotskystes des Etats-Unis préparent des catastrophes de chemin de fer et l'embouteillage du canal de Panama dans l'intérêt du Japon. Nous apprendrons après-demain que les trotskystes mexicains méditent la restauration de Porfirio Díaz (95). Il y a beau temps, me direz-vous, que l'on a enterré Díaz ? Les fabricants d'amalgames de Moscou ne s'embarrassent pas pour si peu. Rien ne les arrête. Au sens politique comme au sens moral, il s'agit pour eux de vie ou de mort. Les émissaires du G.P.U. sont en chasse dans tous les pays du vieux et du nouveau monde. L'argent ne leur manque pas. Qu'est-ce, pour la clique dirigeante, qu'une dépense de vingt ou vingt-cinq millions de dollars quand il est question de son autorité, de son pouvoir ? Les consciences, elle les achète comme les pommes de terre. Nous le verrons maintes fois.

Par bonheur, les hommes ne sont pas tous à vendre ou l'humanité serait pourrie depuis longtemps. La commission d'enquête internationale est un précieux élément d'incorruptible conscience sociale. Tous ceux qui aspirent à un renouvellement d'atmosphère se tournent vers elle. En dépit des intrigues, de la corruption et de la calomnie, elle acquerra promptement la sympathie des masses.

(95) Porfirio Díaz (1830-1915), grand propriétaire foncier, général et président de la République mexicaine de 1877 à 1880 et de 1884 à 1911. C'est sa prétention de se faire encore réélire qui provoqua dans l'oligarchie mexicaine la brèche dans laquelle allait s'engouffrer le mouvement révolutionnaire des paysans pauvres.

L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE A COYOACÁN (1)

(17 avril 1937)

Lors des premiers procès « Kirov » (décembre 1934- janvier 1935), le rapprochement entre Paris et Moscou était déjà en bonne voie (2). La discipline « nationale » de la presse française n'est que trop connue. Les représentants de la presse étrangère, américaine notamment, ne pouvaient pas me trouver en raison de mon *incognito* (3). J'étais donc isolé.

Au premier procès Zinoviev-Kamenev, je répondis par une courte brochure publiée et tirée de façon restreinte (4). Moscou constata le fait avec satisfaction ; il facilitait la mise en scène du grand procès futur dont la préparation allait prendre dix-huit mois encore. Pendant ce laps de temps, l'amitié entre Staline et les partis du front populaire se renforça au point que le G.P.U. put compter avec certitude sur la neutralité bienveillante non seulement des radicaux, mais aussi des socialistes. En effet, le *Populaire* ferma complètement ses colonnes aux révélations sur l'activité du G.P.U. en U.R.S.S. et même en France. La fusion

(1) Ce texte dont nous ignorons la date et dont nous n'avons pas l'original est extrait de la traduction française, par Victor Serge, de *Les Crimes de Staline*. Nous l'avons placé, arbitrairement, à cette place dans ce volume car il résume et conclut la période de la commission d'enquête.

(2) Rappelons qu'au lendemain de l'assassinat de Kirov en décembre 1934, deux grands procès avaient servi à condamner de vieux bolcheviks en liaison avec cette affaire. Par ailleurs, le rapprochement franco-soviétique, esquissé en 1923 avec les voyages en U.R.S.S. d'Edouard Herriot et Pierre Cot, s'était confirmé en 1934 où le ministre Barthou avait négocié l'admission de l'U.R.S.S. à la S.D.N. Il était devenu public enfin le 5 décembre 1934 — quatre jours après le meurtre de Kirov — avec la signature à Genève entre Pierre Laval et Litvinov d'un protocole d'accord présenté comme la porte ouverte à un traité dont la signature prochaine fut annoncée le 9 avril 1935.

(3) Depuis son expulsion officielle de France le 18 avril 1934 Trotsky ne pouvait évidemment accorder d'interview et il se trouva dans l'impossibilité de faire quelque déclaration que ce soit pendant la durée de son séjour à Domène.

(4) Il s'agit de la brochure *La Bureaucratie stalinienne et l'Assassinat de Kirov* (*Œuvres*, 4 & 5) publiée par la Librairie du Travail.

des « syndicats rouges » avec les réformistes mit dans l'entretemps le sceau du silence sur les lèvres de la Confédération générale du Travail (5). Si Léon Blum diffère la brouille avec Thorez, Léon Jouhaux (6) s'efforce de vivre en bons termes avec l'un et l'autre. Le secrétaire de la II^e Internationale, Friedrich Adler, fit tout ce qu'il put pour la vérité. Mais, à quelques exceptions près, l'Internationale socialiste boycotta son propre secrétaire. Une fois de plus dans l'Histoire, les organisations dirigeantes devinrent les instruments d'un complot contre les intérêts des masses ouvrières et les exigences de leur conscience. Jamais encore peut-être ce complot n'avait été aussi cynique. Staline peut donc croire qu'il jouerait à coup sûr.

Il se trompa. Une résistance sourde, pas toujours bien intelligible, se fit jour au sein des masses. Celles-ci ne pouvaient pas admettre tranquillement que le vieil état-major bolchevique fût tout à coup accusé d'alliance avec le fascisme et exterminé. Les intellectuels les plus honnêtes et les plus perspicaces alertèrent les esprits. Ici se révéla l'importance des groupes qui se placent sous l'égide de la IV^e Internationale. Ils ne forment pas, ils ne peuvent pas former, dans la période de réaction que nous traversons, des organisations de masses. Ils sont les cadres, les ferments de l'avenir. Ils se sont constitués dans la lutte contre les partis ouvriers dirigeants d'une époque de déclin. Aucune fraction, dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, n'a été persécutée avec tant d'acharnement, accablée sous tant de calomnies venimeuses, que celle dite des « trotskystes ». Ce qui a fait sa trempe politique, qui lui a inculqué son esprit de sacrifice, l'a accoutumée à aller à contre-courant. Nos jeunes cadres persécutés apprennent beaucoup, pensent sérieusement, considèrent honnêtement leur programme. Pour la capacité de s'orienter dans une situation politique et d'en pressentir les dénouements, ils surpassent déjà de beaucoup les chefs les plus « autorisés » des Internationales socialiste et communiste. Ils sont profondément dévoués à l'U.R.S.S., c'est-à-dire à ce qui perdure en U.R.S.S. de la révolution d'Octobre, et, à la différence de la plupart des « amis de l'U.R.S.S. », sauront bien le prouver aux heures difficiles. Mais ils détestent la bureaucratie soviétique comme leur pire ennemi. Les faux et les amalgames ne

(5) En mars 1936, au congrès de Toulouse avait eu lieu l'unification entre la C.G.T.U. — contrôlée par le P.C. — et la C.G.T.

(6) Léon Jouhaux (1870-1954), secrétaire général de la C.G.T. avant la fusion, l'était resté mais devait compter désormais avec une forte minorité « unitaire » contrôlée par le P.C.

sauraient les tromper. Chacun de ces groupes fut en lui-même, en quelque circonstance, la victime de quelque faux, non suivi d'exécution, il est vrai, mais accompagne de tentatives d'assassinat moral, et souvent de violences physiques. Derrière les faux de l'Internationale communiste, on découvrirait invariablement le G.P.U. Les procès de Moscou ne surprisent donc pas les « trotskystes » de l'étranger. Ils furent les premiers à donner le signal de la résistance, tout de suite soutenus du reste par la sympathie de divers milieux et groupements de la classe ouvrière et des intellectuels avancés.

Il s'agissait essentiellement d'arriver à mettre sur pied une enquête publique sur les crimes judiciaires de Moscou. Il ne pouvait être question, dans les conditions présentes, de former à cette fin une commission avec l'appui des organisations ouvrières officielles. Restait à faire appel à des personnalités autorisées, connues, irréprochables. Le comité américain, de « défense de Trotsky » posa la question en ces termes ; le comité français pour l'enquête sur les procès de Moscou suivit son exemple. Les agents de Staline alléguèrent aussitôt dans le monde entier que cette enquête serait « partielle ». Ces gens ont leur conception propre de l'impartialité : celle-ci, Iagoda (7) l'incarne pour eux, lui qui prépara le procès Zinoviev-Kamenev. Le comité de New York tenta vainement d'amener la légation soviétique, le parti communiste des États-Unis, les « amis de l'U.R.S.S. » à participer à l'enquête. Des aboiements rauques répondaient dans les deux mondes à ses invitations. Les défenseurs les plus zélés de l'impartialité attestaient ainsi de leur solidarité avec la justice de Staline-Iagoda.

Mais il y a longtemps qu'on l'a dit : « Les amis aboient, la caravane passe ». Une commission s'est formée. John Dewey, philosophe et pédagogue, l'un des vétérans du libéralisme américain, s'est trouvé tout naturellement à sa tête. À côté de lui se sont placés Suzanne LaFollette, écrivain d'esprit libre, Benjamin Stolberg, publiciste de gauche, le vieux marxiste de gauche allemand Otto Rühle, Carlo Tresca (8), militant anarchiste

(7) Henrich G. Iagoda (1891-1938), adjoint au chef du G.P.U. en 1924, commissaire à l'intérieur en 1934, avait été l'organisateur du procès des seize, immédiatement relevé de ses fonctions après.

(8) Carlos Tresca (1879-1943), italien émigré aux États-Unis, anarcho-syndicaliste éditeur d'*Il Martello* à New York avait été l'une des figures de la légende des I.W.W. (Industrial Workers of the World) et avait participé avant la guerre aux grandes grèves de Mesaba Range, Lawrence et Paterson. Il avait été l'initiateur de la campagne pour Sacco et Vanzetti et jouissait d'une grande autorité morale dans le mouvement ouvrier.

connu, Edward L. Alsworth Ross, le plus marquant des sociologues américains, le rabbin Edward Israel, et d'autres personnalités. Contrairement aux affirmations absurdes de la presse, aucun des membres de la commission n'était ni n'est de mes amis politiques. Otto Rühle, qui, en sa qualité de marxiste, est plus proche de moi qu'aucun autre, au sens politique du mot, a été un adversaire irréductible de l'Internationale communiste à l'époque même où j'appartenais à sa direction (9). Mais il s'agit de tout autre chose. Le tribunal de Moscou m'a accusé, non de « trotskysme », non, en d'autres termes, de défendre le programme de la révolution permanente, mais de m'être allié à Hitler et au Mikado, c'est-à-dire d'avoir trahi le trotskysme. Quand bien même les membres de la commission avaient sympathisé avec le trotskysme (ce qui, je le répète, n'est nullement le cas), ils n'eussent pu en aucun cas se montrer indulgents pour mes intelligences avec l'impérialisme japonais contre l'U.R.S.S., les Etats-Unis et la Chine. Son hostilité au fascisme, Otto Rühle l'a prouvée par l'œuvre de sa vie entière et plus particulièrement par son exil. Il est certes moins disposé à se montrer indulgent vis-à-vis des alliés de Hitler que des fonctionnaires qui maudissent et bénissent au commandement de leurs chefs. La « partialité » des membres de la commission consiste à ne pas croire sur parole Iagoda, Vychinsky, Staline lui-même. Ils veulent des preuves. Ils en réclament. Et ce n'est pas de leur faute si Staline leur refuse ce qu'il n'a pas.

La commission parisienne, qui reçoit ses directives de celle de New York, est présidée par des hommes qui sont nettement mes adversaires politiques : M^e Modigliani, avocat italien, membre de l'exécutif de la II^e Internationale, M^e Delépine (10), membre de la commission administrative permanente du parti de Léon Blum. Des autres membres de la commission (M^{me} César Chabrun, présidente du comité de secours aux condamnés politiques, M. Galtier-Boissière, directeur du *Crapouillot*,

(9) Otto Rühle, qui avait été l'un des fondateurs du K.A.P.D. à Pâques 1920, avait été envoyé en mai à Moscou pour négocier l'admission de ce parti dans l'I.C. Il avait été profondément choqué par ce qu'il appelait les « pratiques ultra-centralistes » et avait condamné « la dictature de parti » et « l'Internationale des chefs » en même temps que les 21 conditions. Son hostilité à l'I.C. lui avait valu d'être exclu par le C.C. du K.A.P.D. lui-même, les 30 et 31 octobre.

(10) M^e Maurice Delépine (1883-1960), avocat à Paris, avait joué un rôle important dans la minorité avant la guerre, il était l'animateur du groupe des avocats socialistes. Giuseppe Modigliani (1872-1947) avait été avec Turati un des chefs de file des réformistes du P.S.I. Il avait émigré en France en 1926, après avoir été l'avocat de la veuve de Matteotti.

M. Mathé, ancien secrétaire du syndicat des travailleurs des P.T.T., M. Jacques Madaule, écrivain catholique (11)), aucun n'est trotskyste. J'ajoute que je n'ai jamais eu de relations personnelles avec aucun des membres des commissions de New York et de Paris.

La commission de New York décida avant tout de me faire entendre par une sous-commission afin de savoir si je dispose réellement de matériaux susceptibles de justifier une enquête ultérieure. La sous-commission fut formée de M^{me} LaFollette, MM. J. Dewey, B. Stolberg, O. Rühle et Carleton Beals, journaliste (12). Ce dernier y remplaça des personnes de plus d'autorité, empêchées au dernier moment de se rendre au Mexique. M^e John Finerty (13), ancien militant révolutionnaire irlandais, défenseur de Sacco et de Vanzetti et aussi de Tom Mooney, fut invité en qualité de conseiller juridique. J'invitai de mon côté M^e Albert Goldman (14) de Chicago, à assurer ma défense. La presse stalinienne le dénonça comme trotskyste, cette fois avec raison. Loin d'avoir jamais caché sa solidarité politique avec moi, Goldman allait la proclamer hautement pendant l'enquête. Peut-être aurais-je mieux fait d'inviter M^e Pritt à se charger de mes intérêts ?

(11) Marthe *Chabrun* (1888-1973) était la veuve de l'ancien ministre César Chabrun, (1880-1934). Jean *Galtier-Boissière* (1891-1966), dessinateur, écrivain et journaliste avait fondé en 1915 *Le Crapouillot* qui n'était encore qu'un journal de tranchées. Jean *Mathé* (1896-1973), dirigeant du syndicat des postiers, avait été révoqué par le gouvernement Laval en 1935 ; il était un pacifiste convaincu, fortement anticommuniste. Jacques *Madaule* (né en 1898) était un écrivain représentatif des tendances de gauche des milieux d'intellectuels catholiques.

(12) Carleton *Beals* (1893-1979), directeur de High School américaine à Mexico, puis journaliste spécialisé dans les questions latino-américaines, avait été notamment l'auteur d'un reportage retentissant sur la guerrilla de Sandino au Nicaragua.

(13) John F. *Finerty* (1885-1967) avait été avocat à Washington et venait de s'établir à New York. D'abord spécialiste du droit ferroviaire, il avait été avocat-conseil de compagnies. Il était venu aux procès politiques et à la défense des droits de l'Homme à travers sa solidarité avec les révolutionnaires irlandais et son amitié personnelle avec le dirigeant de l'Eire Eamon de Valera. En 1927, il avait plaidé le dernier procès en appel de Sacco et Vanzetti, puis pris en mains les affaires de Tom Mooney (il allait être après-guerre l'un des défenseurs de Julius et Ethel Rosenberg).

(14) Albert *Goldman* (1897-1960), après des études rabbiniques, avait étudié le droit tout en gagnant sa vie. Militant du P.C. à Chicago et avocat de son organisation de solidarité l'International Labor Defense, il avait été influencé par l'Opposition de gauche. Exclu du P.C. en juillet 1933, il avait rejoint la C.L.A. qu'il avait quittée en 1934 pour adhérer au Socialist Party. Il avait alors fondé à Chicago le journal *Socialist Appeal*. Dans le S.P. il avait rejoint les trotskystes et *Socialist Appeal* était devenu l'organe de leur tendance.

Dès son arrivée au Mexique (15), la sous-commission invita le parti communiste, les syndicats, toutes les organisations ouvrières du pays, à participer à l'instruction avec le droit de poser toutes questions et d'exiger la vérification de toute allégation. Les prétendus « communistes » et les « amis » officiels de l'U.R.S.S. répondirent par des refus démonstratifs dont la couardise tentait de donner le change par la hauteur du ton. De même que Staline ne peut faire appeler à la barre que des accusés dont on a au préalable tiré tous les aveux désirables, de même les amis étrangers du G.P.U. ne prennent la parole que lorsqu'ils sont certains de n'être point contredits. Ni l'un ni les autres ne supportent le libre dialogue.

La sous-commission pensa d'abord à faire choix, pour ses travaux, d'une salle de réunion de Mexico. Le parti communiste menaçait de manifester. Ce parti, il est vrai, est assez insignifiant, mais le G.P.U. dispose de fonds considérables et de moyens techniques. Les autorités mexicaines entendaient ne contrarier en rien les travaux de la sous-commission, mais le service de protection des séances publiques leur eût imposé de grands efforts. De sa propre initiative, la sous-commission décida de siéger chez Diego Rivera (16), dans une salle pouvant contenir une cinquantaine de personnes. Les représentants de la presse et des organisations ouvrières y furent admis, sans considération de tendance. Plusieurs syndicats mexicains envoyèrent des délégués (17).

La sous-commission siégea du 10 au 17 avril. Le professeur Dewey, en ouvrant ses travaux, dit : « Si Léon Trotsky est coupable de ce dont on l'accuse, aucune condamnation ne saurait

(15) Le professeur Dewey s'était embarqué dans le train « The Sunshine Special » à New York le 2 avril en compagnie de Ben Stolberg et Suzanne LaFollette, membres de la sous-commission, du secrétaire du comité George Novack, de sa secrétaire administrative Pearl Kluger et de l'écrivain James T. Farrell. Ils avaient été rejoints à Laredo (Texas) par Carleton Beals et arrivèrent à Mexico le 6 au matin. Le travail matériel de la sous-commission était assuré par les secrétaires de Trotsky — van Heijenoort, Frankel et Wolfe — et l'équipe technique de volontaires américains déjà sur place qu'animaient Herbert Solow et John McDonald. (Cf. Alan Wald, « La commission Dewey quarante ans après », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, pp. 43-56.)

(16) Les sessions de la sous-commission pouvaient sans difficulté se tenir dans la vaste « maison bleue » de Frida Kahlo de Rivera.

(17) Parmi les syndicats qui envoyèrent leurs représentants, la C.G.T. (Confederación General de Trabajadores), d'inspiration anarcho-syndicaliste, la C.R.O.M. (Confederación Regional Obrera Mexicana), liée à l'A.F.L., la Federación de Sindicatos Obreros del Distrito Federal, la Sindicato Unico de Trabajadores de la Construcción del D.F. et la Casa del Pueblo, les deux derniers dirigés par des hommes proches de la section mexicaine.

être trop sévère... Mais l'extrême gravité de ces accusations est pour nous une raison supplémentaire d'assurer à l'accusé le droit de présenter toutes les preuves dont il dispose pour les réfuter. Le fait que M. Trotsky ait rejeté ces accusations n'intéresse pas en lui-même la commission. Le fait qu'il ait été condamné sans avoir été entendu intéresse au plus haut point la conscience du monde... » Rien mieux que ces paroles n'exprime l'esprit dans lequel la commission a abordé sa tâche. Non moins caractéristiques, ces passages de la conclusion de M. Dewey où, parlant en son nom propre, il expliqua pourquoi il avait accepté la lourde responsabilité de présider les débats. « J'ai consacré ma vie à une œuvre d'éducation que je conçois comme la diffusion des connaissances dans l'intérêt de la société. Si j'ai finalement accepté le poste responsable que j'occupe, c'est parce que je pensais ne pouvoir me comporter autrement sans manquer à l'œuvre de ma vie » (18). Aucun des assistants n'a méconnu la portée morale de ces paroles, si remarquables dans leur simplicité, prononcées par un vieillard de 78 ans.

Ma brève réponse contient notamment les passages suivants :

« Je me rends parfaitement compte que les membres de la commission s'inspirent dans leur activité de considérations de beaucoup plus importantes et plus profondes que celles qui ont trait à la destinée d'un homme. Je n'en éprouve pour eux que plus de respect et de reconnaissance... » « Je sollicite votre indulgence pour mon anglais : c'est là, je me permets de le préciser à l'avance, mon point le plus faible. Quant au reste, je ne demande aucune indulgence... Je suis aussi peu enclin que possible à vous demander une confiance *a priori*. La commission a pour objet de tout vérifier, du début à la fin. Mon devoir est de l'y aider. Je m'efforcerai de m'acquitter consciencieusement de ce devoir à la face du monde. »

La commission aborda sa tâche avec une extraordinaire largeur de vue justifiée par la nature même des accusations de Moscou. Un sténographe assermenté (19) prenait note des

(18) *The Case of Leon Trotsky*, p. 5. Il s'agit du compte rendu sténographique des débats.

(19) Le sténographe assermenté était un militant originaire de Chicago, Albert Manning *Glotzer* (né en 1908) qui avait été dirigeant des J.C. avant de rejoindre l'Opposition de gauche en 1929 et militait à l'époque au parti socialiste. Il avait visité Trotsky à Prinkipo et correspondu avec lui.

débats dont le compte rendu, qui compte 250 000 mots, paraîtra bientôt en Amérique et en Grande-Bretagne. Quiconque voudra connaître la vérité, ou, tout au moins, s'en rapprocher, devra pour commencer comparer les deux comptes rendus sténographiques de Moscou et de Coyoacán.

Les deux premières séances furent consacrées à ma biographie politique et plus particulièrement à mes rapports avec Lénine. J'eus de nouveau l'occasion de constater que la massive campagne poursuivie pendant douze ans par l'Internationale communiste a porté jusque dans l'esprit d'hommes honnêtes et qui pensent. Plusieurs des membres de la sous-commission ignoraient l'histoire réelle du parti bolchevique et surtout celle de sa dégénérescence. La réfutation des inventions et des légendes forgées par les « historiens » de Moscou eût exigé un travail plus fouillé, plus de temps et... un anglais plus délié que le mien. Il se peut que cette première partie de l'interrogatoire n'ait pas donné un tableau politique suffisamment achevé. Il ne me restait qu'à m'en référer à mes divers ouvrages et demander qu'ils fussent joints au dossier.

Les deux séances suivantes furent entièrement consacrées à mes relations avec les principaux accusés des deux grands procès. Je m'efforçai de faire ressortir devant la sous-commission que les accusés n'avaient pas été des trotskystes, mais les pires ennemis du trotskysme, et les miens en particulier. Les faits et les textes que je produisais souffletaient à tel point les faussaires moscovites que les membres de la commission en demeuraient manifestement saisis. En exposant, pour répondre aux questions de mon défenseur, l'histoire des groupements et des relations personnelles au sein du parti bolchevique pendant les dix dernières années, je m'étonnai moi-même, plus d'une fois que Staline ait osé tenter de présenter Zinoviev, Kamenev, Radek et Piatakov comme mes amis politiques ! Mais la clé de l'énigme est bien simple : en ce cas, comme en d'autres, l'impudence du mensonge est directement proportionnée à la puissance de l'Inquisition. Non seulement Staline a obligé mes ennemis à se déclarer mes amis, mais il les a contraints à réclamer pour eux-mêmes la peine de mort afin de punir cette prétendue amitié. Vychinsky, disposant de ce confort judiciaire, devait-il encore, après cela, se préoccuper de chiffres, de faits, de chronologie, de psychologie ?

Près de trois séances furent consacrées à l'analyse et à la réfutation des accusations les plus importantes lancées contre moi : de la prétendue visite de Holzman à Copenhague en novembre 1922 ; de mon prétendu rendez-vous avec Vladimir

Romm au bois de Boulogne à la fin de juillet 1933 ; enfin du prétendu voyage en avion qu'aurait fait Piatakov en Norvège pour me rencontrer en décembre 1935. Sur ces trois points décisifs, j'ai présenté les originaux de ma correspondance à ces moments, divers documents officiels (passeport, visas, demandes faites par télégramme, photographies, etc.), et plus d'une centaine de témoignages légalisés provenant de tous les points de l'Europe. Tous les détails de ma vie dans ces trois courtes périodes, d'un intérêt capital, ont été élucidés avec une telle minutie que les faussaires ne sauraient découvrir où y glisser une épingle. J'ajoute que mes preuves écrites font en ce moment l'objet des vérifications de la commission parisienne. L'enquête de Coyoacán atteint ici son point culminant. Les membres de la commission, les journalistes, le public, avaient également conscience du fait que l'établissement pour moi d'un alibi dans les trois seuls cas où l'accusation précise les circonstances de lieu et de temps, porte un coup mortel à la justice soviétique tout entière. M. Beals, dont le rôle mérite que j'y revienne encore brièvement, a, il est vrai, tenté de soutenir la version officielle de Moscou, et de découvrir dans mes réponses des contradictions. Je ne pouvais que lui en être reconnaissant, indépendamment de ses intentions. Ma situation était trop avantageuse : je parlais à des gens intelligents et honnêtes qui demandaient à connaître la vérité ; j'exposais les faits tels qu'ils étaient en me fondant sur des documents incontestables : journaux, lettres, livres, mémoire des hommes, logique, psychologie, tout venait à mon aide. Après que j'eus répondu à toutes les questions de M. Beals, ce singulier commissaire se tut, complètement désorienté. Ses inspireurs, dans le public, ne cessaient de lui faire passer de petits papiers. Aux profondeurs des consciences, le procès était déjà jugé. Ce n'était sans doute que dans la petite salle d'une maisonnette bleue de Coyoacán. Mais le reste n'est qu'une question de temps et de moyens d'impression.

Les six séances suivantes furent consacrées à l'étude du sabotage, de mon attitude vis-à-vis de l'économie soviétique, de mes relations avec mes amis politiques en U.R.S.S., du terrorisme, de la défense de l'U.R.S.S., de l'action de la IV^e Internationale et enfin de mon attitude vis-à-vis du fascisme. Je n'eus pas la possibilité de mettre à contribution le vingtième de mes matériaux. La principale difficulté était de sélectionner très vite les documents les plus frappants, les textes les plus brefs, les arguments les plus simples. Deux collaborateurs de longue date me furent en ces circonstances d'un secours précieux : Jan

Frankel et Jean van Heijenoort. Les membres de la commission se montrèrent en apparence très réservés. Il me semblait néanmoins que les faits et les arguments les touchaient et pénétraient leur conscience (20).

Conformément à la procédure anglo-saxonne, la direction de l'interrogatoire passa, dans la seconde partie de la session, de mon défenseur, Albert Goldman, au conseiller juridique de la commission, M^e Finerty. Les staliniens allaient l'accuser de se montrer « trop modéré » dans l'accomplissement de ses fonctions. Il se peut qu'il le fût. Pour moi, je ne souhaitais rien tant que des questions posées sans ménagement, avec méfiance, dans un esprit de combat. Mais la situation de M. Finerty n'était pas commode. Mes dépositions et mes documents détruisaient entièrement l'accusation. Du point de vue formel, il ne pouvait plus être question que d'une vérification critique de mes dépositions et documents. C'était partiellement la tâche de la sous-commission de Paris et surtout de la commission plénière de New York. Dans la phase qui nous occupe, même les inspirateurs de M. Beals ne surent poser aucune question qui pût, même indirectement, renforcer la thèse du tribunal de Moscou.

M. Finerty et plusieurs membres de la commission tentèrent vainement d'élucider la question de savoir si « le régime stalinien » est bien en réalité profondément différent de celui « de Lénine et de Trotsky ». Les rapports entre le parti, les soviets, et le régime interne du parti à différents moments furent étudiés avec une grande attention. La plupart des membres de la commission tendaient malheureusement à la conclusion que la bureaucratie stalinienne, chargée de tous les crimes dont je l'accuse, est le fruit inévitable de la dictature révolutionnaire. Je ne pouvais naturellement pas admettre que la question fût posée en ces termes. La dictature du prolétariat n'est pas pour moi un principe absolu déterminant logiquement des conséquences bien-faisantes ou mal-faisantes ; c'est un phénomène historique qui, selon les circonstances extérieures et intérieures, peut évoluer dans le sens de la démocratie ouvrière et de l'abolition complète de l'autorité, ou dégénérer en un mécanisme d'oppression bonapartiste. La profonde différence entre les méthodes de pensée de la démocratie formelle et de la dialectique en présence des problèmes historiques, ressortira avec force de ces passages

(20) Alan Wald (cf. n^o 15) cite des extraits de la correspondance des commissaires qui corroborent l'impression donnée ci-dessus par Trotsky.

de l'interrogatoire de Coyoacán, montrant combien la plupart des membres de la commission sont éloignés du « trotskysme ».

Lecture fut faite à la douzième séance de la lettre de démission de M. Beals, conçue en termes fort équivoques. Cette manifestation ne fut une surprise pour personne. Dès son arrivée à Mexico, M. Beals, ancien correspondant de l'agence soviétique Tass, s'était mis à collaborer avec MM. Lombardo Toledano, Kluckhohn et d'autres « amis » du G.P.U. Ses collègues de la commission ignoraient son adresse. Plusieurs des questions qu'il me posa ne se rapportaient nullement aux procès de Moscou, mais tendaient à me compromettre aux yeux des autorités mexicaines (21) : elles constituaient des provocations délibérées. M. Beals ayant épuisé ses faibles moyens, il ne lui restait qu'à se retirer. Il fit part de cette intention à ses amis journalistes qui la publièrent aussitôt dans la presse mexicaine, avec une louable imprudence, trois jours avant que M. Beals ne démissionnât. Inutile de dire que la presse payée par Staline tira parti de cette démission soigneusement préparée. Les agents de Moscou essayèrent parallèlement de contraindre d'autres membres de la commission à démissionner, à l'aide d'arguments qui ne sont mentionnés ni sous la rubrique « philosophie » ni sous la rubrique « morale ». Cette histoire sera contée en son temps.

La treizième et dernière séance fut consacrée à deux plaidoyers : celui de mon avocat et le mien. On trouvera dans les pages suivantes le texte intégral du mien (22). Il permettra, je l'espère, au lecteur, même s'il ignore le compte rendu sténographique et des documents, de conclure s'il reste grand-chose des amalgames de Moscou après les débats de Coyoacán.

L'objet immédiat de la sous-commission était, nous l'avons dit, de savoir si j'avais réellement à ma disposition des données qui justifieraient une instruction ultérieure. M. John Dewey donna lecture, le 9 mai, à un meeting de New York, de son rapport à la commission internationale. En voici le titre :

« M. Trotsky, témoin. C'est une règle admise par les tribunaux que le comportement du témoin entre en ligne de compte dans l'appréciation du témoignage. Nous nous

(21) Carleton Beals, qui avait connu Borodine au Mexique au début des années vingt, prétendait tenir de ce dernier l'information selon laquelle c'était Trotsky lui-même qui lui avait confié la mission de créer le P.C. mexicain.

(22) Dans *Les Crimes de Staline*, ce texte sert de présentation et précède immédiatement la déclaration finale de Trotsky qu'il suit dans le présent volume.

inspirons de ce principe en donnant notre impression sur l'attitude et le comportement de M. Trotsky. Il nous a paru, pendant toute la durée des débats, très désireux de collaborer avec la commission dans la recherche de la vérité sur toutes les phases de sa vie et de son activité politique et littéraire. Il répondait à toutes nos questions avec empressement et toutes les apparences de la sincérité et de la bonne volonté ».

La conclusion pratique du rapport dit :

« La sous-commission vous soumet le compte rendu littéral des débats, ainsi que les preuves documentaires qui nous ont été fournies. Ce compte rendu nous convainc que M. Trotsky a pleinement justifié la nécessité d'une instruction. Nous recommandons pour ces raisons la continuation, jusqu'au bout, des travaux de la commission ».

Je ne puis pour l'instant rien exiger de plus. La commission internationale de New York va reprendre ses travaux. Le verdict qu'elle doit rendre entrera dans l'Histoire.

[COMMENT POURSUIVRE] (1)

(20 avril 1937)

Chers amis,

La première étape de l'investigation est achevée. Tout le monde est d'accord pour dire que le résultat est plus que satisfaisant. Le rapport, nous l'espérons au moins, sera publié en gros volume dans six semaines.

Nous vous enverrons simultanément le texte anglais de mon discours final. Ce discours entrera dans le livre que je veux publier en français chez Grasset.

Quelle sera la continuation du travail ? Tout dépend naturellement de la commission plénière de New York, à laquelle la sous-commission d'investigation va faire son rapport. Cependant, autant que je sache, par l'intermédiaire de mon avocat Goldman, la commission a esquissé à peu près le mode d'agir suivant : a) rapport de la sous-commission à la commission plénière, b) investigation supplémentaire à Paris, peut-être à Copenhague et Oslo ; c) le 1^{er} juin s'ouvre la session de la commission plénière de New York. Nous avons l'espoir que, dans trois mois, la commission pourrait bien tirer les conclusions définitives. Naturellement ce délai n'est qu'approximatif. Il dépend en grande partie de la marche de l'investigation en Europe, c'est-à-dire à Paris, à Copenhague et à Oslo.

La question de l'« impartialité » joue naturellement un grand rôle. Pour les gens raisonnables, la question se réduit à l'honnêteté, c'est-à-dire spécialement à l'indépendance tant envers le G.P.U. que la Gestapo. Pour donner un exemple, quelque individu stupide ou même pire, d'ici, reproche à la commission la participation du « trotskyste » Otto Rühle. Otto

(1) Lettre à P. Naville, Gérard (Rosenthal), Liova (Sedov), Held, Rosmer, Isaacs (9356), en français, avec la permission de la Houghton Library.

Rühle, comme c'est assez connu, ne fut et n'est pas trotskyste, mais c'est un homme qui lutte depuis quarante-cinq ans sous le même drapeau et qui est un des ennemis les plus en vue de Hitler (2). En quoi pourrait-il être capable de « partialité », même s'il était trotskyste, ce qu'il n'est pas ? Peut-on attendre de Rühle ou, par exemple, de Rosmer, de l'indulgence pour la prétendue liaison avec Hitler et le Mikado ? Néanmoins le petit-bourgeois raisonne différemment. Il veut des gens « impartiaux » par définition. On a inclus dans la commission de ce point de vue une médiocrité qui s'appelle Beals et qui s'est avéré un ami des staliniens (3).

Je vous communique tout cela pour que vous envisagiez tous les côtés de la question lors de la formation des commissions d'investigation. En avocat absolument ferme et implacable (!) est absolument nécessaire pour poser toutes les questions épineuses à L. Sedov et aux témoins (4). Les procès-verbaux devraient être envoyés immédiatement à New York pour accélérer le travail de la commission centrale.

J'ai entendu, mais ce n'est pour l'instant qu'un projet, que la commission veut envoyer en Europe un « instructeur » assez au courant de l'investigation pour donner aux commissions européennes toutes les indications nécessaires. Cela n'exclut nullement le voyage de Rosmer aux Etats-Unis. Mais on appréhende le retard du voyage de Rosmer, son séjour un peu prolongé aux Etats-Unis. C'est pourquoi on trouve nécessaire d'envoyer immédiatement quelqu'un pour faire marcher les choses.

(2) Otto Rühle (cf. n. 5, p. 137) avait appartenu à l'opposition à la guerre avec Liebknecht, puis, dans le mouvement communiste, à son aile « gauchiste » et même « spontanéiste » que Trotsky avait combattue. Son hostilité à l'hitlérisme n'était pas évidemment discutable.

(3) Cf. p. 267.

(4) Ici Trotsky s'adresse de toute évidence plus aux Français, puisque c'est de la commission de Paris chargée de recueillir les dépositions — dont celle de Sedov — qu'il parle ici.

[COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS] (1)

(20 avril 1937)

Chers Camarades (2),

Nous discuterons avec Novack des tâches qui découlent des sessions de Coyoacán. Je veux maintenant brièvement faire quelques commentaires et suggestions. Nous estimons ici que les sessions ont été un succès complet. L'incident Beals, comme le révélera le rapport, ne peut se terminer qu'en notre faveur. Le plus important est de ne pas perdre un instant. La première chose à faire c'est de publier aussi rapidement que possible — en tout cas avant l'été — le rapport intégral de la commission d'enquête, c'est-à-dire l'enquête, le discours de Goldman, mon discours de clôture et les documents les plus importants en traduction anglaise en annexe. J'écris aussi à Harpers, en ce sens que je dois renoncer à l'idée du livre en considération de la prochaine publication du rapport. Peut-être que Harpers acceptera de publier le rapport (Stolberg croit que Harpers a quelques avantages sur les autres, McGraw-Hill, etc., mais c'est d'une importance secondaire).

La question la plus importante, c'est la constitution d'un réseau autour du comité de groupes ouvriers ayant de la sympathie pour lui et de donner ainsi au comité lui-même un caractère plus prolétarien (3). La commission apporte son rap-

(1) Lettre à Cannon, Shachtman et Morrow, traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Sur Cannon, cf. n. 2, p. 53. Sur Max Shachtman, n. 2, p. 29. Felix Morrow (né en 1906) avait été l'un des premiers étudiants de Columbia gagnés par les trotskystes dans les rangs du P.C. au début des années trente et avait dirigé la Non-Partisan Labor Defense (N.P.L.D.), organisation de solidarité des trotskystes américains. Il s'était prêté à la dissolution de la N.P.L.D. lors de l'entrée dans le S.P. américain, aussi des intellectuels sympathisants s'étaient-ils opposés à ce qu'il devienne le secrétaire du comité américain de défense de Trotsky, fonction qui était alors revenue à George Novack.

(3) Nous trouvons ici ce qui fut l'un des *leit-motive* des lettres de Trotsky à ses amis américains au sujet des liens entre le comité de défense et les ouvriers.

port. Tous nos camarades doivent concentrer leurs efforts pour apporter ce rapport aux ouvriers, même dans de petites réunions. Toute réunion de 100 ou même de cinq ouvriers doit non seulement adopter une motion de soutien à la commission, mais aussi élire un représentant permanent ou un délégué permanent pour la liaison avec le comité. Si vous arrivez au cours des prochaines semaines à organiser l'élection de quelques dizaines de délégués de ce type, avec des mandats de leurs groupes pour le travail du comité, vous pourrez à bref délai choisir quelques dizaines de nouveaux membres pour le comité parmi eux. Un simple ouvrier qui devient membre du comité a la possibilité de s'éduquer, d'élargir son horizon, de gagner de l'autorité aux yeux de ses associés. C'est de cette façon que vous éduquez des dirigeants ouvriers et créez des canaux importants pour votre influence politique. Ce point me semble être le plus important. Nous devons introduire de simples et modestes ouvriers à côté des plus illustres des libéraux. Autrement nous ne réaliserons pas le centième de ce que nous devons faire.

Ensuite, le fait que la commission soit plus ou moins isolée de nos camarades constitue, permettez-moi de le répéter, une punition pour certaines fautes de notre travail antérieur. Mais les conséquences de ces fautes sont un fait matériel et nous ne pouvons pas changer la situation par un tournant brusque ou des mesures purement administratives ; au contraire, cela ne ferait que perturber le travail de la commission qui est d'une très grande valeur. C'est seulement par la création systématique d'un réseau d'ouvriers autour du comité qu'il est possible de changer le rapport de forces, d'établir une alliance saine avec l'indépendance politique nécessaire de nos propres amis.

Si vous réussissez (et vous devez réussir) à publier le rapport avant le 1^{er} juin, alors, je publierai mon livre au début de l'automne. Au cas où vous en seriez empêchés par des obstacles imprévus (ce que je ne saurais admettre), alors je publierai mon chapitre de clôture tout de suite avec quelques chapitres supplémentaires.

[VERS LE CONFLIT DANS LE S.P.] (1)

(22 avril 1937)

Chers Camarades,

J'entends dire que le conflit à l'intérieur du S.P. est inévitable. Nos camarades, à ce que j'entends, cherchent une « bonne » question sur laquelle commencer une campagne compréhensible pour la base qui sympathise avec nous. Il est difficile de juger de loin, mais il nous semble ici que la question se désigne d'elle-même, c'est la question de l'enquête.

Les staliniens mexicains ont employé comme moyen essentiel de propagande la déclaration des socialistes de droite du Wisconsin contre les « trotskystes » en général et le comité en particulier. Le comité est soutenu officiellement par le S.P., et son secrétaire national a envoyé un télégramme officiel de félicitation au Dr Dewey et à la commission. Dans ces circonstances, nos camarades au sein du comité sont d'accord, au moins formellement, avec la ligne du parti et l'attitude des partisans de Hoan (2) constitue un coup direct non seulement contre le comité, mais aussi contre la majorité du S.P. C'est pourquoi il nous semble ici que nos camarades doivent entreprendre immédiatement une contre-attaque vigoureuse contre la clique Hoan en tant qu'alliés des agents du G.P.U. (ce n'est pas par hasard que la déclaration du Milwaukee a été publiée ici sur du papier jaune). Plus vigoureuse sera notre attaque contre Hoan et compagnie, plus elle rendra service à l'éducation révolutionnaire et à la trempe des éléments révolutionnaires dans le S.P.

(1) Lettre aux dirigeants de la section américaine (8099), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Daniel Hoan (1881-1961), membre de la Vieille Garde réformiste du Socialist Party, maire de Milwaukee et dirigeant incontesté de ce parti dans le Wisconsin, n'avait pas suivi la Vieille Garde new-yorkaise dans sa rupture et était resté dans le parti socialiste où il constituait évidemment l'extrême droite.

Si la droite et les centristes de droite provoquent la scission avec nos camarades sur une question d'organisation ou même sur une question politique générale, ils nuiront à l'activité du comité. Bien des sympathisants, pour ne pas parler des libéraux, diront : « Il est réellement impossible de coopérer avec les trotskystes ». Mais, dans la campagne la plus vigoureuse contre la clique de Hoan, nous apparaissions comme les défenseurs du comité, de la commission d'enquête et même de la ligne officielle du S.P. Nous aurons l'opinion publique qui est plus ou moins accessible à nous de notre côté.

Personne ne sait dans quel état d'esprit Thomas (3) va revenir de Moscou. Mais s'il trouve une campagne implacable contre les ennemis de la commission d'enquête dans le S.P. en plein élan, son tournant vers les staliniens sera sérieusement handicapé.

Les fractions organisées sont interdites (4), mais en ce cas, l'initiative ne peut pas être prise par une fraction, mais par les représentants du parti dans le comité. Ils peuvent s'adresser au parti à travers un manifeste écrit et imprimé exclusivement pour les membres du parti et exclusivement dirigé contre la clique Hoan. Chaque tendance du parti sera obligée de prendre une position claire dans les conditions les plus favorables à la nôtre.

Il est impossible de prédire toutes les possibilités et conséquences d'une telle campagne. C'est seulement l'expérience elle-même qui montrera si elle s'achèvera par une scission ou si ce ne sera qu'une répétition en vue de la lutte finale. En tout cas, cette campagne renforcerait certainement nos positions et introduirait plus de cohésion dans nos rangs.

(3) Norman Thomas, pasteur protestant, pacifiste, plusieurs fois candidat socialiste aux élections, dirigeait « le centre » qui était devenu la direction après le départ de la droite. Il avait été favorable à l'entrée des trotskystes, mais subissait la pression du P.C. qui revendiquait une politique de Front populaire impliquant... la rupture avec les trotskystes.

(4) Les organes de fractions avaient été interdits au congrès de Chicago qui s'était tenu à la fin de mars. Il semble que la fraction trotskyste avait consenti à avaliser cette interdiction et s'était, dans l'ensemble, montrée très conciliante. Une correspondance entre militants américains à la Houghton Library l'atteste : Shachtman est généralement tenu pour responsable de cette politique, mais une lettre très vive de Burnham en impute l'entière responsabilité à Cannon.

[UN NOUVEAU VOLUME] (1)

(22 avril 1937)

Cher M. Canfield,

Je n'ai pas encore répondu à votre dernière lettre parce que l'arrivée de la sous-commission d'Enquête à Coyoacán a totalement changé la situation. Le compte rendu sténographique de l'enquête incluant mon discours de clôture (environ 150 pages) constituera un volume de plusieurs centaines de pages (2), une encyclopédie vivante, non seulement des impostures mais de l'ensemble de la situation en Union soviétique. La commission, selon mes informations, publiera ce volume le 1^{er} juin. Je vous le communique en supposant que vous pouvez être intéressé par cette publication. En tout cas, les droits de publication sont exclusivement entre les mains de la commission elle-même : président M. John Dewey, secrétaire Mademoiselle Suzanne LaFollette.

(1) Lettre à C. Canfield (7478), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Il s'agit de l'ouvrage qui sera publié sous le titre *The Case of Leon Trotsky*. (L'Affaire Léon Trotsky).

LA VICTOIRE EST-ELLE POSSIBLE ? (1)

(23 avril 1937)

Etablissons une fois encore les faits fondamentaux. L'armée de Franco (2) a été créée sous la tutelle directe d'Azaña (3), c'est-à-dire du Front populaire, comprenant les chefs socialistes et staliniens, puis des leaders anarchistes.

Le fait que la guerre traîne en longueur est le résultat direct du programme bourgeois-conservateur du Front populaire, c'est-à-dire de la bureaucratie stalinienne.

Plus longtemps la politique du Front populaire conservera son emprise sur le pays et sur la révolution et plus grand sera le danger que les masses soient exténuées et découragées, et que le fascisme remporte la victoire militaire.

La responsabilité de cette situation incombe entièrement aux staliniens, aux socialistes et aux anarchistes ou plus exactement à leurs chefs qui, à l'exemple des Kerensky, Tséretelli, Scheidemann, Ebert (4), Otto Bauer, etc. ont subordonné la révolution populaire aux intérêts de la bourgeoisie.

(1) Article signé Crux (T 4142), traduit du russe en 1937, traduction revue pour ce volume, avec la permission de la Houghton Library. Notons que, rédigé le 23 avril, plus d'une semaine avant l'insurrection ouvrière de mai à Barcelone, il ne parut que plusieurs jours après, les 14 et 21 mai, dans *La Lutte ouvrière* de Paris.

(2) Le général Francisco *Franco* y Bahamonde (1892-1975) avait depuis quelques mois affirmé son autorité sur l'armée insurgée. On commençait à appeler « franquistes » les forces nationalistes.

(3) Rappelons que Manuel Azaña avait été chef du gouvernement dans les débuts de la République, puis au lendemain de la victoire électorale du Frente popular, avant d'accéder à la présidence de la République. Il avait donné son nom à une réforme de l'armée dont le résultat le plus net avait été le départ des officiers de gauche.

(4) Kerensky avait été en 1917 chef du gouvernement provisoire qui avait organisé la répression contre les bolcheviks avant de tomber en octobre. Iraklii G. *Tséretelli* (1882-1959), menchevik géorgien, avait été son ministre de l'intérieur. Les social-démocrates allemands Philip *Scheidemann* (1865-1939) et

Cela signifie-t-il que, dans le cas où la politique actuelle continue, la victoire militaire de [Largo] Caballero (5) sur Franco est impossible ? On ne peut faire d'avance un bilan des ressources et possibilités matérielles et morales des camps en présence. Seule la marche même de la lutte permettra de vérifier la nature réelle du rapport des forces. Mais ce qui nous intéresse, ce n'est pas la victoire *militaire* en elle-même, mais la victoire *de la révolution*, c'est-à-dire la victoire d'une classe sur l'autre. Il faut aider de toutes ses forces les troupes républicaines ; mais la victoire de l'armée de [Largo] Caballero sur celle de Franco ne signifierait pas encore la victoire de la révolution.

« Quelle révolution avez-vous en vue, nous objecteront les philistins du Front populaire, la révolution démocratique ou la révolution socialiste ? La victoire de l'armée de Caballero sur l'armée de Franco signifiera la victoire de la démocratie sur le fascisme, c'est-à-dire la victoire du progrès sur la réaction. »

On ne peut sans sourire amèrement entendre ces arguments. Jusqu'en 1934 nous n'avons cessé d'expliquer aux staliniens que la démocratie, même à l'époque de l'impérialisme, présente des avantages sur le fascisme ; que, dans le cas où ils s'affrontent violemment, le prolétariat révolutionnaire doit soutenir la démocratie contre le fascisme.

Nous avons cependant toujours ajouté : nous pouvons et nous devons défendre la démocratie bourgeoise non par les méthodes de la démocratie bourgeoise, mais par les méthodes de la lutte de classes, méthodes qui préparent le remplacement de la démocratie bourgeoise par la dictature du prolétariat. Cela signifie en particulier que, dans le processus de défense, y compris les armes à la main, de la démocratie bourgeoise, le parti du prolétariat ne prend aucune responsabilité pour la démocratie bourgeoise, qu'il n'entre pas dans son gouvernement, mais qu'il conserve sa pleine liberté de critique et d'action à l'égard de tous les partis du Front populaire, et prépare ainsi pour l'étape suivante le renversement de la démocratie bourgeoise.

Toute autre politique est une tentative félon et désespérée de cimenter avec le sang des ouvriers la démocratie bourgeoise,

Friedrich *Ebert* (1871-1925) avaient été les principaux dirigeants des gouvernements qui avaient brisé l'élan de la révolution allemande et c'est sous leur direction qu'opéraient en principe les Corps-francs qui avaient assassiné Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

(5) Largo Caballero était alors chef du gouvernement espagnol de Front populaire, donc de l'armée dite « républicaine ».

laquelle est vouée à un effondrement inéluctable, quelle que soit l'issue militaire immédiate de la guerre civile.

« Mais vous ignorez la paysannerie ! », s'écrie quelque imbécile qui a lu les misérables compilations du Comintern des années 1923 à 1929. Ceux qui nous accusent le plus volontiers d'ignorer la paysannerie, ce sont les messieurs qui trahissent les *intérêts révolutionnaires* de la paysannerie au nom du front unique avec les propriétaires fonciers. La paysannerie espagnole a suffisamment montré qu'elle s'efforce avec ardeur de marcher aux côtés du prolétariat. Il faut seulement que le prolétariat se mette en pratique à exproprier les propriétaires fonciers et des usuriers. Mais ce sont précisément les staliniens et leurs nouveaux élèves, les « socialistes » et les anarchistes (?) » qui empêchent le prolétariat de lancer un programme agraire révolutionnaire.

Le gouvernement de Staline-Caballero essaie de toutes ses forces de donner à son armée le caractère d'une garde « démocratique » pour la défense de la propriété privée (6). C'est à cela que se réduit le Front populaire. Tout le reste, ce sont des phrases. C'est précisément pourquoi le Front populaire prépare le triomphe du fascisme. Celui qui ne l'a pas compris est sourd et aveugle.

La victoire *militaire* de la garde démocratique du Capital sur sa garde fasciste est-elle possible ? Sans doute. Mais comme, à l'époque actuelle, la garde fasciste répond beaucoup mieux aux besoins du Capital, la victoire militaire de Staline-Caballero ne peut être ni stable ni durable. *Sans révolution prolétarienne, la victoire de la « démocratie » signifierait seulement un détour pour aboutir au même fascisme.*

Andrés Nin reconnaît que, à la suite de la lutte héroïque du prolétariat espagnol, « la révolution a reculé » (7). Nin oublie d'ajouter : avec la coopération directe de la direction du P.O.U.M. qui, de façon « critique », s'est adaptée aux socialistes et aux staliniens, c'est-à-dire à la bourgeoisie, au lieu d'opposer, à toutes les étapes, son parti à tous les autres et de préparer ainsi la victoire du prolétariat. Nous avons prédit à Nin, au début même de la révolution espagnole, voici six ans, les conséquences de cette funeste politique d'hésitation et d'adaptation. Nous

(6) Dans son *Journal politique*, Winston Churchill écrivait à la même époque : « Dans sa nouvelle armée, la république espagnole possède un instrument dont la signification n'est pas seulement militaire, mais politique. »

(7) *La Batalla*, 21 mars 1937.

conseillons à tout ouvrier qui réfléchit de relire attentivement notre polémique avec Nin, dans des centaines de lettres et d'articles. Les hésitations d'aujourd'hui de Nin découlent entièrement de ses hésitations d'hier.

Nin dit : « A partir du moment où on nous a chassés du gouvernement catalan, la réaction s'est renforcée »(8). En réalité, il devrait dire : « Notre participation au gouvernement catalan a facilité à la bourgeoisie la possibilité de se renforcer, de nous chasser et d'entrer ouvertement dans la voie de la réaction. » Au fond, maintenant encore le P.O.U.M. est à moitié dans le Front populaire. Les chefs du P.O.U.M. *exhortent* plaintivement le gouvernement à entrer dans la voie de la révolution socialiste. Les chefs du P.O.U.M. invitent respectueusement les chefs C.N.T. à comprendre enfin les enseignements marxistes sur l'Etat (9). Les chefs du P.O.U.M. se considèrent comme les conseillers « révolutionnaires » auprès des chefs du Front populaire. C'est une position stérile, indigne de révolutionnaires. Il faut mobiliser ouvertement et hardiment les masses contre le gouvernement de Front populaire. Il faut dévoiler devant les ouvriers syndicalistes et anarchistes la trahison de ces messieurs qui se donnent le nom d'anarchistes mais ne sont en réalité que de simples libéraux (10). Il faut fustiger sans merci le stalinisme comme la pire agence de la bourgeoisie. Il faut se sentir chefs de la masse révolutionnaire et pas conseillers du gouvernement bourgeois.

La victoire purement militaire de l'armée démocratique du régime bourgeois Staline-Caballero est bien entendu possible. Mais quels seront ses résultats immédiats ?

Les violences actuelles contre les organisations ouvrières en particulier contre la gauche, au nom de la « discipline » et de « l'unité de l'armée » ne représentent rien d'autre que l'école du bonapartisme. Il ne s'agit pas de la discipline intérieure de l'armée du prolétariat, mais de la soumission militaire du

(8) Une traduction plus près du texte castillan serait : « On a vu s'accroître tous les jours le processus contre-révolutionnaire. »

(9) Nin écrivait dans le même article : « La C.N.T. doit faire son examen de conscience, abandonner ses vieux préjugés, cent fois dépassés. » Dans *La Batalla* du 14 mars, il interpellait les dirigeants anarchistes : « L'expression « dictature du prolétariat » vous répugne ? Abandonnons-la et contribuons, vous les anarchistes, nous les marxistes révolutionnaires, à fonder le pouvoir universel du prolétariat ! ».

(10) Sur ce point, la divergence est profonde entre Trotsky et Nin puisque ce dernier, dans son article du 21 mars, se contentait de relever « des déviations commises par la direction de la C.N.T. ».

prolétariat à la bourgeoisie. La victoire militaire élèvera à l'excès la confiance en soi des cercles dirigeants de l'armée « républicaine » et les imprénera définitivement de tendances bonapartistes.

D'un autre côté, la victoire militaire, payée du sang des ouvriers, renforcera la confiance en soi, l'assurance et la fermeté de l'avant-garde prolétarienne. En d'autres termes, *la victoire de l'armée républicaine sur l'armée fasciste signifiera nécessairement une explosion de guerre civile dans le camp républicain.*

Dans cette nouvelle guerre civile, le prolétariat ne pourrait vaincre que si, à sa tête, se trouvait un parti révolutionnaire inflexible qui ait réussi à conquérir la confiance de la majorité des ouvriers et des paysans semi-prolétaires. Mais si un tel parti ne surgit pas à l'heure critique, la guerre civile à l'intérieur du camp républicain menace d'aboutir à la victoire d'un bonapartisme qui ne se distinguerait que fort peu, par sa nature, et la dictature du général Franco. Voilà pourquoi la politique du Front populaire est un chemin détourné pour aboutir au même fascisme...

De même qu'Azaña a préparé et armé l'armée de Franco, de même Caballero, cet Azaña n°2, sous un masque de socialiste, prépare l'armée d'un Franco n°2, de quelque Cavaignac ou Galliffet espagnol sous un masque de général « républicain » (11).

Qui ne le voit pas mérite le mépris !

Dans *La Batalla* du 4 avril, on trouve « treize points pour la victoire ». Ils ont tous le caractère de *conseils* donnés aux autorités par le comité central du P.O.U.M. Le P.O.U.M. réclame « la convocation d'un congrès de délégués des syndicats ouvriers et paysans et des soldats ». Dans la forme, il semble qu'il s'agisse d'un congrès des soviets de députés ouvriers, paysans et soldats. Mais le malheur est que le P.O.U.M. propose respectueusement au gouvernement bourgeois-réformiste de convoquer ce congrès qui devra ensuite se substituer « de façon

(11) Le général Louis Eugène *Cavaignac* (1802-1857) avait réprimé en juin 1848 l'insurrection des ouvriers des ateliers nationaux à Paris. Le général marquis Gaston *de Galliffet* (1830-1909), qui se distingua dans la répression contre les Communards en 1871, fut plus tard ministre de la III^e République. A l'époque où fut écrit cet article, le héros de la défense de Madrid célébré par la presse des P.C. était le président de la Junte de défense de la capitale, le général Miaja. Il avait été avant la guerre civile membre de la très réactionnaire semi-clandestine Union militaire espagnole qui regroupait les officiers conspirateurs. Il devait en 1939 se joindre à la Junte du colonel Casado qui devait chasser les communistes.

pacifique » au gouvernement bourgeois (12). Le mot d'ordre révolutionnaire est devenu une phrase creuse !

La quatrième point dit : « Formation d'une armée contrôlée par la classe ouvrière ». La bourgeoisie alliée aux réformistes doit créer une armée que Nin contrôlera. Dans la question la plus aiguë, celle de l'armée, la stérilité de la position des chefs du P.O.U.M. apparaît sous sa forme la plus néfaste. L'armée, c'est l'instrument de la classe dirigeante, et elle ne peut rien être d'autre. L'armée est contrôlée par celui qui la commande, c'est-à-dire celui qui détient le pouvoir d'Etat. Le prolétariat ne peut pas contrôler une armée créée par la bourgeoisie et ses laquais réformistes. Dans une armée de ce type, le parti révolutionnaire peut et doit créer ses cellules et préparer le passage de fractions avancées de l'armée aux côtés des ouvriers. Le comité central du P.O.U.M. masque cette tâche révolutionnaire fondamentale au moyen de la douce utopie du « contrôle » des ouvriers sur l'armée de la bourgeoisie. La position officielle du P.O.U.M. est tout imprégnée d'ambiguïté. Il ne peut en être autrement : l'ambiguïté est l'âme du centrisme.

« La révolution recule », annonce sentencieusement Nin qui prépare ainsi... son propre recul. Peut-être Nin se prépare-t-il à retenir la révolution déclinante à son *étape* démocratique ? Comment ? De toute évidence à l'aide de freins oratoires. Si Nin était capable de réfléchir à ce qu'il dit lui-même, il comprendrait que *si messieurs les chefs empêchent la révolution de monter jusqu'à la dictature du prolétariat, elle devra inéluctablement tomber jusqu'au fascisme*. Il en a été ainsi en Allemagne, il en a été ainsi en Autriche, il en serait ainsi en Espagne, mais seulement dans un délai incomparablement plus bref.

Il faut aller jusqu'au bout dans l'analyse de la situation. Quand Nin dit que les ouvriers espagnols peuvent aujourd'hui même s'emparer encore du pouvoir par la voie pacifique (13), il dit une contre-vérité flagrante. Maintenant déjà le pouvoir se trouve aux mains des chefs militaires et des hauts fonctionnaires, alliés aux staliniens et aux anarcho-réformistes. Dans leur lutte

(12) La résolution du 30 mars du comité central du P.O.U.M. invitait à convoquer le congrès un « gouvernement constitué des représentants de toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière ». Mais il n'était pas dit qu'un tel gouvernement ne devait comprendre de représentants des partis bourgeois.

(13) Nin écrivait exactement : « Aujourd'hui, avec les positions qu'elle conserve encore, la classe ouvrière peut prendre le pouvoir sans avoir recours à la violence (...) Nous disposons encore de possibilités suffisantes pour que, d'un simple souffle, s'effondre le château de cartes de la démocratie bourgeoise. »

contre les ouvriers, ces messieurs s'appuient sur la bourgeoisie étrangère et sur la bureaucratie soviétique. Parler, dans ces conditions, de la conquête pacifique du pouvoir, c'est se tromper soi-même et tromper la classe ouvrière.

Dans ce même discours (du 21 mars), Nin dit que l'on veut prendre leurs armes aux ouvriers et recommande à ces derniers de ne pas les remettre. Le conseil est certes bon. Mais quand une classe veut en désarmer une autre et que l'autre, particulièrement le prolétariat, refuse de rendre ses armes, cela a précisément la signification que la guerre civile approche (14). La perspective douceuse et fausse de la conquête pacifique du pouvoir jette à bas tous les raisonnements radicaux de Nin sur la dictature du prolétariat. Mais l'essence de la politique de Nin réside précisément dans cette perspective douceuse. C'est elle qui lui permet de ne pas tirer de conclusions pratiques de ses raisonnements radicaux et de continuer une politique d'oscillations centristes. C'est du besoin d'avoir une perspective douceuse que découlent les persécutions réactionnaires de Nin contre les « trotskystes », c'est-à-dire contre les véritables révolutionnaires qui empêchent Nin de se faire passer pour un bolchevik.

Il est extrêmement caractéristique que Nin ne dise ni clairement ni exactement qui, précisément, cherche à désarmer les ouvriers. Le véritable devoir du révolutionnaire est pourtant de donner les noms des auteurs de desseins contre-révolutionnaires, et, en les nommant, de les flétrir, eux et leurs partis, de les rendre odieux aux yeux des masses populaires.

C'est peu de dire aux ouvriers « Ne rendez pas vos armes ! » Il faut leur apprendre à enlever leurs armes à ceux qui veulent les désarmer.

La politique du P.O.U.M., ni par son fond ni par son ton, ne correspond à l'acuité de la situation. La direction du P.O.U.M. se console en pensant qu'elle est « en avant » des autres partis. Mais c'est peu. Il faut se régler, non sur les autres partis, mais sur les événements, sur la marche de la lutte des classes. Le sort de la révolution ne sera en fin de compte décidé ni par ces messieurs les ministres, ni par les comités des partis avec leurs intrigues et leurs combines, mais par les millions d'ouvriers et de paysans,

(14) C'est exactement neuf jours après la rédaction de ce texte qu'éclataient à Barcelone les « journées de mai » dont le point de départ fut une tentative des forces de police de désarmer les miliciens ouvriers qui gardaient le central téléphonique.

d'une part, par la bourgeoisie espagnole et mondiale, de l'autre (15).

La politique internationale de Nin est aussi fausse que sa politique intérieure. « Nous ne sommes pas pour la IV^e Internationale, nous ne sommes pas trotskystes », jurent et s'excusent les dirigeants du P.O.U.M., à chaque pas. Et ils répètent en même temps qu'ils se tiennent sur le terrain des idées de Marx et de Lénine. Mensonge ! Hors de la ligne de la IV^e Internationale, il n'y a que la ligne Staline-Caballero. La direction du P.O.U.M. zigzague dans l'impuissance entre ces deux lignes. L'art de Nin, d'Andrade, de Gorkin — à l'encontre de l'enseignement de Marx et de Lénine — consiste à éviter la formulation claire des problèmes, l'analyse précise, les réponses honnêtes à la critique. C'est précisément pourquoi chaque nouvelle étape de la révolution les prend à l'improviste. Et pourtant les épreuves les plus redoutables sont encore à venir !

Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es ! La direction du P.O.U.M. est liée à la misérable clique opportuniste du S.A.P. allemand qui joue les laquais devant les staliniens (16), aux chefs de l'Independent Labour Party d'Angleterre, qui a perdu tout droit à l'existence, et à d'autres groupes semi-opportunistes semi-aventuristes, sans programme, sans éducation révolutionnaire et sans avenir. Dis-moi qui tu hantes et je te dirai qui tu es. La politique internationale des chefs du P.O.U.M. ne fait que compléter leurs hésitations en politique intérieure.

Il faut se détacher — nettement, résolument, hardiment — du cordon ombilical de l'opinion publique bourgeoise. Il faut rompre avec les partis petits-bourgeois, y compris avec les chefs syndicalistes. Il faut aller aux masses, dans leurs couches les plus profondes et les plus exploitées. Il ne faut pas les bercer d'illusions sur une victoire qui viendrait toute seule. Il faut leur dire la vérité, si amère soit-elle. Il faut leur enseigner à se méfier des agences petites-bourgeoises du Capital. Il faut leur apprendre à n'avoir confiance qu'en elles-mêmes. Il faut nouer un lien indissoluble avec les masses. Il faut leur apprendre à créer elles-

(15) Trotsky ne connaissait pas, selon toute vraisemblance, le rapport de Nin devant le C.C. de décembre dans lequel ce dernier expliquait que la politique du P.O.U.M. reposait sur le « pacte secret » conclu avec la C.N.T. et qu'il fallait arriver à rendre public. (*Boletín interior* del P.O.U.M., n° 1, pp. 3-5)

(16) Le S.A.P., issu d'une scission à gauche du parti social-démocrate allemand avait reçu en 1932 le renfort d'un groupe important d'anciens cadres communistes. Après avoir joué en 1933 avec l'idée de IV^e Internationale, le S.A.P. s'était tourné ultérieurement vers la politique de Front populaire et avait même signé le pacte de Front populaire... allemand en exil !

mêmes leurs propres organisations de combat — les soviets — en opposition à l'Etat bourgeois.

Peut-on espérer que la direction du P.O.U.M. pourra effectuer ce tournant ? Hélas, l'expérience de six années de révolution ne laisse pas place à de tels espoirs. Les révolutionnaires, dans le P.O.U.M. comme au-dehors, se révéleraient faillis s'ils réduisaient leur propre rôle à « exhorter » Nin, Andrade, Gorkin, de la même façon que ces derniers exhortent Caballero, Companys et autres (17). Les révolutionnaires doivent s'adresser aux ouvriers, à la base, contre les hésitations et les oscillations de Nin. L'unité du front révolutionnaire ne signifie pas la capitulation devant les centristes. Les intérêts de la révolution sont au-dessus de l'unité formelle d'un parti.

Combien de membres le P.O.U.M. a-t-il aujourd'hui ? Les uns disent 25 000, les autres 40 000 (18). Cependant cette question n'est pas d'une importance décisive. Ni 25 000 ni 40 000 ne peuvent par eux-mêmes assurer la victoire. La question est résolue par les relations réciproques entre le parti, d'une part la classe ouvrière et les masses opprimées du village, d'autre part, 40 000 membres, avec une direction qui hésite et vacille, ne peuvent qu'endormir le prolétariat et préparer ainsi la catastrophe. Une dizaine de milliers de membres avec une direction ferme et perspicace peuvent trouver le chemin des masses, les arracher à l'influence des charlatans et des bavards staliniens et social-démocrates, assurer non seulement une victoire épisodique et instable des troupes républicaines sur les troupes fascistes, mais aussi *la victoire complète des travailleurs sur les exploités*. Le prolétariat espagnol a montré trois fois qu'il est capable d'assurer cette victoire. Toute la question est celle de la direction (19).

(17) On peut relever que, pourtant, une partie de ce texte cherche encore à convaincre Nin et les autres dirigeants du P.O.U.M. de mener une autre politique.

(18) Selon le rapport de Nin au C.C. du P.O.U.M. en décembre 1936, le chiffre des militants de ce parti était alors de 30 000.

(19) Cet article fut très mal reçu dans les rangs des amis du P.O.U.M. Dans *La Lutte ouvrière* belge du 22 mai 1937, Vereeken et Renery devaient écrire que « cet article aussi bien que l'attitude générale de notre bureau et de la section française sur le P.O.U.M. » étaient « sectaires et néfastes », ajoutant même : « si nous étions tentés d'utiliser de grands mots, nous dirions même criminels. »

[LA QUESTION AGRAIRE EN BOLIVIE] (1)

Conversation avec Alfredo Sanjines

(24 avril 1937)

[Une telle déférence (2)] n'était pas due à mon statut de diplomate — Trotsky me dit en souriant qu'il ne cultivait pas ce genre de relations — mais au fait qu'il avait lu quelques jours auparavant dans *El Nacional* un compte rendu de mon livre *La Reforma Agraria en Bolivia* et avait été surpris qu'un Sud-Américain se consacre à ces problèmes, étant donnée la tradition conservatrice de nos peuples. En recevant ma carte de visite, il eut envie de me connaître.

Ce qui m'intéressa extraordinairement dans cette entrevue fut d'explorer dans la pensée du chef rouge, savoir quelles étaient ses directives pour l'éducation des masses paysannes... et comment on était arrivé dans le pays des soviets à vaincre l'indolence du moujik, habitué, comme l'Indien de notre haut plateau à pratiquer depuis des millénaires des systèmes routiniers d'agriculture sans s'inquiéter le moins du monde de l'amélioration individuelle de sa vie... Je voulais apprendre de lui les ressorts spirituels dont avaient joué les dirigeants de la révolution russe et les moyens matériels qu'ils avaient employés pour élever les paysans et en faire des producteurs à grande échelle. Et le pourquoi du surprenant passage qu'ils avaient effectué du système traditionnel de propriété du *mir*, du grand domaine formé par l'accumulation de parcelles cultivées, conservant la

(1) Extrait de *Por los Estados Unidos Socialistas de América Latina*, recueil de textes de Trotsky sur l'Amérique latine paru en 1961 à Buenos Aires (ed. Coyoacán). Ce texte est traduit de l'espagnol. Il est lui-même extrait de la deuxième édition, élargie, d'un ouvrage d'Alfredo G. Sanjines intitulé *La Reforma Agraria en Bolivia*. Son auteur avait été ministre plénipotentiaire de Bolivie au Mexique et avait rendu visite à Trotsky à Coyoacán le 24 avril 1937.

(2) Alfredo Sanjines précise dans la présentation de cette entrevue qu'il s'était présenté à la maison de Trotsky et lui avait fait passer sa carte de visite. Il fut reçu immédiatement.

notion de petite propriété individuelle, tout comme le système de la communauté indigène de Bolivie, au système de kolkhoze, grand domaine également, mais de l'Etat maintenant, qui régleme et dirige techniquement le travail avec de gros moyens pour développer l'agriculture par la mécanisation. Je voulais connaître son opinion sur les méthodes qu'il fallait employer selon lui en Bolivie pour y arriver au même miracle qu'en Russie. C'est ce que j'exposai à Trotsky.

Le leader rouge m'écouta avec attention. Il m'a semblé qu'à ce moment il n'avait pas étudié à fond notre problème agraire, mais il me dit, comme s'il exposait là une idée générale bien formée à ce sujet, que, bien qu'il ignorât les traits caractéristiques de nos masses indigènes et n'aie pas suivi de près l'évolution de la propriété dans le pays des Incas, il pensait d'abord qu'il fallait fondamentalement respecter les systèmes traditionnels de propriété et d'activité indigènes, mais en donnant à l'organisation du travail et de la culture une signification nouvelle. Placer l'exploitation agricole et l'élevage sur une base large, me dit-il, comme on l'a fait dans tous les pays d'Europe centrale, mais améliorer la production en qualité et en quantité, et donc l'alimentation des masses paysannes, et donner de la même façon à notre pays la capacité d'exporter les produits propres à notre climat, car l'agriculture bien dirigée est la richesse la plus stable, celle qui maintient la monnaie à un niveau élevé.

« Ce sera, poursuivit-il, la première chose que vous aurez à faire. Votre gouvernement doit imposer aux grands propriétaires la transformation de leurs cultures, en leur donnant, bien entendu, les moyens de parvenir à une production à une grande échelle. C'est seulement ainsi que vous pourrez leur permettre de conserver une portion de leurs terres lorsque celles-ci sont très vastes et pas intégralement cultivées. » Il me dit qu'il savait que, dans tous les pays d'Amérique latine, il était difficile de détruire le *latifundio* (3) parce que la faible densité de la population n'exigeait pas de solution de ce type, et du fait également des idées conservatrices des dirigeants politiques sur le droit de propriété.

« Mais les peuples occidentaux », ajouta-t-il avec une ironie perçante et cet éclair caractéristique brillant dans son sourire, « ont également des procédés plus raffinés, bien que plus lents que les nôtres, pour exproprier et confisquer, pour placer la terre

(3) Grand domaine foncier.

dans sa fonction sociale : des impôts progressifs sur les terres non cultivées, l'augmentation des charges sur la rente personnelle, laquelle ne monte pas à cause du travail sur la terre, mais de l'extension excessive du latifundio ».

Il me dit que si nos masses paysannes étaient « spiritualistes », il fallait faire jouer leurs grands ressorts spirituels en les secouant brutalement dans leurs coutumes, en leur imposant une très stricte discipline, en même temps protectrice et affectueuse afin de les transformer (Trotsky avait évolué, en Amérique...). « Sortir l'Indien de sa culture domaniale, l'amener à une activité hautement mécanisée, unique façon de lutter contre son indolence. Détacher les milliers de serfs indigènes de la parcelle de la communauté statique » — « C'est l'*ayllu* aymara », ai-je précisé, je m'en souviens — « et de la culture routinière de la hacienda de type espagnol, poursuit-il, qui est presque le même système que le vieux mir, mais exclusivement au service du grand propriétaire » — « Système qui n'existe pas en Bolivie, ai-je précisé, où le *peon* (4) indigène doit au patron une prestation de services personnels et de travail de culture, en même temps qu'il cultive son propre *sayano* (5) ».

« Il faut, poursuit Trotsky, que le paysan indigène passe au système de kolkhoze russe, organisé et dirigé scientifiquement, pour l'arracher de sa routine et en faire un membre actif de la ferme collective. Chaque paysan conserverait son propre lopin en toute propriété, où il a construit sa maison et pour cultiver des légumes, faire un petit élevage de basse-cour destiné à sa consommation personnelle ». Il attira mon attention sur la fine remarque qu'il fit ensuite : « La simple avarice du paysan existe avant même qu'il soit né. Elle est la même dans toutes les parties du monde, chez les indigènes de chez vous, et chez le moujik de Russie. C'est pourquoi il faut l'intéresser et l'associer aux profits d'une production intensive : il faut qu'il y prenne de l'intérêt et progresse. Avec l'argent qu'il gagnera naîtront les besoins et il réclamera des biens de consommation. Il faut faire travailler par les Indiens les terres *communes* de l'Etat. »

(A ce point de la discussion, Sanjines qui avait été d'accord avec tout ce que disait Trotsky, manifesta son désaccord, fondé sur l'attachement de l'Indien à la propriété individuelle qui s'il se concilie parfaitement avec les coopératives et les fermes collectives à côté, excluait en revanche selon lui, du fait de sa tradition

(4) Ouvrier agricole.

(5) Lopin individuel.

historique que le paysan puisse travailler sans le moindre sentiment de propriété.)

« D'après tout ce que vous dites », me dit Trotsky, « il me semble que le système indigène bolivien de la propriété rurale est bien plutôt celui de l'*artel* (6) l'autre modalité de l'organisation agraire collectiviste de Russie. Nous avons modernisé l'*artel* en l'adaptant à notre époque et vous devriez faire la même chose. Dans l'*artel*, le paysan russe possède son propre lopin individuel, comme propriétaire en fait, pour y installer sa demeure et ses installations familiales, petites cultures complémentaires, élevage d'animaux de basse-cour, tout ce dont vous me dites que les Indiens boliviens l'ont, ce qui n'exclut pas qu'ils soient en même temps membres de la ferme collective dans laquelle ils travaillent, et qui pourrait être créée en Bolivie par l'expropriation de terres déterminées, exclusivement dans les grands domaines, en plaçant les fermes collectives à des distances bien calculées, les unes des autres. On pourrait de cette façon assurer l'économie individuelle du paysan en lui donnant sa parcelle à lui ; il travaillerait en même temps à la ferme collective, contribuant au bien-être social ; on ne détruirait pas les haciendas de dimensions moyennes ; on diviserait ainsi petit à petit en établissant des fermes collectives, ces grands *latifundios* qui sont tellement enracinés dans les traditions des républiques de l'Amérique espagnole, s'il n'est pas possible de les détruire complètement d'un seul coup ».

(6) L'*artel* est une forme traditionnelle d'industrie coopérative qui existait en Russie parmi les travailleurs itinérants ou saisonniers (l'équivalent du *mir* dans le domaine agricole). Le mot a pris depuis le sens de coopérative.

INTERVIEW AVEC UN QUOTIDIEN JUIF (1)

(27 avril 1937)

— *La nouvelle constitution adoptée en U.R.S.S. donne-t-elle réellement plus de liberté aux classes laborieuses et à la population dans son ensemble ?*

— Les constitutions ne peuvent de façon générale changer le régime. Elles ne font qu'inscrire sur le papier le réel rapport des forces. En U.R.S.S., le rapport des forces au cours des six dernières années a changé en faveur de la bureaucratie privilégiée et au détriment des classes laborieuses. La nouvelle constitution sanctifie ce nouveau rapport de forces. Elle consolide officiellement le pouvoir entre les mains de la bureaucratie, laquelle apparaît dans le texte de la constitution sous le pseudonyme de « parti communiste ». Sous la nouvelle constitution plus encore que sous l'ancienne, quiconque attaque les droits et privilèges de la bureaucratie sera proclamé trotskyste et mis hors-la-loi.

— *La persécution et les condamnations à mort contre les vieux communistes loyaux constituent-elles une politique définie de l'actuelle administration russe, ou sont-elles seulement le résultat d'une vengeance individuelle contre des gens que Staline n'aime pas ?*

— Staline n'est qu'un instrument aux mains de la nouvelle caste dirigeante. Son caractère personnel vindicatif joue naturellement un certain rôle. Mais l'extermination de la vieille génération de bolcheviks est dictée par les intérêts des sommets privilégiés de la bureaucratie.

— *Quel type de régime politique prévaut aujourd'hui en Russie ? Est-ce un capitalisme d'Etat ou une dictature ?*

(1) Interview par M. Wolos pour le journal *Jewish Daily Forward* (T 4144-1) traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

— Dans mon livre *La Révolution trahie*, j'ai essayé de démontrer qu'il n'est ni scientifique ni juste de qualifier de « capitalisme d'Etat » le régime soviétique. Les formes de propriété créées par la révolution d'Octobre sont encore conservées. Sur cette base — avec des conditions internationales et internes favorables — le développement du socialisme est possible. Cependant la croissance de la bureaucratie ébranle et affaiblit les nouvelles formes de propriété, dans la mesure où la bureaucratie dispose plus ou moins arbitrairement des forces productives du pays et dilapide une portion de plus en plus importante du revenu national. Le régime *économique* de l'U.R.S.S. a un caractère transitoire, c'est-à-dire représente une certaine étape entre le capitalisme et le socialisme plus proche du capitalisme que du socialisme. Ce régime de transition est cependant de plus en plus défiguré par le parasitisme de la bureaucratie. Dans le sens *politique*, le régime représente un équivalent historique du *bonapartisme*. Le développement ultérieur de la bureaucratie menace de saper les formes de propriété créées par la révolution d'Octobre et de rejeter le pays en arrière. C'est pourquoi le renversement de la bureaucratie bonapartiste est la condition la plus importante pour la marche ultérieure de l'U.R.S.S. vers le socialisme.

— *Est-ce la peur qui explique que la population russe demeure paisible, ou est-ce parce que la majorité soutient le régime actuel ?*

— Les terribles défaites du prolétariat mondial inspirées par la politique fautive de la II^e et de la III^e Internationale sont les causes principales de la force de la bureaucratie soviétique. Les ouvriers russes ne voient maintenant de choix qu'entre Hitler et Staline. Le cœur navré, ils tolèrent Staline. Le bonapartisme de Staline nourrit les progrès de la réaction en Europe.

— *Est-ce que le système du « travail aux pièces » a ou non amélioré les conditions de la classe ouvrière ?*

— Le travail aux pièces a amélioré la situation des sommets de la classe ouvrière, créant une nouvelle aristocratie ouvrière. En ce qui concerne la situation de la grande masse des ouvriers, le travail aux pièces l'a aggravée, au moins relativement, et de façon absolue dans de nombreux cas.

— *L'activité développée par le gouvernement soviétique au Birobidjan (2) correspond-elle à un plan stratégique pour renforcer cette région dans la guerre avec le Japon ou représente-t-elle*

(2) Le Birobidjan était le territoire autonome qui avait été concédé en vue d'un peuplement juif en U.R.S.S.

réellement la création d'un Etat autonome, libre de la nation juive à l'intérieur de l'Union soviétique ?

— Les deux tendances ont joué depuis la création du Birobidjan. Sous un régime de démocratie soviétique, le Birobidjan pourrait indubitablement jouer un rôle sérieux par rapport à la culture nationale du judaïsme soviétique. Sous un régime bonapartiste qui nourrit des tendances antisémites, le Birobidjan menace de dégénérer en une sorte de ghetto soviétique.

— *Peut-on s'attendre à ce qu'une révolution se développe en Russie contre le régime actuel dans un avenir proche ?*

— La révolution contre la bureaucratie soviétique ne deviendra possible qu'après que le prolétariat européen ait réussi à porter des coups sérieux au fascisme et à la réaction capitaliste en général. Il est possible que le régime de Staline, en dépit de son affaiblissement évident, se maintienne aussi longtemps que ceux de Mussolini et de Hitler. Je pense qu'ils ne dureront pas longtemps tous les trois.

— *Si Staline et ses partisans perdaient le pouvoir, retourneriez-vous en Russie ?*

— Tous les plans à ce sujet sont prématurés.

— *Trouvez-vous plaisants le peuple, les caractères, les coutumes, l'atmosphère du pays que vous avez choisi comme résidence ?*

— Je suis satisfait à tous égards de mon séjour au Mexique. De la part du peuple comme des autorités, je n'ai rencontré qu'une hospitalité d'une grande générosité. Malheureusement les récents procès de Moscou m'ont empêché d'apprendre l'espagnol. J'espère rattraper le temps perdu dans un proche avenir.

— *Avez-vous été bien informé du point de vue du Forward sur les attaques contre vous en Russie et en Amérique ?*

— Mes amis de New York m'ont informé régulièrement de la position du *Forward* sur les impostures judiciaires de Moscou. J'apprécie hautement les comptes rendus objectifs que le *Forward* a donné et donne à ses lecteurs sur cette question. Il n'est pas nécessaire que je rappelle ici la profonde divergence entre nos positions de principe. Cependant, tous les partis de la classe ouvrière et des masses laborieuses en général sont intéressés à ce que la lutte idéologique ne soit pas empoisonnée par la calomnie, les faux, les impostures et les assassinats judiciaires. C'est précisément pour quoi j'espère que le *Forward* ouvrira ses pages au travail de la commission d'enquête présidée par le professeur Dewey.

— *Considérez-vous comme satisfaisants les résultats obtenus*

par la commission d'enquête dont le professeur Dewey était un membre éminent ?

— Je suis au plus haut point satisfait de la première étape du travail de la commission de New York. Le compte rendu de son enquête va être bientôt publié. Tout homme qui pense aura la possibilité de comparer le compte rendu sténographique du procès de Moscou avec celui de l'enquête de Coyoacán. Je ne doute pas un instant que la vérité se fraiera la voie à travers tous les obstacles.

[LE TÉMOIGNAGE DE WINDFELD-HANSEN] (1)

(28 avril 1937)

Cher Ami,

Nous devons remettre à la commission des documents extrêmement précieux que nous avons reçu de Copenhague, sur la question du sabotage. La majeure partie de ces documents est constituée des témoignages et des documents de l'ingénieur Windfeld-Hansen (2). Ce ne sont pas des souvenirs ni des explications du passé, mais d'authentiques documents caractérisant les différentes étapes du développement de l'industrie chimique soviétique. Je n'ai jamais rencontré personnellement M. W. Hansen ni eu aucun contact avec lui. Les documents fournis par lui (sa lettre et un mémoire) le dépeignent comme un homme loyal, réfléchi et perspicace au plus haut point. La commission ne pouvait souhaiter meilleur témoin-expert pour l'affaire du sabotage.

W. Hansen réfute la version du sabotage en exposant simplement l'évolution de l'une des branches les plus importantes de l'industrie chimique (les engrais) sur la base de documents. Son exposé correspond pleinement aux explications que nous avons fournies à la sous-commission de Coyoacán. Mais les documents de W. Hansen possèdent l'avantage de démontrer, sur un exemple particulier, la construction mensongère de l'accusation de façon très concrète et convaincante.

Il est extrêmement souhaitable que la commission confie

(1) Lettre à A. Goldman, traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Ivar *Windfeld-Hansen*, un ingénieur chimiste danois, avait travaillé en U.R.S.S. de mai 1932 à juillet 1934. Il avait travaillé à Moscou au bureau du plan pour l'industrie chimique. Il avait été mis en cause sous le nom de « Wienfeld » au cours du second procès, par l'accusé Hrasche qui l'avait présenté comme un « trotskyste danois ». Il avait rédigé un témoignage précis et complet.

l'enquête à des experts-chimistes compétents. Ces experts pourraient également donner leurs conclusions sur la question de l'explosion de la mine « Tsentralnaïa » (nous avons déjà soumis à la commission une déclaration d'une importance exceptionnelle, faite à ce sujet par des membres de la fédération française des mineurs). Il est primordial de mettre en lumière tous les aspects de cette question de sabotage, car la bureaucratie utilise cette accusation fausse comme couverture pour fusiller des milliers de personnes qu'elle juge indésirables à travers tout le pays. On peut trouver aux Etats-Unis des ouvriers et des ingénieurs qui ont travaillé pendant plusieurs années avec l'Union Soviétique et qui peuvent fournir des témoignages extrêmement précieux à ce sujet.

Pour en revenir à W. Hansen, je voudrais faire remarquer ceci : en étudiant le rapport dit « sténographique », je me suis souvent demandé pourquoi le G.P.U. avait contraint Hrasche à accuser W. Hansen et deux autres danois de sabotage et d'espionnage ; ceux-ci n'avaient joué aucun rôle dans le procès et n'avaient été mentionnés qu'accessoirement dans les seuls témoignages de Hrasche. La question s'est éclaircie d'elle-même à la lecture des documents de W. Hansen : *le G.P.U. a craint les témoignages et les révélations possibles de ce témoin compétent et a ainsi tenté de le compromettre par avance*. Cependant je ne doute pas que sur ce point encore, le G.P.U. obtienne des résultats opposés à ceux qu'il espérait.

LE PROCÈS DES TROTSKYSTES DE DANTZIG (1)

(29 avril 1937)

Douze jours avant le procès à Moscou de prétendus « trotskystes » comme Piatakov, Radek et autres, les fascistes de Dantzig ont jugé de véritables trotskystes : le docteur Jakubowski (2) et neuf de ses camarades d'idées. Le grand procès de Moscou qui allait ébranler le monde entier a évidemment détourné l'attention publique du procès de Dantzig. La grande presse mondiale n'a pour ainsi dire rien dit de la répression de la Gestapo contre les révolutionnaires de Dantzig. Le procès de Dantzig mérite pourtant de l'attention, aussi bien en lui-même que parce qu'il éclaire — mieux, élucide — complètement le procès de Moscou.

Ce n'est que ces derniers jours que des amis m'ont fait parvenir le numéro du journal fasciste *Der Danziger Vorposten* du 9 décembre 1936, contenant le compte rendu du procès ainsi que les publications illégales de l'organisation dantzigoise des « trotskystes », à savoir leur journal *Spartakus* et quelques proclamations.

« Après des observations attentives et une préparation de la police politique, écrit *Der Danziger Vorposten* du 1^{er} décembre 1936, il a été possible, il y a quelques jours, de découvrir l'organisation communiste clandestine « Spartakus » et d'arrêter

(1) Article (T 4146), traduit en français pour *La Lutte ouvrière* du 27 août 1937. La traduction a été revue et est publiée avec la permission de la Houghton Library.

(2) Le Sénat de la « ville libre » de Dantzig était dominé par une majorité de nazis. Franz Jakubowski (1912-1970), étudiant en droit, avait rejoint le S.P.D. en 1930, était passé ensuite au K.P.D., puis au S.A.P. Emigré à Bâle après la victoire du nazisme, il avait été fortement influencé par le vétéran du K.P.D. et de l'Opposition de gauche allemande, Fritz Belleville (né en 1903). Il avait soutenu une thèse intitulée *Superstructures idéologiques et conception marxiste de l'Histoire*. Puis il était revenu à Dantzig où il avait milité dans le groupe « Spartakus » formé à l'origine d'ex-militants du K.P.D. et du S.A.P.

la plupart de ses membres. » On appréhenda environ 60 personnes. Les criminels essayaient, selon la police, de « faire de leur organisation le centre de ralliement de tous les ennemis de l'Etat. Ils ont mené un travail assidu, édité des tracts, perçu des cotisations, etc. ». « L'une des personnes qui dirigeaient l'organisation est même allée visiter Trotsky en Norvège cet été (3) (...) Avant l'arrestation de cette organisation clandestine, une importante correspondance fut échangée avec Trotsky — le plus vraisemblablement, par la poste polonaise. »

Ces premières lignes sonnent déjà des airs connus : l'organisation trotskyste comme « centre de ralliement de tous les ennemis de l'Etat » (fasciste, cette fois), le voyage d'un des dirigeants chez Trotsky qui rappelle le « vol » de Piatakov à Oslo, l'importante correspondance des accusés avec Trotsky, qui en reçoit des « instructions ». La ressemblance est telle qu'on dirait que l'acte d'accusation de Vychinsky, publié un mois et demi plus tard, a été élaboré selon le modèle dantzigois.

Sur soixante personnes arrêtées, dix seulement, de 23 à 57 ans, ont été mises à la disposition du tribunal. Ce que les nazis ont fait des autres, on ne le sait pas. On a désigné comme chef de l'organisation le docteur Jakubowski, ressortissant allemand. Tous les autres sont des citoyens dantzigois. « Le chef de la bande trotskyste », dit le compte rendu, donne un bref aperçu de son travail révolutionnaire. On emploie à Dantzig la même terminologie qu'à Moscou : l'organisation oppositionnelle n'est pas désignée autrement que comme une « bande » ; Jakubowski, qui a vingt-cinq ans, est devenu marxiste en 1930, communiste en 1932 et trotskyste en 1933. Jakubowski était l'ami intime d'un autre jeune marxiste, le Dr Siegfried Kissin (4), qui, selon l'acte d'accusation, était la personne qui visita Trotsky à Oslo.

Selon l'accusation, les trotskystes, dans leurs appels et leur journal, « ont piétiné dans la boue tout ce qui était allemand, et glorifiaient par contre l'Union soviétique ». Lors de l'arrestation du Dr Jakubowski, on trouva « non seulement du matériel imprimé, mais encore des dollars américains et des livres

(3) cf. n. 4.

(4) Siegfried Kissin (né en 1908), avocat en 1932, influencé par la lecture des travaux de Trotsky sur l'Allemagne, avait rejoint « le groupe Spartakus » en avril ou mai 1934. Emigré à Prague en 1935, il était revenu à Dantzig en 1936 à la faveur d'une amnistie, mais son groupe avait décidé de le faire émigrer à cause des dangers qu'il courait. Arrivé à Copenhague en juillet, il avait rendu visite à Trotsky le 1^{er} août et n'avait renoncé au projet de le servir comme secrétaire que parce qu'il n'était pas possible de le loger avec sa famille (sa jeune femme était enceinte).

anglaises ». Dans ce passage également, l'accusation de la Gestapo semble un modèle réduit des accusations du G.P.U. La différence ne réside qu'en ce que les « trotskystes » de Moscou piétinaient dans la boue tout ce qui était soviétique et adoraient le fascisme tandis que les Dantziqois font l'inverse. Tandis que Piatakov a reçu de maisons allemandes des marks, chez Jakubowski on a trouvé des dollars et des livres sterling.

Le *Vorposten* du 12 janvier reproduit une photographie prise pendant le réquisitoire du procureur qui ne s'appelle pas Vychinsky, mais Hoffmann. La salle, écrit le journal, était archicomble. On imputa aux accusés calomnie contre l'Etat, atteinte à l'ordre public, diffusion de fausses nouvelles, infraction aux lois sur la presse et enfin détention illégale d'armes. Si les trotskystes de Dantzig « glorifiaient la Russie soviétique », ils ont en tout cas fait une exception pour la justice stalinienne.

Ainsi, on reprocha particulièrement à Jakubowski d'avoir, dans un article, « comparé le procès spectaculaire de Moscou au procès des incendiaires du Reichstag ». Le procureur (Hoffmann, pas Vychinsky) s'indigne de cette « comparaison étrange ». Les interventions des accusés ne sont pas mentionnées : ils ne se sont pas repentis et n'ont pas chanté les louanges de Hitler, mais ont exposé leurs idées révolutionnaires.

Les dix accusés, parmi lesquels deux femmes, se sont vus infliger *treize ans de prison* : parmi eux, Jakubowski, pour lequel le procureur avait demandé cinq ans de travaux forcés, a eu trois ans et trois mois de prison. Il est dit entre autres dans le verdict : « L'union des trotskystes doit être considérée comme une organisation communiste ; il est vrai qu'il y a des différences entre les trotskystes et les autres communistes, mais celles-ci ne concernent pas la conception du monde, mais seulement des questions de tactique du parti ». » Dans son intervention finale, le président du tribunal a exprimé son regret que le principal coupable, le Dr Kissin, soit à Copenhague, et pas sur le banc des accusés. Mais évidemment le gouvernement dantziqois s'est sagement abstenu de réclamer l'extradition de Kissin.

Les éditions du « Spartakusbund » (Ligue Spartakus) présentent un grand intérêt puisqu'elles tracent complètement la physionomie politique de l'organisation. La Gestapo affirmait que les comploteurs s'étaient servi « de la poste polonaise » pour envoyer des matériaux dans lesquels « tout ce qui était allemand » était insulté. Or, l'appel au sujet des événements d'Espagne commence par cette phrase : « Les gouvernements fascistes allemand et polonais ont hypocritement proclamé leur

neutralité dans la guerre civile d'Espagne. En réalité ils expédient en permanence des armes aux fascistes espagnols. »

Le tract qui appelle les ouvriers du port à empêcher de toutes leurs forces l'envoi ultérieur d'armes est signé : « Internationale Kommunisten Deutschlands. Groupe de Dantzig (trotskystes). » Ainsi la Ligue Spartakus se considère comme faisant partie de l'organisation panallemande des trotskystes, celle même qui, selon Vychinsky, s'est alliée à la Gestapo en 1932 : l'alliance des trotskystes avec la Gestapo a précédé, comme on sait, la création de cette Gestapo elle-même !

La proclamation consacrée à l'effondrement des vieux partis ouvriers dit : « Par leur politique, ils ont eux-mêmes préparé leur sort. Tant qu'ils l'ont pu, ils ont suscité des illusions dans les rangs de leurs partisans et les ont ainsi tenu à l'écart de la lutte contre les nazis. » Les dirigeants de la Ligue Spartakus, eux, ne sèment pas d'illusions : « Nous savons, écrivent-ils, que le fascisme n'est pas facile à liquider, qu'il faudra un travail illégal difficile et dangereux, long et opiniâtre, pour préparer son renversement (...) Aidez-nous à construire le nouveau parti communiste qui donnera au prolétariat une direction révolutionnaire. Aidez-nous à construire la IV^e Internationale qui mènera à la victoire la révolution mondiale ! »

Les fascistes de Dantzig ont lancé le mot d'ordre : « Dantzig doit devenir une forteresse antibolchevique dans l'Est allemand. » Selon Vychinsky, les trotskystes devraient constituer une partie de la garnison de cette forteresse. Mais ceux-ci ne veulent absolument pas entrer dans ce schéma : « Pas de collaboration avec la bourgeoisie, écrivent-ils dans leur journal, mais le renversement du fascisme par l'arme du prolétariat, voilà la tâche des antifascistes de Dantzig. L'organisation des ouvriers dans les entreprises, aux bureaux de pointage des chômeurs, sur les lieux du Service obligatoire du travail, pour résister et lutter activement contre le national-socialisme, voilà le seul moyen de renverser le fascisme. »

Quelle est l'attitude des trotskystes dantzigois vis-à-vis de la défense de l'U.R.S.S. ? « Hitler se propose comme le super Wrangel (5), écrit l'organe de la Ligue Spartakus, pour la guerre

(5) Piotr N. *Wrangel* (1878-1928), baron et général de l'armée du tsar, avait rejoint en 1918 les forces « blanches » de Kalédine, puis servi sous Denikine. En novembre 1919, il commandait l'armée blanche du sud qui recevait une aide importante du gouvernement français. Il avait été battu par l'Armée rouge en 1920 et s'était réfugié à l'étranger. Trotsky avait déjà qualifié Hitler de « super-Wrangel », c'est-à-dire d'instrument de l'impérialisme mondial contre l'U.R.S.S.

sainte impérialiste contre l'Union soviétique (...) Staline et sa bureaucratie représentent le principal danger pour l'existence du pouvoir soviétique. » En politique intérieure, ils ont remplacé la domination du prolétariat par celle de la bourgeoisie, en politique extérieure, ils préfèrent l'union avec les bourgeoisies au soutien du prolétariat. Mais ils n'ont pas encore réussi à liquider les principales conquêtes sociales de la révolution d'Octobre ; la propriété privée des moyens de production est encore abolie en U.R.S.S. *La défense de la Russie soviétique reste donc le devoir absolu du prolétariat.* N'oublions pas que cela a été écrit sur le territoire de Hitler !

En août 1936, quelques jours avant le procès Zinoviev-Kamenev, le groupe stalinien de Dantzig s'adressa à la Ligue Spartakus pour lui proposer un front unique. Mais à peine les pourparlers avaient-ils commencé que le procès de Moscou éclata. Le lendemain, les staliniens de Dantzig écrivaient : « La liaison avec la Gestapo ne nous étonne pas : étant donné que la filiale trotskyste de Dantzig est depuis longtemps le centre d'espionnage et de provocation de la Gestapo de Dantzig. » A une petite échelle, nous sommes ici en présence d'un modèle de la perversion introduite par le G.P.U. dans les rangs de la classe ouvrière du monde entier. « Si nous étions alliés à la Gestapo, répondirent avec mépris les trotskystes de Dantzig, vous seriez depuis longtemps emprisonnés, puisque vous menez avec nous des pourparlers. » En fait, ce furent bientôt les membres de la Ligue Spartakus qui se virent emprisonnés !

Les traits de ressemblance entre le procès de Dantzig et celui de Moscou ne doivent cependant pas nous faire fermer les yeux sur leur différence fondamentale : l'accusation de Dantzig est au fond justifiée, celle de Moscou est mensongère d'un bout à l'autre. A Dantzig, on a présenté des preuves matérielles indiscutables, saisies lors des arrestations. Aucune organisation révolutionnaire ne peut vivre ni agir sans programme et sans presse. Avec leur modeste ronéo, les trotskystes de Dantzig ont maintenu la liaison entre eux-mêmes et les masses. Ils n'ont renoncé face au tribunal ni à leurs idées ni à leurs publications. Ils ont affirmé leur solidarité avec moi dans leur presse comme face au tribunal. Il n'est question dans le compte rendu d'aucun « repentir ». Sur le banc des accusés à Dantzig se trouvaient mes véritables camarades d'idées, et non pas des ennemis qui, sur ordre de la police, portent un masque d' « amis ».

Il a été question au procès du voyage de Kissin à Oslo. Nous avons évoqué à ce sujet le « vol » de Piatakov. Mais le fait est

que Kissin m'a réellement rendu visite en juillet 1936, alors qu'il se rendait de Dantzig au Danemark (6). La presse norvégienne a parlé en son temps de cette visite ; *les conditions de ma vie excluent la possibilité de visites clandestines*.

C'est cependant une invention que l'affirmation selon laquelle j'aurais envoyé des « instructions » à Dantzig : je n'ai appris l'existence du groupe de Dantzig, par Kissin, que quelques jours avant mon internement, et n'ai conduit avec lui aucune correspondance. Mais cela ne change rien au fond de l'affaire. Nous étions liés par une étroite solidarité d'idées. Comme le prouvent les publications de la Ligue Spartakus, ces jeunes dirigeants ne s'orientaient pas mal dans les questions politiques — même sans mes « instructions ».

Le procureur fasciste n'a pas accusé les trotskystes de Dantzig de terrorisme, de sabotage et d'espionnage, et n'a pas exigé leurs têtes. Cela s'explique par le fait que le régime totalitaire est encore jeune à Dantzig et que l'opinion publique du parti gouvernemental lui-même n'est pas préparée à de telles choses. Staline apparaît maintenant comme l'éducateur du fascisme. Le G.P.U. donne des leçons à la Gestapo. Quand la situation de Hitler deviendra plus difficile encore, les Vychinsky allemands couperont la tête aux ouvriers révolutionnaires en les accusant de terrorisme, de sabotage et d'espionnage. La graine des machinations de Moscou, on ne peut en douter, ne tombera pas sur des pierres. Mais la graine semée par la Ligue Spartakus, elle aussi, donnera un jour ses fleurs révolutionnaires.

(6) La presse du rassemblement national (nazi) de Quisling avait mené grand tapage autour de la visite de Trotsky de celui qu'elle qualifiait d'« agitateur étranger ».

[RECOMMANDATIONS] (1)

(29 avril 1937)

Cher Ami,

1. Le retard concernant le contrat avec Grasset provient de ce que j'ai dû refuser l'édition américaine de mon livre, à cause de la parution prochaine des procès-verbaux de la commission d'enquête : une partie importante du livre est constituée par mon « discours final » (2), qui sera intégré à ces procès-verbaux (3). Puis j'ai pensé que l'édition américaine des procès-verbaux ne devait pas gêner l'édition française du livre et je t'ai envoyé un télégramme en ce sens.

2. Il y a deux jours, nous t'avons envoyé le manuscrit du « discours final » qui devra constituer la dernière partie du livre *Les Crimes de Staline*. J'ai fait entrer dans le « discours final » quelques chapitres de la première partie, après quelques modifications importantes. Victor Serge devra encore vérifier la traduction pour donner son accord sur le texte définitif.

Il y aura quelques chapitres supplémentaires à placer entre la première partie, que je t'ai envoyée il y a longtemps, et le « discours final ». Ils sont déjà faits mais ont besoin d'être revus. J'espère pouvoir tout envoyer d'ici à deux semaines. Grasset aura-t-il le temps de faire paraître le livre avant les vacances ? Ce serait très bien, mais il y a peu d'espoir.

La question de l'édition anglaise doit être résolue dans les prochains jours. Ainsi que je l'ai indiqué, j'ai dû refuser l'édition

(1) Lettre à L. Sedov (7539), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

(2) Il s'agit du livre *Les Crimes de Staline*, et ce texte est reproduit ici pp. 140-263.

(3) Les procès-verbaux allaient paraître sous le titre *The Case of Leon Trotsky* (L'Affaire Léon Trotsky) — l'une des conséquences étant la non-parution d'une édition américaine des *Crimes de Staline*.

américaine à cause de la sortie des procès-verbaux. Je n'ai donc pas signé mon contrat avec l'éditeur. Il n'y a donc aucun engagement sur l'édition anglaise qui pourrait être proposée à Faber (il me semble que c'est ainsi qu'il s'appelle). Pour l'instant, j'attends de savoir si la commission va décider de publier le rapport sténographique en Angleterre ; si elle ne le fait pas, tu pourras proposer le livre à Faber. Tu recevras certainement un télégramme de ma part à ce sujet avant cette lettre.

La traduction anglaise est déjà faite (sauf les chapitres pas terminés, évidemment) et te sera envoyée ces jours-ci.

3. L'édition anglaise de *La Révolution trahie* est-elle enfin sortie ? Je n'en ai pas reçu un seul exemplaire. Comme il y a eu un grand retard dans la sortie de ce livre, je crains que Faber ne puisse ni ne veuille publier un nouveau livre. S'il refuse, préviens-moi par télégramme, car je préfère que les discussions avec les éditeurs anglais soient menées par l'intermédiaire de New York.

4. Laisse l'avance de Grasset à la banque en France.

5. Prends mille francs sur cette avance et donne-les à Parijanine.

6. Je t'adresse ci-joint l'article sur le procès de Dantzig, qui sera intégré aux *Crimes de Staline* (4).

(4) Cf. pp. 301-306. Mais ce texte ne sera finalement pas intégré au volume qui paraîtra chez Grasset.

ANNEXES

PRINCIPAUX OUVRAGES ET ARTICLES CITÉS OU CONSULTÉS POUR CE VOLUME.

- AARON, Daniel. — *Writers on the Left*. — New York, Oxford U.P. (2^e éd.) 1977. — 460 p.
- ABOSCH, Heinz. — *Trotsky-Chronik. Daten zu Leben und Werk* (Zusammengestellt von). — Munich, Carl Hanser Verlag, 1963. — 156 p.
- ALEXANDER, Robert. — *Trotskyism in Latin America*. — Stanford, Hoover I.P., 1973. — 304 p.
- ALLES, Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trozksisten ab 1930*. — Thèse, Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- ANTONOV-OVSEYENKO, Anton. — *The Time of Stalin. Portrait of a Tyranny*. — New York, Harper & Row, 1981. — 376 p.
- BROCKWAY, Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty Years of platforms, press, prison and Parliament*. — London, Allen & Unwin, 1942. — 352 p.
- BROUË, Pierre. — *Le Parti Bolchevique, Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* — Paris, Minuit, 1963. — 608 p.
— *Les Procès de Moscou*. — Paris, Julliard « archives », 1962. — 302 p.
— *La Révolution espagnole 1931-1939*. — Paris, Flammarion « Questions d'histoire », 1973. — 190 p.
— « Quelles proches collaborateurs de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 1, 1970. — 24 p.
— « Trotsky et le Bloc des oppositions en 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, 1980. — 32 p.
— « Les Trotskystes en Union soviétique (1929-1938) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1980, 60 p.
— *L'Assassinat de Trotsky*. — Bruxelles, Complexe (Mémoire du siècle), 1980 — 192 p.
- BROUË, Pierre et TÈMIME, Emile. — *La Révolution et la Guerre d'Espagne*. Paris, Minuit, 1961. — 542 p.
- CANNON, James Patrick. — *History of American Trotskyism. Reports of a participant*. — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.
- CILIGA, Ante. — *Dix Ans au pays du mensonge déconcertant*. — Paris, Champ Libre, 1977. — 564 p.
- CORVISIERI, Silvio. — *Trotsky e il comunismo italiano*. — Roma, Samona e Savelli, 1969. — 360 p.

LÉON TROTSKY, ŒUVRES, MARS-AVRIL 1937

- CRAIPEAU, Yvan. — *Le Mouvement trotskyste en France*. — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DE BEULE, Nadya. — *Het belgisch Trotskisme. De Geschiedenis van een groep oppositionnelle Kommunisten 1925-1940*. Jan Dhondt-Sichting (Masereelfonds), 1980. — 276 p.
- DENIS, Serge. — *Le mouvement ouvrier américain et l'action politique 1929-1938*. — 3 vol. Thèse Université de Grenoble, 1981. — 1267 p.
- DEUTSCHER, Isaac. — *Trotsky, t. 3, Le Prophète hors la loi (L'Exil)*. — Paris, Julliard (Temps modernes) 1965. — 704 p.
- DOWSE, Robert. — *Left in the Centre. The Independent Labour Party 1893-1940*. — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER, Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik*. — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS, Michel. — *Bureau de Londres ou IV^e Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*, Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris-X, 1978. — 418 p.
- FATHEREE, Ben H. — *Trotskyism in Spain (1931-1937)*. — Thèse Ph. D. Ann Arbor, 1978. — 258 p.
- FRANK, Pierre. — *Histoire de la IIF Internationale*. — 2 vol. Paris, La Brèche, 1981. — p.
- GUÉRIN, Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant*. — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT, Jean van. — *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky*. — Paris, Maurice Nadeau, Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT, Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme*. — Paris, Presses de la F.N.S.P., 1977. — 296 p.
- KASTRITIS, Kostas. — *Istoria tou Mpolebikismou trotskismou stèn Ellada* — s.l., s.d., Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias ». — 160 p.
- KELLER, Fritz — *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.O. Troztkisten und andere Gruppen 1919-1945*. — Wien, Europa Verlag, 1978. — 306 p.
- LAZITCH, Branko (avec la collaboration de Milorad Drachkovitch). — *Biographical Dictionary of the Comintern*. — Stanford, Hoover I.P., 1973. — 458 p.
- MEDVEDEV, Roy. — *Let History Judge*. — London, Macmillan, 1972. — 566 p.
- MENDL, Herschl (Stockfisch). — *Zichrones fun a yidischen revolutzioner*. — Tel Aviv, 1959. —
- MYERS, Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskyists in America*. — Westport (Conn), Greenwood Press, 1977. — 282 p.
- PERTHUS, Max (P.P. van't Hart). — *Henk Sneevliet. Revolutionair-Socialist in Europa en Azië*. — Nimègue, Sun, 1976. — 512 p.
- POOLE, Thomas R. — « Counter-Trial » : *Leon Trotsky on the Soviet*

LÉON TROTSKY, ŒUVRES, MARS-AVRIL 1937

- purge trial*. — Thèse Université du Massachusetts, 1974, 2 vol. Ann Arbor. — 714 p.
- PRAGER, Rodolphe (édité par) — *Les Congrès de la quatrième Internationale*, vol 1, *Naissance de la IV^e Internationale (1930-1940)*. — Paris, La Brèche, 1978. — 448 p.
- PREIS, Art. — *Twenty Years of the C.I.O. — Labor's Giant Step*. — New York, Pathfinder, 1972. — 538 p.
- RABAUT, Jean. — *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929-1944)*. — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 216 p.
- RETZLAW, Karl. — *Spartakus. Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters*. — Frankfurt/Main, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- REVOL, René. — « Procès de Moscou en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979, 18 p.
- ROCHE, Gérard. — « Défense et contre-enquête en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 47 p.
- ROGER, Michel. — *Histoire de la Fraction de gauche italienne en émigration (1925-1940)*, Thèse 3^e cycle E.H.S.S., 1981. — 421 p.
- ROSENTHAL, Gérard. — *Avocat de Trotsky*. — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE, Victor. — *Vie et Mort de Léon Trotsky*, vol. 2. — Paris, Maspero, 1973. — 150 p.
- SERGE, Victor et TROTSKY, Léon. — *La Lutte contre le Stalinisme*, textes de 1936-1939 présentés par Michel Dreyfus. — Paris, Maspero, 1977. — 272 p.
- SERGE, Victor. — *Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941*. — Paris, Seuil, 1978. — 444 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*. — Stanford, Hoover I.P., 1972. — 1092 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*, abridged, amended and supplemented by L.S. — L. Sinclair, 1978. — 724 p.
- STINAS A. — *Anamnis. (Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste)*. 2 vol., 1977 & 1978. — 256 & 268 p.
- STOBNICER, Maurice. — *Le Mouvement trotskyste allemand sous la république de Weimar*. — Université de Paris VIII. 1980 — 357 p.
- THALMANN, Clara & Paul. — *Revolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes. Moskau/Madrid/Paris*. — Hamburg, Association Verlag 2^e ed. 1977. — 398 p.
- TICHELMAN, Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie*. — Amsterdam, van Gennep, 1974. — 136 p.
- TJADEN, Karl Hermann. — *Struktur und Funktion der « K.P.D.-Opposition », (K.P.O.). Eine Organisations soziologische Untersuchung zur « Rechts »-Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik*. — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY, Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*.

LÉON TROTSKY, ŒUVRES, MARS-AVRIL 1937

- Textes présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p.
- *La Révolution espagnole 1930-1940* (textes présentés et annotés par Pierre Broué). — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p.
- *Writings (1936-37)* (édité par Naomi Allen et George Breitman). — New York, Pathfinder, 1978. — 572 p.
- *Writings. Supplement (1934-40)* (édité par George Breitman). — New York, Pathfinder, 1979. — 982 p.
- Leon Trotsky on China (édité par Les Evans et Russell Block). — New York, Pathfinder, 1974. — 688 p.
- USTVEDT, Yngvar. — *Verdensrevolusjonen på Hønefoss. En Beretning om Leo Trotskij's opphold i Norge.* — Oslo, Gyldendal, Norsk Fordag, 1974. — 248 p.
- VENKATARAMANI, M.S. — « Leon Trotsky's Adventure in American Radical Politics 1935-7 », *International Review of Social. History* n° 1, 1964, Amsterdam. — 46 p.
- VEREKEN, Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste.* — Paris, La Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VOGELSANGER, David. - *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942)*, Université Zürich, 1979. — 190 p.
- WALD, Alan. — *James T. Farrell. The Revolutionary Socialist Years.* — New York, New York U.P., 1978. — 190 p.
- « La Commission Dewey : quarante ans après », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979, 18 p.
- « Revolutionary Intellectuals ; *Partisan Review* in the 1930s », *Occident* (Berkeley) 1974, 14 p.
- « Herbert Solow : Portrait of a New York intellectual » *Prospects* n° 3, 1977, 23 p.
- WEBER, Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus.* — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 466 & 228 p.
- ZEILER, Fred. — *Trois points, c'est tout.* — Paris, Laffont, 1976. — 316 p.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- Aftenposten*, 244.
American Mercury, 11.
Arbeiderbladet, 79, 244, 245, 246.
- Batalla (La)*, 117, 284, 285, 286.
Berliner Tageblatt, 214.
Biulleten Opposisii, 34, 78, 95, 123, 155, 164, 167, 174, 179, 182, 183, 187, 191, 208, 209, 210, 211, 212, 214, 215, 218, 250, 251, 252, 261.
Boletín Interior del P.O.U.M., 289.
- Clarté*, 94.
Combat Marxiste (Le), 122.
Crapouillot (Le), 266, 267.
4^e Internationale (La), 59.
- Dagbladet*, 246.
Dagens Nyheter, 130, 131, 132.
Daily Worker, 78, 102, 151.
Danziger Vorposten (Der), 301, 303.
- Echo de Paris (L')*, 125, 230.
Evening Post, 38.
- Humanité (L')*, 41, 43, 44, 70, 72, 133, 151, 230.
- Information Bulletin*, 112.
Internationale (L'), 121.
Iskra, 113, 152, 170.
Izvestija, 27, 43, 96, 130, 132, 211, 229, 236.
- Jewish Daily Forward*, 295, 297.
Journal (Le), 230.
- Kampf (Der)*, 173.
Komsomolskaia Pravda, 255.
- Labor Action*, 53.
Liberté (La), 230.
Lutte des Classes (La), 94.
Lutte Ouvrière (La) (Belgique), 116, 290.
Lutte Ouvrière (La) (France), 72, 282, 301.
- Manchester Guardian*, 96.
Martello (Il), 165.
Masses (The), 35.
Matin (Le), 230.
Monde, 122.
Mot Dag, 27, 68.
- Nache Delo*, 152.
Nache Slovo, 113.
Nacional (El), 49, 291.
Nation (The), 24, 30, 32, 33, 56, 88, 103, 104, 105, 136.
New Freeman (The), 87.
New Masses, 79, 102, 131, 151.
New Republic, 88, 104.
New York Times, 33, 35, 70, 142, 185, 229, 231, 233.
Nouvelle Revue Française, 74.
Ordine Nuovo (L'), 122.
Organizer (The), 29.
- Populaire (Le)*, 122, 263.
Pravda, 21, 45, 86, 153, 158, 205, 214, 215.
- République (La)*, 142.
Révolution Espagnole (La), *Spanish Revolution*, *Die Spanische Revolution*, 116.
Rote Fahne (Die), 233.

Social-Demokraten, 78, 201, 202.
Socialist Appeal, 54, 267.
Soviet Russia Today, 78.
Spartakus, 301.

Temps (Le), 72, 186.
Tidens Tegn, 246.

Truth, 20.

Universal (El), 82.

Vérité (La), 39, 69, 94, 95.
Vie Ouvrière (La), 69, 70, 157.
Za Industrialisasiju, 130.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Cet index renvoie aux noms de personnes citées, mais pas aux noms des historiens non contemporains de Trotsky ou aux personnages de romans ou pièces de théâtre. Les numéros en *italique* renvoient à l'appareil critique, chronologie, introduction et notes, les autres aux textes de Trotsky. Les numéros suivis d'un astérisque renvoient aux pages où sont données des indications biographiques. Nous avons délibérément renoncé à renvoyer de façon systématique soit au nom soit au pseudonyme, renvoyant seulement à celui des deux qui est le plus utilisé dans ce volume. Enfin nous avons renvoyé à des personnes qui ne sont pas nommées, mais identifiables (p. ex. « mon fils » pour L. Sedov, « ma femme » pour Sedova, etc.)

- ADAMIC, Louis, 103.
ADLER, Friedrich, 142*, 166, 173, 174, 263.
ALLEN, Devere, 56, 57.
ALSKY, Arkadi O., 209*.
ALTMAN, Jack, 54.
ANDERSEN NEXØ, Martin, 247*.
ANDRADE Rodríguez, Juan, 113*, 289, 290.
ARNOLD, Valentin V., 184, 194.
AZAÑA y Díaz, Manuel, 116*, 282, 286.
AZEY, Evno, 172*.
- BAKAIEV, Ivan P., 177*.
BARRUÉ, 61.
BARTHOU, Louis, 263.
BAUER, Otto, 46*-48, 57, 142, 282.
BEALS, Carleton, 20, 267*, 268, 271-273, 276, 277.
BEARD, Charles Austin, 88, 145*, 147.
BEAUSSIER, Jean, 233.
BEAVERBROOK, William, 209.
BECKER, Carl, 145.
BELIN, René, 69.
- BELLEVILLE, Fritz, 301*.
BERG Lars, 28.
BERMAN-IOURINE, Konon, 163*, 168, 175, 176, 181, 194, 198-201.
BISSENIKS, Georg, 163*, 168, 175, 176, 181, 194, 198-201.
BLASCO (Pietro Tresso, dit), 122*, 233.
BLUM, Léon, 49*, 50, 54, 195, 263, 266.
BLUMKINE, Iakov G., 211*, 212, 215, 219.
BOGOUSLAVSKY, Mikhail S., 187*, 188.
BONNOT, Jules, 41*.
BORDIGA, Amadeo, 112*, 122.
BOUKHARINE, Nikolaï I., 19, 20, 122*.
BOUKHARTSEV, Dimitri F., 132*, 236, 237, 240-243.
BRANDLER, Heinrich, 115*, 122, 205.
BRANTING, Georg, 46*, 48, 57.
BRANTING, Hjalmar, 46.
BROCKWAY, Archibald Fenner, 24, 45*, 48, 52-59, 105.
BROWDER, Earl R., 136*, 137.

BURNHAM, James, 280.
 BURT, Roy E., 85.

CACHIN, Marcel, 43*.
 CAILLAUX, Joseph, 142*.
 CALAS, Jean, 88*.
 CALDWELL, Erskine, 31.
 CALLIGARIS, Luigi, 76, 77*.
 CANFIELD, Cass, 11, 38*, 281.
 CANNON, James P., 24, 29, 53*, 54,
 91, 102, 119, 135, 277.
 CÁRDENAS, Lázaro, 36*, 49.
 CARILLON, Yvonne, 11, 111.
 CASADO López, Sigismundo, 286.
 CAVAIGNAC, Louis, 286*.
 CHABRUN, César, 267*.
 CHABRUN, Marthe, 266, 267*.
 CHAMBERS, Whittaker, 31.
 CHAITEMPS, Camille, 229*.
 CHESTOV, Aleksei A., 184*, 187, 188.
 CHURCHILL, Winston, 284.
 CILIGA, Ante, 76.
 CLEMENCEAU, Georges, 253*-255.
 COLLARD, Dudley, 148*.
 COLLETT-VOGT, Nils, 28.
 COMPANYS y Jover, Luis, 116, 117*,
 290.
 COT, Pierre, 263.
 COURDAVAULT, René, 233.
 CRAIPEAU, Yvan, 121*, 233.

DALADIER, Edouard, 229, 230*, 231.
 DAUGE, Walter, 108*.
 DAVID, Fritz (Ilya Krugliansky, dit),
 163*, 168, 175, 176, 194, 198-201.
 DEBS, Eugene V., 157, 158.
 DEDIĆ, Mustafa, 76.
 DEGRELLE, Léon, 20, 25.
 DE KADT, Jacques, 128*, 129, 233.
 DELÉPINE, Maurice, 266*.
 DENIKINE, Anton I., 304.
 DE SILVER, Albert, 120.
 DE SILVER, Margaret, 120*.
 DEWEY, John, 20, 23, 56*, 88, 89,
 104, 105, 110, 135, 137, 265, 267-
 269, 273, 279, 281.
 DÍAZ, Porfirio, 262*.
 DINGELSTEDT, Fedor N., 208*, 210.
 DOSTOIEVSKY, Fedro M., 42.
 DRAGIĆ, S., 76.
 DREITSER, Efim A., 175*, 180, 181.
 DREYFUS, Alfred, 88.
 DUCLOS, Jacques, 43*.

DURANT, Kenneth, 103*.
 DURANTY, Walter, 35*, 36, 159, 185,
 247.
 EASTMAN, Max, 133.
 EBERT, Friedrich, 282*.
 EJOV, Nikolaï I., 19, 99*, 148, 163,
 232, 248.
 ENGELS, Friedrich, 47.
 EVDOKIMOV, Grigori E., 179*.

FARREIL, James T., 20, 268.
 FERRER Guardia, Francisco, 140*.
 FIELD, B. J. (Max Gould, dit), 19,
 94*, 139.
 FIFID, Esther, (Esther Gould, dite),
 19.
 FINERTY, John F., 267*, 272.
 FISCHER, Oskar (Otto Schüssler, dit),
 21.
 FISCHER, Ruth (Elfriede Eisler, dite),
 19.
 FRANCO y Bahamonde, Francisco, 21,
 117, 282*.
 FRANK, Waldo David, 29*, 135-138,
 258.
 FRANKEL, Jan, 25, 94*, 233, 268, 272.

GAGGI, Otello, 76*.
 GALLIFFET, Gaston de, 286*.
 GALTIER-BOISSIÈRE, Jean, 266, 267.
 GANDHI, Mohandas, 252*.
 GHEZZI, Francisco, 76*.
 GIDE, André, 49*, 50, 70.
 GLOTZER, Albert M., 269*.
 GOLDMAN, Albert, 54, 267*, 272,
 275, 277, 299.
 GORKIN, Julián (Julián García
 Gómez, dit), 113*, 289, 290.
 GOURBIL, 233.
 GRAMSCI, Antonio, 122.
 GRASSET, Bernard, 110, 275, 307,
 308.
 GUERNUT, Henri, 229*.
 GUERTIK, Artem M., 76*.
 GULLIKSEN, 245.
 GUMPERZ, Julian, 233*.

HAEBERLING, A., 76.
 HALLGREN, Mauritz, 103.
 HAMSUN, Knut, 130*, 131.
 HEARST, William Randolph, 130*,
 131.
 HEIJENOORT, Jean van (dit Van), 25,

- 40, 72*, 116, 229, 231, 233, 268, 272.
- HEISLER, Francis, 85*.
- HELD, Walter (Heinz Epe, dit), 27*, 65, 67, 108, 245, 275.
- HENNAUT, Adhémar, 19.
- HERRIOT, Edouard, 263.
- HESS, Rudolf, 257*.
- HIDAIGO, Antonio, 82.
- HISS, Alger, 31.
- HITLER, Adolf, 100, 135, 138, 144, 150, 156-158, 161, 170, 192, 193, 197, 230, 250, 257, 266, 276, 296, 306.
- HOAN, Daniel, 279*, 280.
- HOEL, Sigurd, 28.
- HOFFMANN, 303.
- HOLZMAN, Eduard S., 62*, 78-81, 163, 168, 198-203, 250, 251, 270.
- HRASCHE, Ivan I., 299, 300.
- IAGODA, Henrikh G., 20, 163, 248, 265*, 266.
- ISAACS, Harold R., 29*, 32, 275.
- ISRAEL, Edward L., 136*, 266.
- JAKUBOWSKI Franz, 301*.
- JDANOV, Andréi A., 180*, 181.
- JOHRE, S. L. (Josef Weber, dit), 21.
- JOUHAUX, Léon, 263*.
- JUNGCLAS, Georg, 79*.
- KAFKA, Franz, 94.
- KAGANOVITCH, Lazar M., 180*, 181-186.
- KAHLO DE RIVERA, Frida, 268.
- KALEDINE, Aleksei M., 304.
- KALININE, Mikhail I., 182, 206.
- KAMENEV (Lev B. Rosenfeld, dit), 70, 78, 96*, 97, 123, 140, 147, 164-167, 176-179, 193, 201, 206, 207, 212, 215, 222, 226, 263, 265, 270, 305.
- KARSNER, Rose, 11, 55*, 119.
- KERENSKY, Aleksandr F., 158*, 282.
- KÉRILLIS, Henri de, 125*.
- KHARETCHKO, Tarass I., 209*.
- KHARINE, Salomon, 210.
- KIRCHWEY, Freda, 24, 30*, 32, 33, 103.
- KIROV (Sergei M. Kostrikov dit), 77*, 161, 163, 164, 167, 172-177, 180-184, 215, 227, 228, 263.
- KISSIN, Siegfried, 302*, 303, 305, 306.
- KLEMENT, Rudolf, 229*.
- KLUCKHOHN, Frank L., 33*, 70, 273.
- KLUGER, Pearl, 268.
- KNUDSEN, Bogнар, 131.
- KNUDSEN, Konrad, 67*, 131, 234, 244-247.
- KOSSIOR, Stanislav V., 180*, 182.
- KOSSIOR, Vassili V., 211.
- KOUIBYTCHEV, Valentin V., 123*.
- KOUKLINE, Aleksandr S., 76*.
- KOUZMINE, Nikolai I., 255*.
- KROG, Helge, 27*, 28, 67.
- KRUTCH, Joseph Wood, 32*.
- LAFOIETTE, Suzanne, 87*, 91, 106, 137, 138, 265, 267, 268, 281.
- LAMONT, Corliss, 56*, 102.
- LANIS, Véra, 232*.
- LARGO CABALLERO, Francisco, 73*, 283-286, 289.
- LASTÉRADE DE CHAVIGNY, Jean (dit Laste), 121*, 122, 231, 233.
- LAURAT, Lucien (Otton Maschl, dit), 122*.
- LAVAL, Pierre, 263.
- LEE, Janet dite Jennie, 129.
- LEGAY, Kléber, 68*.
- LÉNINE, (Vladimir I. Oulianov dit), 42, 43, 47, 73, 134, 152, 153, 154, 157, 158, 171, 192, 205, 214, 250, 255, 260, 270, 272, 289.
- LENOROVIĆ, Hyněk, 94.
- LEONETTI, Alfonso, 182, 233.
- LEPRINCE, Raymond, 122, 231, 232.
- LESOIL, Léon, 233.
- LHULLIER, René, 233.
- LIE, Trygve, 61*, 67.
- LIEBER, Maxim, 31*, 127.
- LIEBKNECHT, Karl, 137, 153, 157*, 174, 276, 283.
- LITVINOV (Maxim Wallach, dit), 263.
- LOGUINOV, Vladimir F, 184.
- LOMBARDO TOLEDANO, Vicente, 70*, 273.
- LONGUET, Jean, 42*, 43.
- LORIOT, Fernand, 157*.
- LUDENDORFF, Erich von, 191*.
- LUXEMBURG, Rosa, 153, 157*, 206, 283.
- MACCARTHY, Mary, 103*.
- MADAULE, Jacques, 267*.

- MALRAUX, André, 25, 49*, 50, 71, 74-77, 88, 104, 115, 233.
- MARTINET, Marcel, 70*.
- MARTOV (Iouli O. Cederbaum, dit), 113*, 117, 171.
- MARX, Karl, 42, 47, 289.
- MASLOW, Arkadi (Isaac Tchere-mensky, dit), 19, 133.
- MATHÉ, Jean, 267*.
- MATTEOTTI, Giacomo, 266.
- MAULE, Henry E., 11, 31*.
- MAURÍN, Joaquín, 113.
- MAXTON, James, 129*.
- MCDONALD, John, 25, 268.
- MEDVED, Filip D., 163*, 164, 177.
- MEICHLER, Jean, 233.
- MEJLAOUK, Valentin I., 20, 185*, 186.
- MERINI, 76.
- MEYER, Håkon, 67*.
- MIAJA MENANT, José, 286.
- MIASNIKOV, Gavril I., 19.
- MIKADO (Hiro Hito, dit le), 135, 158, 161, 170, 192, 193, 197, 216, 266, 276.
- MILJUKOV, Pavel N., 158*.
- MINK, George, 20.
- MODIGLIANI, Giuseppe Emmanuele, 266*.
- MOLINIER, Henri, 11, 39*, 50, 230, 231, 233.
- MOLINIER, Raymond, 39*, 69, 95, 120, 122, 230, 232, 233.
- MOLOTOV (Viatcheslav V. Skriabine, dit), 180*, 184.
- MONATTE, Pierre, 157*.
- MOONEY, Tom, 140, 141*, 267.
- MORROW, Felix, 29, 277*.
- MOURALOV, Nikolai I., 23, 184*, 187, 188, 226, 257.
- MRATCHKOVSKY, Sergei V., 177*, 181, 183, 184, 222, 257.
- MÜHSAM, Erich, 76*.
- MÜHSAM, Zenl, 76.
- MUSSOLINI, Benito, 296.
- MUSTE, Abraham J., 112*, 113.
- NAVILLE, Denise, 108*.
- NAVILLE, Pierre, 40, 94*, 107, 120, 233, 275.
- NELZ, Walter, 108*, 233.
- NIKOLAIEV, Leonid P., 164, 166, 174*, 177, 277.
- NIN Pérez, Andrés, 25, 73*, 113, 114, 116, 117, 284-290.
- NOVACK, George, 11, 24, 29*, 52, 55, 56, 59, 102, 144, 268, 277.
- O'BRIEN, Howard V., 35.
- OEHLER, Hugo (Edward Oler, dit), 19.
- O'FLAHERTY, Liam, 247*.
- OKOUDJAVA, Mikhail N., 211.
- OLBERG, Valentin P., 163*, 193, 194, 198, 199, 250.
- ORDJONIKIDZÉ, Grigori K., 180*, 181, 185, 186.
- OSSIETZKY, Carl von, 157*.
- ØVERLAND, Arnulf, 28, 67*, 68.
- PARIJANINE (Maurice Donzel, dit), 94*, 229, 233, 308.
- PATON, John, 129, 233.
- PFEMFERT, Franz, 199*.
- PIATAKOV, Mouri G., 23, 30, 61*, 62, 96, 97, 123, 125, 130-132, 140, 158, 163-168, 177, 183-185, 189, 193, 206-208, 214, 216, 222, 226, 234-252, 257, 270, 301, 305.
- PITT, William, 169*.
- PIVERT, Marceau, 20.
- PLANQUE, 69.
- PLÉKHANOV, Giorgi V., 152*, 171.
- POKROVSKY, Mikhail N., 20.
- PORTER, Paul, 54.
- POSTHUMUS, Nicolaus W., 61.
- POSTYCHEV, Pavel P., 180*, 182.
- POUTNA, Vitovt K., 218*, 219, 224.
- PRÉOBRAJENSKY, Evgenii A., 207*, 210-213.
- PRITT, Denis Novell, 45*, 48, 75, 82, 96, 159, 201, 225, 247, 267.
- PUNTERVOLD, Michael, 65*, 66, 68.
- QUISLING, Vidkun, 130, 306.
- RADEK, Karl (Karl B. Sobelsohn, dit), 23, 30, 96*, 97, 163-167, 177, 183, 184, 193, 204, 227, 228, 236, 243, 248, 249, 251, 255, 270, 301.
- RAKOVSKY, Khristian G., 20, 210*, 211.
- RAMM, Alexandra I., 199*.
- RAVAZZOLI, Paolo, 122.
- REED, John, 31, 35*.
- REIN, Marc, 20.

- REINGOLD, Isaac I., 180*, 227.
 REIN-ANDERSEN, Gunnar, 28.
 RÉNERY, Lucien, 290.
 RIVERA, Diego, 36*, 82, 256, 268.
 ROBESPIERRE, Maximilien, 169*.
 ROLL ANKER, Nini, 28.
 ROLLAND, Romain, 70, 247*.
 ROMM, Vladimir, 27*, 62, 86, 163, 168, 216-232, 234, 236, 257, 277.
 ROSENBERG, Edith et Julius, 267.
 ROSENDAHL-JENSEN, Synnøve, 28.
 ROSENMARK, Hermann dit Raymond, 82, 97*, 148.
 ROSENTHAL, Gérard, 61*, 72, 275.
 ROSMER, Alfred, 68*, 121, 124-126, 157, 275, 276.
 ROSMER, Marguerite (née Thévenet), 124*, 126.
 ROSS, Edward A., 136*, 266.
 ROUS, Jean, 120*.
 RÜHLE, Otto, 137*, 157, 265-267, 275, 276.
 RYKOV, Aleksei I., 19, 123, 206.

 SACCO, Nicola, 140, 141*, 265, 267.
 SADOUL, Jacques, 41*-43.
 SANDERSON, Aksel, 28.
 SANDINO, Augustin, 267.
 SANJINES, Alfredo G., 291-294.
 SAVAL, 233.
 SCHEFLO, Olav, 133.
 SCHEIDEMANN, Philip, 282*.
 SCHMIDT, Peter J., 112*, 113, 128, 129, 233.
 SCHMUSZKOWITZ, Willy, 233.
 SEDOV Lev L. (Léon, Liova), 11, 25, 27*, 39, 61-64, 70, 79-81, 92, 107, 110, 111, 122, 125, 159, 163, 167, 176, 181, 198-203, 216, 219, 220, 223, 224, 226-228, 232, 250, 275, 276.
 SEDOV, Sergéi L. (Sérioja), 190.
 SEDOVA, Natalia I., 27, 119, 131, 200.
 SÉGAL, Maurice, 232*.
 SERGE, Victor (Victor L. Kibaltchich, dit), 41*-44, 117, 140, 166, 263, 307.
 SÉRÉBRIAKOV, Leonid P., 140*, 216, 226.
 SHACHTMAN, Max, 24, 29*, 30, 33, 90, 123, 135, 166, 212, 229, 231, 233, 277, 280.
 SHAKESPEARE, William, 163.

 SIBIRIAKOV (Dimitri V. Vilensky, dit), 209*.
 SINOT, Noël, 69.
 SMILGA, Ivar T., 207*, 210, 213.
 SMIRNOV, Ivan N., 62, 96*, 140, 163, 179, 222, 226.
 SMITH, Charles Andrew, 129, 233.
 SNEEVLIET, Henricus ou Henk, 108*, 113, 114, 117, 128, 129, 233.
 SOKOLNIKOV (Grigori I. Brilliant dit), 206*, 216.
 SOLOW, Herbert, 19, 24, 29*, 30, 103, 104, 120, 138, 268.
 SONNENSCHNEIN, Hugo (dit Sonka), 108*.
 SOSNOVSKY, Lev S. 76*.
 SOUVARINE (Boris Lifshitz, dit), 122*, 133.
 STALINE (Iossif V. Djougachvili, dit), 19, 20, 47, 50, 51, 70, 73, 75, 78, 89, 97, 104, 121, 123, 133, 134, 135, 144, 148, 149, 153, 154, 157, 159, 162, 163, 166, 168, 175, 177, 179-184, 188, 189, 193, 196, 206, 210, 212, 214, 216, 219, 221, 222, 229, 232, 246-251, 254, 255, 258-261, 265, 266, 273, 284, 285, 289, 296, 306.
 STERNBERG, Fritz, 233.
 STIRNER, Gustav ou Heinrich, 132, 237-243.
 STOLBERG, Benjamin, 136*, 137, 265-268.
 STØYLEN, Andreas, 245*.
 STÜRGGH, Carl von, 173*.
 SWABECK, Arne, 124*.

 TASCIA, Angelo, 122*.
 THALHEIMER, August, 205*.
 THOMAS, Albert, 41.
 THOMAS, Norman, 46*, 48, 53, 54, 56, 59, 88, 280.
 THOREZ, Maurice, 43*, 263.
 TOUKHATECHEVSKY, Mikhail N., 218.
 TRESCA, Carlo, 120, 265*.
 TRIMBLE, Glen, 53.
 TROIANOVSKY, Aleksandr A., 160*, 217, 253.
 TSÉRÉTELLI, Iraklii G., 282*.
 TYLER, Gus, 54.
 URBANUS, Hugo, 133, 19, 213.
 VAILLANT-COUTURIER, Paul, 43*.
 VALERA, Eamon de, 267.

- VAN ZEELAND, Paul, 20, 25.
 VANZETTI, Bartolomeo, 140, 141*, 265, 267.
 VANZLER, Joseph, 38*, 86.
 VARDINE (Ilia Mguéladzé, dit), 207*.
 VEREEKEN, Georges, 113*, 114, 117, 233, 290.
 VIGNE, Pierre, 68.
 VILLARD, Oswald Garrison, 32*.
 VOLKOVA Zinaïda L., 155*.
 VOLTAIRE (François Arouet, dit), 88*.
 VOROCHILOV, Klementi E., 180*-184, 206, 221, 222.
 VRATCHEV, Iakov A., 208*.
 VYCHINSKY, Andréï I., 51*, 81, 99-101, 136, 140, 148-151, 155, 158, 161-164, 176, 178, 181, 184, 190, 203, 204, 212, 216-229, 232, 234, 236, 238, 240-244, 247-253, 266, 303-306.
 WALCHER, Jakob, 233*.
 WALKER, Charles M., 92*, 110, 114, 115, 187.
 WEBER, Sara (Jacobs, dite), 229*, 233.
 WEISBORD, Albert, 213*.
 WILSON, Edmund, 120.
 WILSON, Thomas Woodrow, 47*.
 WINDFELD-HANSEN, Ivar, 299-300.
 WOLF, Erwin (dit Braun, Nicolle), 91*, 108, 131.
 WOLFE, Bernard, 55*, 56, 268.
 WOLOS, 295.
 WRANGEL, Piotr N., 304.
 YOTOPOULOS, Mitsos (dit Vitte), 233.
 ZAM, Herbert, 54.
 ZAPOROJETS, Ivan Z., 163*.
 ZEEUW, Stien de (Christina Anna De Ruyter, dite), 112*, 113.
 ZINOVIEV (Grigori E. Radomylsky, dit G.), 70, 76*, 96, 97, 108, 123, 140, 147, 164, 174, 176, 184, 193, 206, 207, 211, 212, 215, 222, 226, 227, 254, 255, 263, 265, 270, 305.
 ZOLA, Emile, 88*.

INDEX MATIÈRES

- Assassinat de Kirov, 140.
- Bolivie, question agraire, 291.
Bureaucratie, 96, 140, 295.
- Capitulations, Capitulars, 140.
Case of Leon Trotsky (The), 281.
Centrisme, 45, 107, 112.
Crimes de Staline (Les), 27, 86, 93, 307.
Critique historique, 140.
- Dantzig, répression, 301.
Démocratie bourgeoise, 282.
Droits d'auteur, 123, 125.
Droits littéraires, 31, 38, 127.
- Entrisme, 53, 112.
Espagne, Centrisme, 72, 112, 116, 282.
Espagne, Front populaire, 282.
Espagne, Révolution, 282.
Espagne, Révolution/Stalinisme, 74.
Etats-Unis, Entrisme, 279.
Etats-Unis, Libéraux, 30, 32, 135.
Etats-Unis, lutte contre les procès de Moscou, 29, 30, 32, 53, 56, 59, 87, 90, 91, 102, 135, 139, 263.
- Fascisme, 140.
Fascisme/Stalinisme, cf. Stalinisme/
Fascisme.
- France, lutte contre les procès de Moscou, 39, 67, 69, 72, 107, 120, 125.
France, Stalinisme, 41.
- Groupe Hearst, 32, 93.
Guerre mondiale, 112, 140.
- Internationale communiste, dégénérescence, 140.
- Juridisme, 96, 140.
- Lutte contre les procès de Moscou, cf. aussi au nom de chaque pays, 45, 49, 52, 93, 111, 130, 140, 263, 275, 277.
Lutte contre les procès de Moscou, manœuvres staliniennes, 56, 74, 82.
- Mexique, Gouvernement, 35.
Morale prolétarienne, 45.
Mouvement pour la quatrième internationale, finances, 123, 125.
- Norvège, expulsion de Trotsky, 65.
Norvège, Expulsion de Trotsky, protestation, 27.
Norvège, Gouvernement, 61.
- Pays-Bas, Lutte contre les procès de Moscou, 128.
Paysannerie, 291.
Petite-bourgeoisie, 116.
Procès de Moscou, 35, 61, 78, 96, 140.
Procès de Novosibirsk, 69.
Provocations staliniennes, 120.
- Quatrième Internationale, Construction, 263.
- Révolution d'Octobre, 140.
Révolution permanente, 282.
Russie, Nature de la révolution, 140.
- Sectarisme, 39.
Stalinisme/Fascisme, 301.

<p>Terrorisme, 140. Trotsky, Archives, Paris, 61, 140. Trotsky, Autobiographie, 140. Trotsky, Santé, 27, 125.</p> <p>Unité d'action, 102. U.R.S.S. Antisémitisme, 123, 295. U.R.S.S. Constitution, 295. U.R.S.S. Défense de l'U.R.S.S., 120 140, 301.</p>	<p>U.R.S.S. Nature de l'U.R.S.S., 35, 295. U.R.S.S. Opposition de gauche, 140. U.R.S.S. Répression, 133, 140. U.R.S.S. Répression contre les anti- fascistes, 74. U.R.S.S. Situation économique, 140, 299.</p>
--	---

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS, INSTITUTIONS, ETC.* DES INSTANCES, CONGRÈS, RÉUNIONS, ETC.*

- Action socialiste révolutionnaire** (Belgique), A.S.R., 108.
- Agence Tass**, 103, 179, 218, 222, 223, 273.
- American civil liberties union**, cf. Union américaine pour les libertés civiles.
- American Committee for the Defense of Leon Trotsky**, A.C.D.L.T., cf. Comité américain de défense de Léon Trotsky.
- American Federation of Labor**, A.F.L., cf. Fédération américaine du travail.
- American Labor Party**, A.L.P., cf. Parti travailliste américain.
- American League for Peace and Democracy**, cf. Ligue américaine pour la paix et la démocratie.
- American Workers Party**, A.W.P., cf. Parti américain des travailleurs.
- Amis de l'U.R.S.S.**, 56, 82, 143, 148, 170, 247, 265, 268.
- Armée Rouge**, 154, 175, 178, 184, 207, 218, 253, 304.
- Associated press**, 133.
- Association appel socialiste**, Socialist appeal association, 54.
- Association juridique internationale**, 148.
- Bordiguisme**, cf. Fraction bordiguiste.
- Bureau de Londres**, cf. Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire.
- Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire** (nouveau nom de Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.), B.I.U.S.R., Bureau de Londres, 108, 113, 114.
- Cadets**, K.D., cf. Parti constitutionnel démocrate.
- Casa del Pueblo**, cf. Maison du peuple.
- Cent-Noirs**, 255.
- Centre de propagande des républicains nationaux**, 125.
- Centrobalt**, 207.
- Chemises Noires**, 77.
- Club des Jacobins**, 169.
- Clubs John Reed**, 31.
- Comintern**, cf. Internationales : troisième internationale.
- Comité américain de défense de Léon Trotsky**, American Committee for the defense of Leon Trotsky, A.C.D.L.T., 19, 20, 23, 24, 25, 29, 30, 33, 45, 48, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 69, 82, 83, 87, 88, 89, 91, 93, 102, 103, 104, 105, 106, 127, 135, 136, 138, 139, 145, 265, 268, 277, 278, 279, 280.
— fraction trotskyste, 29, 55, 57, 91.
- Comité anglais pour la défense de Léon Trotsky**, 82.
- Comité belge pour la défense de Léon Trotsky**, 93, 108.
- Comité de salut public**, 169.

* **En gras**. Pour faciliter l'utilisation de cet index, en règle générale, nous avons désigné les organisations ou partis sous la forme française de leur dénomination.

- Comité de secours aux condamnés politiques** (France), 266.
- Comité français pour la défense de Léon Trotsky**, cf. Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution.
- Comité néerlandais pour la défense de Léon Trotsky**, 108.
- Comité norvégien pour le droit d'asile de Léon Trotsky**, 67.
- Comité pour l'action ouvrière progressiste**, Committee for progressive labor action, 112.
- Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la Révolution**, 82, 93, 107, 111, 120, 265, 266, 267. — Commission d'investigation, 94, 107, 271, 272, 276
- Comité pour la reprise des relations internationales**, 157.
- Comité suisse pour la défense de Léon Trotsky**, 82, 93, 108.
- Comité tchécoslovaque pour la défense de Léon Trotsky**, 82, 93, 108.
- Commission d'enquête internationale sur les procès de Moscou**, Commission Dewey, 23, 25, 26, 29, 39, 40, 45, 49, 54, 56, 57, 59, 69, 82, 83, 87, 88, 90, 93, 95, 102, 103, 104, 105, 106, 108, 111, 126, 128, 135, 136, 137, 138, 143, 145, 146, 159, 164, 166, 167, 197, 231, 233, 246, 247, 248, 262, 265, 266, 267, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 297, 298, 299, 307, 308. — sous-commission, 20, 26, 89, 106, 125, 128, 136, 137, 140, 268, 270, 272, 273, 274, 275, 276, 281.
- Commission d'Etat du plan**, Gosplan, 186.
- Commission Dewey**, cf. Commission d'enquête internationale sur les procès de Moscou.
- Commission pour une étude juridique des procès de Moscou**, 82, 83.
- Committee for progressive labor action**, cf. Comité pour l'action ouvrière progressiste.
- Communauté internationale de travail**, Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G. — Conférence de Paris (6 février 1933), 129.
- Communist Labor Party**, cf. Parti ouvrier communiste d'Amérique.
- Communist league of America**, C.L.A., cf. Opposition de gauche, sections de l'opposition internationale américaine.
- Communist league of struggle**, cf. Ligue communiste de combat.
- Communist Party of America**, C.P.A., cf. Parti communiste d'Amérique.
- Communistische Partij van Nederland**, cf. Parti communiste des Pays-Bas.
- Confederación de Trabajadores de Mexico**, C.T.M., cf. Confédération des travailleurs du Mexique.
- Confédération general de Trabajadores**, C.G.T., cf. Confédération générale des travailleurs (Mexique).
- Confederación nacional del Trabajo**, C.N.T., cf. Confédération nationale du travail.
- Confederación regional obrera Mexicana**, C.R.O.M., cf. Confédération régionale ouvrière du Mexique.
- Confédération des travailleurs du Mexique**, C.T.M., Confederación de trabajadores de Mexico, 70.
- Confédération générale des Travailleurs** (Mexique), C.G.T., Confederación general de trabajadores, 268.
- Confédération générale du Travail** (France), C.G.T., 69, 264. — Fédération des travailleurs des P.T.T., 267. — Fédération des travailleurs du sous-sol, 69, 300. — Syndicat des mineurs du Nord, 69. — tendance « syndicats », 69.
- Confédération générale du Travail Unitaire**, C.G.T.U., 264.
- Confédération Nationale du Travail**, C.N.T., Confederación nacional del trabajo, 73, 285, 289. — cf. aussi, Fédération anarchiste ibérique.
- Confédération Régionale Ouvrière du Mexique**, C.R.O.M., Confederación regional obrera mexicana, 268.
- Conférence de Paris**, cf. Communauté

- internationale de travail, Conférence de Paris.
- Conférence des rabbins américains**, 136.
- Congrès mondial juif.**
— exécutif, 136.
- Convention nationale**, 169.
- Corps-Francis**, 283.
- Défense ouvrière internationale**, International labor defense, 267.
- Défense ouvrière sans exclusive**, Non-partisan labor defense, 277.
- Det Norske Arbeiderparti**, D.N.A., cf. Parti ouvrier norvégien.
- Editions d'Etat soviétiques**, Gosizdat, 247.
- Emancipation du travail (L')**, Grupa Osvozbodenija Truva, 152.
- Etudiants communistes (France)**, 94.
- Federación anarquista iberica**, F.A.I., cf. Fédération anarchiste ibérique.
- Federación comunista iberica**, F.C.I., cf. Fédération communiste ibérique.
- Federación de sindicatos obreros del distrito federal**, cf. Fédération des syndicats ouvriers du district fédéral.
- Fédération américaine du Travail**, A.F.L., American Federation of Labor, 124, 268.
- Fédération anarchiste Ibérique**, F.A.I., Federación Anarquista Iberica, 282, 284, 285, 287.
— cf. aussi, Confédération nationale du travail.
- Fédération communiste Ibérique**, F.C.I., Federación comunista iberica, 113.
- Fédération des syndicats ouvriers du district fédéral**, Federación de sindicatos obreros del distrito federal, 268.
- Fédération syndicale internationale**, F.S.I., 142.
- Fraction bordiguiste**, 77, 112.
— cf. aussi, Parti communiste italien, fraction abstentionniste.
- Franc-Maçonnerie**, 229.
- Front des avocats socialistes du Mexique**, 82, 88, 148.
- Front populaire (France)**, 195.
- G.P.U.**, Guepeou, Gosoudarstvennoïé politicheskoié oupravlenié (administration politique d'état), 21, 25, 27, 43, 44, 61, 62, 63, 64, 75, 76, 78, 80, 89, 96, 97, 114, 115, 133, 135, 136, 137, 138, 148, 151, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 176, 177, 178, 179, 184, 190, 191, 193, 194, 197, 198, 199, 200, 201, 203, 209, 211, 212, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 227, 228, 231, 232, 234, 235, 236, 240, 246, 247, 253, 256, 260, 262, 263, 265, 268, 273, 275, 279, 300, 303, 305, 306.
- Geheime Staatspolizei** (Police secrète d'état), cf. Gestapo.
- Gestapo**, Geheime Staatspolizei (police secrète d'état), 81, 132, 193, 203, 275, 301, 303, 304, 305, 306.
- Gosizdat**, cf. Editions d'état soviétiques.
- Gosouardtstvennoie politicheskoié Oupravlenie**, cf. G.P.U.
- Gosplan**, cf. Commission d'Etat du plan.
- Groupe Clarity**, cf. Parti socialiste d'Amérique, Groupe Clarity.
- Groupe Menorah**, 29.
- Groupe Spartacus**, cf. Ligue Spartacus.
- Groupe Spartacus**, cf. Mouvement pour la quatrième internationale, sections, Dantzig.
- Groupe surréaliste (France)**, 94.
- Grupa Osvozbodenija Truva**, cf. Emancipation du travail (l').
- Guépéou**, cf. G.P.U.
- Independent Labour Party**, I.L.P., cf. Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne).
- Industrial workers of the World**, I.W.W., cf. Travailleurs industriels du monde.
- Inquisition**, 145, 146, 169.
- Institut appel socialiste**, Socialist appeal institute, 54.
- Institut de Recherche sociale**, Institut für Sozialforschung, 233.

- Institut für Sozialforschung**, cf. Institut de recherche sociale.
- Institut international d'Histoire sociale**, 61, 62.
- Intelligence service**, 158.
- International Labor Defense**, cf. Défense ouvrière internationale.
- Internationales :**
- Deuxième internationale, ou Internationale socialiste ou Internationale ouvrière 1889-1923, Internationale ouvrière socialiste après 1923**, 46, 142, 153, 195, 264, 266, 296.
- Troisième internationale ou Internationale communiste, I.C., ou Comintern**, 29, 35, 41, 43, 44, 46, 50, 51, 75, 78, 79, 80, 96, 97, 133, 134, 144, 154, 156, 157, 163, 166, 170, 190, 195, 196, 202, 203, 212, 230, 231, 247, 261, 264, 265, 266, 270, 284, 296.
- premier congrès, 43.
- sixième congrès, 53.
- exécutif, 69, 73, 261.
- secrétariat, 122.
- Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.**, cf. Communauté internationale de travail.
- Internationale communiste, I.C.**, cf. Internationales : troisième Internationale.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, cf. Mouvement pour la quatrième internationale, sections, allemande.
- Internationale ouvrière socialiste**, cf. Internationales : deuxième Internationale.
- Internationale socialiste**, cf. Internationales : deuxième Internationale.
- Internationale syndicale**, cf. Fédération syndicale internationale.
- Internationale syndicale rouge, I.S.R.**, Profintern, 73.
- Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition, I.V.K.O.**, cf. Union internationale de l'opposition communiste.
- Izquierda comunista de España**, cf. Opposition de gauche, section espagnole de l'opposition internationale.
- Jacobins**, cf. Club des Jacobins.
- Jeunes gardes socialistes, J.G.S.** (Belgique), 108.
- Jeunesses communistes :**
- américaines, 29.
- françaises, J.C., 121.
- russes, 174.
- Jeunesses léninistes (France)**, 121.
- Jeunesses socialistes :**
- allemandes, 157.
- américaines, 213, 269.
- belges, cf. Jeunes gardes socialistes.
- espagnoles, 113.
- françaises, 20.
- Seine, 20.
- Seine et Oise, 121.
- italiennes, 122.
- Junte de défense de Madrid**, 286.
- Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D.**, cf. Parti ouvrier communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D.**, cf. Parti communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Österreichs, K.P.Ö.**, cf. Parti communiste d'Autriche.
- Kommunistische Partei Opposition, K.P.O.**, cf. Parti communiste d'Allemagne, opposition de droite.
- Kuomintang (Parti du peuple du pays) (Chine)**, 50, 106.
- Labour Party**, cf. Parti travailliste (Grande-Bretagne).
- Légion condor**, 21.
- Leninbund**, cf. Ligue Lénine.
- Liga comunista internacionalista, L.C.I.**, cf. Mouvement pour la quatrième internationale, sections, mexicaine.
- Ligue américaine pour la paix et la démocratie**, American league for peace and democracy, 136.
- Ligue communiste de combat**, Communist league of struggle, 213.
- Ligue communiste internationale (B.L.) ou Internationaliste, L.C.I.** (nom de l'Opposition communiste de gauche internationale du 21 août 1933 au 31 juillet 1936).

- conférence dite « de Genève » (29 au 31 juillet 1936), 113.
- Ligue communiste internationale** (B.L.) ou **Internationaliste**, sections,
- française, ou Ligue communiste internationaliste, L.C.I., 61, 94, 120, 121, 122, 230, 232.
- groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O., G.B.L. (septembre 1934-mai 1936), 54, 61, 120, 121.
- comité central, 120.
- groupe juif, 121.
- Ligue française des droits de l'homme**, 97, 148, 229.
- Ligue Lénine**, Leninbund, 213.
- Ligue Spartacus**, Spartakusbund, 157.
- Ligue Spartacus**, cf. Mouvement pour la quatrième Internationale, section de Dantzig.
- Maison du peuple**, Casa del pueblo, 268.
- Marxistische Aktion der Schweiz**, M.A.S. cf. Mouvement pour la quatrième internationale, sections, suisse.
- Mouvement Amsterdam-Pleyel**, 120.
- Mouvement de Zimmerwald**, 153.
- Mouvement pour la quatrième Internationale** (nouvelle appellation de la Ligue communiste internationale depuis le 31 juillet 1936), 25, 133, 134, 156, 157, 195, 258, 260, 261, 264, 271, 289, 304.
- secrétariat international, S.I., dit aussi Théodore, 21, 91, 94, 108, 112, 120, 122.
- Mouvement pour la quatrième Internationale**, sections, 93.
- allemande, Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., 21, 25, 79.
- américaine, 90, 262, 279.
- belge, Parti socialiste révolutionnaire, P.S.R. 20, 25, 113, 118.
- danoise, 79, 80.
- de Dantzig, Groupe Spartacus ou Ligue Spartacus ou Internationale Kommunisten Deutschlands, Groupe de Dantzig, 301, 302, 303, 304, 305, 306.
- française, 40, 90, 91, 290.
- française, cf. aussi, **Parti ouvrier internationaliste**.
- mexicaine, Liga comunista internacionalista, 36, 262.
- suisse, Marxistische Aktion der Schweiz, M.A.S., 19.
- Mouvement Rex**, 20, 25.
- Nasjonal Samling**, cf. Rassemblement national (Norvège).
- Nationaal Arbeids Secretariaat**, N.A.S., cf. Secrétariat national du travail (Pays-Bas).
- Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei**, N.S.D.A.P., cf. Parti national-socialiste allemand des travailleurs (Parti nazi).
- Non-partisan labor defense**, cf. Défense ouvrière sans exclusive.
- Nuova opposizione italiana**, N.O.I., cf. Opposition de gauche, section italienne.
- Onafhankelijke Socialistische Partij**, O.S.P., cf. Parti socialiste indépendant (Pays-Bas).
- Opposition de gauche internationale** (1930-1933), cf. aussi Ligue communiste internationale (1933-1936), Mouvement pour la quatrième Internationale, 39, 43, 44, 69, 96, 156, 163, 213.
- Opposition de gauche internationale**, sections ou groupes, cf. aussi au nom des différents Partis communistes,
- allemande, 163.
- américaine, Communist league of America, C.L.A., 29, 38, 53, 92, 113, 124, 139, 229, 267.
- espagnole, Izquierda comunista de España, 73, 113.
- italienne, Nuova opposizione italiana, N.O.I., 122.
- Parti agrarien** (Autriche), 173.
- Parti américain des travailleurs**, American Workers Party, A.W.P., 113.
- Parti communiste d'Allemagne**, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., 79, 114, 157, 206, 301.
- comité central, 250.
- opposition de droite, Kommu-

- nistische Partei Opposition, K.P.O., 205, 206.
- opposition de gauche, 213, 301.
 - opposition zinoviéviste, 213.
- Parti communiste d'Amérique**, Communist party of America, C.P.A., 29, 31, 53, 54, 55, 78, 124, 136, 213, 265, 267, 277, 280.
- opposition de gauche, 53, 124, 267, 269, 277.
- Parti communiste d'Autriche**, Kommunistische Partei Österreichs, K.P.Ö., 122.
- Parti communiste de Belgique**, 113.
- Parti communiste chinois**, 50, 106.
- Parti communiste d'Espagne**, Partido comunista de España, P.C.E., 113, 282, 284, 287.
- Parti communiste, section française de** L'I.C., S.F.I.C., 39, 41, 43, 44, 61, 122, 157, 264.
- comité central, 43, 44.
 - comité directeur, 122.
 - secrétariat, 43.
- Parti communiste italien**, Partito comunista italiano, P.C.I., 112, 122.
- comité central, 122.
 - fraction abstentionniste, cf. aussi Fraction bordiguiste, 112.
 - secrétariat, 122.
- Parti communiste mexicain**, Partido comunista de México, P.C.M., 36, 268, 273.
- comité central, 36.
- Parti communiste des Pays-Bas**, Communistische Partij van Nederland, C.P.N. 128.
- Parti communiste de Tchécoslovaquie**, K.S.Č.
- opposition de gauche, 94.
- Parti communiste de l'Union soviétique**, P.C.U.S. ou **Parti communiste Russe**, Rossijskaja Kommunističeskaja Partija (b), R.K.P. (*de 1918 à 1925*), Vsérossijskaja Kommunističeskaja Partija, V.K.P. (*après 1925*), 73, 156, 181, 185, 206, 207, 208, 209, 221, 252, 254, 255, 272.
- bureau d'organisation, orgburo, 99.
 - bureau politique, 123, 143, 165, 180, 181, 185, 193, 204, 205, 206, 207.
- comité central, 19, 62, 99, 123, 133, 177, 179, 180, 205, 206, 208, 237, 255.
 - plénum (1927), 206.
 - congrès, septième (1918), 205.
 - congrès, seizième (1930), 212.
 - groupe français, 41.
 - opposition « centralisme démocratique » (décistes), 209.
 - opposition de droite, 206.
 - opposition de gauche, 41, 61, 62, 73, 76, 133, 140, 155, 158, 161, 164, 167, 168, 170, 174, 175, 177, 205, 206, 207, 208 209, 211, 212, 213, 215, 217, 218, 219, 254, 270.
 - opposition de gauche unifiée, 207.
 - opposition de Leningrad, 179, 206, 207, 221.
- Parti communiste Yougoslave**, 76.
- opposition de gauche, 76.
- Parti communiste internationaliste**, P.C.I. (ancien groupe « la Commune »), 39.
- Parti constitutionnel démocrate**, K.D., Cadets, 158.
- Parti des travailleurs des Etats-Unis**, Workers Party of the United States, W.P.U.S., section américaine de la L.C.I. puis du Mouvement pour la quatrième Internationale, 24, 53, 113.
- Parti national-socialiste allemand des travailleurs**, National-Sozialistische Deutsche Arbeiterpartei, N.S.D.A.P. (Parti nazi), 157.
- Parti ouvrier belge**, P.O.B., 113.
- Parti ouvrier communiste d'Allemagne**, Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D., 137, 199, 266.
- comité central 266.
- Parti ouvrier communiste d'Amérique**, Communist Labor Party, 35.
- Parti ouvrier d'unification marxiste**, Partido obrero de unificación marxista, P.O.U.M., 25, 41, 72, 73, 108, 109, 113, 114, 116, 117, 118, 284, 285, 286, 287, 288, 290.
- comité central, 286, 287, 289, 290.
- Parti ouvrier indépendant** (Grande-Bretagne), Independent Labour

- Party, I.L.P., 45, 47, 108, 113, 129, 233, 289.
- Parti ouvrier internationaliste**, P.O.I., section française de la L.C.I. puis du Mouvement pour la quatrième Internationale, 40, 61, 94, 108, 120, 121, 122.
- Parti ouvrier norvégien**, Det Norske Arbeiderparti, D.N.A., 65, 67.
- Parti ouvrier social-démocrate** (Pays-Bas), Sociaal-democratische Arbeiders Partij, S.D.A.P., 128. — aile gauche, 112, 128.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche**, Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreich, S.D.A.P.Ö., 46, 142, 173.
- Parti ouvrier social-démocrate de Russie**, P.O.S.D.R., Rossijskaja Social-Demokratičeskaja Rabočaja, Partija, 152, 165, 172, 206. — fraction bolchevique, 41, 42, 62, 76, 113, 123, 134, 140, 143, 152, 158, 160, 164, 165, 171, 177, 179, 180, 185, 206, 207, 209, 210, 218, 263, 264, 270, 282, 295. — Conférence de Prague (1912), 140. — fraction menchevique, 47, 51, 113, 118, 152, 160, 171, 209, 248, 249, 282.
- Parti ouvrier social-démocrate de Suède**, Sveriges Social-Demokratiske Arbetarepartiet, 46.
- Parti ouvrier socialiste révolutionnaire** (Pays-Bas), Revolutionnair Socialistische Arbeiders Partij, R.S. A.P., 108, 112, 113, 118; 128.
- Parti radical et radical-socialiste**, 229, 263.
- Parti social-chrétien** (Belgique), 20, 25.
- Parti social-démocrate d'Allemagne**, Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D., 96, 115, 137, 157, 282, 289, 301.
- Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie**, Social-demokračija Krosletswa Polskiego i Litwy, S.D.K.P.i.L., 96, 157.
- Parti social-démocrate norvégien**, 65, 244.
- Parti socialiste d'Amérique**, Socialist party of America, 20, 23, 24, 25, 29, 46, 53, 54, 56, 67, 85, 91, 158, 267, 269, 279, 280. — fédération scandinave, 124. — fraction trotskyste, 29, 54, 58, 85, 113, 267, 280. — gauche, 53. — groupe Clarity, 20, 54. — « militants », 54.
- Parti socialiste danois**, cf. Union démocratique socialiste du Danemark.
- Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière**, S.F.I.O., 49, 54, 120, 121, 122, 263. — commission administrative permanente, C.A.P., 120, 266. — conseil national, 21. — « reconstructeurs », 42. — tendance bolchevique-léniniste, cf. Ligue communiste internationale, sections, française.
- Parti socialiste indépendant**, Onafhankelijke Socialistische Partij, O.S.P., 112, 128.
- Parti socialiste italien**, Partito socialista italiano, P.S.I., 122, 266.
- Parti socialiste ouvrier d'Allemagne**, Sozialistische Arbeiterpartei (Deutschland), S.A.P., 108, 113, 115, 122, 289, 301.
- Parti socialiste ouvrier espagnol**, Partido socialista obrero español, P.S.O.E., 73, 282, 284.
- Parti socialiste révolutionnaire** (Belgique), cf. Mouvement pour la quatrième internationale, sections belge.
- Parti socialiste révolutionnaire** (Pays-Bas), Revolutionnair Socialistische Partij, R.S.P., 112.
- Parti socialiste révolutionnaire russe**, Partija socialistov revoljucionerov Rossii, S.R., 158, 172, 211.
- Parti travailliste**, Labour Party (Grande-Bretagne), Labour Party, 45.
- Parti travailliste américain**, American labor party, 54.
- Partido comunista de España**, P.C.E., cf. Parti communiste d'Espagne.
- Partido comunista de México**, P.C.M., cf. Parti communiste mexicain.

- Partido obrero de unificación marxista**, P.O.U.M., cf. Parti ouvrier d'unification marxiste.
- Partido socialista obrero español**, P.S.O.E., cf. Parti socialiste ouvrier espagnol.
- Partija socialistov revoljucionerov Rosii**, S.R., cf. Parti socialiste révolutionnaire russe.
- Partito comunista italiano**, P.C.I., cf. Parti communiste italien.
- Partito socialista italiano**, P.S.I., cf. Parti socialiste italien.
- Profintern**, cf. Internationale syndicale rouge, I.S.R.
- Rassemblement national**, Nasjonal Samling (Parti nazi norvégien), 130, 306.
- Revolutionnair Socialistische Arbeiders Partij**, R.S.A.P., cf. Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (Pays-Bas).
- Revolutionnair Socialistische Partij**, R.S.P., cf. Parti socialiste révolutionnaire (Pays-Bas).
- Rex**, cf. Mouvement Rex.
- Rossijskaja Kommunističeskaja Partija** (b), cf. Parti communiste de l'Union soviétique, P.C.U.S.
- Rossijskaja Social-Demokratičeskaja Rabočaja Partija**, cf. Parti ouvrier social-démocrate de Russie, P.O.S.D.R.
- Secrétariat national du travail**, Nationaal Arbeids Secretariaat, N.A.S., 108.
- Sindicato unico de trabajadores de la construcción del distrito federal**, cf. Syndicat unique des travailleurs de la construction du district fédéral.
- Sociaal-democratische Arbeiders Partij**, S.D.A.P., cf. Parti ouvrier social-démocrate (Pays-Bas).
- Socialdemokratische forbund i danmark**, cf. Union démocratique socialiste du Danemark.
- Socialdemokračija Krosletska Pol'skiego i Litwy**, S.D.K.P.i.L., cf. Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie.
- Socialist appeal association**, cf. Association appel socialiste.
- Socialist Appeal Institute**, cf. Institut appel socialiste.
- Socialist Party of America**, cf. Parti socialiste d'Amérique.
- Société des nations**, S.D.N., 221, 263.
- Soviet**, 252, 254, 272.
— de Petrograd, 152, 153, 158, 177, 179, 192.
- Sozialdemokratische Partei Deutschlands**, S.P.D., cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
- Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreich**, S.D.A.P.Ö., Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.
- Sozialistische Arbeiterpartei (Deutschland)**, S.A.P., cf. Parti socialiste ouvrier d'Allemagne.
- Spartakusbund**, cf. Ligue Spartacus.
- Spartakusbund (Dantzig)**, cf. Mouvement pour la quatrième Internationale, sections, Dantzig.
- Sûreté générale** (France), 230, 233.
- Sveriges Social-Demokratiska Arbetarepartiet**, cf. Parti ouvrier social-démocrate de Suède.
- Syndicat unique des travailleurs de la construction du district fédéral**, Sindicato unico de trabajadores de la construcción del distrito federal, 268.
- Tchéka de Petrograd**, 177.
- Travailleurs industriels du monde**, Industrial workers of the world, I.W.W., 35, 53, 265.
- Union américaine pour les libertés civiles**, American civil liberties union, 120.
- Union communiste** (France), 121.
- Union de combat pour l'émancipation de la classe ouvrière**, 152.
- Union démocratique socialiste du Danemark**, Socialdemokratische Forbund i Danmark, 78, 201.
- Unión general de trabajadores**, U.G.T., cf. Union générale des travailleurs.
- Union générale des travailleurs**, Unión

- general de trabajadores, U.G.T.,
73.
- Union internationale de l'opposition
communiste**, Internationale Vereinigung
der Kommunistischen Opposition,
I.V.K.O., 115, 122.
— section américaine, 36.
- Union militaire espagnole**, 286.
- Union ouvrière du midi de la Russie**,
151.
- United press**, 134.
- Vserossijskaja Kommunisticeskaja
Partija, V.K.P.**, cf. Parti commu-
niste de l'Union soviétique.
- Workers party of the United States**,
W.P.U.S., cf. Parti des travailleurs
des Etats-Unis.